

## **DEPARTEMENT DU GARD**

### **SEANCE PLENIERE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

*Séance du 10 janvier 2025*

---

DELIBERATION N° 5

DIRECTION GENERALE ADJOINTE DES RESSOURCES INTERNES

DIRECTION DES FINANCES

#### **Extrait de la réunion du 10 janvier 2025**

##### **ETAIENT PRESENTS**

Mme Dominique ANDRIEU-BONNET, M. Rémy BACHEVALIER,  
Mme Laurence BARDUCA-FAUQUET, M. Christian BASTID,  
M. Jean-Charles BENEZET, Mme Carole BERGERI,  
M. Gérard BLANC, Mme Pascale BORIES, M. Vincent BOUGET,  
Mme Léa BOYER, M. Ghislain CHASSARY, Mme Amal COUVREUR,  
M. Robert CRAUSTE, M. Martin DELORD, Mme Muriel DHERBECOURT,  
Mme Isabelle FARDOUX-JOUE, Mme Pascale FORTUNAT-DESCHAMPS,  
M. Jean-Pierre FUSTER, Mme Véronique GARDEUR-BANCEL,  
Mme Maryse GIANNACCINI, M. Frédéric GRAS, Mme Valérie GUARDIOLA,  
M. Marc LARROQUE, Mme Françoise LAURENT-PERRIGOT,  
M. Patrick MALAVIEILLE, Mme Hélène MEUNIER, Mme Valérie MEUNIER,  
Mme Elisabeth MONDET, M. Rémi NICOLAS, Mme Sylvie NICOLLE,  
Mme Bérengère NOGUIER, Mme Nathalie NURY, M. Bruno PASCAL,  
Mme Marie-Christine PEYRIC, M. Alexandre PISSAS, M. Julien PLANTIER,  
M. Philippe RIBOT, Mme Sophie ROULLE, Mme Huguette SARTRE,  
M. Patrick SCORSONE, M. Christophe SERRE, M. Eddy VALADIER

##### **PROCURATIONS**

M. Denis BOUAD donne procuration à M. Christophe SERRE

Mme Cathy CHAULET donne procuration à M. Ghislain CHASSARY

M. Olivier GAILLARD donne procuration à Mme Françoise LAURENT-PERRIGOT

M. Richard TIBERINO donne procuration à Mme Véronique GARDEUR-BANCEL

#### **BUDGET PRIMITIF 2025 - BUDGET PRINCIPAL**

**N° 5**  
**SEANCE PLENIERE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

---

- VU** le Code général des collectivités territoriales, notamment le livre troisième relatif aux finances du département et ses articles L.5217-10-1 à L.5217-10-15 et L.5217-12-2 à L.5217-12-5,
- VU** le décret n°2012-1246 du 07 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
- VU** le décret n°2023-624 du 18 juillet 2023 portant application du III de l'article 106 de la loi n°2015-991 du 07 août 2015,
- VU** l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable aux collectivités territoriales uniques, aux métropoles et à leurs établissements publics administratifs mise en place par l'arrêté NOR : INTB1426317A du 29 décembre 2014,
- VU** la délibération n°20 du Conseil départemental en date du 10 décembre 2021, portant approbation du règlement intérieur -modifié- du Conseil départemental,
- VU** la délibération n°02 du Conseil départemental en date du 1<sup>er</sup> décembre 2023, relative à l'application de l'instruction budgétaire et comptable M57 à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 pour le Budget principal,
- VU** la délibération n°03 du Conseil départemental en date du 1<sup>er</sup> décembre 2023, adoptant le règlement budgétaire et financier du Conseil départemental (M57),
- VU** la délibération n°02 du Conseil départemental en date du 06 décembre 2024, relative au débat d'orientation budgétaire de l'exercice 2025,
- VU** le rapport n° 104 de Madame la Présidente du Conseil départemental,
- VU** la réunion de la Commission finances et administration générale en date du 6 janvier 2025,
- VU** les pièces du dossier,

Entendu le Rapporteur, Monsieur Rémi NICOLAS,

**Considérant** qu'en date du 04 décembre 2024, les députés ont adopté la motion de censure déposée à la suite du recours à l'article 49.3 de la Constitution par le Premier ministre le 02 décembre 2024 pour rejeter le projet de loi de financement de la sécurité sociale (PLFSS) pour 2025 par l'Assemblée nationale ; dans ces conditions, et à la suite de la démission du Gouvernement BARNIER, l'examen et l'adoption du projet de loi de finances (PLF) 2025 ont été suspendus,

**Considérant** que le projet politique de la majorité départementale est structuré autour de trois axes :

- soutenir et accompagner tous ceux qui en ont besoin,
- protéger la santé et la qualité de vie des gardoises et des gardois,
- relier les personnes et les territoires,

**Considérant** que le Conseil départemental entend, dans ce contexte, conserver une maîtrise nécessaire de ses dépenses réelles de fonctionnement tout en maintenant un haut niveau de service public rendu aux usagers,

- Considérant** dès lors, en ce qui concerne la section de fonctionnement qui s'équilibre à 1 007 371 686,00 €, qu'il apparaît que les dépenses réelles de fonctionnement, représentent 928 646 186,00 € en augmentation de +12 592 612,93 € par rapport au Budget primitif 2024 ; dans ces conditions, elles assurent une prise en compte la plus exhaustive possible des dépenses prévisionnelles, devant limiter de fait le recours à des décisions modificatives en cours d'exécution budgétaire 2025,
- Considérant** que pour parvenir à la maîtrise des dépenses réelles de fonctionnement, le Budget primitif 2025 intègre des augmentations raisonnées et maîtrisées en ce qui concerne la plupart des chapitres du budget de fonctionnement, et notamment celui des charges à caractère général (chapitre 011) qui est en diminution de 1,3 M€,
- Considérant** que les charges liées au ressources humaines sont en progression de +1,6 M€ (+ 0,77 %) par rapport au BP 2024, le seul chapitre 012 progressant de 1,1 M€ ; cette progression des charges de personnel, tous chapitres confondus, s'explique essentiellement par les revalorisations salariales (revalorisation de certaines grilles salariales, revalorisation du SMIC, Glissement Vieillessement Technicité), par l'augmentation de diverses prestations sociales (restauration collective, prévoyance), ainsi que par l'augmentation de cotisations CNRACL à la charge de la collectivité (+4%) ; ce prévisionnel étant atténué par une diminution d'agents contractuels,
- Considérant** par ailleurs, que les autres charges de gestion courante (chapitre 65) d'un montant global de dépenses de 348,7 M€, sont en augmentation de 14,6 M€ intégrant, entre autres, des augmentations en faveur de l'accueil des enfants confiés à l'aide sociale à l'enfance, des personnes âgées et des personnes en situation de handicap ainsi que du logement, de la santé et de l'économie social et solidaire, du SDIS, etc...,
- Considérant** en outre, les dépenses du chapitre 017 (RSA - allocations et actions d'insertion) avec un montant global de 199,5 M€, dont 188 M€ pour la seule allocation RSA (contre 187 M€ au BP 2024),
- Considérant** que l'équilibre budgétaire de la section de fonctionnement a été réalisé par des recettes réelles d'un montant global de 977 689 386,00 € (contre 968 748 162,37 € en 2024), en augmentation de + 8 941 223,63 €, avec des droits de mutation à titre onéreux (DMTO) qui ont été inscrits pour 143 M€ contre 135 M€ au Budget primitif 2024, afin de tenir compte de la reprise qui semble s'être amorcée au cours du second semestre 2024, revenant ainsi au montant encaissé en 2023,
- Considérant** qu'en conséquence, le niveau d'épargne brute prévisionnel (recettes réelles de fonctionnement moins dépenses réelles de fonctionnement) se situe pour l'exercice 2025 à un niveau de 49 M€ (contre 52,7 M€ en 2024),
- Considérant** que la section d'investissement qui s'équilibre à 251 756 939,59 € € traduit une volonté toujours affirmée de l'effort du Conseil départemental du Gard à investir au niveau local, en vue d'accroître encore l'attractivité de son territoire et de soutenir les collectivités. Ainsi, les dépenses réelles d'investissement (hors dette) restent soutenues : 126,2 M€ au BP 2025, contre 156,4 M€ au BP 2024 afin de limiter le financement par recours à l'emprunt,

**Considérant** qu'à ce titre, le Conseil départemental entend investir 37,6 M€ sur le volet mobilité intégrant notamment l'entretien du patrimoine routier et la réalisation d'infrastructures nouvelles ; 37,5 M€ sur le volet logistique (rénovation énergétique, collèges, bâtiments départementaux, etc...) ; diverses subventions d'investissement pour la construction et la réhabilitation d'établissements pour les personnes âgées (3,9 M€) ; du Fonds de solidarité logement (1,5 M€) ; ainsi que diverses actions en faveur de l'attractivité du territoire et de l'habitat (12,1 M€ dont plus de 8,1 M€ pour les crédits départementaux d'équipement (CDE) et les dossiers d'intérêts départementaux (DID)) ; 3,1 M€ pour les logements sociaux ; 1,4 M€ pour des études et travaux du centre sportif de Méjannes-le-Clap ), etc...,

**Considérant** le volume et les caractéristiques des prêts qu'il est envisagé sur 2025, le montant du remboursement en capital de la dette pour 2025 est estimé à 47,3 M€. Le montant de la charge des intérêts pour 2025 est de 11,5 M€. A cela, il est estimé également une charge d'intérêts de 450 K€ pour recours éventuel à des lignes de trésorerie et 300 K€ d'intérêts courus non échus, soit un total de 12,25 M€ (contre 11,85 M€ au BP 2024),

**Considérant** que l'équilibre de la section d'investissement se réalise notamment par des recettes réelles hors dette de l'ordre de 24,8 M€ (dont 11 M€ liés au Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)), un recours à l'emprunt d'équilibre inscrit pour 99,7 M€ (contre 116,7 M€ au BP 2024) ; le résultat de fonctionnement qui sera constaté au Compte administratif 2024, pourra venir diminuer ce montant,

**Considérant** que, malgré le contexte national et les incertitudes pesant sur le texte définitif de la loi de finances pour 2025, le projet de Budget primitif du Conseil départemental du Gard allie ambition et maîtrise des dépenses dans une logique de responsabilité financière, en permettant la continuité des actions politiques engagées au service des gardoises et des gardois et en maintenant un niveau d'investissement qui renforce l'attractivité du territoire départemental,

## **A LA MAJORITE,**

Opposition de M. Jean-Pierre FUSTER, Mme Elisabeth MONDET

Abstention de M. Rémy BACHEVALIER, M. Jean-Charles BENEZET, M. Gérard BLANC, Mme Pascale BORIES, Mme Léa BOYER, Mme Muriel DHERBECOURT, Mme Véronique GARDEUR-BANCEL, M. Frédéric GRAS, Mme Valérie MEUNIER, Mme Marie-Christine PEYRIC, M. Julien PLANTIER, M. Philippe RIBOT, Mme Sophie ROULLE, Mme Huguette SARTRE, M. Richard TIBERINO, M. Eddy VALADIER

Interventions de Madame Valérie MEUNIER, Messieurs Philippe RIBOT, Robert CRAUSTE, Christian BASTID et Christophe SERRE.



## DELIBERE

### ARTICLE 1 :

Est adopté le **Budget primitif 2025** du Budget principal, présenté en *annexe n°1* par chapitre sans vote formel sur chacun des chapitres, avec opérations d'ordre et hors report.

Pour information, le Budget primitif 2025 est également présenté (sans vote) par fonction, avec opérations d'ordre et hors report, en *annexe n°2*.

Les crédits 2025 votés à cette séance budgétaire sont, tout mouvement confondu, en dépenses et en recettes, d'un montant de **1 259 128 625,59 €**. Une vue d'ensemble du Budget primitif 2025, ventilée par section, est jointe en *annexe n°3*.

Les éléments figurant en *annexe n°4* présentent les décisions budgétaires ventilées par politiques publiques ainsi que les tableaux financiers (*tableaux de suivi des autorisations d'engagement et des autorisations de programme (AE-AP) ; tableaux des opérations réelles par prestation et service ; tableaux des opérations d'ordre et des opérations patrimoniales ; synthèse des opérations réelles et des opérations d'ordre par commission*).

### ARTICLE 2 :

La présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de son entrée en vigueur, d'un recours administratif auprès de Madame la Présidente du Conseil départemental du Gard, 3 rue Guillemette 30044 Nîmes Cedex 9, ou d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nîmes, 16 avenue Feuchères 30000 Nîmes.

## POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

LA PRESIDENTE,

The image shows two handwritten signatures in blue ink. The top signature is 'Françoise Laurent-Perrigot' written in a cursive script. Below it is a second, more stylized signature, possibly 'F. Laurent-Perrigot'.

Acte rendu exécutoire compte tenu de :

- La publication le : 15-01-2025
- La transmission au représentant de l'Etat le : 15-01-2025
- N° AR 030-223000019-20250110-lm1X010001c195-DE

## Annexe 1

### Présentation par chapitre avec opérations d'ordre et hors report

	Fonctionnement	Fonctionnement	Investissement	Investissement
Avec opérations d'ordre et hors report	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
<b>F_011_CHARGES A CARACTERE GENERAL</b>	38 569 938,36			
<b>F_012_CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES</b>	190 736 879,18			
<b>F_013_ATTENUATIONS DE CHARGES</b>		481 200,00		
<b>F_014_ATTENUATIONS DE PRODUITS</b>	43 452 447,00			
<b>F_016_APA</b>	93 516 665,79	42 195 000,00		
<b>F_017_RSA / REGULARISATIONS DE RMI</b>	199 451 312,81	4 574 380,00		
<b>F_6586_FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ELUS</b>	480 000,00			
<b>F_65_AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE</b>	348 658 942,86			
<b>F_66_CHARGES FINANCIERES</b>	12 250 000,00			
<b>F_67_CHARGES SPECIFIQUES</b>	510 000,00			
<b>F_68_DOTATIONS AUX PROVISIONS</b>	1 020 000,00			
<b>F_70_PRODUIITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES</b>		3 367 400,00		
<b>F_731_FISCALITE LOCALE</b>		403 474 571,00		
<b>F_73_IMPOTS ET TAXES</b>		336 482 743,63		
<b>F_74_DOTATIONS ET PARTICIPATIONS</b>		173 307 313,37		
<b>F_75_AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE</b>		13 298 078,00		
<b>F_76_PRODUIITS FINANCIERS</b>		500 000,00		
<b>F_77_PRODUIITS EXCEPTIONNELS</b>		8 700,00		
<b>I_024_PRODUIITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS (RECETTES)</b>				952 000,00
<b>I_10_DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES</b>			60 000,00	11 000 000,00
<b>I_13_SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT (RECUES)</b>				11 146 567,00
<b>I_16_EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES</b>			54 990 000,00	106 242 872,59
<b>I_204_SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES</b>			31 758 073,59	
<b>I_20_IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (SAUF LE 204)</b>			8 045 278,58	
<b>I_21_IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>			8 669 744,00	
<b>I_23_IMMOBILISATIONS EN COURS</b>			74 661 543,42	
<b>I_26_PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS</b>			200 000,00	
<b>I_27_AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>			1 700 000,00	1 700 000,00
<b>F_042_OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS</b>	78 725 500,00	29 682 300,00		
<b>I_040_OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTION</b>			29 682 300,00	78 725 500,00
<b>I_041_OPERATIONS PATRIMONIALES</b>			41 990 000,00	41 990 000,00
<b>Total</b>	<b>1 007 371 686,00</b>	<b>1 007 371 686,00</b>	<b>251 756 939,59</b>	<b>251 756 939,59</b>

## Annexe 2

### Présentation par fonction avec opérations d'ordre et hors report

	Fonctionnement	Fonctionnement	Investissement	Investissement
Avec opérations d'ordre et hors report	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
<b>01 OPÉRATIONS NON VENTILABLES</b>	136 458 841,00	915 599 287,63	128 622 300,00	240 800 674,59
<b>020 ADMINISTRATION GENERALE DE LA COLLECTIVITE</b>	951 400,00	30 978,00	26 000,00	
<b>021 PERSONNEL NON VENTILE</b>	46 806 309,50	714 500,00		
<b>022 INFORMATION, COMMUNICATION, PUBLICITE</b>	2 035 080,00		150 000,00	
<b>028 AUTRES MOYENS GENERAUX</b>	15 483 982,35	327 900,00	15 118 225,00	30 000,00
<b>031 ASSEMBLEE DELIBERANTE</b>	2 838 600,00			
<b>041 ACTIONS RELEVANT DE LA SUBVENTION GLOBALE</b>	4 200 000,00	3 000 000,00		
<b>048 AUTRES ACTIONS</b>	16 500,00			
<b>11 POLICE, SECURITE, JUSTICE</b>	1 500,00			
<b>12 INCENDIE ET SECOURS</b>	55 635 745,84		6 206 936,22	
<b>18 AUTRES INTERVENTIONS PROTECTIONS DES PERSONNES ET DES BIENS</b>	189 159,92			
<b>201 SERVICES COMMUNS</b>	26 310 638,79		21 000,00	
<b>221 COLLEGES</b>	16 673 905,00	1 928 000,00	25 538 459,00	3 830 215,00
<b>23 ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</b>			260 000,00	
<b>281 HEBERGEMENT ET RESTAURATION SCOLAIRES</b>	46 500,00		2 000,00	
<b>282 SPORT SCOLAIRE</b>			950 000,00	
<b>30 SERVICES COMMUNS</b>	4 415 218,16		20 000,00	
<b>311 ACTIVITÉS ARTISTIQUES, ACTIONS ET MANIFESTATIONS CULTURELLES</b>	2 740 000,00		70 000,00	
<b>312 PATRIMOINE</b>	2 058 350,00		62 000,00	
<b>313 BIBLIOTHÈQUES, MEDIATHEQUES</b>	1 973 222,20	3 000,00	620 980,00	42 600,00
<b>314 MUSEES</b>	1 212 984,64	63 500,00	568 200,00	
<b>315 SERVICES D'ARCHIVES</b>	3 171 675,50	100,00	505 000,00	
<b>321 SALLES DE SPORT, GYMNASES</b>	77 000,00		130 000,00	
<b>325 AUTRES EQUIPEMENTS SPORTIFS OU DE LOISIRS</b>	620 000,00		1 530 000,00	
<b>326 MANIFESTATIONS SPORTIVES</b>	1 560 000,00			
<b>338 AUTRES ACTIVITES POUR LES JEUNES</b>	785 000,00			
<b>341 EGALITE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES</b>	219 500,00			
<b>410 SERVICES COMMUNS</b>	180 000,00			
<b>411 PMI ET PLANIFICATION FAMILIALE</b>	12 224 449,89	665 000,00	37 000,00	
<b>412 PREVENTION ET EDUCATION POUR LA SANTE</b>	277 200,00			
<b>418 AUTRES ACTIONS</b>	140 000,00			
<b>420 SERVICES COMMUNS</b>	46 027 129,64		3 669 586,00	
<b>4213 AIDES SOCIALES A L'ENFANCE</b>	135 112 436,40	4 275 000,00	60 000,00	
<b>4231 FORFAITS AUTONOMIE</b>	281 153,00	2 586 274,00		
<b>4232 AUTRES ACTIONS DE PREVENTION</b>	2 418 847,00	275 000,00		
<b>4238 AUTRES ACTIONS EN FAVEUR DES PERSONNES AGEES</b>	36 131 429,00	13 653 035,00	2 594 000,35	
<b>425 PERSONNES HANDICAPEES</b>	97 217 575,00	13 436 696,00	1 282 600,00	
<b>428 AUTRES INTERVENTIONS SOCIALES</b>	2 764 860,00	500,00	20 000,00	
<b>430 SERVICES COMMUNS</b>	5 093 665,79	42 000 000,00		
<b>431 APA A DOMICILE</b>	56 650 000,00			
<b>433 APA VERSEE A L'ETABLISSEMENT</b>	31 773 000,00			
<b>444 INSERTION PROFESSIONNELLE</b>	7 761 645,00	2 943 105,00	200 000,00	

	Fonctionnement	Fonctionnement	Investissement	Investissement
Avec opérations d'ordre et hors report	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
445 EVALUATION DES DEPENSES ENGAGEES	27 000,00			
446 DEPENSES DE STRUCTURE	3 503 667,81			
447 RSA ALLOCATIONS	188 107 000,00	1 631 275,00		
448 AUTRES DÉPENSES AU TITRE DU RSA	52 000,00			
501 SERVICES COMMUNS	28 665 316,50	767 800,00	8 420 351,10	783 000,00
515 OPERATIONS D'AMENAGEMENT	1 040 800,00		1 223 051,85	
555 LOGEMENT SOCIAL	4 699 676,00	641 000,00	1 862 541,20	
60 SERVICES COMMUNS	662 433,95			
62 STRUCTURE D'ANIMATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	891 000,00		30 000,00	
6311 LABORATOIRE	2 047 145,13	645 000,00	155 000,00	
6312 AUTRES	502 601,58	43 535,37	283 068,37	
633 DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE	3 075 800,00	500 000,00	724 914,78	
70 SERVICES COMMUNS	182 000,00			
731 POLITIQUE DE L'EAU	124 794,72	210 000,00	4 461 008,58	
735 LUTTE CONTRE LES INONDATIONS			339 467,75	
78 AUTRES ACTIONS	5 138 617,69	750 600,00	1 554 448,62	
81 TRANSPORTS SCOLAIRES	2 000 000,00	1 600,00		
843 VOIRIE DEPARTEMENTALE	4 800 100,00	550 000,00	31 874 516,00	4 230 450,00
847 EQUIPEMENTS DE VOIRIE	500,00		543 000,00	
853 HALTES FLUVIALES ET AUTRES INFRASTRUCTURES FLUVIALES	1 316 729,00	129 000,00	12 021 284,77	2 040 000,00
<b>Total</b>	<b>1 007 371 686,00</b>	<b>1 007 371 686,00</b>	<b>251 756 939,59</b>	<b>251 756 939,59</b>

### Annexe 3

#### Vue d'ensemble par section avec opérations d'ordre et reports

##### Fonctionnement

	<b>Dépenses</b>	<b>Recettes</b>
<b>Opérations réelles</b>	916 396 186,00	977 689 386,00
<b>Opérations réelles Dette</b>	12 250 000,00	
<b>Opérations d'ordre</b>	78 725 500,00	29 682 300,00
<b>Somme :</b>	<b>1 007 371 686,00</b>	<b>1 007 371 686,00</b>

##### Investissement

	<b>Dépenses</b>	<b>Recettes</b>
<b>Mouvements financiers</b>	6 590 000,00	6 590 000,00
<b>Opérations réelles</b>	126 194 639,59	24 798 567,00
<b>Opérations réelles Dette</b>	47 300 000,00	99 652 872,59
<b>Opérations d'ordre</b>	29 682 300,00	78 725 500,00
<b>Opérations patrimoniales</b>	41 990 000,00	41 990 000,00
<b>Somme :</b>	<b>251 756 939,59</b>	<b>251 756 939,59</b>

# **SÉANCE PLÉNIÈRE DU VENDREDI 10 JANVIER 2025**

## **Présentation du Budget départemental**

### **Budget primitif 2025 du Budget principal**

## PARTIE 1. CREDITS BUDGETAIRES.....4

<b>AXE 1 - SOUTENIR ET ACCOMPAGNER TOUS CEUX QUI EN ONT BESOIN</b>	<b>6</b>
A) Accompagner les choix de vie des personnes âgées et favoriser l'inclusion des personnes handicapées.....	6
B) Mener une politique d'insertion au service de l'emploi.....	14
C) Soutenir les parents et les enfants de la naissance à l'adolescence .....	17
D) Faire du logement une priorité.....	23
E) Soutenir l'activité et l'emploi.....	28
F) Favoriser la réussite de tous les jeunes .....	30
G) Garantir l'égalité entre les femmes et les hommes.....	40
H) Aider les plus vulnérables .....	42
<b>AXE 2 - PROTEGER NOTRE SANTE ET NOTRE QUALITE DE VIE</b>	<b>45</b>
A) Favoriser le développement d'une agriculture durable pour une alimentation de qualité .....	45
B) Réussir la transition écologique.....	49
C) Construire une destination touristique d'exception .....	65
D) Aménager le territoire en soutenant les dynamiques territoriales.....	70
E) Militer pour la culture pour tous .....	74
F) Faire du sport la clé de l'épanouissement de chacun.....	84
G) Agir pour lutter contre les risques .....	88
H) S'engager pour la santé et les soins partout et pour tous.....	94
I) Développer la lecture publique sur l'ensemble du département .....	99
<b>AXE 3 - RELIER LES PERSONNES ET LES TERRITOIRES</b>	<b>102</b>
A) Soutenir une vie associative locale .....	102
B) Garantir et simplifier les services de proximité .....	104
C) Mieux circuler et se déplacer.....	106
D) Connecter chacun au très haut débit .....	110
E) Faire vivre la démocratie locale dans la concertation et la transparence .....	111
<b>MOYENS ET RESSOURCES - RENDRE POSSIBLE L'ATTEINTE DES OBJECTIFS EN ADAPTANT LES RESSOURCES AUX BESOINS</b>	<b>112</b>
A) Gérer l'institution de manière pérenne .....	112
B) Innover et protéger le système d'information et les usages numériques.....	115
C) Accompagner et sécuriser la Collectivité dans ses démarches juridiques .....	120
D) Préserver durablement les finances du Conseil départemental .....	123
E) Développer et piloter une politique RH de qualité.....	128

F) Entretien et valoriser notre patrimoine bâti .....	131
G) Préserver la santé des agents .....	134

## **PARTIE 2. LES GRANDS EQUILIBRES BUDGETAIRES**136

<b>UNE SECTION DE FONCTIONNEMENT PERMETTANT DE DEGAGER UNE EPARGNE BRUTE D'UN MONTANT DE 49 M€</b>	<b>137</b>
A) Des recettes réelles de fonctionnement inscrites pour 977,7 M€ .....	137
B) Des dépenses réelles de fonctionnement inscrites pour 928,6 M€ .....	137
<b>UNE SECTION D'INVESTISSEMENT DOTE D'UN HAUT NIVEAU D'INVESTISSEMENT EN SOUTIEN A L'ACTIVITE ECONOMIQUE DU TERRITOIRE</b>	<b>139</b>
<b>GRAPHIQUES</b>	<b>140</b>
A) Volet Dépenses .....	140
B) Volet Recettes .....	144
<b>VUE D'ENSEMBLE</b>	<b>145</b>
<b>SYNTHESE GLOBALE</b>	<b>147</b>

## **PARTIE 3. TABLEAUX FINANCIERS ..... 148**

<b>AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (AE) ET AUTORISATIONS DE PROGRAMME (AP)</b>	<b>149</b>
<b>OPERATIONS REELLES (PRESTATIONS)</b>	<b>171</b>
<b>OPERATIONS D'ORDRE ET OPERATIONS PATRIMONIALES</b>	<b>270</b>
<b>SYNTHESE PAR COMMISSION</b>	<b>273</b>



# **Partie 1. CREDITS BUDGETAIRES**

---

L'action publique que le Conseil départemental souhaite promouvoir s'articule autour de trois axes prioritaires :

1. Soutenir et accompagner tous ceux qui en ont besoin
2. Protéger notre santé et notre qualité de vie
3. Relier les personnes et les territoires

Ces trois axes sont déclinés en 22 engagements politiques qui sont précisément exposés dans le présent document de présentation du budget départemental.

Pour parvenir à la réalisation de ces 3 axes prioritaires et de ces 22 engagements politiques, le Conseil départemental se dote de moyens et ressources déclinés en 7 engagements de l'administration.

Le présent support décrit le Budget primitif 2025 du Conseil départemental selon la chronologie précitée en intégrant, bien sûr, les politiques et cadres déclinés dans nos schémas adoptés ou à venir.

## AXE 1 - SOUTENIR ET ACCOMPAGNER TOUS CEUX QUI EN ONT BESOIN

Ce premier axe prioritaire se décline en 8 engagements politiques :

- ❖ Accompagner les choix de vie des personnes âgées et favoriser l'inclusion des personnes handicapées
- ❖ Mener une politique d'insertion au service de l'emploi
- ❖ Soutenir l'activité et l'emploi
- ❖ Soutenir les parents et les enfants de la naissance à l'adolescence
- ❖ Faire du logement une priorité
- ❖ Favoriser la réussite de tous les jeunes
- ❖ Garantir l'égalité entre les femmes et les hommes
- ❖ Aider les plus vulnérables

Le **Schéma départemental des solidarités sociales 2022-2027** est la feuille de route du Conseil départemental pour soutenir, accompagner et apporter des réponses adaptées aux gardoises et aux gardois qui ont en besoin : les enfants, les familles, les personnes en situation de handicap, les personnes âgées et l'ensemble des personnes qui rencontrent des difficultés dans leur quotidien pour se loger, se soigner ou trouver un emploi. Il comprend 11 orientations et des objectifs stratégiques et opérationnels dont la mise en œuvre mobilise l'ensemble du budget 2025 des directions de la Direction générale adjointe des solidarités.

### A) Accompagner les choix de vie des personnes âgées et favoriser l'inclusion des personnes handicapées

Les crédits votés visent à la réalisation des objectifs du **Schéma départemental des solidarités sociales 2022-2027** et son orientation « Bien vieillir dans le Gard - chez soi ou comme chez soi », parmi lesquels « Développer et renforcer la prévention de la perte d'autonomie », « Soutenir les proches aidants » et « Agir sur l'habitat et les lieux de vie ». Par ailleurs, le Schéma affirmant une approche « inclusive » pour les personnes en situation de handicap, celles-ci trouvent des réponses à leurs besoins selon leurs âges dans chacune des trois orientations du Schéma « Bien grandir », « Bien vivre – être autonome par l'activité », et « bien vieillir – chez soi ou comme chez soi ».

#### 1) Répondre aux besoins spécifiques des personnes âgées, des personnes en situation de handicap et de leurs aidants

##### a) Les dépenses consacrées aux personnes âgées

##### §1. L'allocation personnalisée d'autonomie (APA) à domicile

L'Allocation personnalisée d'autonomie à domicile (APAD) sert à payer (en totalité ou en partie) les dépenses nécessaires pour permettre aux personnes âgées de rester vivre à leur domicile.

Le total des crédits inscrits, en dépenses, au titre de l'APA à domicile est de 51 503 500 €.

- Dont APAD versées aux services d'aide à domicile : 40 000 000 €
- Dont APAD versées directement aux bénéficiaires : 11 500 000 €
- Dont Titres annulés : 3 500 €

De manière corollaire, et compte tenu des prévisions réalisées pour l'exercice 2024, le montant des recettes estimées issues des versements de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) s'élève à 42 000 000 €.

## §2. L'allocation personnalisée d'autonomie aux établissements (APAE)

Pour les personnes âgées hébergées dans un établissement médico-social (un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) ou une unité de soins de longue durée (USLD)), l'Allocation personnalisée d'autonomie (APAE) couvre une partie du tarif dépendance fixé par l'établissement. L'ensemble des établissements perçoit ainsi un « forfait dépendance » dont les modalités de calcul s'appuient notamment sur le niveau de dépendance des personnes hébergées (dans le département du Gard et hors Gard).

Dans le Gard, ce forfait concerne 84 EHPAD et 5 USLD, ces 5 unités dépendent de centres hospitaliers (CHU de Nîmes, CH de Bagnols-sur-Cèze, Alès, Le Vigan, Uzès).

Le montant des crédits inscrits en dépense est de 31 500 000 €.

## §3. La Carte mobilité inclusion (CMI)

L'Imprimerie nationale est seule habilitée à éditer les cartes mobilité inclusion afin d'en garantir une plus grande sécurisation. Le budget inscrit concerne le coût de fabrication et d'expédition des CMI.

Le montant des crédits inscrits en dépense est de 20 000 €.

## §4. La dotation complémentaire pour les services d'aide à domicile

Les dépenses de fonctionnement pour la dotation complémentaire sont inscrites à hauteur de 2 850 000 €.

### b) L'allocation aux familles pour le transport des élèves en situation de handicap

Le Conseil départemental finance les frais de transport sur le lieu de scolarisation des élèves et étudiants en situation de handicap.

Le montant des crédits inscrits en dépense est de 2 000 000 €.

Le montant inscrit en recette est de 1 600 € pour les annulations de mandat sur exercice antérieur.

### c) Les subventions à divers organismes partenaires

De nombreuses associations œuvrent en faveur des personnes en situation de handicap et des personnes âgées et développent des actions que le Conseil départemental soutient à hauteur de 299 184 € ainsi répartis :

- Subventions aux associations œuvrant pour les personnes âgées : 150 184 €
- Subventions aux associations œuvrant pour les personnes handicapées : 149 000 €

#### d) Les compensations du handicap

##### §1. L'allocation d'aides individuelles à l'hébergement des personnes handicapées

Les crédits nécessaires sont estimés à 56 496 732 € en dépenses, dont :

- 3 254 000 € destinés aux services d'accompagnement à la vie sociale (SAVS) et aux services d'accompagnement médico-sociaux pour adultes handicapés (SAMSAH) contribuant à permettre aux personnes handicapées de vivre à leur domicile.
- 53 242 732 € pour financer l'aide sociale pour les frais de séjour en établissements.

Il convient d'inscrire 60 000 € en recettes au titre des versements de ressources de personnes en situation de handicap des personnes hébergées.

##### §2. La Prestation de Compensation du Handicap (PCH)

La Prestation de compensation du handicap (PCH) est une aide financière versée par le Conseil départemental. Elle permet de rembourser les dépenses liées à la perte d'autonomie, et comprend cinq formes d'aides (humaine, technique, aménagement du logement, transport, aide spécifique ou exceptionnelle, animale). Son attribution dépend du degré d'autonomie, de l'âge, des ressources et de la résidence. La PCH est attribuée à vie si l'état de santé ne peut pas s'améliorer.

Les crédits nécessaires sont estimés à 32 500 000 € en dépenses.

- Dont PCH pour les personnes de plus de 20 ans : 25 000 000 €
- Dont PCH pour les personnes de moins de 20 ans : 5 800 000 €
- Dont PCH pour le soutien à l'autonomie des personnes sourdes et/ou aveugles (surdiécité) et des personnes vivant avec une altération des fonctions mentales, psychiques ou cognitives ou des troubles neurodéveloppementaux : 1 700 000 €

Il convient d'inscrire 11 005 000 € en recettes ventilés de la manière suivantes :

- 11 000 000 € issus de la CNSA
- 5 000 € résultant des annulations de mandats sur exercices antérieurs

##### §3. La prise en charge des aides ménagères en faveur des personnes handicapées

Le montant des crédits votés en dépenses s'élève à 45 000 €.

##### §4. Le versement de l'allocation compensatrice

L'Allocation compensatrice, créée par la loi du 30 juin 1975, ne donne plus lieu à l'instruction de nouvelles demandes depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006. En effet, la PCH instaurée par la loi du 11 février 2005 remplace cette prestation. Pour autant, un droit d'option entre ces deux prestations reste ouvert aux personnes qui bénéficiaient de l'Allocation compensatrice avant le 1<sup>er</sup> janvier 2006.

Les crédits nécessaires sont estimés à 3 220 000 € en dépenses.

Il convient d'inscrire 5 000 € en recettes pour des annulations de mandat sur exercice antérieur.

e) Les aides sociales aux personnes âgées

§1. L'allocation d'aides individuelles à l'hébergement des personnes âgées

L'aide sociale à l'hébergement permet de prendre en charge tout ou partie des frais liés à l'hébergement d'une personne âgée en établissement. Le montant des crédits nécessaires s'appuie sur la prise en compte du déploiement du paiement différentiel pour les personnes âgées, bénéficiant de l'aide sociale à l'hébergement, résidentes au sein des EHPAD rattachés à un établissement public de santé (EPS), des EHPAD hors Gard et des EHPAD privés associatifs et privés à but lucratif, et sur l'augmentation du tarif hébergement Aide sociale personnes âgées.

Les crédits nécessaires sont estimés à 30 500 000 € en dépenses.

Il convient d'inscrire 8 000 000 € en recettes pour les résidents en EHPAD autonomes et territoriaux (CCAS, communes), établissements pour lesquels le paiement différentiel n'a pas encore été mis en œuvre.

§2. Les participations aux associations tutélaires

La participation du Conseil départemental en faveur des services mandataires judiciaires à la protection des majeurs (MJPM) découle d'un arrêté, pris par les services de l'Etat, qui fixe la contribution de chacun des financeurs institutionnels.

Le montant des crédits nécessaires est estimé à 17 000 €.

§3. La prise en charge des aides ménagères en faveur des personnes âgées

L'aide-ménagère à domicile est une prestation d'aide sociale.

Le montant des crédits nécessaires est estimé à 5 000 €.

§4. L'Allocation Représentative des Services Ménagers (ARSM)

L'Allocation représentative des services ménagers (ARSM) est une prestation d'aide sociale.

Le montant des crédits nécessaires est estimé à 1 734 143 €.

§5. Les récupérations d'aide sociale

Il s'agit des créances d'aide sociale faisant l'objet d'une récupération entière ou partielle à la suite des décès des personnes.

Les recettes sont estimées à 3 000 000 €.

f) Mission de soutien au Groupement d'intérêt public (GIP) et mode d'accueils alternatifs

Il s'agit de la contribution du Conseil départemental au fonctionnement du groupement d'intérêt public de la Maison départementale des personnes handicapées (MDPH).

Les crédits nécessaires sont estimés à 710 500 € en dépenses.

- Dont participation au GIP de la MDPH : 582 000 €
- Dont prestation de mise sous plis et distribution (marché QUADIENT) : 100 000 €
- Dont Fonds de compensation du handicap : 28 500 €

Les recettes sont estimées à 263 000 € issues de la refacturation des frais de gestion et de personnel.

2) Développer l'habitat et les lieux de vie afin d'accompagner la transition démographique et les nouvelles aspirations des gardoises et des gardois

a) L'aide à la vie partagée (AVP)

Engagé pour accompagner les personnes âgées ou en situation de handicap dans leur choix de vie et d'habitat, le Conseil départemental a été précurseur, en 2022, dans la mise en œuvre d'une nouvelle prestation individuelle, « l'aide à la vie partagée » (AVP). Elle permet l'accès et la vie dans un habitat alternatif (entre domicile et établissement), facteur d'inclusion sociale, aux gardoises ou gardois éligibles à cette prestation en raison de leur âge ou de leur situation de handicap. Les premiers appels à projets lancés par la Conférence des financeurs de l'habitat inclusif du Gard depuis 2022 ont permis de retenir 27 dossiers de mobilisation de « l'aide à la vie partagée » et du déploiement de l'habitat inclusif.

§1. La section de fonctionnement

Il est décidé de poursuivre la mise en œuvre de la programmation de l'aide à la vie partagée (AVP) dans les habitats inclusifs.

Les crédits nécessaires sont estimés à 500 000 € en dépenses.

Il convient d'inscrire 475 000 € en recettes issues de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA).

§2. La section d'investissement

Avec l'appui de la CNSA, le Conseil départemental lance un appel à manifestation d'intérêt « investissement » pour accompagner le développement de l'habitat inclusif et le déploiement de l'aide à la vie partagée.

Les crédits pour l'investissement visent à soutenir des projets de construction et de réhabilitation, ou l'adaptabilité des habitats inclusifs.

Il est décidé d'inscrire en dépenses 60 376 € de crédits de paiement sur l'AP 2023 AVP et 246 000 € de crédits de paiement sur l'AP 2023 HABITINCLU.

Il convient également d'inscrire 100 000 € sur l'AP 2023 SANTE destinés à financer les opérations engagées lors de l'exercice 2023, tel que la participation du Conseil départemental à la création ou réhabilitation de centre de santé.

b) Les subventions d'investissement pour les établissements sociaux et médico sociaux

§1. Les autorisations de programme

Les projets de réhabilitation et de rénovation engagés sur l'AP 2017 SOLIDARITE étant terminés, il convient de diminuer l'enveloppe de 184 290,55 € et de la clôturer.

§2. Les crédits de paiement 2025 en autorisation de programme

Pour les EHPAD et résidences autonomie, l'aide à l'investissement permettra d'accompagner les projets de reconstruction et de modernisation.

Il est décidé d'inscrire 3 518 624,35 € de crédits de paiement pour poursuivre ou solder les engagements déjà pris (subventions accordées les années précédentes), et permettre le démarrage de nouveaux projets, ainsi répartis :

- 2 578 624,35 € de crédits de paiement sur les AP SOLIDARITES de 2019 à 2023, pour le paiement des subventions accordées les années antérieures
- 640 000 € de crédits de paiement sur la nouvelle AP 2024 REHABESMS
- 100 000 € de crédits de paiement sur l'AP 2023 EHPADBEAU pour la réhabilitation
- 100 000 € de crédits de paiement sur l'AP 2023 CHUSERRECA
- 100 000 € de crédits de paiement sur l'AP 2023 EHPADVIDOU

c) Les modes d'accueil alternatif

§1. Les frais de formation des accueillants pour les personnes âgées (PA) et les personnes handicapées (PH)

Le montant des crédits nécessaires est estimé à 60 673 €.

- Dont frais de formation : 55 673 €
- Dont frais de déplacement : 5 000 €

§2. L'hébergement des personnes handicapées en familles d'accueil

L'accueil familial est une solution alternative entre la vie à domicile et la vie en établissement. Il permet à une personne âgée ou en situation de handicap, moyennant rémunération, d'être accueillie au domicile d'une personne ou d'un couple. Le dispositif d'accueil familial, sous la responsabilité de la Présidente du Conseil départemental, prévoit l'agrément, la formation des accueillants, le suivi des personnes accueillies (1 à 3 personnes), le contrôle des conditions d'agrément et le financement pour les personnes accueillies relevant de l'aide sociale départementale à l'hébergement.

Pour l'hébergement, les crédits nécessaires sont estimés à 380 000 € en dépenses.



### §3. Les subventions pour les modes d'accueil alternatif

« Maison en partage » est une solution alternative d'habitat qui s'adresse à des personnes âgées ou handicapées dont le logement est inadapté ou inadaptable à leur degré d'autonomie, ou en situation d'isolement, et qui ne peuvent y demeurer de ce fait. Logement social locatif individuel, une « Maison en partage » doit permettre aux personnes de disposer d'un logement situé au cœur de la vie sociale et économique du lieu d'implantation, de manière à prévenir isolement et dépendance, à des conditions financières accessibles à leur budget. Une « Maison en partage » inclut une fonction d'animation et d'accompagnement.

Les « Maisons en partage » sont portées par les centres communaux d'action sociale (CCAS), par les communautés de communes ou par des associations.

Les crédits nécessaires sont estimés à 244 000 € en dépenses.

### §4. Suivi médico-social des personnes accueillies en famille d'accueil

Le montant des crédits nécessaires est estimé à 273 000 €.

## 3) Agir en faveur de la valorisation des métiers du soin et de la modernisation des services

### a) La pérennisation et la modernisation des Services d'Aides et d'Accompagnement à Domicile (SAAD)

Le Conseil départemental a répondu en 2024 à un appel à manifestation d'intérêt (AMI) lancé par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) (qui prend le relais de la convention de modernisation des SAAD « section IV » conclue avec la CNSA pour la période 2020-2023) qui porte sur la transformation des services d'aide et d'accompagnement à domicile en services autonomie à domicile, l'attractivité des métiers de l'autonomie, le soutien aux proches aidants de personnes handicapées.

Pour gérer ce nouveau dispositif, il a été créé en 2024 une autorisation d'engagement (AIDOMICILE).

Les crédits nécessaires sur cette autorisation d'engagement pour l'exercice 2025 sont répartis de la manière suivante :

- Dépenses : 200 000 €
- Recettes : 195 000 €

En outre, dans le cadre des actions de modernisation des services à domicile par la formation, il est également décidé d'inscrire 35 200 € en dépenses.

### b) Compensation du surcoût lié à l'application de l'avenant 43 de la branche de l'aide à domicile

Cette disposition nationale induit une revalorisation des salariés des services d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD) de la branche de l'aide à domicile.

Le montant des crédits nécessaires en dépenses est estimé à 5 740 000 € :

- Dont APAD : 4 800 000 €
- Dont PCH : 757 098 €
- Dont Aide-ménagère : 182 902 €

Le montant des crédits inscrit en recettes est estimé à 2 653 035 €.

#### c) Les accords dits Laforcade-Ségur 2PH

Les crédits votés découlent de l'application du décret du 27 avril 2022 relatif à la mise en place d'une revalorisation pour le personnel exerçant au sein des établissements et services sociaux et médico-sociaux accueillants des personnes handicapées (accords dits « Laforcade »).

Le montant des crédits nécessaires est estimé à 2 700 000 €.

Les recettes sont estimées à 558 696 € issues de la compensation de la CNSA.

#### 4) Développer et renforcer la prévention de la perte d'autonomie

En 2025, à travers la mise en place du service public départemental de l'autonomie et en application de la loi du 8 avril 2024 portant mesures pour bâtir la société du bien-vieillir et de l'autonomie, la conférence des financeurs deviendra la conférence territoriale de l'autonomie.

Pour répondre à la prévention de la perte d'autonomie, elle apportera son concours aux lauréats de trois appels à projet lancés simultanément (aidants, activités physiques adaptées, généraliste) en réponse aux évolutions règlementaires et à son 2<sup>ème</sup> programme coordonné 2022-2025. Celui-ci prévoit une attention particulière envers les seniors les plus éloignés ou en difficulté d'accès aux actions et notamment les personnes handicapées vieillissantes, les personnes âgées isolées, les personnes âgées en situation de précarité, les proches aidants de moins de 60 ans, les actions destinées ou portées par les habitants d'habitat inclusif, en cohérence avec le programme coordonné de l'habitat inclusif. L'année 2025, permettra aussi d'écrire le futur programme coordonné (le troisième) de la Conférence.

Le concours financier est versé par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) à hauteur des dépenses de l'année n-1. Pour le financement des actions individuelles et collectives de prévention de la perte d'autonomie, il est donc décidé d'inscrire les montants suivants :

En dépenses le montant des crédits nécessaires est estimé à 2 200 000 €.

Les recettes sont estimées à 2 386 274 €.

#### FOCUS sur le Schéma unique des solidarités sociales

Les crédits de paiement inscrits en 2025 dans le cadre de l'autorisation d'engagement 2023 SCHEMADSD pour l'engagement « Accompagner les choix de vie des personnes âgées et favoriser l'inclusion des personnes handicapées » sont déclinés comme suit :

- \* 50 000 € pour des subventions d'actions en faveur de l'information et la sensibilisation des proches aidants.
- \* 323 750 € pour le développement des habitats alternatifs facteurs d'inclusion sociale.
- \* 100 000 € pour des subventions en faveur d'enfants handicapés suivis par les services de l'ASE.
- \* 50 000 € pour des subventions en faveur des acteurs de l'hébergement des personnes âgées (ESMS).
- \* 300 000 € pour faire évoluer et conforter les SAAD.
- \* 60 000 € pour des subventions en faveur d'actions en faveur des personnes âgées portées par les établissements publics.
- \* 100 000 € pour des subventions en faveur d'actions en faveur des personnes âgées portées par des associations.
- \* 50 000 € pour des subventions en faveur des acteurs de l'hébergement des adultes handicapés (ESMS).
- \* 100 000 € pour des subventions en faveur des acteurs de l'hébergement des adultes handicapés (ESMS).

Au total pour l'engagement politique « Accompagner les choix de vie des personnes âgées et favoriser l'inclusion des personnes handicapées », il est décidé d'inscrire :

En fonctionnement : 226 867 682 € en dépenses et 70 602 605 € en recettes

En investissement : 3 925 000,35 € en dépenses

#### B) Mener une politique d'insertion au service de l'emploi

Les crédits inscrits visent à la réalisation des objectifs du **Schéma départemental des solidarités sociales 2022-2027** et son orientation « Bien vivre – être autonome par l'activité », parmi lesquels « Prévenir les situations d'exclusion », « Conforter et diversifier l'offre d'insertion départementale », « Pour que l'accès à l'emploi soit l'affaire de tous », et « Favoriser l'innovation au service de l'insertion ».

Ces quatre grandes orientations départementales sous-tendent l'action de la collectivité et les moyens budgétaires qu'elle y consacre.

#### 5) Garantir un niveau minimum de revenu aux personnes sans ressource

##### a) Le Revenu de solidarité active (RSA)

La stabilisation des dépenses d'allocation du Revenu de solidarité active prévue pour l'exercice 2025 résulte de la baisse tendancielle du nombre de bénéficiaires permettant de compenser l'augmentation de 4% générée par la revalorisation gouvernementale des minimas sociaux.

Les recettes estimées se composent, d'une part, du versement de la compensation de l'Etat à la suite du transfert du RSA vers les départements et, d'autre part, de la récupération des indus constatés sur le versement de l'allocation.

Il est donc décidé d'inscrire 188 000 000 € en dépenses.

Les recettes (compensation de l'Etat et indus) sont estimées à 110 075 846 €.

b) Le Plan de contrôle des allocations RSA avec les organismes payeurs

Il est décidé d'inscrire 27 000 € pour le paiement d'interventions spécifiques des organismes payeurs afin d'assurer le contrôle qualité de la gestion de la prestation. En effet, les actions de contrôle des bénéficiaires du RSA relèvent d'un plan de contrôle national décliné localement au niveau de chaque Caisse (CAF et MSA).

6) Développer et déployer une offre d'insertion unique permettant un accompagnement adapté des personnes éloignées de l'emploi

Les crédits de fonctionnement sont dédiés à l'ensemble de l'offre d'insertion socioprofessionnelle développée par la collectivité en direction des publics très éloignés du marché de l'emploi.

a) Le financement des emplois du secteur non marchand (CAOM)

Chaque année, le Conseil départemental et l'Etat s'engagent conjointement, au travers d'une convention annuelle d'objectifs et de moyens (CAOM), sur la volumétrie et les modalités de co-financement des contrats aidés conclus par les structures de l'insertion par l'activité économique. Ainsi, il est décidé de prendre en charge les coûts des salaires des bénéficiaires du RSA et permettre aussi de couvrir les frais de gestion de l'Agence de service et de paiement (ASP), mandatée par convention de gestion.

Le montant des crédits nécessaires est estimé à 2 704 000 €, dont 12 000 € de frais de gestion ASP.

b) La participation volontaire départementale aux salaires des contrat à durée déterminée d'insertion (CDDI) - Insertion par l'activité économique (IAE) non marchand

Le CDD d'insertion est un contrat de travail à durée déterminée (art. L.1242-3 1° du Code du travail) ouvert aux personnes recrutées par certaines structures d'insertion pour l'activité économique (SIAE) et bénéficiaires d'un parcours d'insertion par l'activité économique. Il concerne ainsi les personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières. Pour la participation volontaire départementale aux salaires des CDD d'insertion, il est décidé d'inscrire 93 600 €.

c) Les subventions pour des actions d'insertion et d'accompagnement (AIA) ordinaires

L'offre d'insertion gardoise repose sur un tissu d'acteurs riche et diversifié. Dans le cadre du **Schéma départemental des solidarités sociales**, le Conseil départemental soutient la professionnalisation pour favoriser le retour à l'emploi.

Au moyen du Fonds départemental pour le développement de l'insertion par l'activité économique, le Conseil départemental du Gard apportera son soutien aux acteurs de l'IAE qui souhaitent s'engager dans la qualification et la professionnalisation. Et, au-delà des aides au secteur non marchand, le Conseil départemental apportera son soutien au secteur marchand. Ainsi, il s'agira de maintenir la densité du maillage d'acteurs tout en aidant ces acteurs à mieux répondre aux publics en insertion en contribuant à leur retour à l'emploi.

Pour mener à bien les actions d'insertion et d'accompagnement (AIA)-Ordinaires, il est décidé d'inscrire en dépenses de fonctionnement 1 003 117 €.

d) Les subventions pour des actions favorisant l'insertion par l'activité économique non marchande (Ateliers, chantiers d'insertion, ACI)

L'insertion par l'activité économique constitue un axe prépondérant de l'offre d'insertion développée par le Conseil départemental. Elle permet en effet de proposer à toutes personnes en insertion, en particulier les bénéficiaires du RSA et les jeunes, à la fois un emploi, un accompagnement social et professionnel et enfin une formation ; l'ensemble constitue, pour les personnes qui en bénéficient, un levier vers le retour sur le marché du travail.

- Les autorisations d'engagement

Ce dispositif implique la création d'une AE 2025 FDDIAECHAN de 3 000 000 €.

Par ailleurs, les enveloppes des années antérieures feront l'objet des réajustements suivants :

- 2022 IAECHANTIER : les projets étant terminés, il est décidé de diminuer l'AE de 143 773 € afin de pouvoir la clôturer.
- 2023 IAECHANTIER doit être diminuée à hauteur des engagements réalisés soit 2 708 261,75 €. Cette enveloppe ne sera pas soldée afin de permettre les derniers mandatements.

- Les crédits de paiement

Pour l'exercice budgétaire 2025, le montant des crédits nécessaires est estimé à 2 916 528 €.

e) Les subventions dans le domaine de l'insertion

Le Fonds départemental d'insertion par l'activité économique (FDDIAE) permet d'apporter un soutien aux structures spécialisées dans l'insertion par l'activité économique.

Il est décidé d'inscrire en dépenses d'investissement 170 000 € dans l'AP 2023 FDDIAE mais également 30 000 € dans l'AP 2023 FDDHORSIAE.

f) La mise en œuvre d'actions en faveur de l'avenir professionnel

Il s'agit de dépenses de fonctionnement pour la mise en œuvre des actions en faveur de l'emploi pour financer les différentes actions menées par les associations dans l'accompagnement des nouveaux entrants dans le droit RSA en lien avec les services territoriaux d'insertion.

Les crédits nécessaires sont estimés à 1 000 000 €.

g) Les subventions aux structures IAE du secteur marchand

Il s'agit de dépenses de fonctionnement pour les actions en faveur de l'insertion par l'activité économique dans le secteur marchand.

Les crédits nécessaires sont estimés à 138 000 €.

7) Favoriser l'entrepreneuriat et l'emploi pour les publics en insertion

L'ensemble des crédits initialement dédiés à cette mission ont été réaffectés à la mission « Maintenir et créer des emplois dans le secteur de l'économie sociale et solidaire » et dans la mission « Développer et déployer une offre d'insertion unique permettant un accompagnement adapté à des personnes éloignées de l'emploi ».

**FOCUS sur le Schéma unique des solidarités sociales**

Les crédits de paiement inscrits, en recettes de fonctionnement, en 2025 dans le cadre de l'autorisation d'engagement 2023 SCHEMADSD pour l'engagement « Mener une politique d'insertion au service de l'emploi » sont inscrits à hauteur de 2 943 105 € et correspondent au Contrat local des solidarités.

Au total pour l'engagement politique « Mener une politique d'insertion au service de l'emploi », il est décidé d'inscrire :

En fonctionnement : 195 882 245 € en dépenses et 113 018 951 € en recettes

En investissement : 200 000 € en dépenses

C) Soutenir les parents et les enfants de la naissance à l'adolescence

Les crédits inscrits visent la réalisation des objectifs du **Schéma départemental des solidarités sociales 2022-2027** et son orientation « Bien grandir », parmi lesquels « La prévention renforcée en faveur des familles en difficulté » et « Répondre à tous les besoins de tous les enfants confiés à l'aide sociale à l'enfance ».

8) Garantir et accroître l'offre d'accueil de l'enfance en danger

a) Les activités relatives au réseau ados

Ces crédits sont destinés à financer les dépenses des sorties du « Réseau ados », qui concernent des déplacements culturels et des loisirs à visée éducative (frais d'alimentation compris), notamment lors de vacances scolaires, pour de petits groupes d'adolescents accueillis en famille d'accueil. Une régie d'avances a été créée à cet effet, les besoins sont estimés à 1 440 € en dépenses de fonctionnement.

b) Les frais d'accueil chez les assistants familiaux

Les crédits nécessaires pour financer les allocations habillement, argent de poche, rentrée scolaire et cadeaux de Noël en faveur des mineurs confiés au Conseil départemental et accueillis par des assistants familiaux sont estimés à 800 400 € correspondant à :

- 640 400 € argent de poche et cadeau de Noël
- 60 000 € allocation rentrée scolaire
- 100 000 € remboursement famille d'accueil

c) Les frais d'hébergement en famille d'accueil

Il est décidé d'inscrire 837 200 € au titre de l'indemnisation des accueils des enfants placés dans certaines familles n'ayant pas le statut d'assistants familiaux. Il s'agit des accueils par des tiers dignes de confiance désignés par le Juge des enfants, conformément à l'article 375-3 2° du Code civil. Cette indemnisation concerne aussi les assistants familiaux ayant adopté un enfant pupille de l'Etat dont ils ont assuré la garde, conformément au Code de l'action sociale et des familles (article L.225-2 et article L.225-9 relatifs à l'évaluation de leur situation familiale et financière).

d) La prise en charge de l'accueil au Centre départemental d'accueil des familles

Le Centre départemental d'accueil des familles (CDAF) est un établissement public autonome, qui exerce, en application du Code de l'action sociale et des familles, des missions d'accueil, d'hébergement, d'accompagnement et d'orientation des femmes enceintes et des mères isolées avec enfants à charge de moins de 3 ans.

Les crédits nécessaires sont estimés à 5 245 000 €.

e) La prise en charge de l'accueil au Foyer de l'Enfance

Le Foyer départemental de l'enfance (FDE) du Gard est un établissement public autonome chargé de l'accueil d'urgence, de l'hébergement, de l'orientation des mineurs confiés au Conseil départemental par ordonnance de placement provisoire ou par décision administrative.

Le Foyer départemental de l'enfance est un outil départemental indispensable dans le cadre de l'accueil d'urgence des enfants et jeunes âgés de 0 à 18 ans. Il répond souvent aux demandes du Conseil départemental d'adapter les accueils, en termes d'âge, de profil ou de créer des groupes d'accueil temporaires pour faire face à des situations d'enfants en danger à accueillir en urgence à la suite de décisions judiciaires.

Les crédits nécessaires sont estimés à 12 294 060 €.

f) La prise en charge de l'accueil dans des lieux de vie

Les 20 structures autorisées « lieux de vie et d'accueil » (LDVA) accueillent des enfants qui relèvent de prises en charge spécifiques. Les LDVA disposent de savoir-faire et d'activités supports qui

correspondent tout particulièrement aux besoins de certains enfants confiés, notamment aux adolescents avec des problématiques particulières. L'activité de ces structures correspond à une prise en charge souvent complexe d'enfants et d'adolescents développant des troubles psychiques et détenant une orientation MDPH. Lorsque la situation le requiert, ces crédits peuvent également être mobilisés afin de financer des prises en charge dans des lieux de vie hors Gard.

Des lieux de vie et d'accueil bénéficient d'un financement par dotation globale et sont conventionnés avec le Conseil départemental du Gard avec, pour objectif, de garantir un taux d'occupation à ces structures correspondant aux besoins repérés et prenant en charge prioritairement des enfants gardois.

Les crédits nécessaires sont estimés à 7 043 000 €.

g) La prise en charge de l'accueil des jeunes au Foyer des Jeunes Travailleurs et à l'hôtel

Afin de faire face aux contraintes en termes de places des dispositifs de protection de l'enfance, les jeunes mineurs et majeurs les moins en difficulté sont accueillis en nombre plus important au sein des foyers de jeunes travailleurs, avec un accompagnement socio-éducatif porté directement par les services du Conseil départemental afin de finaliser leur autonomisation.

Les crédits nécessaires sont estimés à 208 000 €.

h) La prise en charge de l'accueil des mères avec enfants

L'accueil et la prise en charge des femmes enceintes et des mères isolées avec leurs enfants de moins de 3 ans consiste à offrir à des mères ou futures mères, majeures ou mineures, un environnement sécurisant, à leur apporter des ressources matérielles et humaines, leur permettant de découvrir et renforcer leurs compétences parentales.

Les crédits nécessaires sont estimés à 468 000 €.

i) La prise en charge de l'accueil en Maisons d'Enfants (MECS)

Les maisons d'enfants à caractère social (MECS) relèvent de la compétence du Conseil départemental, qui délivre une autorisation pour accueillir des enfants relevant de l'aide sociale à l'enfance (ASE). Les frais d'exploitation des MECS sont pris en charge par le Conseil départemental, qui finance également les MECS par le biais du prix de journée.

Le montant des crédits nécessaires est estimé à 46 259 847 €.

j) La prise en charge des frais de la vie quotidienne des enfants accueillis

Le Conseil départemental apporte des réponses à l'ensemble des besoins des mineurs qui lui sont confiés. Le règlement départemental unique d'aide sociale fixe les catégories de dépenses prises en



compte et qui sont, soit remboursées aux assistants familiaux qui en ont fait l'avance, soit payées directement aux prestataires. Il s'agit notamment de frais de cantine scolaire et de demi-pension, frais scolaires et extrascolaires, frais de camps et de colonies de vacances, frais de participation à des activités culturelles et sportives ou d'inscription en centre de loisirs sans hébergement.

Les recettes correspondent aux recouvrements de sécurité sociale et organismes de mutuelle, de caisses d'assurances maladie et mutuelles des frais médicaux avancés par le Conseil départemental et de participations financières aux frais d'accueil décidées par le Juge ou fixées dans le cadre contractuel, auprès des parents, des organismes de tutelle ou des allocations familiales par la CAF.

Les crédits nécessaires sont estimés à 1 063 948 € en dépenses.

Il convient d'inscrire 423 000 € en recettes :

- dont 5 000 € recouvrement sur sécurité sociale
- dont 400 000 € recouvrement sur bénéficiaire (participations familiales et reversement allocation CAF)
- dont 18 000 € recouvrement sur autre redevable.

k) Les achats de trousseaux de naissance

Des trousseaux de naissance sont prévus pour les nourrissons dont la mère a accouché dans le secret et qui sont confiés au service de l'aide sociale à l'enfance du Conseil départemental à la naissance.

Les crédits nécessaires sont estimés à 3 500 €.

9) **Contribuer à la protection des mineurs maltraités**

Le Conseil départemental contribue au financement des frais de fonctionnement du groupement d'intérêt public gérant le Service national d'accueil téléphonique de l'enfance en danger (SNATED) et l'Observatoire national de la protection de l'enfance (ONPE) depuis peu devenu le GIP « France enfance protégée » sur la base d'une contribution annuelle fixée par décret et réajustée annuellement en fonction des données démographiques.

Les crédits nécessaires sont estimés à 50 000 €.

10) **Soutenir la parentalité et renforcer la protection des enfants confiés à l'aide sociale à l'enfance**

a) Les interventions des aides ménagères et des techniciennes de l'intervention sociale et familiale

Le Conseil départemental prend en charge les interventions à domicile des techniciennes de l'intervention sociale et familiale (TISF), aides ménagères et auxiliaires de vie sociale dans le cadre des mesures visant le maintien de l'enfant mineur au domicile familial, et de visites parentales en présence d'un tiers, ordonnées par l'autorité judiciaire.

Les crédits nécessaires sont estimés à 600 000 €.

b) Les participations à des structures ou à des associations intervenant en prévention

Le Conseil départemental participe depuis l'origine au financement de l'unité médico-judiciaire des mineurs victimes de violence portée par le CHU de Nîmes. Cette unité a été élargie cette année pour créer une UAPED, unité d'accueil pédiatrique enfance en danger afin de rendre un meilleur service et une prise en charge plus globale aux enfants victimes.

Les crédits nécessaires sont estimés à 34 400 €.

c) La prise en charge des interventions des équipes sociales associatives : Aides Educatives à Domicile (AED), AED renforcée, Aides Educatives en Milieu Ouvert (AEMO), AEMO renforcée

Les aides éducatives en milieu ouvert (AEMO/AEMO renforcées) sont décidées par le Juge des enfants. Les aides éducatives à domicile (AED/AED renforcées) sont décidées dans un cadre contractuel par délégation de la Présidente du Conseil départemental et exercées, soit par les équipes ASE des territoires pour une partie des mesures administratives, soit par les équipes associatives des opérateurs œuvrant dans le champ de la protection de l'enfance (MECS, CPEAGL, association Pluriels). Une partie de ces crédits permettent également de financer les mesures éducatives exercées hors du département du Gard pour des enfants domiciliés sur le Département.

Les crédits nécessaires sont estimés à 7 130 000 €.

d) Prise en charge des tutelles aux biens et administrations ad hoc

Le Conseil départemental se voit attribuer, sur décision de justice, la responsabilité de la gestion des biens de certains enfants confiés, en qualité de tuteur aux biens. Par ailleurs, il est désigné administrateur ad hoc afin de garantir la représentation, dans l'ensemble des actes de la vie courante de certains enfants confiés. Ces dispositions nécessitent, au-delà des ressources internes consacrées, l'intervention ponctuelle de prestataires de services.

Les crédits nécessaires sont estimés à 70 000 €.

e) Les subventions à des structures œuvrant dans le champ de la prévention

Dans le cadre du **Schéma départemental des solidarités sociales**, la prévention a été mise en avant de façon transversale et notamment dans l'orientation « Bien grandir » pour permettre de détecter le plus précocement possible des difficultés pour les enfants et d'aider les parents à les éviter. Il s'agit donc, au-delà des missions des services sociaux et médico-sociaux, de travailler en partenariat avec des partenaires associatifs qui mettent en œuvre des actions de prévention et de soutien à la parentalité.

Les crédits nécessaires sont estimés à 299 000 €.

f) Le suivi financier des dessaisissements

Dans certaines situations, le Conseil départemental rembourse les frais pris en charge et avancés par d'autres conseils départementaux à la suite de dessaisissements du juge des enfants du Gard. Les décisions, le nombre d'enfants placés et le coût réel de ces placements sont très variables, et les demandes de remboursement sont transmises tardivement.

De manière corollaire, les remboursements des frais d'accueil d'enfants qui, à la suite d'un dessaisissement du juge des enfants, incombent à un autre Conseil départemental sont estimés à 350 000 €.

Les crédits nécessaires sont estimés à 400 000 € en dépenses.

Il convient d'inscrire 350 000 € en recettes.

g) La Stratégie nationale de prévention et de protection de l'enfance

Il est décidé d'inscrire 1 500 000 € en recettes.

11) Assurer l'accueil, l'évaluation et la prise en charge des mineurs non accompagnés

Au regard de ses compétences en matière de protection de l'enfance, et particulièrement au titre de l'article L.222-5 du Code de l'action sociale et des familles, le Conseil départemental est dans l'obligation de prendre en charge tout mineur déclaré comme étant isolé, dès lors qu'un jugement d'assistance éducative lui en confie la mission.

C'est à ce titre, et dans le cadre d'un dispositif national de répartition que les mineurs dits « non accompagnés » sont pris en charge par les équipes.

Les crédits nécessaires sont estimés à 11 450 000 € en dépenses, ventilés de la manière suivante :

- Maison d'enfants à caractère social (MECS) : 5 000 000 €
- Foyer des jeunes travailleurs (FJT) : 2 350 000 €
- Foyer de l'enfance : 700 000 €
- Autres structures d'hébergement : 3 340 000 €
- Remboursement des frais d'accueil qui incombent à un autre département : 60 000 €

L'Agence de services et de paiement (ASP) est chargée du versement de la participation de l'Etat aux conseils départementaux. Les modalités de la participation forfaitaire de l'Etat aux dépenses engagées par les conseils départementaux au titre de la phase de mise à l'abri et d'évaluation des personnes se présentant comme mineures, et privées temporairement ou définitivement de la protection de leur famille, ont été réformées par le décret n°2019-670 du 27 juin 2019.

Il convient d'inscrire 2 000 000 € en recettes.

#### FOCUS sur le Schéma unique des solidarités sociales

Les crédits de paiement inscrits en 2025 dans le cadre de l'autorisation d'engagement 2023 SCHEMADSD pour l'engagement « Soutenir les parents et les enfants de la naissance à l'adolescence » sont déclinés comme suit en dépenses de fonctionnement :

- \* 86 000 € pour des subventions en faveur d'actions de prévention.
- \* 700 000 € pour accroître l'accueil de l'enfance en danger dans les maisons d'enfant à caractère social (MECS).
- \* 750 000 € pour accroître l'accueil de l'enfance en danger dans les lieux de vie et d'accueil (LVA).
- \* 184 000 € pour soutenir la parentalité dans un contexte de vulnérabilité, développer l'aide éducative à domicile et, mieux articuler les interventions des structures.
- \* 150 000 € pour accompagner dans leur vie d'adulte les jeunes confiés à l'aide sociale à l'enfance du Conseil départemental (s'assurer que chaque jeune dispose d'un revenu suffisant pour réaliser son parcours de formation et son projet professionnel).
- \* 111 200 € pour diverses participations.

Au total, pour l'engagement politique « Soutenir les parents et les enfants de la naissance à l'adolescence », il est décidé d'inscrire :

En fonctionnement : 96 238 995,80 € en dépenses et 4 273 000,00 € en recettes

#### D) Faire du logement une priorité

Au travers du **Schéma unique des solidarités sociales 2022-2027** et son orientation « Un logement pour tous », le Conseil départemental poursuivra les objectifs suivants :

- faire émerger une offre de logements adaptée aux besoins des publics partout sur les territoires,
- garantir la relation entre l'offre de logements et les besoins des publics,
- lutter contre la précarité énergétique.

#### 12) Renforcer les actions relatives au logement au moyen de l'Agence départementale de l'habitat et du logement

Avec la création de l'Agence départementale de l'habitat et du logement (ADHL) en janvier 2023, le Conseil départemental du Gard dispose d'une structure qui est en mesure de porter les priorités du **Schéma départemental des solidarités sociales 2022-2027**, de renforcer sa capacité d'action en matière de logement et d'habitat et de mettre en cohérence les missions d'accompagnement dans un cadre traitant l'ensemble de la chaîne de l'habitat et du logement.

La dotation annuelle du Conseil départemental pour financer le fonctionnement de l'Agence départementale de l'habitat et du logement (ADHL) s'élève à 1 819 536 €.

### 13) Gérer le Fonds de solidarité pour le logement et accompagner les publics en difficulté pour lutter contre la précarité

#### a) Le Fonds de solidarité pour le logement (FSL) : accès et maintien, suivi de la gestion déléguée à la CAF

##### §1. La section de fonctionnement

###### - Les dépenses de fonctionnement

La convention de mandat de gestion conclue avec la Caisse d'allocations familiales (CAF) pour 2024/2027, maintient les frais de gestion du Fonds de solidarité logement (FSL) à 274 500 € inscrits sur l'autorisation d'engagement 2023 FSL.

Pour couvrir les frais bancaires, il est nécessaire d'inscrire 900 €.

Pour financer les aides attribuées sous forme de secours non remboursables, destinées à recouvrer les frais liés à l'accès et/ou au maintien dans le logement, il est décidé d'inscrire 600 000 €.

Par ailleurs, les aides FSL peuvent être attribuées sous forme de prêts, notamment l'aide au dépôt de garantie que le locataire récupérera à sa sortie du logement. Des remises de dettes peuvent être consenties lorsque le remboursement du prêt met en péril les moyens de subsistance du foyer. Le montant de ces remises de dettes et admissions en non-valeur est estimé à 41 000 €.

Enfin, les créances éteintes sont estimées à 80 000 €, ajustées à la consommation budgétaire de 2023 et à une projection sur l'année 2025.

En dépenses de fonctionnement, le total des crédits nécessaires pour le suivi de la gestion du FSL délégué à la CAF s'élève ainsi à 996 400 €.

###### - Les recettes de fonctionnement

Pour le FSL, le Conseil départemental peut recevoir une participation financière volontaire de la part d'autres collectivités territoriales, des CCAS, des organismes d'HLM, des CAF et MSA. Ces participations font l'objet d'un conventionnement.

• les communes :	10 000 €
• les autres groupements de collectivité et établissements publics :	60 000 €
• la CAF et la MSA :	60 000 €

En recettes de fonctionnement, il est décidé d'inscrire 130 000 €.

##### §2. La section d'investissement

###### - Les dépenses d'investissement

Le FSL prévoit l'attribution d'aides financières sous forme de prêt remboursable pour l'accès au logement et/ou pour le maintien dans le logement. Les crédits nécessaires sont estimés à 1 300 000 €.

Il est prévu également une aide complémentaire sous forme de cautionnement envers le bailleur. Les crédits nécessaires sont estimés à 200 000 €. Ces cautionnements sont remboursés par les personnes par le biais des récupérations sur prestations par la CAF.

En dépenses d'investissement, le total des crédits nécessaires pour le suivi de la gestion du FSL délégué à la CAF s'élève ainsi à 1 500 000 €.

- Les recettes d'investissement

Pour le remboursement des prêts et des créances nées de la mise en jeu des garanties, il est décidé d'inscrire respectivement 1 300 000 € et 200 000 €. Les remboursements de prêts accordés couvrent à près de 90% le montant de l'enveloppe inscrite en dépenses.

Les lignes budgétaires créées en dépenses et en recettes pour les deux sections (exceptés les frais de gestion et frais bancaires) sont destinées à régulariser les écritures d'avance à la CAF auquel le Conseil départemental du Gard a confié la gestion, conformément à la convention de mandat de gestion (reddition des comptes).

En recettes d'investissement, il est décidé d'inscrire 1 500 000 €.

b) Le Fonds de solidarité pour le logement (FSL) : prise en charge des aides financières liées au logement

Le Fonds de solidarité pour le logement (FSL) accorde des aides financières aux personnes qui rencontrent des difficultés pour assurer les dépenses de leur logement. Le budget voté permettra de garantir le maintien des fournitures eau, électricité, gaz pour les foyers les plus en difficulté.

Pour répondre aux nouveaux enjeux liés à la hausse des énergies et du coût de la vie, le Conseil départemental a décidé d'un relèvement conséquent des plafonds d'éligibilité aux aides du Fonds de solidarité pour le logement (FSL).

Il est également décidé l'inscription de crédits en recettes résultant des participations volontaires des fournisseurs d'énergie.

Les crédits nécessaires sont estimés à 1 650 000 € en dépenses et 511 000 € en recettes.

c) Les subventions de fonctionnement dans le champ du logement

Il s'agit de subventions en faveur des acteurs œuvrant dans le domaine du logement.

Les crédits nécessaires sont estimés à 69 000 €.

14) Contribuer à la production et à l'amélioration de logements sociaux

a) Appui technique logement social

Cette prestation concerne l'ensemble des actions d'ingénierie et de conseil mobilisées par le Conseil départemental concernant les dispositifs « Habiter mieux », d'aide aux particuliers pour l'amélioration des logements. L'ensemble de cette prestation a été transféré à l'ADHL au 1<sup>er</sup> avril 2023.

Aussi, il est décidé :

- de clôturer l'AE 2018 MARCHELOG avec une diminution de 71 294,18 €.
- de clôturer l'AE 2020 MARCHELOG avec une diminution de 147 012,06 €.
- de clôturer l'AE 2022 MARCHELOGH avec une diminution de 706 693,83 € en dépenses et 100 000 € en recettes.
- de clôturer l'AE 2023 MARCHELOG avec une diminution de 100 000,00 €.

#### b) Subventions à la création et à la réhabilitation de logements hors RU

Ces crédits ont pour vocation d'accompagner la création de logements sociaux PLUS et PLAI. La difficulté à construire des logements, dans un contexte de renchérissement des coûts de construction et de prix du foncier toujours élevés sur les territoires à enjeux, a tendance à s'intensifier ces dernières années, notamment avec l'effet aggravant de la hausse des taux d'intérêt dans l'immobilier.

En maintenant son engagement, le Conseil départemental s'inscrit dans une démarche volontariste de maintien de cette production sur son territoire pour répondre aux besoins des gardois. Un effort particulier est fait, en complémentarité des aides au titre de la politique de l'autonomie, pour la création de logements sociaux en habitat inclusif. Un certain nombre de dossiers à ce titre sont attendus en 2025, notamment portés par la SEMIGA.

Ces crédits sont également prévus pour des travaux d'amélioration du parc d'Habitat du Gard en particulier au titre de son Plan d'entretien du patrimoine et pour intervenir dans le parc privé en complément des aides de l'ANAH.

Aussi, il est décidé :

- de créer une AP 2025 LOGEMENTS d'une durée de 5 ans et d'un montant total de 3 000 000 €
- d'inscrire, en investissement les crédits de paiement d'un montant total de 1 862 541,20 € répartis comme suit :
  - 64 184,00 € sur l'AP 2015 LOGEMENT
  - 80 000,00 € sur l'AP 2016 LOGEMENT
  - 164 640,00 € sur l'AP 2017 LOGEMENT
  - 83 397,00 € sur l'AP 2018 LOGEMENT
  - 189 640,00 € sur l'AP 2019 LOGEMENT
  - 114 063,20 € sur l'AP 2020 LOGEMENT
  - 241 705,00 € sur l'AP 2021 LOGEMENT
  - 538 788,00 € sur l'AP 2022 LOGEMENT
  - 176 520,00 € sur l'AP 2023 LOGEMENT
  - 209 604,00 € sur l'AP 2024 LOGEMENT

#### 15) Favoriser l'information et l'accès au logement

En 2025, le Conseil départemental maintient la subvention de fonctionnement versée à l'Agence départementale d'information sur le logement (ADIL).

Il est décidé d'inscrire un montant de 150 000 € en dépenses de fonctionnement.

## 16) Accompagner la transformation des quartiers urbains dégradés

La transformation des quartiers urbains dégradés requiert le versement de subventions d'investissement (FDS ANRU2 et PNRQAD Saint-Gilles). Pour l'ensemble de ces programmes ANRU 2, l'intervention du Conseil départemental, selon les principes posés le 2 juillet 2019, s'élevait à un total d'environ 18 000 000 € soit 3 000 000 € par an pour la période 2019 - 2024.

Sont essentiellement financées par le Conseil départemental à ce titre les reconstructions et réhabilitations de logements portées par Habitat du Gard et SEMIGA.

Pour rappel, l'intervention du Conseil départemental sur ces différents programmes se décline comme suit :

### Les programmes ANRU 2 de niveau national : Nîmes Métropole et Grand Alès

- Communauté d'agglomération de Nîmes Métropole : sur les quartiers de « Chemin Bas d'Avignon » – « Valdegour-Pissevin » – « Mas de Mingue » à Nîmes avec une intervention du Conseil départemental en soutien aux importants investissements d'Habitat du Gard pour la réhabilitation et la reconstitution de l'offre des logements ainsi qu'une participation au travail entrepris sur les copropriétés de la Galerie Wagner à Pissevin et des « Grillons » au Mas de Mingue.
- Alès Agglomération : sur le vaste quartier « Centre-ville - Près Saint Jean - Cévennes - Tamaris – Cauvel - la Royale – Rochebelle » à Alès. Sur ce programme, le Conseil départemental intervient en soutien aux opérations de reconstitution de l'offre de l'office public de l'habitat « Logis Cévenols ». Cette intervention, qui concerne Alès Agglomération, est mobilisée selon les règles utilisées dans le droit commun, avec une limitation des PLAI financés à 30 % du programme, et représente un engagement global sur le programme d'environ 494 000 €.

### Les programmes ANRU 2 de niveau régional : Vauvert et Bagnols-sur-Cèze

- Le NPRU du « Quartier des Costières » à Vauvert, est accompagné au titre de la réhabilitation des logements du bailleur SEMIGA avec la réhabilitation de trois résidences. Ces opérations ont déjà fait l'objet d'une individualisation en anticipation de la convention en 2019.
- Le NPRU du « Quartier des Escanaux » est accompagné par le Conseil départemental pour la réhabilitation et la reconstitution de l'offre de logements du bailleur Habitat du Gard.

### Le programme national de rénovation des quartiers anciens dégradés (PNRQAD) de Saint-Gilles

Le Programme national de requalification des quartiers anciens dégradés (PNRQAD) signé le 26 novembre 2012 a fait l'objet en 2019 d'un 3<sup>ème</sup> et dernier avenant, dit « Avenant de clôture » pour lequel le Conseil départemental s'est engagé pour les opérations de requalification d'îlots dégradés. Il s'agit d'une opération longue et complexe pour laquelle des paiements sont encore à prévoir en 2025.

Pour le nouveau programme de renouvellement urbain (NPNRU) sur l'année 2025, a été validé un engagement complémentaire de l'ANRU. Celui-ci s'inscrit dans :

- une prolongation de deux ans du programme, qui prendra fin en 2026 pour l'engagement des opérations au lieu de 2024,
- la prise en compte d'opération nouvelles ou de modification d'opérations programmées.

Aussi, il est décidé :

- de créer une autorisation de programme d'une durée de 5 ans (2025 ANRUINV) d'un montant total de 3 000 000 €



- d'inscrire, en investissement les crédits de paiement d'un montant total de 1 222 551,85 € répartis comme suit :
  - 66 510,00 € sur l'AP 2019 RU2INV
  - 45 400,00 € sur l'AP 2020 RU2INV
  - 246 147,85 € sur l'AP 2021 RU2INV
  - 279 521,00 € sur l'AP 2022 RU2INV
  - 490 481,00 € sur l'AP 2023 ANRU2INV
  - 94 492,00 € sur l'AP 2024 ANRU2INV.

#### FOCUS sur le Schéma unique des solidarités sociales

Les crédits de paiement inscrits en 2025 dans le cadre de l'autorisation d'engagement 2023 SCHEMADSD pour l'engagement « Faire du logement une priorité » sont estimés, en dépenses de fonctionnement, à 14 740 € pour prévenir les situations d'expulsion et mener à bien les actions expérimentales d'accompagnement social pour sécuriser les parcours résidentiels.

Au total pour l'engagement politique « Faire du logement une priorité », il est décidé d'inscrire :

En fonctionnement : 4 699 676 € en dépenses et 641 000 € en recettes

En investissement : 4 585 093,05 € en dépenses et 1 500 000 € en recettes

## E) Soutenir l'activité et l'emploi

Depuis la loi Notre (Nouvelle organisation territoriale de la République), le Conseil départemental ne dispose plus de la compétence « développement économique ». Pour autant, il demeure un acteur important de l'économie locale à travers la mise en œuvre de ses politiques publiques dans le cadre de ses propres compétences. Ainsi, il contribue au soutien de l'économie gardoise à travers ses propres investissements, par les aides attribuées aux collectivités locales ou encore à travers différents dispositifs de soutien financier.

### 17) Maintenir et créer des emplois dans le secteur de l'économie sociale et solidaire

Dans le cadre du **Schéma départemental de l'économie sociale et solidaire (ESS)** adopté en 2024, le Conseil départemental inscrit son action en réponse à des enjeux de développement et d'aménagement territorial.

#### §1. Promouvoir l'économie sociale et solidaire

L'année 2025 sera la première année pleine de mise en œuvre du Schéma de l'ESS.

Le Conseil départemental organisera la première édition de son appel à commun(s) dans une logique d'innovation sociale qui permettra une évaluation et une adaptation du dispositif.

Au travers du réseau gardois de l'ESS, le Conseil départemental soutiendra la structuration de l'accompagnement des acteurs sur les territoires, leur formation mais aussi la promotion de l'ESS auprès du grand public et particulièrement des plus jeunes - que ce soit au travers des stages des élèves de 3<sup>ème</sup> dans les collèges gardois ou hors cadre scolaire.

Pour promouvoir l'ESS et soutenir ses acteurs, ainsi que pour la première année d'expérimentation des « appels à commun(s) », il est nécessaire d'inscrire 350 000 € en dépenses.

## §2. Soutenir l'innovation sociale

La préfiguration d'un espace d'expérimentation - Fabrique d'expérimentation- débutera sur l'année 2025. Cette Fabrique permettra, pour les années à venir et par le lien avec le monde universitaire, de s'appuyer sur la capacité d'innovation sociale de l'ESS pour tester des solutions en réponse à des enjeux des territoires.

Pour soutenir l'innovation sociale dans le cadre de la mise en œuvre du Schéma de l'ESS, il est nécessaire d'inscrire 60 000 € en dépenses.

### 18) Accompagner à la pérennisation de l'hydraulique agricole

En cohérence avec la stratégie départementale Eau et Climat et dans le cadre réglementaire européen et national, le Conseil départemental applique un dispositif d'aides en matière d'hydraulique agricole individuelle et collective.

Sur l'autorisation de programme 2025 SOLIEAU, une somme de 30 000 € sera consacrée aux aides à l'hydraulique agricole.

Les crédits de paiement 2025 s'élèvent ainsi à :

- 32 675 € pour les paiements sur des engagements antérieurs,
- 10 000 € pour les paiements sur des engagements nouveaux.

### 19) Contribuer au fonctionnement des structures locales d'organisations syndicales représentatives exerçant des missions d'intérêt général

Depuis plusieurs années, le Conseil départemental accompagne financièrement les acteurs locaux ou régionaux ayant une action significative en matière de promotion et d'animation économique en direction des entreprises et des salariés du Conseil départemental.

Pour ces derniers, le Conseil départemental soutient les syndicats de salariés et les syndicats catégoriels dans leurs actions menées pour l'économie et les salariés gardois en assurant notamment la représentation de leurs adhérents dans de nombreuses instances de consultation et de concertation, destinées à éclairer la décision des partenaires économiques.

Il est décidé d'inscrire 104 000 € en dépenses de fonctionnement.

#### FOCUS sur le Schéma unique des solidarités sociales

Les crédits de paiement inscrits en 2025 dans le cadre de l'autorisation d'engagement 2023 SCHEMADSD pour l'engagement « Soutenir l'activité et l'emploi » sont répartis comme suit :

- \* 10 000 € pour le soutien à l'ingénierie en direction des usagers.
- \* 250 000 € pour la promotion de l'économie sociale et solidaire.

Au total pour l'engagement politique « Soutenir l'activité et l'emploi », il est décidé d'inscrire :  
En fonctionnement : 774 000,00 € en dépenses  
En investissement : 42 675,00 € en dépenses

## F) Favoriser la réussite de tous les jeunes

Cet engagement s'articule autour de quatre grandes missions avec lesquelles des domaines de compétence différents et censément autonomes s'y croisent : éducation, jeunesse et citoyenneté, sports, insertion, collèges...

### 20) Créer les conditions de la réussite éducative des collégiens en assurant l'accès aux savoirs et à la connaissance

#### a) Les dotations aux collèges publics

##### §1. La dotation annuelle de fonctionnement aux collèges publics

Cette contribution est obligatoire selon l'article L.421-11 du Code de l'éducation. Cette dotation a fait l'objet d'une première répartition entre les 53 collèges publics gardois lors de la séance du 11 octobre 2024 au titre de l'année 2025, les dotations devant être notifiées avant le 1<sup>er</sup> novembre 2024 pour permettre aux établissements de préparer leur budget 2025 dans les délais légaux.

Le montant des crédits inscrits au titre des dotations globales de fonctionnement est maintenu à un niveau élevé pour accompagner au mieux les collèges dans le contexte économique actuel.

Le mode de calcul de la dotation globale de fonctionnement, identique pour tous les collèges, répond au plus près aux besoins des EPLE, en affirmant la volonté de maintenir pour ces derniers une trésorerie réaliste et raisonnable.

Il est décidé d'inscrire 8 464 000 € en fonctionnement au sein de cette prestation.

##### §2. La dotation annuelle équipement des collèges

Cette dotation forfaitaire d'investissement permet de prendre en charge les dépenses d'équipements des collèges. Son montant, calculé en fonction du nombre d'élèves, varie entre 2 500 € et 7 500 € par établissement.

Il est décidé d'inscrire 302 000 € en investissement au sein de cette prestation.

##### §3. La dotation classes SEGPA

Le Conseil départemental soutient, au même titre que l'enseignement général, les élèves qui s'orientent vers un champ professionnel à travers les SEGPA, en finançant les dépenses de fonctionnement et d'investissement spécifiques pour ces classes, notamment les équipements de protection individuelle et le matériel nécessaire à l'enseignement. Il existe des classes SEGPA dans 16 collèges gardois, dont les champs professionnels couvrent des domaines divers : habitat, hygiène/alimentation/service, vente/distribution/magasinage, production industrielle, espace rural et environnement.

Il est décidé d'inscrire 64 000 € en fonctionnement et 70 000 € en investissement au sein de cette prestation.

#### §4. La dotation création classe ULIS

Les classes ULIS constituent un dispositif qui offre aux élèves qui en bénéficient (élèves en situation de handicap) une organisation pédagogique adaptée à leurs besoins. Le Conseil départemental attribue une dotation d'investissement ULIS, destinée à des aménagements et à l'acquisition d'équipements spécifiques nécessaires en fonction du handicap des élèves de ces classes. Les crédits permettent de financer l'ouverture de 2 classes ULIS.

Il est décidé d'inscrire 10 000 € en investissement au sein de cette prestation.

#### §5. La dotation pour l'acquisition de véhicules de services

Le Conseil départemental accompagne les collèges qui le nécessitent en accordant une aide pour le renouvellement de leur véhicule de service (8 000 € par collège).

Il est décidé d'inscrire 16 000 € en investissement au sein de cette prestation.

#### §6. La prise en charge de matières d'œuvre et des petits travaux pour les collèges

Cette dotation de fonctionnement permet de prendre en charge les dépenses de maintenance et d'entretien des collèges. Ces dotations sont indispensables au bon fonctionnement des établissements et permettent une plus grande réactivité des établissements pour la gestion de l'entretien des bâtiments.

Il est décidé d'inscrire 150 000 € en fonctionnement au sein de cette prestation.

#### §7. La prise en charge des transports EPS

Le Conseil départemental prend en charge les transports pour les cours d'éducation physique et sportive (EPS) en tenant compte notamment du déficit d'équipements sur certains collèges. Cette dotation de fonctionnement est attribuée en fonction des besoins de chaque collège pour l'année scolaire, dans la limite des inscriptions budgétaires. Le montant est plafonné à 8 500 € par an par collège.

Il est décidé d'inscrire 150 000 € en fonctionnement au sein de cette prestation.

#### §8. La prise en charge de la participation de la MDPH à la majoration enseignant référent

La MDPH attribue une dotation aux collèges pour la prise en charge des moyens nécessaires au bon fonctionnement des missions de chaque enseignant référent. A ce jour, 25 enseignants référents sont identifiés. Cette dotation de 1 000 € en fonctionnement permet notamment de financer les dépenses de bureau, papeterie, photocopie, ordinateur, téléphone... de chaque enseignant.

Le Conseil départemental verse les crédits aux collèges et demande ensuite le remboursement auprès de la MDPH, via un titre de recette en fonctionnement.

Il est décidé d'inscrire 25 000 € en dépenses de fonctionnement et 25 000 € en recettes de fonctionnement au sein de cette prestation.

#### §9. La prise en charge de frais supplémentaires des collèges

Ces crédits sont destinés à aider les collèges à faire face à des dépenses exceptionnelles et imprévues qui, compte tenu du contexte économique actuel, représenteraient des charges trop importantes pour certains établissements au vu de leur situation financière.

Ces crédits permettront également d'aider les établissements dont la taille de la demi-pension ne leur permet pas d'équilibrer les services de restauration, dont la responsabilité relève de la collectivité.

Il est décidé d'inscrire 25 000 € en fonctionnement au sein de cette prestation.

#### b) Les aides complémentaires aux collèges publics : mise à disposition de matériels, mobiliers et équipements sportifs

##### §1. La mise à disposition de mobilier scolaire

Ces crédits d'investissement sont destinés à l'achat de mobilier scolaire en fonction des besoins identifiés. Ces achats se feront directement par le Conseil départemental, ou à travers l'attribution de subventions aux collèges.

Pour l'année 2025, ces crédits permettront notamment de répondre aux besoins du collège Romain Rolland à la suite de la réorganisation de l'accès des collégiens au bâtiment.

Il est décidé d'inscrire 100 000 € en investissement au sein de cette prestation.

##### §2. La mise à disposition des autres mobiliers et matériels

Il est décidé de réserver une enveloppe pour l'achat de mobiliers complémentaires au mobilier scolaire, en fonction des besoins des établissements (web radios notamment).

Il est décidé d'inscrire 12 000 € en investissement au sein de cette prestation.

##### §3. Les subventions pour la construction et la rénovation des équipements sportifs utilisés par les collèges

Une doctrine a été votée en 2022 pour le financement d'équipements sportifs (création, rénovation ou réhabilitation) utilisés par les collégiens.

Il est décidé d'inscrire 950 000 € en crédits de paiement au sein de cette prestation.

Ces crédits permettront de solder les subventions accordées en 2024, mais également de payer une partie des subventions qui seraient accordées en 2025.

A ce titre, il est décidé la création d'une AP 2025 EQUIPSPORT de 1 500 000 € et d'une durée de vie de 4 ans pour le financement des subventions sollicitées en 2025.

Il est également décidé de prolonger l'AP 2022 EQUIPSPORT d'une année supplémentaire, jusqu'en 2026, afin d'honorer les engagements en cours.

Enfin, il est décidé de diminuer l'AP 2023 EQUIPSPORT de 281 501,75 €.

#### §4. La participation au fonctionnement des halles de sport départementales

Cette participation de fonctionnement est obligatoire. Elle permet aux collèges de faire face aux dépenses de viabilisation et d'entretien des halles de sports départementales.

Ces dépenses sont partagées avec les communes, communautés de communes et syndicats sur le territoire desquels sont construites ces halles. Ainsi, des recettes de fonctionnement sont attendues.

Il est décidé d'inscrire 270 000 € en dépenses de fonctionnement et 85 000 € en recettes de fonctionnement au sein de cette prestation.

#### §5. La Participation au fonctionnement des équipements sportifs communaux mis à disposition des collèges

Le Conseil départemental doit proposer aux élèves des collèges l'accès à des équipements sportifs indispensables à l'enseignement de cette discipline, soit à travers la mise à disposition de halles de sport départementales, soit à travers un conventionnement pour l'utilisation des équipements sportifs communaux ou intercommunaux. Ces conventions prévoient notamment une participation des collèges aux frais de fonctionnement des équipements sportifs. Cette enveloppe est répartie dans la limite des inscriptions budgétaires.

Il est décidé d'inscrire 260 000 € en fonctionnement au sein de cette prestation.

#### §6. Les participations obligatoires pour l'accueil de collégiens extérieurs

L'article L.213-8 du Code de l'éducation prévoit que « lorsque 10 % au moins des élèves d'un collège résident dans un autre département que celui dont relève l'établissement, une participation aux charges de fonctionnement et de personnel peut être demandée au département de résidence ».

Les participations versées par le Conseil départemental pour les élèves gardois étudiant hors du département sont estimées à 282 000 €.

Les recettes qui seront perçues par le Conseil départemental pour les élèves extérieurs étudiant dans des collèges gardois sont estimées à 245 000 €.

Ces dépenses et recettes sont calculées en fonction du coût élève moyen par département, multiplié par le nombre d'élèves concernés.

Il est donc décidé d'inscrire 282 000 € en dépenses de fonctionnement et 245 000 € en recettes de fonctionnement au sein de cette prestation.

## §7. Le Plan pluriannuel de lutte contre la pénibilité

Un des objectifs prioritaires du Conseil départemental concernant la gestion des personnels techniques est de garantir et de proposer des conditions de travail optimales pour permettre le bon fonctionnement des collèges.

Compte tenu des conditions de travail spécifiques (pénibilité physique, bruit, poussière, variation de températures, risques de blessures...) et au vu des problématiques d'usure professionnelle et de santé de ces agents, il est décidé la poursuite du plan pluriannuel de prévention et de lutte contre la pénibilité dans les collèges avec comme objectif la réduction de la pénibilité au quotidien.

Ainsi, il est décidé d'inscrire 50 000 € en fonctionnement afin de réaliser des études ergonomiques pour analyser les besoins de collèges prioritaires.

200 000 € sont également inscrits en crédits de paiement en investissement au sein de l'AP 2023 PENIBILITE pour l'achat de matériels divers, sur la base des recommandations de ces études.

### c) Les recettes

#### §1. Le Fonds départemental des Personnels d'Internat

Le Conseil départemental met à disposition des collèges, du personnel pour le bon fonctionnement du service de restauration. Le règlement départemental de restauration en vigueur prévoit une participation en fonctionnement de chaque collège à ces frais, dont le montant est compris entre 10 % et 19,5% des recettes du service de restauration. La participation de chaque collège sera ajustée en fonction des résultats financiers du service de restauration, afin d'aider les collèges publics à équilibrer leur fonctionnement. Cela représente une aide complémentaire accordée par le Conseil départemental, matérialisée par une baisse des recettes demandées aux établissements.

Il est décidé d'inscrire 1 450 000 € en recettes de fonctionnement au sein de cette prestation.

#### §2. Les loyers des logements de fonction des collèges

Il s'agit des loyers versés par les personnels logés dans les collèges pour utilité de service (US) ou par convention d'occupation précaire (COP), représentant une recette de fonctionnement de 50 000 € pour 2025.

Il est décidé d'inscrire 50 000 € en recettes de fonctionnement au sein de cette prestation.

### d) Les dotations aux collèges privés

#### §1. La dotation annuelle de fonctionnement collèges privés

Cette contribution est obligatoire selon l'article L.442-9 du Code de l'éducation. Il convient d'accorder aux établissements privés du Gard sous contrats une dotation de fonctionnement déterminée par

référence au coût matériel supporté par le Conseil départemental pour chaque collégien de l'enseignement public.

Lors de la séance du 11 octobre 2024, cette dotation a été répartie entre les différents établissements, conformément à la loi.

Il est décidé d'inscrire 2 867 655 € en fonctionnement au sein de cette prestation.

## §2. La dotation pour forfait externat collèges privés

Cette dotation de fonctionnement pour les collèges privés sous contrat d'association participe aux dépenses de rémunérations des personnels non enseignants du privé comme le prévoit le Code de l'éducation.

Il est ainsi décidé d'inscrire 1 900 000€ en fonctionnement au sein de cette prestation.

### e) L'optimisation et la sécurisation du parc informatique des collèges

Il est décidé de voter un budget d'un montant de 1 115 000 € en investissement et de 216 000 € en fonctionnement dédié au parc informatique des 53 collèges afin de permettre la mise en œuvre du plan d'action suivant :

- Poursuivre le renouvellement du parc informatique de 6 établissements scolaires soit 350 postes par an,
- Renouveler l'intégralité du parc pédagogique et administratif de la cité scolaire du Vigan,
- Déployer les équipements réseau notamment dans les collèges des cités scolaires de Bagnols-sur-Cèze et du Vigan,
- Poursuivre le renouvellement du parc de vidéoprojecteurs par des matériels plus solides, plus performants et moins énergivores, dans le cadre d'un plan de renouvellement sur 6 ans, soit 245 matériels par an,
- Mettre à disposition un Espace Numérique de Travail (ENT), outil de coopération éducative et pédagogique offrant un lieu d'échange entre les élèves, leurs parents, les équipes éducatives et administratives des établissements du second degré,
- Equiper chaque collège d'un minimum de 2 malles de 16 tablettes numériques, dans le cadre d'un plan de renouvellement sur 4 ans, soit 450 tablettes par an,
- Mettre à disposition la version majeure du logiciel Edutice (gestion centralisée des ressources informatiques dans les salles de classe et des programmes d'enseignement permettant également la sécurisation complète des données et une maintenance facilitée).
- Finaliser et se faire accompagner au déploiement de la nouvelle infrastructure réseau centralisée,
- Optimiser, améliorer et maintenir en condition opérationnelle les équipements en place.

### §1. L'acquisition des postes de travail numériques pour les collèges

Il est décidé, en dépenses d'investissement (1 115 000 €), l'inscription des crédits ci-dessous :

- |  |           |
|--|-----------|
| - Renouvellement du parc de vidéoprojecteurs : | 480 000 € |
| - Renouvellement du parc de 6 collèges :       | 260 000 € |
| - Renouvellement des tablettes :               | 150 000 € |
| - Logiciel Espace Numérique de Travail :       | 110 000 € |



- Déploiement du réseau et des équipements associés :	85 000 €
- Matériel de téléphonie :	15 000 €
- Autre matériel (chariots, etc.) :	15 000 €

## §2. La maintenance des postes de travail numériques pour les collègues

Il est décidé, en dépenses de fonctionnement (216 000 €), l'inscription des crédits ci-dessous :

- Abonnement licences Microsoft Office+antivirus :	102 000 €
- Maintenance évolutive du logiciel EDUTICE :	44 000 €
- Pièces détachées (disques durs, câbles, etc.) :	35 000 €
- Maintenance des autocommutateurs :	20 000 €
- Assistance au déploiement de la nouvelle infrastructure des collègues :	10 000 €
- Abonnement logiciel de gestion de mot de passe sécurisé :	5 000 €

### f) Le Très Haut Débit (THD) pour tous les établissements de second degré

En 2025, tous les collèges gardois disposeront d'une liaison Très Haut Débit à 100 Mb/s via le THD'OCV2 et ce, jusqu'à la mise en production du Groupe Fermé d'Utilisateurs Wigard prévue courant du dernier trimestre 2025 qui permettra de choisir le débit le plus adapté aux besoins de chaque établissement, sans aucun impact financier.

Il est donc décidé d'inscrire en dépenses de fonctionnement 281 000 €, nécessaires pour le paiement de la fibre noire à l'opérateur Orange.

## 21) Renforcer l'insertion des jeunes, leur formation et leur citoyenneté

Au vu des perspectives d'évolution de la politique jeunesse, il est décidé d'ajuster et de rendre plus lisibles les grands axes d'intervention du Conseil départemental en matière de jeunesse.

### a) Le Conseil départemental des jeunes

Projet phare de la mandature, le Conseil départemental des jeunes est sur son second mandat et bénéficie pour fonctionner (frais de déplacement et restauration des jeunes, animations et réalisation de projets) d'un budget constant.

Il est décidé d'inscrire 100 000 € en fonctionnement pour cette prestation.

### b) Les subventions en faveur de l'éducation et la citoyenneté des jeunes

L'objectif global poursuivi ici est de contribuer à la réussite éducative, que ce soit sur le temps scolaire, périscolaire ou extrascolaire.

Les crédits de fonctionnement permettront de financer les types de projet suivants :

- Subventions aux associations pour les projets éducatifs en temps scolaire

Certaines associations peuvent être soutenues pour la mise en œuvre de leurs projets complémentaires au champ éducatif traditionnel (sensibilisation des collégiens à la lutte contre les discriminations, à la laïcité, l'égalité filles garçons, etc....).

- Subventions aux associations dans le cadre du dispositif CLAS (contrats locaux d'accompagnement à la scolarité)

Le CLAS vise à soutenir les actions d'accompagnement des enfants ou adolescents et de leurs parents, en lien avec les établissements scolaires, pour favoriser la réussite scolaire, éducative et sociale et promouvoir l'égalité des chances. Il se déroule en dehors du temps scolaire (péri scolaire principalement) et s'avère aujourd'hui incontournable, notamment dans les quartiers prioritaires mais également sur l'ensemble du territoire. Il est assuré en grande majorité par le tissu associatif local et est plus que jamais central suite aux périodes de confinement qui ont entraîné l'accentuation des difficultés sur certains publics fragilisés.

Le Conseil départemental y consacre des crédits de droit commun jeunesse mais également des crédits relevant de la politique de la ville.

- Subventions aux structures et projets jeunesse : uniquement à destination des associations, sur le temps extra-scolaire, avec une vocation là encore éducative, citoyenne

Il est décidé d'inscrire au total 255 000 € en fonctionnement au sein de cette prestation.

#### c) Les subventions en faveur de l'engagement et des initiatives des jeunes

Cela concerne des dispositifs existants :

- Les projets jeunes : le Conseil départemental soutient aux côtés de la CAF, de la DDCS (Direction départementale de la cohésion sociale) et de la MSA les initiatives des jeunes à travers leurs projets (collectifs ou individuels). Ils peuvent porter sur des sujets très variés : environnement, solidarité, vie de quartier, art, audiovisuel, prévention, découverte culturelle... Ce dispositif permet aux jeunes de s'engager pleinement dans des projets et développer leur autonomie.
- Le dispositif du service civique : la collectivité accueille des services civiques depuis 2016. Les jeunes volontaires font de la sensibilisation au développement durable, participent à l'accueil des personnes âgées ou handicapées, contribuent au développement d'actions culturelles ou sportives... Un dispositif qui s'avère gagnant pour les jeunes, pour les politiques publiques et les publics visés. Il se poursuit avec près d'une cinquantaine de jeunes accueillis chaque année et de nouvelles missions devraient être proposées cette année encore. L'intermédiation venue compléter l'engagement du Conseil départemental dans ce dispositif permet de faire bénéficier les petites collectivités de l'agrément du Département afin de leur permettre d'accueillir plus facilement des services civiques.

Enfin, de nouveaux dispositifs pourraient être mis en place, qui feront l'objet d'une réflexion au cours de l'année 2025.

Il est décidé d'inscrire 265 000 € en fonctionnement au sein de cette prestation.

#### d) Les subventions pour la santé et le bien être des jeunes

Ce nouvel axe fort de la politique jeunesse répond à des préoccupations bien réelles concernant les jeunes, et permet d'afficher une volonté forte du Conseil départemental concernant la prévention des risques, la santé et le bien-être des jeunes à travers un soutien aux structures œuvrant dans ces domaines, en complémentarité avec les autres politiques publiques du Conseil départemental. Certains projets d'acteurs jeunesse étaient d'ailleurs déjà aidés sur cette thématique, visant à faire de la prévention (addictions, harcèlement, discriminations, sédentarité, alimentation...).

Il est décidé d'inscrire 140 000 € en fonctionnement au sein de cette prestation.

#### 22) Contribuer au développement de l'enseignement supérieur

Le Conseil départemental contribue, depuis plusieurs années, au développement de l'enseignement supérieur et de la recherche, sur Nîmes et le Gard, au travers de conventions de partenariat et de soutien financier.

L'engagement du Conseil départemental se traduit notamment dans le cadre du Contrat de plan Etat Région (CPER) 2021-2027 sur le volet enseignement supérieur, recherche et innovation et sur le volet patrimoine.

Aussi, il est décidé d'inscrire, en dépenses d'investissement, 260 000 € en crédit de paiement sur l'AP 2022 CPER2127.

Par ailleurs, et au regard des projets émergents sur le volet patrimoine du CPER 2021/2027, il est décidé d'augmenter l'AP 2022 CPER2127 de 5 150 000 €.

#### 23) Adapter et pérenniser la qualité des lieux d'éducation

En 2025, les études pour la reconstruction du collège de Saint-Gilles vont se poursuivre avec la désignation de l'équipe de maîtrise d'œuvre en début d'année, dans le respect des engagements de confort d'usage, de durabilité et de sobriété voulus par le Conseil départemental et accompagnés par le label Bâtiments durables en Occitanie (BDO). Les études pour les collèges de Salindres et Pont-Saint-Esprit seront également poursuivies.

Des travaux se poursuivront pour engager l'extension et la rénovation énergétique du collège du Mourion à Villeneuve-lès-Avignon et l'aménagement du collège Romain Rolland pour améliorer les conditions d'accueil des élèves et de l'administration.

Après le collège Jean Racine en 2024, la conversion aux énergies renouvelables des collèges se poursuivra dans les collèges d'Aigues-Mortes, Sommières, Le Vigan, Bagnols-sur-Cèze Ventadour et Aramon pour le passage à la biomasse (bois énergie) et à la géothermie, dans le cadre du Contrat patrimonial signé avec l'ADEME.

Le programme de maintenance préventive et curative des collèges se réalisera avec notamment, la rénovation des toitures des collèges Jules Verne, Aramon, Roquemaure et Gallargues.

Afin de prévenir la vulnérabilité des bâtiments départementaux au risque d'inondation et au risque de canicule, des travaux de désimperméabilisation et de traitement des îlots de chaleur débuteront en 2025 en lien avec les établissements les plus concernés.

Enfin, la mise en accessibilité aux personnes à mobilité réduite aux collèges se poursuivra en 2025, afin de permettre à tout collégien gardois d'accéder à un établissement adapté sur son secteur.

a) Les dépenses de fonctionnement

En 2025, le Conseil départemental décide d'inscrire :

- 653 600 € pour améliorer la sécurité des élèves et des enseignants dans les établissements scolaires dont il a la charge, en réalisant des études et des travaux de maintenance des collèges,
- 180 000 € pour le suivi externalisé de la maintenance et de la sécurité des installations techniques,
- 244 000 € pour les contrats des marchés d'assurance des collèges, afin de répondre à une difficulté croissante de couverture des « risques » rencontrés par les collectivités territoriales avec les compagnies d'assurance,
- 150 000 € pour le renouvellement annuel pour l'achat des vêtements de travail pour la protection des agents affectés aux collèges,
- 63 550 € pour honorer d'autres dépenses diverses (travaux dans les collèges, achat de fournitures et matière d'œuvre, frais généraux, le suivi des sinistres).

Au total, il est décidé d'inscrire 1 291 150€ en dépenses de fonctionnement.

b) Les dépenses d'investissement

En 2025, le Conseil départemental poursuit sa politique de renouveau des collèges en offrant de nouveaux lieux modernes et adaptés aux jeunes gardoises et gardois.

Il est décidé de rephaser et réajuster les autorisations de programme des études et travaux de maintenance et de sécurité des collèges comme suit :

- une diminution de 1 933 723,27 € pour les anciennes AP COLLEGES de 2001(- 323 443,21 €) et 2018 (-1 610 280,06 €).
- une augmentation de + 12 505 065,02 € de l'AP 2022 COLLEGE22 qui sera ainsi portée à 47 000 000 €.

Par ailleurs, l'autorisation de programme 2018 CVEGSEPGPA (construction d'une SEGPA au collège de Vergèze) et 2019 CROQUEMAURES (travaux d'extension du collège de Roquemaure) peuvent être diminuées et clôturées.

Afin d'assurer les paiements des programmes :

- 11 430 500 € sont inscrits en dépenses d'investissement pour assurer les études et travaux de maintenance et de sécurité des collèges gardois,
- 4 765 459 € sont inscrits pour la poursuite des études et travaux de restructuration, réhabilitation et réaménagement des collèges,
- 3 400 000 € sont inscrits pour les études et les travaux de construction et d'extension des collèges,

- 410 000 € seront investis pour la maintenance, la sécurité et la vérification des installations techniques des collèges,
- Enfin, pour faciliter l'orientation des élèves et des usagers dans les établissements, un investissement de 30 000 € sera engagé pour la signalétique des collèges.

Au total, il est décidé d'inscrire 20 035 959 € en dépenses d'investissement.

#### c) Les recettes

Il est décidé d'inscrire 10 000 € de recettes de fonctionnement pour le suivi des sinistres des collèges.

Concernant les recettes d'investissement, il est décidé d'inscrire 3 830 215 € pour la dotation annuelle départementale globale d'équipement de l'Etat.

Il est décidé de diminuer l'autorisation de programme 2017 BNIDIDEROT de 798 000 € en recettes.

Au total pour l'engagement politique « Favoriser la réussite de tous les jeunes », il est décidé d'inscrire :  
 En fonctionnement : 17 055 805 € en dépenses et 1 865 000 € en recettes  
 En investissement : 23 070 959 € en dépenses et 3 830 215 € en recettes

#### G) Garantir l'égalité entre les femmes et les hommes

Le Conseil départemental reste engagé en faveur de l'égalité femmes-hommes ainsi que dans la lutte contre les violences faites aux femmes.

Pour 2025, il est décidé l'inscription de 219 500 € permettant :

- de renouveler les deux concours organisés pour l'un le 8 mars, Journée internationale des droits des femmes et pour l'autre le 25 novembre, Journée internationale pour l'élimination des violences à l'égard des femmes,
- de financer des actions de lutte contre les violences faites aux femmes et de promotion de l'égalité femmes-hommes,
- de poursuivre l'animation de l'Observatoire départemental des violences faites aux femmes et de produire les lettres de l'Observatoire. Ces lettres servent aussi à l'animation du réseau des acteurs.

#### 24) Promouvoir l'égalité femmes-hommes dans le Gard en révélant les discriminations

Les actions portées dans le champ de l'égalité femmes-hommes sont très transversales, pour la plupart intégrées dans d'autres financements. Cependant, afin de soutenir des partenaires associatifs et de construire des outils collectifs de réflexion sur le sujet, il est décidé d'inscrire 11 500 € au Budget primitif 2025.

De plus, à l'occasion de la Journée internationale pour les droits des femmes du 8 mars, la collectivité organisera un concours ouvert aux associations œuvrant sur le territoire gardois. Ce concours nommé « Prix pour l'égalité femmes-hommes dans le Gard » sera doté de trois prix pour un montant total de

10 000 €. Il s'agit d'apporter un financement à des projets innovants et représentant un réel intérêt pour le territoire gardois.

Au total, il est décidé d'inscrire 21 500 € en fonctionnement sur cet axe au Budget primitif 2025.

## 25) Condamner tous les actes de violence contre les femmes

Le Conseil départemental apporte son soutien financier à des associations proposant un accompagnement juridique ou des permanences d'accueil à des femmes et hommes victimes de violences.

Cette ligne permet également de participer au financement de deux postes d'intervenantes sociales en commissariat et de deux postes d'intervenantes sociales en gendarmerie. Les conventions relatives à ces co-financements ont été renouvelées pour trois ans en 2024.

Les crédits inscrits permettront aussi de poursuivre le cofinancement de l'expérimentation *Mesures d'accompagnement protégé (MAP)*, mesures qui consistent à accompagner un enfant du domicile d'un des parents vers le domicile de l'autre parent. Ces mesures sont établies sous l'autorité des tribunaux d'Alès et de Nîmes.

Enfin, il est prévu la poursuite des groupes de travail validés par le comité de pilotage de l'Observatoire des violences faites aux femmes.

De plus, à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, le 25 novembre, la collectivité organise un concours ouvert aux associations œuvrant sur le territoire gardois. Ce concours nommé « *La lutte contre les violences faites aux femmes nous concerne toutes et tous* » sera doté de trois prix pour un montant total de 10 000 €. Il s'agit d'apporter un financement à des projets innovants et représentant un réel intérêt pour le territoire gardois.

Au total, il est décidé d'inscrire 198 000 € en fonctionnement sur cette mission au Budget primitif 2025.

Au total pour l'engagement politique « Garantir l'égalité entre les femmes et les hommes », il est décidé d'inscrire :

En fonctionnement : 219 500 € en dépenses

## H) Aider les plus vulnérables

Les politiques d'accompagnement social sont portées par l'ensemble des services sociaux territoriaux qui contribue au soutien nécessaire à apporter aux familles et aux personnes fragilisées.

### 26) Développer les politiques d'accompagnement social

#### a) Le Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ)

Le Conseil départemental attribue des aides destinées à favoriser l'insertion sociale et professionnelle des jeunes de 18 à 25 ans et, le cas échéant, leur apporter des secours temporaires de nature à faire face à des besoins urgents.

Les crédits nécessaires sont estimés à 150 000 €.

#### b) Les mesures d'accompagnement social personnalisé (MASP)

Les mesures d'accompagnement social personnalisées (MASP) sont destinées à aider des personnes majeures qui ont de grandes difficultés à gérer leur patrimoine, mais qui n'ont pas de difficultés psychologiques ou psychiatriques. Pour bénéficier de ces mesures, ces personnes doivent percevoir des prestations sociales (RSA, allocation familiale, allocation logement...) mais sans parvenir à les mobiliser pour résoudre leurs difficultés quotidiennes. Les MASP sont mises en œuvre par les services sociaux du Conseil départemental.

Les crédits nécessaires sont estimés à 500 000 €.

#### c) La participation à la Maison de Justice et du Droit (MJD)

Les maisons de justice et du droit visent à développer des réponses alternatives pour lutter contre la petite et moyenne délinquance. Elles assurent une présence judiciaire de proximité, exercent une mission judiciaire en lien avec la politique pénale déterminée par le Procureur de la République, ainsi qu'une mission d'accueil, d'information juridique des victimes d'infractions pénales. L'accueil et le secrétariat sont assurés par un fonctionnaire du greffe du Tribunal de Grande Instance et par un agent d'accueil et de conseil.

Les crédits nécessaires sont estimés à 37 200 €.

#### d) La prise en charge des aides financières individuelles extra-légales

Les aides financières extra légales sont attribuées aux personnes seules, aux couples sans enfant ou aux foyers n'ayant à leur charge que des enfants majeurs en situation de précarité et ne pouvant faire face aux besoins de première nécessité ou au financement de leur projet d'insertion.

Les crédits nécessaires sont estimés à 368 000 €.

Il convient d'inscrire 500 € en recettes pour les annulations de mandat sur exercice antérieur.

e) La prise en charge des aides financières individuelles légales

Les aides financières individuelles légales sont versées aux foyers ayant un enfant mineur à charge et aux femmes enceintes au titre des articles L.222-2 et L.222-3 du Code de l'action sociale et des familles.

Les recettes relèvent des recouvrements sur bénéficiaires.

Les crédits nécessaires sont estimés à 700 000 €.

Il convient d'inscrire 2 000 € en recettes pour les annulations sur exercice antérieur.

f) Les subventions aux actions de soutien à la parentalité (REAAP)

Le Conseil départemental, dans le cadre du Réseau d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents du Gard (REAAP), en lien avec la Caisse d'allocations familiales, la Mutualité sociale agricole, et la Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités (DDETS), participe au financement d'actions de soutien à la parentalité. Plus de 45 structures bénéficient du soutien du Conseil départemental dans le cadre d'un appel à projets, pour des soutiens allant de 3 000 € à 15 000 €, et pour la participation au financement de l'animation du réseau.

Les crédits nécessaires sont inscrits à hauteur de 49 864 €.

g) Les subventions de fonctionnement dans le champ de l'action sociale

Le Conseil départemental apporte des subventions de fonctionnement aux associations œuvrant dans le champ de l'aide de première nécessité pour les publics les plus démunis.

Dans ce cadre, le Conseil départemental soutient les associations de proximité ou à vocation départementale qui œuvrent en lien avec les services sociaux territoriaux en direction des populations les plus vulnérables, dans l'objectif de prévenir les situations d'exclusion, de pauvreté et de participer à la réduction des inégalités territoriales en termes d'accès aux droits.

Les crédits nécessaires sont estimés à 553 060 € :

- dont 480 000 € aux associations
- dont 73 000 € aux établissements publics locaux
- dont 60 € cotisation à une association.

h) Les subventions d'investissement et d'équipement dans le champ de l'action sociale

Le Conseil départemental apporte des subventions d'investissement aux associations œuvrant dans le champ de l'aide de première nécessité pour les publics les plus démunis, pour l'achat d'équipements nécessaires à la mise en œuvre des actions.

Les crédits nécessaires sont estimés à 20 000 € (AP 2021 INVAS).



i) La conduite de missions de primo-accueil et d'accompagnement des Gens du voyage

Il est décidé d'inscrire 100 000 € en section de fonctionnement (AE 2021 GDV) destinés à contribuer à la prise en charge d'un dispositif de premier accueil et d'accompagnement social des personnes installées sur les aires d'accueil des gens du voyage implantées dans le Gard.

Il est décidé de clôturer l'AE 2018 GDV, les dispositifs portés par cette enveloppe étant terminés.

27) Apporter une aide extérieure d'urgence aux victimes de crises

Au Budget primitif 2025, il n'est pas décidé l'inscription de crédits budgétaires.

**FOCUS sur le Schéma unique des solidarités sociales**

Les crédits de paiement en dépenses de fonctionnement inscrits en 2025 dans le cadre de l'autorisation d'engagement 2023 SCHEMADSD pour l'engagement « Aider les plus vulnérables » sont de 100 000 € pour des mesures d'accompagnement sociales.

Au total pour l'engagement politique « Aider les plus vulnérables », il est décidé d'inscrire :

En fonctionnement : 2 558 124 € en dépenses et 2 500 € en recettes

En investissement : 20 000 € en dépenses

## AXE 2 - PROTEGER NOTRE SANTE ET NOTRE QUALITE DE VIE

Ce deuxième axe prioritaire se décline en 9 engagements politiques :

- ❖ Favoriser le développement d'une agriculture durable pour une alimentation de qualité
- ❖ Réussir la transition écologique
- ❖ Construire une destination touristique d'exception
- ❖ Aménager le territoire en soutenant les dynamiques territoriales
- ❖ Militer pour la culture pour tous
- ❖ Faire du sport, la clé de l'épanouissement de chacun
- ❖ Agir pour mieux lutter contre les risques
- ❖ S'engager pour la santé et les soins partout et pour tous
- ❖ Développer la lecture publique sur l'ensemble du département

### A) Favoriser le développement d'une agriculture durable pour une alimentation de qualité

Il est nécessaire de soutenir le développement d'une agriculture gardoise durable, soucieuse de l'environnement, de la préservation des ressources et des paysages, de la santé, et source d'un développement équilibré du territoire. Le développement de l'agriculture biologique est un gage de confiance indispensable pour tous les gardoises et gardois qui attendent une alimentation de qualité.

#### 28) Structurer une offre alimentaire de qualité sur le territoire

##### a) Le développement de l'agriculture biologique

Fort des atouts du Gard en matière d'agriculture biologique, le Conseil départemental encourage les initiatives et la dynamique de la filière. Dans ce cadre, il est décidé d'inscrire, au Budget primitif 2025, 39 900,00 € en dépenses de fonctionnement.

##### b) Le développement de l'offre alimentaire gardoise

Il s'agit de favoriser le développement d'une offre de produits alimentaires de qualité sur le territoire. A ce titre, le Conseil départemental encourage les dynamiques de mobilisation et de préservation de foncier agricole, favorise l'installation et le renouvellement des générations, accompagne la structuration et le développement durable des filières de l'agriculture et de la pêche. Le Conseil départemental soutient en particulier les démarches collectives et de territoire.

Aussi, il est décidé :

- d'inscrire, en dépenses de fonctionnement, un montant total de 121 477,23 € ventilé comme suit :
  - 55 000,00 € en crédit hors AE
  - 12 237,00 € en crédit de paiement sur l'AE 2022 PADSOAE
  - 54 240,23 € en crédit de paiement sur l'AE 2023 ALIMENT
- de clôturer l'AP 2018 PADSOAE avec une diminution de 10 617 €

- de clôturer l'AE 2021 GOUVALIM avec une diminution de 107 812 €
- d'inscrire, en dépenses d'investissement, un montant total de 6 500,00 € en crédits hors AP/CP
- d'inscrire, en recettes de fonctionnement, 43 535,37 € en crédit hors AE
- de créer une autorisation de programme d'une durée de 4 ans (AP 2025 ALIMENT) d'un montant total de 200 000 €.

c) La préservation du potentiel agricole gardois

Il est proposé de clôturer l'AE 2023 SINAGRI, avec une diminution de 10 000 €.

29) Faciliter l'accès des gardoises et des gardois à l'offre alimentaire de notre territoire

a) Le développement des circuits de proximité

Il s'agit de favoriser la disponibilité des produits locaux pour les habitants du Département. Le Conseil départemental encourage le maillage du territoire par des points de vente collectifs, l'approvisionnement de proximité des commerces et par la diversification des modalités de vente dans un objectif d'adaptation aux habitudes de consommation et contraintes des gardoises et des gardois.

Aussi, il est décidé :

- d'inscrire, en dépenses de fonctionnement, des crédits d'un montant total de 125 525,50 € ventilés comme suit :
  - 113 300,00 € en crédit hors AE
  - 2 225,50 € en crédit de paiement sur l'AE 2022 PADAOAE
  - 10 000,00 € en crédit de paiement sur l'AE 2023 ALIMENT
- d'inscrire, en dépenses d'investissement, un montant total de 6 500,00 € en crédits hors AP/CP.

b) Le développement d'un approvisionnement local de qualité de la restauration (hors domicile)

Il s'agit d'encourager la restauration hors domicile, tant publique que privée, et de mettre en œuvre des démarches de qualité alimentaire. Le Conseil départemental intervient pour structurer l'approvisionnement en produits locaux de qualité, pour accompagner aux bonnes pratiques en cuisine, pour inciter à la sensibilisation des convives, et pour inscrire ces actions dans une démarche de labellisation.

Pour la réalisation de ces actions, il est décidé :

- d'inscrire, en dépenses de fonctionnement, des crédits d'un montant total de 75 361,00 € ventilés comme suit :

- 73 200,00 € en crédit hors AE
- 2 161,00 € en crédit de paiement sur l'AE 2022 PADRHDAE
- d'inscrire, en dépenses d'investissement, un montant total de 6 500,00 € en crédits de hors AP/CP.

### 30) Sensibiliser à la consommation responsable

Afin de favoriser l'éducation à la consommation responsable, et par là même, de valoriser le patrimoine gastronomique du Gard, il est nécessaire d'inciter à l'évolution des modes de consommation et à la croissance de la demande en produits locaux de qualité au travers de la sensibilisation et de la promotion.

Le Conseil départemental encourage les actions éducatives et les jardins collectifs, la valorisation des produits du terroir et les événements festifs autour de l'agriculture et de l'alimentation, l'ensemble de ces actions étant à la fois vecteur de prise de conscience et de cohésion sociale.

Dans ce cadre, il est décidé :

- de créer une autorisation d'engagement d'une durée de 3 ans (AE 2025 PLS) d'un montant total de 150 000 € dans le cadre du Contrat local des solidarités relatif à l'action « animer et renforcer les coopérations pour l'accès à une alimentation de qualité pour tous ».
- d'inscrire, en dépenses de fonctionnement, des crédits d'un montant total de 140 337,85 € ventilées comme suit :
  - 50 100,00 € en crédit hors AE
  - 13 853,40 € en crédit de paiement sur l'AE 2022 PAGAE
  - 56 384,45 € en crédit de paiement sur l'AE 2023 ALIMENT
  - 20 000,00 € en crédit de paiement sur l'AE 2025 PLS
- d'inscrire, en dépenses d'investissement, des crédits d'un montant total de 20 893,37 € ventilées comme suit :
  - 6 450,37 € de crédits hors AP/CP
  - 2 200,00 € de crédits de paiement sur l'AP 2021 PAGAP
  - 12 243,00 de crédits de paiement sur l'AP 2022 PAGAP

### 31) Garantir le bien manger des collégiens

#### a) Le fonctionnement de l'UCL

Le budget de fonctionnement de l'UCL permettra d'assurer la maintenance de ses équipements et l'achat de consommables et petits matériels indispensables au maintien de son activité dont bénéficient 26 collèges : la production et la livraison de fruits et légumes IVème gamme, frais, majoritairement de saison et locaux. De plus, dans ce budget est intégré le coût de l'enlèvement et de la valorisation des déchets de l'UCL (soit 250kg/ jour à collecter et valoriser).

Les crédits inscrits en investissement seront utilisés pour remplacer certains équipements vieillissants et continuer à réduire la pénibilité liée à l'activité de l'UCL : achat d'un lave-caisses notamment. Ceci sachant que depuis janvier 2024, l'UCL reçoit en plus de tous les fruits et légumes bruts des collèges du groupement, les produits IVème gamme, ce qui augmente notablement le nombre de caisses utilisées (à laver).

Il est décidé d'inscrire 65 700 € en dépenses de fonctionnement et 21 000 € en dépenses d'investissement pour cette prestation.

b) La sensibilisation à l'équilibre alimentaire dans la restauration scolaire

Afin d'assurer la montée en compétence des cuisiniers des collèges qui doivent être en capacité de produire des menus équilibrés prenant en compte l'ensemble des réglementations opposables, il est prévu de financer, en plus de l'abonnement au réseau professionnel AGORES, des formations concernant :

- la gestion de l'information sur les allergènes présents dans les menus qu'ils proposent aux collégiens,
- la prise en compte du principe de laïcité dans la restauration scolaire.

Il est décidé d'inscrire 6 600 € en fonctionnement pour cette action.

c) La participation des communes au service de restauration

Afin d'assurer une solidarité territoriale et garantir une restauration de qualité avec des coûts maîtrisés, les collèges de La Grand Combe et de Génolhac produisent des repas pour des écoliers de communes bénéficiaires de ce service.

Dans le cadre de cette coopération, dont les modalités sont définies dans des conventions de restauration tripartites avec le Conseil départemental, il est déterminé une participation des communes au coût des charges afférentes au service de restauration, imputées au budget du Conseil départemental (*personnel, investissement, maintenance des locaux et équipements, analyses réglementaires...*).

Il est décidé d'inscrire 63 000 € de crédits en recettes au titre de cette participation.

d) La lutte contre le gaspillage alimentaire

La réglementation impose depuis 2020 la réalisation d'un diagnostic (quantitatif et qualitatif) du gaspillage alimentaire sur chaque restaurant scolaire, pour identifier et mettre en œuvre des actions assurant sa réduction de moitié en 2025, ce qui doit permettre :

- d'une part, de réaliser des économies qui pourraient être réinjectées dans l'achat de produits durables et de qualité,
- d'autre part, de limiter les biodéchets dont la valorisation sera prochainement à la charge des établissements.

Or, la majorité des collèges n'a toujours pas réalisé ce diagnostic et n'est pas en capacité de l'effectuer. Sur 2024, un dispositif a été mis en place pour les accompagner dans ce cadre en mobilisant l'ensemble des acteurs impliqués (équipes de direction, de restauration, enseignants, collégiens d'un EPLE). La reconduction des crédits sur 2025 assurera le financement de la poursuite des actions engagés sur les 6 collèges pilotes identifiés en 2024, à la base de la construction d'un véritable plan de lutte contre le gaspillage alimentaire qui pourra être ensuite déployé les années suivantes dans les autres collèges avec l'appui du nouveau chargé de mission restauration durable de la collectivité.

Il est décidé d'inscrire 30 000 € de crédits en dépenses de fonctionnement sur cette prestation.

Au total pour l'engagement politique « Favoriser le développement d'une agriculture durable pour une alimentation de qualité », il est décidé d'inscrire :

En fonctionnement : 604 901,58 € en dépenses et 106 535,37 € en recettes

En investissement : 61 393,37 € en dépenses

## B) Réussir la transition écologique

Le Conseil départemental du Gard s'est engagé de longue date dans la transition écologique, notamment au travers d'une gestion plus durable de son patrimoine, l'adaptation et la rénovation énergétique de ses bâtiments.

En 2025, le Conseil départemental poursuivra ses efforts de maîtrise de ses dépenses énergétiques en travaillant sur de nouveaux contrats d'approvisionnement, proposés à l'ensemble des collèges gardois en groupement d'achat pour réduire leurs factures d'énergie. En parallèle, le déploiement de centrales photovoltaïques en toiture des bâtiments se poursuivra, optimisé par la démarche d'autoconsommation collective et la création de la première communauté énergétique entre des bâtiments de Nîmes.

Le plan de sobriété énergétique du Conseil départemental s'appuie également sur l'encouragement aux écogestes. L'accompagnement des collèges engagés dans la démarche CUBE.S (Challenge Climat Usage Etablissements scolaires) se poursuivra pour accompagner les établissements volontaires.

Un diagnostic global du parc immobilier sera également initié afin de suivre la mise en œuvre des obligations de rénovation du décret tertiaire et du décret BACS, visant à optimiser le pilotage et rationaliser les usages des bâtiments les plus énergivores.

Afin d'adapter les établissements au changement climatique, et notamment aux risques canicule et inondation dont la fréquence est amenée à augmenter, les études de désimperméabilisation et de traitement des îlots de chaleur engagées en 2024 se poursuivront en 2025 par la réalisation d'au moins un premier établissement parmi les 4 étudiés, en lien avec l'Agence de l'eau. La réduction de la vulnérabilité au risque inondation des bâtiments concernés par un PPRI fera également l'objet d'un diagnostic et des premiers travaux de gestion du risque.

La réhabilitation énergétique et la modernisation des bâtiments départementaux se poursuivra en 2025 notamment par la rénovation énergétique du bâtiment Guillemette à Nîmes et le programme de travaux de maintenance préventive annuel des bâtiments et collèges gardois.

Afin d'accélérer la mobilité électrique et de favoriser les déplacements doux, le déploiement d'installation de recharge et de stations d'accueil de vélos sur les parkings des bâtiments administratifs se renforcera en 2025 autour de la liaison structurante entre les bâtiments administratifs de Nîmes.

Engagé en 2024, le Plan de transition pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre sera finalisé en 2025 et décliné au travers du patrimoine et des services du Conseil départemental.

## 32) Préserver, améliorer et valoriser durablement notre environnement et la biodiversité

La stratégie de la politique de préservation du patrimoine naturel et d'attractivité du territoire du Département est définie par deux documents-cadre : le **Schéma départemental des espaces naturels sensibles (SDENS)**, approuvé en septembre 2017, et le **Schéma départemental de cohérence des activités de pleine nature (SDCo APN)**, approuvé en décembre 2019.

Cette stratégie est cohérente avec la politique régionale en matière de biodiversité.

Cette politique est notamment financée pour partie par la part départementale de la taxe d'aménagement (P.D.T.A.), ex TDENS (article L.113-8 et suivants du Code de l'urbanisme), perçue sur les autorisations de construire accordées sur le territoire gardois.

Le **Schéma départemental des espaces naturels sensibles (SDENS)** définit la stratégie en matière d'acquisition, préservation et attractivité du patrimoine sur la base des trois axes suivants :

- Axe 1 – Conforter le réseau des espaces naturels du Gard et agir en faveur de la bio et géo diversité par un accompagnement différencié des politiques d'acquisition et de gestion d'ENS.
- Axe 2 – Faire du patrimoine naturel un facteur d'attractivité des territoires par un accompagnement maîtrisé de la mise en place et la promotion du plan départemental des ESI conciliant les pratiques des sports de nature et les enjeux naturels, et une sensibilisation et communication sur la préservation et la valorisation du patrimoine naturel.
- Axe 3 – Consolider une politique partenariale et transversale de la préservation des espèces et leurs milieux par un accompagnement des partenaires et des acteurs à la préservation des espaces naturels.

Ces opérations sont intégralement financées par le produit de la part départementale de la taxe d'aménagement (P.D.T.A.).

Dans le cadre de l'approbation du **Schéma départemental de cohérence des activités de pleine nature (SDCo APN)**, sont définies les orientations suivantes :

- favoriser l'équilibre entre la préservation de l'environnement (dont ENS), la sécurisation des sites et des usagers et le développement économique des sports de nature sur les territoires,
- confirmer l'existence d'une culture « Activités de Pleine Nature » à l'échelle du département : l'assumer, la partager et la faire vivre,
- favoriser l'accès aux APN pour tous et pour tous les gardois.

Les APN constituent ainsi de remarquables supports de développement touristique et représentent aussi une opportunité pour l'ensemble des gardois.

Dans le cadre de ce Schéma, il est décidé de poursuivre la politique départementale en faveur de l'attractivité du territoire par une organisation des pratiques de pleine nature au travers du Plan

départemental des espaces sites et itinéraires (PDESI). Ce document cadre renforce ainsi le partenariat entre le Conseil départemental et les acteurs impliqués dans ces activités, sur la base des objectifs approuvés par l'Assemblée départementale :

- prise en compte globale de l'ensemble des pratiques sportives de pleine nature,
- garantie de la préservation des espaces naturels gardois par une gestion adaptée des flux de fréquentation notamment dans le cadre des espaces naturels sensibles, des Grands Sites et des sites Natura 2000,
- proposition d'une offre touristique et de loisirs, de réseaux multi-activités (sentiers, espaces et sites), facteur de développement des territoires gardois.

Ces domaines d'interventions seront organisés autour des 5 niveaux de sites de pratiques (les 5 pôles nature départementaux, la grande itinérance, les espaces sites et itinéraires (ESI) d'intérêts départementaux, les réseaux locaux espaces sites et itinéraires (RLESI) et ESI d'intérêts locaux).

Ces opérations sont financées par le produit de la part départementale de la taxe d'aménagement (P.D.T.A.).

Au titre de l'année 2025, pour les subventions concernant l'attractivité et le patrimoine naturel, il est décidé de créer une autorisation de programme (2025 VALOPATNAT) d'une durée de 6 ans, d'un montant de 180 000 € et une autorisation d'engagement (2025 ENTPATNAT) d'une durée de 4 ans d'un montant de 220 000 €. La ventilation est détaillée ci-après.

#### a) Les subventions relatives aux espaces naturels sensibles (ENS)

##### §1. Les subventions aux collectivités pour l'acquisition d'ENS

Dans la continuité du **Schéma départemental des espaces naturels sensibles**, le Conseil départemental poursuivra son soutien auprès des collectivités qui souhaitent acquérir des terrains par substitution au droit de préemption sur les espaces naturels sensibles (art L.215-1 et suivants du Code de l'urbanisme).

A ce jour, dans le département, 67 communes sont concernées par le droit de préemption sur les espaces naturels sensibles et 10 communes sont en cours de révision de leur zone de préemption.

Les sites ainsi protégés grâce à l'outil juridique et financier du Conseil départemental intégreront le réseau départemental des ENS gardois et pourront faire l'objet d'une information globale.

Les crédits 2025, en investissement, s'élèvent à :

- 104 856,49 € en autorisation de programme pour les engagements anciens
- 50 000 € hors autorisation de programme

##### §2. Les subventions aux collectivités pour les actions en faveur de la biodiversité en espaces naturels sensibles

Afin de financer les actions en faveur de la biodiversité menées par les collectivités et établissements publics, en complément des contributions aux syndicats mixtes d'environnement, est décidée, comme en 2024, une inscription de 41 000 €, en fonctionnement.



L'individualisation de ces crédits sera proposée à l'Assemblée départementale, conformément au dispositif d'appui approuvé suite au **Schéma départemental des espaces naturels sensibles**.

b) Les acquisitions foncières

Soixante-sept communes ont établi avec le Département des zones de préemption au titre de la politique des espaces naturels sensibles.

Sur demandes des communes, le Conseil départemental poursuivra la création de zones de préemption au titre des espaces naturels sensibles en application du **Schéma départemental des espaces naturels sensibles (SDENS) de 2019** et de la démarche Eau & Climat.

De plus, le Conseil départemental se réserve la possibilité d'acquérir des terrains afin de compléter le réseau des 18 sites espaces naturels sensibles avec, comme support, l'autorisation de programme AP 2006 ACQUITDENS.

Il est décidé d'inscrire 260 000 € de crédits de paiement d'investissement, pour l'année 2025, sur l'AP 2006 ACQUITDENS, et de réajuster son phasage.

Les recettes attendues en 2025 de la part départementale de la taxe d'aménagement (P.D.T.A.) sont estimées à 3 500 000 € (fonctionnement).

c) Les actions en faveur des espaces naturels

§1. Les travaux d'aménagement et d'entretien

Le réseau des 18 sites espaces naturels sensibles départementaux (ENSD), qui couvre à ce jour environ 4 550 ha, est géré dans l'objectif de préservation des milieux naturels remarquables et de leur ouverture au public. Le programme d'actions est établi sur la base des notices et plans de gestion définis pour chaque site départemental et financé par le produit de la part départementale de la taxe d'aménagement.

Les travaux sont réalisés par prestation ou en régie par les services du Département, ou par les structures associant localement le Conseil départemental et les collectivités autour des sites les plus emblématiques : Syndicat mixte de Camargue gardoise, Syndicat mixte du massif et des gorges du Gardon, Syndicat mixte du Vidourle, Syndicat mixte d'étude et de pilotage du Grand Site de Navacelles et Syndicat de gestion des gorges de l'Ardèche.

Pour 2025, en complément des financements alloués aux gestionnaires, ce programme se décline sur le réseau des ENS départementaux ainsi :

- fournitures, location et maintenance de matériels pour les équipes de terrain
- travaux divers sur le réseau des ENS (dont gestion cynégétique, travaux de démolition, mise en sécurité des sites, mobilier...)
- insertion presse pour la création de zones de préemption
- cotisations aux associations de gestionnaires d'espace naturel (cotisation RNF, labellisation PEFC, cotisation volontaire obligatoire bois et forêts)

- contributions aux associations syndicales autorisées (ASA) gestionnaires hydrauliques (Canal de Capette, de la Souteyranne, Fosse, Roubine de Canavere, Marais du Cougourlier...)
- frais de garderie (ENS Massif et Gorges de la Cèze)
- gestion cynégétique - organisation (ENS Massif et Gorges de la Cèze)
- contribution à l'hectare forêt (ENS Massif et Gorges de la Cèze) - Forêt Méjannes-le-Clap au titre du régime forestier

Il est décidé :

- de créer une autorisation d'engagement 2025 GESTCHASS, d'un montant total de 120 000 € sur 4 ans relative à la gestion cynégétique et son organisation sur l'ENS du massif et des gorges de la Cèze
- d'augmenter d'un montant de 50 000 € l'autorisation de programme 2024 VTTMEJANNE, portant ainsi le montant total de l'AP à 300 000 € et de la rephaser,
- les opérations antérieures étant soit terminées, soit inférieures au montant de l'autorisation d'engagement votée, il est décidé :
  - o de diminuer l'AE 2022 GESTCHASS d'un montant de 15 661,64 €, portant ainsi le montant de l'AE à 44 338,36 €, et de la clôturer,
  - o de diminuer l'AE 2024 GESTCHASS d'un montant de 41 936 €, portant ainsi le montant de l'AE à 38 064 €, et de la rephaser,
- de rajouter une année de phasage sur les autorisations de programme 2022 REHABBAUME et 2022 RESTAUR127 et de les rephaser,
- de rephaser l'autorisation de programme 2024 BORNAGENS.

Par ailleurs, il est décidé d'inscrire les crédits 2025 suivants :

- 228 510,01 € de crédits de fonctionnement dont 50 000 € en autorisation d'engagement (25 000 € pour l'AE 2024 GESTCHASS, 5 000 € pour l'AE 2025 GESTCHASS et 20 000 € pour l'AE 2024 BORNAGENS),
- 679 500 € de crédits d'investissement dont 500 000 € en autorisation de programme (400 000 € pour l'AP 2022 RESTAUR127 et 100 000 € pour l'AP 2024 VTTMEJANNE).

La gestion des espaces naturels sensibles départementaux donne également lieu à des recettes d'exploitation, en fonctionnement, pour un montant total de 51 100 € :

- location des droits de chasse et pêche,
- concessions de pâturage et exploitation de la grotte de la Salamandre,
- coupes de bois.

## §2. Etudes et diagnostics sur les ENSD

Il est décidé d'augmenter d'un montant de 30 000 € l'autorisation d'engagement 2024 PGESTION, portant ainsi le montant total de l'AE à 80 000 €, de rajouter une année de phasage et de la rephaser.

Il est, par ailleurs, décidé d'inscrire les crédits 2025 suivants :

- 33 000 € de crédits de fonctionnement dont 5 000 € en autorisation d'engagement sur l'AE 2024 PGESTION, pour la réalisation d'études, de plans de gestion, de diagnostics et d'inventaires sur les ENSD,
- 85 000 € de crédits d'investissement dont 35 000 € en autorisation de programme sur l'AP 2022 RESTAUR127 pour la réalisation d'études et la restauration du CD 127 dans les gorges du Gardon.

d) Les études d'intérêt départemental sur les espaces naturels sensibles

L'aménagement foncier agricole forestier et environnemental (AFAFE) est un mode d'aménagement foncier rural dont la mise en œuvre relève de la compétence du Conseil départemental.

C'est un outil pluridimensionnel de restructuration et d'aménagement au service des territoires, qui intègre de multiples enjeux (paysagers, environnementaux, patrimoniaux, agricoles et forestiers, risques naturels).

A ce titre, il est décidé, pour la réalisation d'une étude sur le secteur Cévennes, de créer une autorisation d'engagement 2025 AFAFE, d'un montant total de 150 000 €, sur deux ans, dont 50 000 € de crédits de paiement 2025.

e) Les subventions relatives aux espaces, sites et itinéraires

Dans la continuité du Schéma départemental de cohérence des activités de pleine nature, il est décidé de soutenir les actions suivantes :

§1. L'accompagnement des comités départementaux et associations de la grande itinérance

Pour accompagner les associations de pratiquants, dans le cadre des travaux de la Commission départementale des espaces site et itinéraires (C.D.E.S.I) et de la mise en œuvre du Plan départemental des espaces sites et itinéraires (P.D.E.SI.), un crédit en fonctionnement de 76 000 € est inscrit pour l'année 2025. Il fera l'objet d'une individualisation.

§2. Les subventions pour l'étude et l'équipement des espaces, sites ou itinéraires d'initiative locale

A l'échelle intercommunale et en complément du Plan départemental des itinéraires de promenade et randonnée, de nombreux espaces, sites ou itinéraires restent à aménager et à promouvoir pour offrir une palette d'activité plus large et renforcer l'attractivité touristique au niveau des territoires gardois.

Les crédits de paiement 2025 s'élèvent à :

- 155 092,13 € pour les aides octroyées en 2020 (AP 2020 INVAPN)
- 120 000,00 € pour les aides octroyées en 2024 (AP 2024 VALOPATNAT)

### §3. La démarche qualifiée Gard pleine nature

Cette politique est organisée en partenariat avec Gard tourisme qui coédite, avec les acteurs locaux, les documents de promotion des espaces, sites et itinéraires ainsi que les carto-guides de la collection « Espaces Naturels Gardois » et ce, conformément aux termes de la convention liée à la qualification départementale « Gard pleine nature » en vigueur depuis juillet 2011.

Est également décidée en 2025, avec les partenaires du Conseil départemental, la poursuite du déploiement de la qualification « Gard pleine nature » par les conventionnements avec les opérateurs locaux et leur promotion en lien avec Gard tourisme.

A ce titre, il est décidé d'inscrire des crédits à hauteur de 41 000 € pour les actions de Gard tourisme en faveur de la promotion de l'offre d'activités de pleine nature, éligibles à l'affectation de la PDTA, c'est-à-dire contribuant directement à la valorisation d'équipements légers de gestion de la fréquentation en espaces naturels : sentiers et sites équipés du P.D.E.S.I., sensibilisation du public au patrimoine et aux sites, y compris l'édition de la brochure escapades nature. Ces crédits feront l'objet d'une individualisation, ainsi que d'une convention liée à la qualification « Gard pleine nature ».

#### f) Les actions en faveur des espaces, sites et itinéraires

##### §1. Les études, diagnostic sur le réseau et les sites

Conformément à ses compétences obligatoires et suite à sa forte implication, depuis plus 20 ans, le Conseil départemental assure en maîtrise d'ouvrage l'entretien de plus de 2 500 km de sentiers et de trois sites majeurs d'activités de pleine nature. Par ailleurs, l'implication, de près d'une vingtaine d'intercommunalités gardoises, partenaires du Conseil départemental et engagées dans le respect de la démarche qualifiée Gard pleine nature, complète cette offre de près de 6 000 km de sentiers.

Parallèlement, le département se caractérise par des pôles majeurs en termes d'attractivité touristique, d'enjeux de préservation et d'activité de pleine nature :

- Massif de l'Aigoual et Massif du Mont Lozère (partie gardoise) (site inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO - Présence du Parc national des Cévennes)
- Massif et les gorges de la Cèze (présence du plus grand espace naturel sensible du Gard – participation à la mise en place d'un pôle vélo) et Mont de Bouquet (site PDESI en maîtrise d'ouvrage Escalade et Vol à voile- Zone Natura 2000 des Garrigues de Lussan)
- Massif et les gorges du Gardon (Grand Site de France)
- Camargue gardoise et le littoral gardois (Grand Site de France)
- Cirque de Navacelles et gorges de la Vis (site inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO - Opération Grand Site)

Sur la base de cette situation et après 13 ans d'existence de la Commission départementale des espaces sites et itinéraires (CDESI), instance de pilotage, mais aussi des nouvelles modalités du **Schéma départemental de cohérence des activités de pleine nature**, il est décidé de poursuivre la mutation numérique de cette politique.

A ce titre, dans le cadre de nouveaux développements informatiques nécessaires à l'application RANDO GARD, il est décidé d'inscrire 20 000 € de crédits d'investissement.

## §2. Travaux d'équipement et entretien du réseau départemental et des sites

En 2025, le Conseil départemental poursuivra sa participation à la mise en place du pôle nature Quatre Saisons Mont Aigoual et du pôle nature Mont Lozère ainsi que l'accompagnement de la structuration des trois pôles nature identifiés dans le **Schéma départemental de cohérence des activités de pleine nature**, l'objectif étant de développer une offre de loisirs accessibles à tous sur les massifs concernés. A ces pôles, s'ajoute le déploiement de la grande itinérance (Chemin sur les pas des Huguenots, Grande Traversée du Massif Central en VTT, Regordane, GR7, Saint Guilhem). Ces opérations ont pour objectif de garantir une offre de qualité intégrant l'ensemble des activités de pleine nature.

Pour l'année 2025, il est décidé d'inscrire des crédits à hauteur de 150 000 € répartis ainsi :

- 50 000 € en crédits de fonctionnement pour l'adaptation et l'entretien du réseau d'espaces sites et itinéraires sous maîtrise d'ouvrage départementale,
- 100 000 € en crédits d'investissement pour les opérations de travaux nécessaires à la poursuite de l'aménagement des pôles nature, à la création de nouveaux sites.

Par ailleurs, le Conseil départemental valorise le « GR 700 – Le Chemin de Régordane » dans le cadre de l'appel à projet « Grandes itinérances – Massif central ». Il n'est pas donné suite aux travaux d'aménagement, prévus sur le pont roman dit pont de Jouany, un itinéraire de déviation étant en place, il est donc décidé de réduire l'autorisation de programme 2021 REGORDANE d'un montant de 755 688,78 € de crédits, portant ainsi le montant de l'AP à 44 311,22 €, et de la clôturer.

En dernier lieu, il est décidé d'inscrire une recette de fonctionnement d'un montant de 4 500 € relative au partenariat entre la Communauté de communes Causse Aigoual Cévennes Terres Solidaires et le Conseil départemental autour des travaux mis en œuvre par l'équipe d'agents de valorisation.

Par conséquent, pour les actions en faveur des espaces, sites et itinéraires, il est décidé d'inscrire :

- 50 000 € en dépenses de fonctionnement et 4 500 € en recettes de fonctionnement
- 120 000 € en dépenses d'investissement.

### g) Les subventions relatives à la valorisation du patrimoine naturel

#### §1. L'appel à projet pour les associations environnementales

En cohérence avec le **Schéma départemental des espaces naturels sensibles** approuvé en 2017, le Conseil départemental accompagne des actions de gestion du territoire et de valorisation du patrimoine naturel, menées par les associations dans le cadre de conventions de partenariats avec le Conseil départemental.

Un appel à projet destiné à financer des projets associatifs d'intérêt départemental en faveur de l'environnement et de la prévention des risques naturels est lancé chaque année. Les attributions font l'objet d'une individualisation par l'Assemblée départementale.

Les crédits de fonctionnement destinés aux subventions dans le cadre de l'appel à projet 2025 dont les dossiers Escapade nature ainsi que les conventions avec CEN Occitanie et CPIE du Gard/MNE RENE 30, s'élèvent à 144 665 €.

Sur l'autorisation d'engagement 2025 ENTPATNAT, une somme de 20 000 € sera consacrée aux projets pédagogiques de l'appel à projets se déroulant sur deux exercices scolaires.

Pour ces projets pédagogiques, les crédits de paiement 2025 s'élèvent à :

- 19 000 € pour les engagements de l'année 2024,
- 10 000 € pour les engagements nouveaux.

## §2. La structuration d'une action politique solidaire

Le Conseil départemental intervient également auprès d'autres structures publiques compétentes en matière d'environnement sur des problématiques ou programmes similaires ou convergents. A ce titre, le CPIE des Causses méridionaux est un acteur clé pour la gestion du bien inscrit sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO des Causses et des Cévennes, paysage culturel de l'agro-pastoralisme méditerranéen.

Ces actions donnent lieu à l'inscription d'un budget (crédits PDTA), versé sous forme de subventions qui seront individualisées par l'Assemblée départementale pour un montant de 18 000 €.

### h) Les actions de valorisation du patrimoine naturel

Le Conseil départemental conduit ses actions de valorisation du paysage et du cadre de vie dans le cadre de partenariats avec le CAUE du Gard, apportant conseil et appui technique auprès des communes et intercommunalités et Gard Tourisme. L'ensemble de ces actions, ainsi que l'appui ponctuel aux chartes paysagères des collectivités, contribuent directement à la valorisation du cadre de vie des gardois.

Dans le cadre de l'objectif 1 de la démarche Eau & Climat du Gard, mais aussi de l'axe 3 du **Schéma départemental des espaces naturels sensibles**, le Conseil départemental souhaite agir en faveur de la biodiversité et de la désartificialisation des bâtiments départementaux.

Ainsi, afin de valoriser le cadre de vie des communes gardoises et de participer à la sensibilisation des collégiens à l'impact du réchauffement climatique, il est décidé de procéder à l'acquisition de végétaux auprès d'une entreprise adaptée ou d'un établissement de services d'aide par le travail, conformément à l'article L.2113-12 du Code de la commande publique.

Dès lors, pour les actions de valorisation du patrimoine naturel, il est décidé d'inscrire 105 000 € en dépenses de fonctionnement, sur l'autorisation d'engagement 2024 VEGETAUX, en crédits de paiement 2025 et de rephaser l'AE.

### i) Les contributions au fonctionnement des syndicats mixtes et ententes en faveur du patrimoine naturel

Le Conseil départemental confirme son implication aux côtés des structures et des collectivités locales engagées dans la préservation et la valorisation du patrimoine naturel, de la biodiversité et de la préservation des sites et des paysages culturels les plus emblématiques du Gard et prévoit 2 214 000 € de contributions.

Cette politique garantit un ancrage territorial fort de la collectivité sur le plan technique et financier par sa contribution au fonctionnement du Syndicat mixte pour la protection et la gestion de la Camargue gardoise, du Syndicat mixte des gorges du Gardon, du Syndicat mixte d'étude et de pilotage du Grand Site de Navacelles, du Syndicat mixte de gestion des Gorges de l'Ardèche et du Syndicat mixte du bassin du fleuve Hérault.

La collectivité contribue aussi à la mise en œuvre d'une politique partenariale spécifique dans le cadre de l'exercice de ses compétences : la gestion foncière des espaces naturels, la valorisation des espaces naturels sensibles, le développement des activités de pleine nature, l'ouverture au public et la découverte des sites et l'éducation à l'environnement et au développement durable.

Elle participe ainsi aux grands programmes de valorisation des sites naturels majeurs bénéficiant de statuts de protection et de gestion : Grands Sites, sites Natura 2000, le bien inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO des « Causses et Cévennes », le parc national des Cévennes.

En matière de démoustication, la loi du 16 décembre 1964 et son décret d'application du 1<sup>er</sup> décembre 1965, relatifs à la lutte contre les moustiques, précisent les compétences des départements en matière de traitement « de confort ».

Dans ce cadre, le Conseil départemental est membre de l'Entente interdépartementale de démoustication (EID) qui effectue des opérations de démoustication de confort. Les traitements, mis en œuvre intégralement par la lutte biologique (Bti), nécessitent un contrôle renforcé notamment sur les sites Natura 2000 selon la législation en vigueur. Des réflexions sont en cours concernant les périmètres d'action et la lutte contre la nuisance. La participation du Conseil départemental du Gard à l'EID Méditerranée est estimée pour l'année 2025 à 1 406 000 €.

Concernant la démoustication de confort du territoire des communes d'Aigues Mortes, Aimargues, Le Cailar, Le Grau du Roi, Saint-Gilles, Saint-Laurent-d'Aigouze, Vauvert, Bellegarde et Beaucaire, cette dépense sera en partie compensée par une recette prévisionnelle des communes traitées, estimée à 500 000 € en fonctionnement.

Dès lors, l'inscription de crédits de fonctionnement, en dépenses, au Budget primitif 2025 s'élève à 3 620 000 € au total. Il est précisé qu'un montant de 2 161 000 € pourra être prélevé sur l'affectation de la part départementale de la taxe d'aménagement, pour contribuer au fonctionnement des syndicats mixtes et ententes dont le Conseil départemental est membre au regard de leurs activités.

#### j) Le Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE)

Dans le cadre des dispositions réglementaires fixant les conditions du financement départemental et de reversement du produit de la taxe en faveur du Conseil d'architecture d'urbanisme et d'environnement (CAUE), il est décidé d'inscrire un montant de 975 000 € en dépenses de fonctionnement, pour le financement du CAUE, en hausse par rapport à 2024 pour garantir l'équilibre budgétaire à terme de la structure.

Le taux de répartition entre le CAUE et la politique départementale des espaces naturels sensibles et la convention financière liant le Conseil départemental et le CAUE ont été adoptés lors de la séance du 10 janvier 2025.

Le montant de cette dépense est prélevé sur l'affectation 2025 de la part départementale de la taxe d'aménagement (PDTA).

k) Subventions de solidarité territoriale

§1. La reconstruction de la voirie communale à la suite d'inondations

Les intempéries du 19 septembre 2020 ont causé des dégâts importants sur les voiries des communes situées dans la partie amont des bassins de l'Hérault et dans la vallée Borgne.

Un crédit de paiement en investissement de 39 467,75 € est nécessaire pour l'année 2025.

Les inondations de l'automne 2021, ont touché principalement les collectivités situées à l'ouest de l'agglomération nîmoise (axe Nîmes-Montpellier, plaine de la Vaunage), en septembre et le bassin amont du Luech, en octobre.

Un crédit de paiement en investissement de 300 000 € est nécessaire pour l'année 2025.

§2. Les eaux pluviales

Les travaux sur les réseaux d'eaux pluviales coordonnés avec les travaux sur les routes départementale dans les traversées d'agglomération, sont éligibles au titre du Contrat territorial. Ces opérations peuvent être aidées à hauteur de 25%, la subvention entrant en compte dans le calcul du plafond appliqué aux dossiers de traversées d'agglomération.

Les crédits de paiement 2025 en investissement s'élèvent à 126 000 € pour les engagements anciens.

33) Garantir l'accès à une ressource en eau de qualité en s'adaptant au changement climatique

a) Les subventions relatives à la gestion de l'eau et au partenariat avec l'Agence de l'eau

L'eau est un enjeu majeur dans notre département méditerranéen. En effet, la disponibilité de la ressource peut être source de tension dans les périodes de sécheresse prononcée ou au contraire des séquences orageuses violentes provoquent des inondations et marquent profondément nos populations. L'eau et les milieux aquatiques sont aussi des territoires d'exception, qui attirent chaque année un nombre important de touristes (rivières cévenoles, gorges de la Cèze, des Gardons, Camargue...).

La forte pression démographique, les effets du changement climatique réactivent les tensions entre les usagers et les ressources, alors même que des réponses avaient pu être apportées par le passé (politique partenariale, canal du Bas Rhône, soutien d'étiage...).

Un Schéma départemental portant stratégie de gestion de la ressource en eau face au changement climatique (eau-climat) a été réalisé en 2020. Cette étude propose des mesures visant à adapter



durablement les pratiques et des actions de luttes résilientes contre les origines des problèmes. La priorité devra notamment être donnée à une utilisation optimale de l'eau fournie et à une sanctuarisation du foncier des terres agricoles desservies en eau brute. Le Département a recruté un prestataire pour l'aider dans l'animation de la stratégie et aboutir, en 2025, à un plan d'action sur les 3 grands axes du schéma directeur, dans les quatre territoires (Cévennes, Garrigues et plaines, Ceinture rhodanienne et Camargue). Des réunions de concertation territoriale ont été organisées en 2024, sur l'ensemble des territoires.

Aujourd'hui dans le département du Gard, les politiques de l'eau bénéficient d'une gouvernance structurée autour du Préfet et d'une feuille de route validée en partenariat (Charte régionale, convention départementale du Comité départemental de l'eau).

Le Conseil départemental et l'Agence de l'eau ont établi un contrat de partenariat et d'objectifs pour la période 2019-2024, sa mise en œuvre opérationnelle se poursuivra en 2025. Dans le cadre du nouveau programme d'intervention de notre partenaire, des négociations seront engagées dans la perspective de la prochaine programmation. Les discussions porteront sur les thématiques suivantes :

- l'atteinte du bon état des milieux,
- l'adaptation des territoires au changement climatique,
- la reconquête de la biodiversité,
- la solidarité des territoires.

Au titre de l'année 2025, il est décidé de créer :

- une autorisation de programme (2025 SOLIEAU) d'une durée de 6 ans, d'un montant de 6 330 000 € pour les actions de solidarité territoriale et de gestion de l'eau, en faveur des collectivités gardoises,
- une autorisation d'engagement (2025 SENSIBEAU) d'une durée de 3 ans, d'un montant de 54 000 € pour les actions de sensibilisation pour la protection de la ressource en eau. La ventilation est détaillée ci-après.

#### §1. Les autorisations de programme et crédits de paiement pour le petit cycle de l'eau (eau potable, assainissement)

Il est décidé d'allouer, pour le petit cycle de l'eau, en investissement, des subventions en capital aux communes et à leurs groupements et inscrire pour 2025 :

- sur l'autorisation de programme 2025 SOLIEAU une somme de 4 900 000 € destinée au partenariat avec l'Agence de l'eau,
- un crédit de paiement, pour les engagements nouveaux, de 430 000 €,
- un crédit de paiement, pour les engagements passés, de 3 445 408,58 €.

#### §2. La sensibilisation à la gestion durable de l'eau

Le Conseil départemental soutient des actions de sensibilisation et d'éducation à l'environnement pour une gestion durable de l'eau qui touchent différents acteurs concernés par cette gestion : collectivités territoriales, acteurs socio-professionnels... Les plans d'amélioration des pratiques phytosanitaires et horticoles et la sensibilisation des usagers aux économies d'eau peuvent notamment être aidés à hauteur de 20%.

Sur l'autorisation d'engagement 2025 SENSIBEAU, une somme de 25 000 € est destinée au financement de ces actions.

Les crédits de paiement, pour l'année 2025, s'élèvent à :

- 30 294,72 € pour les engagements anciens
- 6 000 € pour les engagements nouveaux.

### §3. L'animation régionale pour la qualité des réseaux humides et l'efficacité des services d'eau et d'assainissement (AQUARHESE)

La Charte régionale qualité des réseaux vise à promouvoir une évolution constante des méthodes et des pratiques pour les opérations d'eau potable et d'assainissement.

Depuis 2008, les départements de l'Aude, du Gard, de l'Hérault et des Pyrénées-Orientales sont les seuls à bénéficier d'une animation dédiée à cette Charte en France. Cette animation, assurée par le groupe Aqua-Valley Pôle mondial de compétitivité eau, consiste à sensibiliser l'ensemble des acteurs locaux (élus, techniciens et professionnels) aux bonnes pratiques prévues dans la Charte afin d'obtenir des réseaux étanches, durables et répondant aux objectifs de dépollution. En 2020, cette animation a été étendue à la gestion des eaux pluviales, à l'efficacité du pilotage des services de l'eau et de l'assainissement et à l'accompagnement des communes vers le transfert des compétences eau potable et assainissement.

Sur l'autorisation d'engagement 2025 SENSIBEAU, une somme de 25 000 € sera consacrée au financement de cette animation. Les crédits de paiement pour l'année 2025 s'élèvent à 15 000 €.

### §4. La valorisation des boues de stations d'épuration

Le problème du devenir des boues de stations d'épuration se pose sur tout le département. La Chambre d'agriculture propose la compétence de ses services pour continuer la mission d'animation et de sensibilisation sur la valorisation de ces produits, auprès des professionnels et des collectivités concernés. Sur cette base, il est décidé d'allouer une aide de fonctionnement à la Chambre d'agriculture, complétée par un soutien financier de l'Agence de l'eau.

Un projet de convention à intervenir entre le Conseil départemental et la Chambre d'agriculture sera proposé à l'Assemblée départementale. Cette convention précisera les interventions financières de chacun et définira les missions d'accompagnement technique et administratif à développer durant l'année.

Sur l'autorisation d'engagement 2025 SENSIBEAU, une somme de 14 000 € est consacrée à cette action. Les crédits de paiements, pour l'année 2025, s'élèvent à 14 000 €.

#### b) Les études d'intérêt départemental sur l'eau

L'année 2020 a vu l'élaboration de la stratégie départementale dans le cadre du Schéma eau et climat. Dans le prolongement de ce Schéma, des prestations d'animation et d'études sont lancées. L'année 2025 sera notamment consacrée à la poursuite de la concertation avec pour but la définition, pour chaque

territoire, d'une vision commune. Aussi, il est décidé d'inscrire un crédit de paiement de 100 000 € en dépenses de fonctionnement sur l'autorisation d'engagement 2022 STREAUCLIM.

Du fait de modifications du déroulé de la phase 2024, de report en partie sur 2025 et de la difficile prévisibilité des périodes de facturation de prestations en fin ou début d'année, il est décidé d'augmenter l'autorisation support 2022 STREAUCLIM de 43 000 €, donc de la porter à 295 000 €, de rajouter une année de phasage 2026 et de la rephaser afin d'inscrire les crédits nécessaires si les paiements n'ont pu intervenir en 2024. Le montant global de l'opération n'est pas modifié.

En recette, un crédit de 62 800 € est inscrit, correspondant au financement de l'Agence de l'eau pour cette opération.

#### c) Les subventions liées aux actions en faveur du milieu aquatique

Au titre de l'année 2025, pour les aides concernant la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations, il est décidé de créer une autorisation de programme (2025 MILIEUAQUA), d'une durée de 6 ans, d'un montant de 3 000 000 €, et une autorisation d'engagement (2025 PROTINOND), d'une durée de 4 ans, d'un montant de 243 742 €. La ventilation est détaillée ci-après.

##### §1. Les Subventions pour la gestion des milieux aquatiques

Par délibération du 5 avril 2018, l'Assemblée départementale a adopté un dispositif financier au titre de la solidarité territoriale en faveur de la gestion des milieux aquatiques.

Sont notamment éligibles les opérations d'investissement qui étaient précédemment aidées par le Syndicat mixte départemental d'aménagement et de gestion des milieux aquatiques et cours d'eau du Gard. Il s'agit d'opérations relevant de la gestion intégrée des cours d'eau et répondant aux objectifs de reconquête ou de maintien de la qualité biologique, physicochimique, hydromorphologique des milieux.

C'est dans ce cadre que le Conseil départemental continue d'accompagner en investissement les syndicats de bassins pour lesquels la création de la compétence de gestion des milieux aquatique et de prévention des inondations (GEMAPI) a entraîné une modification de gouvernance et le retrait du Département (par subvention ou par convention).

Sur l'autorisation de programme 2025 MILIEUAQUA, une somme de 200 000 € sera consacrée aux aides concernant la gestion des milieux aquatiques.

Les crédits de paiement 2025 s'élèvent à :

- 68 550,00 € pour les aides octroyées en 2023 (AP 2023 MILIEUAQUA)
- 50 000,00 € pour les aides octroyées en 2024 (AP 2024 MILIEUAQUA)
- 20 000,00 € pour les aides nouvelles en 2025 (AP 2025 MILIEUAQUA)

##### §2. Etudes de connaissance de la ressource

Afin d'apprécier les impacts sur le long terme du changement climatique, la stratégie départementale eau et climat prévoit d'accompagner la mise en place d'un réseau de suivi quantitatif des ressources en eau. A ce titre, l'Assemblée départementale a décidé, le 24 juin 2022, d'aider les études de connaissance

sur la ressource en eau superficielle et souterraine, portées par les EPCI ou les établissements publics territoriaux de bassins ou les regroupements de collectivités à compétence eau potable et/ou assainissement.

Pour ces aides, il est décidé d'inscrire, en 2025, un crédit de paiement de 15 000 € (autorisation d'engagement 2022 CLIMATEAU).

#### d) Actions relatives à l'eau et les milieux aquatiques

Depuis son lancement effectif au cours de l'année 2000, le projet départemental d'amélioration des connaissances sur l'évolution de la qualité globale des milieux aquatiques permet de mieux cerner les problématiques spécifiques à la gestion qualitative des grands cours d'eau, cibler les priorités d'intervention et faire évoluer les doctrines financières. Il s'inscrit dans le cadre du contrat Département Agence de l'eau signé en 2019, et est soutenu financièrement à 50 % par l'Agence de l'Eau.

Les crédits de paiement sont relatifs aux actions suivantes :

- adhésions à divers organismes (Association scientifique et technique de l'eau et de l'environnement (ASTEE) et Fédération nationale des collectivités concédantes et régies (FNCCR)
- mise en œuvre du réseau de suivi de la qualité des cours d'eau gardois (complémentaire au réseau de bassin).

Ces actions nécessitent, pour 2025, l'inscription de crédits en dépenses à hauteur de 112 500 € en dépenses de fonctionnement, dont 108 000 € pour permettre le financement d'analyses qualitatives d'eau et 4 500 € pour les dépenses d'adhésion.

Il est nécessaire, par ailleurs, d'inscrire un montant de 125 000 € de recettes de fonctionnement correspondant à la perception des subventions relatives à ces dépenses.

#### e) Subventions aux syndicats mixtes - Eau et milieu aquatique

Le Conseil départemental a conventionné avec le Syndicat mixte interrégional d'aménagement des digues du delta du Rhône et de la mer (SYMADREM). Ce conventionnement a pour objet le remboursement des intérêts liés à la dette au passif du Syndicat intercommunal des digues du Rhône et la réalisation d'un emprunt dans le cadre des contributions départementales à l'opération de la digue de Fourques. Le Conseil départemental a également conventionné avec l'EPTB Vidourle pour la réalisation d'un emprunt dans le cadre des contributions départementales de diverses opérations d'investissement, il est décidé d'inscrire les crédits de paiement nécessaires pour honorer ces engagements.

Le montant global pour 2025 des crédits nécessaires à ces actions est évalué à 715 000 €.

### 34) Moderniser, adapter et gérer sobrement le patrimoine départemental

La crise énergétique impacte fortement le budget de fonctionnement de la collectivité depuis 2022. Il est nécessaire en 2025, de renforcer les mesures d'optimisation des usages et d'économie d'énergie dans les bâtiments et les collèges.

La stratégie d'optimisation patrimoniale, la réhabilitation énergétique et la modernisation des bâtiments départementaux du siège seront poursuivies en 2025.

Le plan de transition pour la réduction de nos émissions de gaz à effet de serre, faisant suite au Bilan carbone de la collectivité sera décliné au travers du patrimoine et dans l'ensemble des services de l'administration départementale.

a) Les dépenses de fonctionnement

Afin d'assurer le paiement de l'ensemble des contrats d'approvisionnement en fluides et énergie, il est notamment décidé d'inscrire 2 934 000 € sur l'exercice 2025.

De plus, 87 500 € sont inscrits pour la gestion et l'exécution du programme énergétique des bâtiments et des collèges.

Enfin, 62 000 € sont également inscrits pour des travaux de maintenance et de mise en conformité apportant des améliorations de performance énergétique.

Le montant total des dépenses de fonctionnement est de 3 083 500 €.

b) Les dépenses d'investissement

Il est décidé la création de nouvelles autorisations de programme :

- AP 2025 DESIMPERME d'un montant de 6 420 000 € pour les études et travaux de désimperméabilisation dans les collèges et traitement des îlots de chaleur identifiés en période de canicule, conformément au Schéma Eau et Climat et en lien avec l'Agence de l'eau.
- AP 2025 PROSOLAIR d'un montant de 2 000 000 € pour le programme de production énergétique et de protection solaire.
- AP 2025 ENERGIE d'un montant de 800 000 € pour les nouvelles études de programmation de transition énergétique de 2025 à 2028.

Il est également décidé de revaloriser l'autorisation de programme 2017 TRANSITION à 23 500 000 € et l'autorisation de programme 2022 NIMBAT8MAI à 11 000 000 € afin de poursuivre l'exécution du programme de rénovation énergétique initié par le Conseil départemental.

En crédits de paiement, il est décidé d'axer prioritairement les investissements en 2025 sur :

- la poursuite de l'exécution du programme de transition énergétique sur les collèges pour 3 652 500 € détaillés comme suit :
  - 2 502 500 € pour des changements de chaudières à énergies renouvelables par biomasse ou géothermie dans le cadre du Contrat ADEME,
  - 800 000 € pour les études et travaux de désimperméabilisation des cours de collèges et aménagements paysagers (2 collèges),
  - 150 000 € pour les études d'installation de panneaux photovoltaïques et protection solaire,
  - 200 000 € pour le lancement du Plan de rénovation énergétiques des bâtiments (PREB/BIM).

- la poursuite de l'exécution du programme de transition énergétique sur les bâtiments pour 3 380 000 € détaillés comme suit :
  - 1 780 000 € pour des changements de chaudières à énergies renouvelables par géothermie dans le cadre du Contrat ADEME (DLL, UT ALES),
  - 1 400 000 € pour l'aménagement du parking Guillemette à Nîmes,
  - 200 000 € pour les études de rénovation thermique de l'Hôtel du Département.
- la gestion du programme de transition énergétique dans les bâtiments et collèges pour 200 000 € afin de financer des études et des audits.

Le montant total des dépenses d'investissement est de 7 232 500 €.

#### c) Les recettes d'investissement

En 2025, il est décidé d'inscrire 30 000 € de recettes d'investissement pour la perception des bonus écologiques liés à l'achat de véhicules électriques.

Au total pour l'engagement politique « Réussir la transition écologique », il est décidé d'inscrire :

En fonctionnement : 9 502 469,73 € en dépenses et 4 243 400,00 € en recettes

En investissement : 13 286 374,95€ en dépenses et 30 000,00€ en recettes

#### C) Construire une destination touristique d'exception

La richesse exceptionnelle de notre patrimoine historique, naturel et culturel fait du tourisme un pilier de l'économie de notre territoire. Le Conseil départemental est aux côtés de tous les acteurs du tourisme au premier rang desquels les offices de tourisme et intercommunalités qui travaillent à la visibilité de l'offre touristique du territoire. Le Conseil départemental est également à l'écoute des socio-professionnels du tourisme, du commerce, de l'artisanat, de l'agriculture ainsi que toutes celles et ceux qui font rayonner notre département.

Ainsi, le **Schéma départemental du tourisme, des loisirs et de l'attractivité** pour la période 2023/2028 s'articule autour de 4 orientations opérationnelles :

- Renforcer la structuration des destinations gardoises,
- Consolider la promotion et le tourisme local,
- Développer une ingénierie de services aux territoires,
- Optimiser la coordination des acteurs touristiques.

Ces orientations s'inscrivent dans un cadre directeur stratégique pour un développement touristique responsable et raisonnable.

35) Soutenir l'attractivité et accompagner l'émergence d'un tourisme plus responsable, solidaire et local

a) Le Comité départemental du tourisme / Agence de développement et de réservation touristiques (CDT/ADRT) Gard tourisme

Le Comité départemental du tourisme / Agence de développement et de réservation touristiques (CDT/ADRT) Gard tourisme assure les mises en œuvre successives des schémas départementaux du tourisme, des loisirs et de l'attractivité. Dans le cadre de celui en cours, l'Agence partage la mise en œuvre avec la collectivité selon les actions définies.

Dans cette optique, Gard tourisme bénéficie d'une subvention annuelle d'aide à la structure. Comme depuis 2024, une convention annuelle précisera les objectifs de l'agence Gard tourisme étroitement liés à la mise en œuvre du Schéma.

Il est donc décidé d'inscrire un montant de 1 997 000 € en dépenses de fonctionnement réparties comme suit :

- 1 597 000 € au titre de l'aide au fonctionnement de la structure
- 400 000 € pour le programme d'actions de communication touristique départementale.

b) Les Gîtes de France

L'association départementale Gîtes de France Tourisme Vert (ADGFTV) contribue à la mise en œuvre du **Schéma départemental du tourisme, des loisirs et de l'attractivité**, en développant un tourisme rural, de proximité de pleine nature et favorisant l'agritourisme. Depuis l'an dernier, l'association est stabilisée dans sa réorganisation.

L'étude visant à mutualiser ses moyens et rationaliser ses dépenses dans le cadre d'un rapprochement avec Gard tourisme est terminée. L'ultime étape réside dans un rapprochement et aval de la Fédération nationale des Gîtes de France.

Aussi, il est décidé d'inscrire 95 000 € en dépenses de fonctionnement.

c) Les subventions pour les projets structurants à vocation touristique (PAVT)

§1. Projet d'Aménagement à Vocation Touristique (Doctrine PAVT) :

Il s'agit de soutenir les projets modestes d'investissement concourant à l'attractivité du territoire en matière touristique, en complément des contrats territoriaux qui s'adressent à des aménagements et équipements plus importants. Ces soutiens ont vocation à compléter les multi-financements, y compris sur des fonds européens.

Quatre domaines sont couverts par le dispositif :

1. Aires de services et de repos des camping-cars
2. Petits équipements touristiques
3. Restauration ou valorisation du patrimoine vernaculaire

#### 4. Hébergement collectif et/ou d'étape

Dès lors, il est décidé au Budget primitif 2025 :

- d'inscrire, en dépenses d'investissement, 133 125,00 € en crédit de paiement sur l'AP 2023 PAVT (2023-2027) ;
- de clôturer l'AP 2021 PAVT avec une diminution de 2 200,00 €.

#### §2. Signalisation et information touristique

Dans le cadre de la poursuite de la structuration en termes de signalisation et d'information touristique routière, il s'agit de poursuivre le déploiement des deux dispositifs adoptés en 2020 (Signalisation d'information locale - SIL & Signalisation d'intérêt culturel et touristique - SICT) et révisés en 2024 avec un troisième dispositif (Relais d'information et service – RIS) relatifs aux voies vertes et voies routières. Ce déploiement ne peut se faire qu'avec les socio-professionnels et en fonction des destinations touristiques collégialement définies au sein de Gard tourisme avec les territoires. Les dispositifs de signalisation touristique (SIL et SICT) entraînent une contribution forfaitaire des pétitionnaires et donc d'une ligne de recette.

Dès lors, il est décidé d'inscrire au Budget primitif 2025 :

- 30 000 € en dépenses d'investissement (signalisation touristique)
- 15 000 € en recettes d'investissement.

#### d) Le tourisme social et solidaire

Le **Schéma du tourisme, des loisirs et de l'attractivité** 2023-2028 poursuit et accentue la volonté de développer l'accès au tourisme et aux loisirs aux plus démunis. Il s'agit donc de poursuivre le processus de développement de l'offre touristique pour tous, consistant à l'octroi d'aides aux collectivités ou aux organismes associatifs, afin d'organiser des séjours touristiques au sein même du territoire départemental pour des publics gardois en difficulté, incluant des découvertes culturelles, patrimoniales, historiques ou des actions civiques. Cette prestation fait l'objet d'un appel à projet annuel et a été reconnu par l'association nationale des acteurs du tourisme durable dans le cadre des trophées horizon, catégorie « tourisme pour tous ».

Aussi, il est décidé pour 2025 d'inscrire 40 000 € en dépenses de fonctionnement.

#### e) Le soutien aux services de proximité en milieu rural

Afin d'assurer la solidarité territoriale, le Conseil départemental accompagne les communes, éligibles aux fonds européens Leader portés par les GAL, dans le maintien des services de proximité en milieu rural.

Ainsi, il est décidé d'inscrire, en dépenses d'investissement, des crédits de paiement d'un montant total de 30 000 € ventilés comme suit :

- 10 000 € sur l'AP 2022 CREARURALE
- 20 000 € sur l'AP 2023 CREARURALE



Il est également décidé de clôturer l'AP 2021 CREARURALE avec une diminution de 20 000 €

f) Les projets structurants et la modernisation des exploitations agricoles

Le dispositif d'intervention en agritourisme permet dans le cadre de la modernisation des exploitations agricoles en partenariat avec la Région, l'Etat et l'Union Européenne (fonds FEADER et FEADER LEADER), et au regard des projets en cours, de concourir au développement d'activités agritouristiques (par la diversification d'activité et la montée en gamme) qui constituent à la fois un complément de revenus pour les agriculteurs et une offre supplémentaire d'hébergement, de découvertes, de loisirs dans toutes les destinations touristiques gardoises.

Ces projets s'inscrivent par ailleurs dans la stratégie départementale visant à développer l'offre touristique et à soutenir la diversification de l'activité dans les exploitations agricoles.

Pour la réalisation de ces actions, il est décidé :

- d'inscrire, en dépenses d'investissement, des crédits de paiement d'un montant total de 20 500,00 € ventilés comme suit :
  - 10 500,00 € sur l'AP 2021 AGRITOUR
  - 10 000,00 € sur l'AP 2023 AGRITOUR
- de clôturer AP 2019 AGRITOUR avec une diminution de 3 040,00 €.

g) Le soutien au développement de l'aéroport de Nîmes

Il s'agit du dernier versement de la participation du Conseil départemental à la liquidation du Syndicat mixte de l'aéroport Nîmes-Alès-Camargue-Cévennes.

Il est ainsi décidé d'inscrire, en dépenses de fonctionnement, des crédits d'un montant total de 250 000 €.

36) Valoriser et faire connaître les richesses gastronomiques, culturelles et patrimoniales du territoire départemental

a) Les manifestations et opérations touristiques

Les manifestations à caractère événementiel de nos cultures et traditions notamment et les opérations touristiques contribuent à animer le territoire, à renforcer son attractivité et à développer l'offre de loisirs.

Le Conseil départemental maintient son soutien aux actions portées par diverses collectivités et associations dans ce domaine.

Pour ce faire, il est décidé l'inscription d'un montant de 80 000 € en dépenses de fonctionnement.

#### b) Les actions de promotion Gard Militant du Goût

Dans le cadre de la marque « Le Gard, Militant du Goût », le Conseil départemental assure la promotion des produits médaillés au concours « Gard Gourmand » par la mise à disposition de paniers « Le Gard, Militant du Goût ». Ces paniers sont proposés lors des manifestations organisées ou soutenues par le Conseil départemental tout au long de l'année sur l'ensemble du département. Par ailleurs, la cérémonie du concours annuel « Gard Gourmand » est aussi l'occasion de valoriser une très grande partie des produits lauréats.

Afin de valoriser notre démarche et la rendre visible, tant des professionnels que des publics, des outils promotionnels sont réalisés sous forme de Publicité sur Lieu de Vente (sachets, plaques signalétiques, porte-clé, banderoles, mini-drapeaux...).

Le Conseil départemental réalise également un guide des médaillés (au concours Gard Gourmand) et des saveurs ; plus de 600 professionnels concernés figurent dans ce document à vocation gastronomique mais aussi touristique (avec les coordonnées de tous les agriculteurs, artisans, traiteurs, commerçants et restaurateurs labellisés). Ce document est en effet distribué auprès des Gardois et des touristes en version papier et accessible via le site [www.militantdugout.gard.fr](http://www.militantdugout.gard.fr).

Aussi, il est décidé d'inscrire, au Budget primitif 2025, 67 000 € en dépenses de fonctionnement.

#### c) La valorisation du patrimoine gastronomique

La gastronomie fait partie intégrante du patrimoine culturel et historique d'un territoire. Ceci est particulièrement vrai dans le Gard, destination reconnue pour son patrimoine culinaire. C'est dans cet objectif que le Conseil départemental, en partenariat avec les chambres consulaires, a créé, en 2002, une signature et une bannière départementale, devenue marque en 2023, destinée à promouvoir les produits alimentaires gardois d'excellence, « Le Gard, Militant du Goût ». Elle s'inscrit en lien avec la démarche régionale « Sud de France/Occitanie » ; les deux marques étant déployées de manière complémentaire.

A ce jour, plus de 600 agriculteurs, artisans, traiteurs, commerçants et restaurateurs détiennent le label « Le Gard, Militant du Goût », sachant que l'ensemble des produits sous un signe de qualité AOC, AOP, IGP et AB sont reconnus par la signature gardoise.

Outre son intervention par le pilotage de la marque « Le Gard, Militant du Goût », le Conseil départemental apporte un soutien à de nombreuses manifestations de promotion de la gastronomie et du tourisme gardois réparties sur l'ensemble du territoire.

Le soutien à ces événements permet de valoriser à la fois les destinations touristiques et les territoires, en mettant en valeur des produits du terroir et le savoir-faire qui les caractérise, ainsi que la qualité de leur environnement naturel ou aménagé.

Par ailleurs, le Conseil départemental porte également le concours annuel Gard Gourmand (marque protégée) en partenariat avec les chambres consulaires. Ce concours réunit chaque année près de 140 professionnels proposant plus de 500 produits avec l'objectif de décrocher une médaille d'or, d'argent

ou de bronze. Il est constaté une augmentation significative du chiffre d'affaires des médaillés or (+ 25 % en moyenne) et un accroissement constant du nombre de concourants.

Dès lors, pour la poursuite des actions pour la valorisation du patrimoine gastronomique, il est décidé d'inscrire, au Budget primitif 2025, 255 000 € en dépenses de fonctionnement.

#### d) Le Salon de l'Agriculture 2025

Le Conseil départemental participera en 2025 au Salon international de l'agriculture (SIA), qui se tiendra du samedi 22 février au dimanche 2 mars au Parc des expositions porte de Versailles à Paris.

Le Conseil départemental invite une nouvelle fois le public à venir découvrir le stand « Le Gard » avec sa marque associée « Le Gard, Militant du Goût » durant neuf jours dans une ambiance chaleureuse, conviviale et festive.

Le SIA est l'occasion de mettre en avant les savoir-faire agricoles de notre territoire mais aussi la variété de nos productions, de nos AOP/AOC ou IGP (vins, huile d'olives...) et bien sûr les produits emblématiques gardois, reconnus au niveau national puisque le Gard est le seul département à s'enorgueillir de 5 sites remarquables du Goût : le taureau de Camargue, les olives de Nîmes, l'oignon doux des Cévennes, la figue de Vézénobres et le vin de Tavel. C'est aussi la belle vitrine de produits d'excellence lauréats du concours annuel Gard Gourmand qui sublime les savoir-faire d'hommes et de femmes engagés et passionnés.

Présents sur le stand, les producteurs et artisans ont ainsi l'occasion d'échanger en direct avec le public sur leur façon de travailler.

Le Conseil départemental les accompagne tout au long du Salon et bien au-delà pour les aider à donner à chacun le goût du Gard, non seulement à travers ses saveurs, mais aussi en mettant en avant son environnement et ses paysages préservés.

Il est donc décidé d'inscrire 260 000 € en dépenses de fonctionnement.

Au total pour l'engagement politique « Construire une destination touristique d'exception », il est décidé d'inscrire :

En fonctionnement : 3 044 000 € en dépenses

En investissement : 213 625 € en dépenses et 15 000 € en recettes

#### D) Aménager le territoire en soutenant les dynamiques territoriales

Depuis 2016, sous l'impulsion du Pacte pour les gardois, les politiques contractuelles sont résolument orientées vers le soutien à l'investissement dans une croissance durable, gages de l'attractivité du territoire et de création d'emplois.

Avec les contrats territoriaux, le Conseil départemental s'engage, au titre des solidarités territoriales, dans une politique d'aide à l'équipement des communes et de leurs intercommunalités et de maintien de l'emploi local en répondant aux besoins des habitants.

Le Conseil départemental maintient son soutien aux investissements portés par les collectivités et participe également aux nouvelles politiques contractuelles conduites par l'Etat (Action cœur de ville, Petites villes de demain, Contrat de relance et de transition énergétique) et de la Région (Bourg centre Occitanie, contrats territoriaux Occitanie, ainsi qu'au Contrat de plan Etat Région 2021-2027).

La mise en œuvre des grands équipements culturels, touristiques, universitaires et infrastructures s'en trouve facilitée par une optimisation des différents dispositifs de soutien financier et accompagnements techniques, de même pour les équipements publics de proximité, permettant ainsi de conforter l'attractivité du territoire gardois et de maintenir la vitalité des territoires ruraux.

### 37) Soutenir les projets de territoire

Le Conseil départemental est engagé depuis 2016 aux côtés des communes et de leurs groupements au travers d'un Pacte pour les gardois pour venir en soutien des territoires. Il intervient par conséquent en octroyant des aides financières qui permettent de contribuer à la réalisation des projets structurants des communes et des EPCI. Ce soutien peut s'inscrire également dans les démarches contractualisées par les communes avec l'Etat et la région Occitanie sur des dispositifs spécifiques tels que Petites villes de demain et Bourg centre Occitanie.

Cet engagement réaffirmé par le Conseil départemental prend la forme d'un Contrat territorial, notamment pour les dispositifs « Crédit départemental d'équipement (CDE) » et « Monuments historiques ». Il peut également s'inscrire dans une démarche de contractualisation, dès lors qu'il s'agit d'un Dossier d'intérêt départemental (DID) dont l'enjeu vient impacter l'attractivité du département et ses retombés économiques.

Le règlement relatif aux contrats territoriaux – Crédit départemental d'équipement et Monuments historiques a été révisé le 24 juin 2022 par délibération n°14 avec prise d'effet en 2023 ; révisé également le 28 juin 2024 par délibération n°17.

Ce règlement prévoit notamment la possibilité de versement d'avances et d'acomptes aux subventions octroyées. Il prévoit également une bonification de 10% de la subvention pour tous projets structurants qui intègrent dans leur conception un volet sur la transition écologique soit par l'isolation thermique des bâtiments, soit par la végétalisation des espaces extérieurs et la création d'ilôts de fraîcheur.

Par conséquent, au titre des subventions dans le cadre des contrats avec les communes et leurs groupements, il est décidé au Budget primitif 2025 :

- de créer :
  - une AP 2025 CDE d'un montant total de 10 000 000 € sur une durée de 5 ans
  - une AP 2025 DID d'un montant total de 3 000 000 € sur une durée de 5 ans
- d'inscrire, pour les CDE, des crédits de paiement en dépenses d'investissement à hauteur de 8 145 351,10 € ventilés comme suit :

- 488 766,00 € sur l'AP 2020 CDE
  - 210 359,00 € sur l'AP 2021 CDE
  - 2 352 978,00 € sur l'AP 2022 CDE
  - 2 333 248,10 € sur l'AP 2023 CDE
  - 1 760 000,00 € sur l'AP 2024 CDE
  - 1 000 000,00 € sur l'AP 2025 CDE
- de clôturer l'AP 2018 CDE
  - de clôturer l'AP 2019 CDE avec une diminution de 22 500 €
  - d'inscrire, pour les DID, des crédits de paiement en dépenses d'investissement à hauteur de 371 289,78 € sur l'AP 2022 DID.

Au global, les crédits de paiement 2025 en dépenses d'investissement pour soutenir les projets de territoire sont de 8 516 640,88 €.

### 38) Préserver le potentiel foncier gardois

Dans le cadre d'une convention-cadre 2022-2027, le Conseil départemental et la SAFER Occitanie entendent agir pour une gestion concertée et coordonnée de l'espace rural, visant à développer une agriculture dynamique et durable et à lutter contre la forte consommation du foncier agricole.

Cette convention-cadre prévoit d'agir de concert dans la mise en œuvre des objectifs partagés entre le Département et la SAFER, notamment en matière de préservation des terres agricoles, de protection de l'environnement et de qualité alimentaire. Les modalités de cette coopération sont précisées annuellement par avenant technique et financier afin d'indiquer les domaines retenus.

Aussi, pour les subventions pour la préservation du potentiel foncier gardois, il est décidé :

- d'inscrire, en dépenses de fonctionnement, 15 000 € en crédits de paiement sur l'AE 2022 SAFER,
- d'augmenter l'AE 2022 SAFER de 5 280 €.

### 39) Participer à la modernisation des équipements et des infrastructures des communes et de leurs groupements

#### a) Les subventions relatives à la gestion de l'eau (volet eau des contrats territoriaux)

Le Conseil départemental accompagne également les opérations de renouvellement d'équipements d'eau potable ou d'assainissement des structures compétentes en zone rurale, au titre du Contrat territorial. Il s'agit généralement de travaux d'opportunité, non éligibles aux aides du partenariat Département-Agence de l'eau.

Sur l'autorisation de programme 2025 SOLIEAU, une somme de 1 400 000 € sera consacrée à ces subventions.

Les crédits de paiement 2025 sont les suivants : 379 600 € pour les engagements passés.

b) L'assistance technique réglementaire à l'eau

Dans le cadre de sa compétence d'assistance technique aux collectivités pour l'assainissement, la gestion des réseaux d'eau potable à travers les objectifs d'économie de la ressource, d'amélioration et de maintien de la qualité des milieux aquatiques, le Conseil départemental est amené à renouveler le matériel nécessaire à la poursuite de ses missions et il recourt à diverses prestations pour assurer ce service.

Ceci nécessite des crédits de fonctionnement de charges à caractère général à hauteur de 73 500 € et des crédits d'investissement à hauteur de 60 000 € (dont 15 000 € pour le renouvellement de véhicules).

Cette compétence fait l'objet de conventions financières avec les collectivités éligibles et demandeuses et d'un financement de l'Agence de l'eau. Ainsi, il est décidé d'inscrire des crédits d'un montant de 210 000 € en recettes de fonctionnement (dont 48 000 € pour les recettes liées aux conventions avec les collectivités et 162 000 € pour le financement par l'Agence de l'eau).

Il est rappelé que les lignes de crédits affectées à ces activités sont votées sur un montant hors taxes.

40) Favoriser l'ingénierie territoriale et urbaine

a) La cotisation aux agences d'urbanisme

Les agences d'urbanismes, par leurs études prospectives, observatoires et appui technique, contribuent à la définition des politiques d'aménagement, de planification et d'harmonisation des politiques publiques.

A ce jour, le Conseil départemental du Gard est membre de l'Agence d'urbanisme des régions nîmoises et alésiennes (AURNA) qui couvre la quasi-totalité du territoire départemental à l'exception du Gard Rhodanien et des communes de l'agglomération du Grand Avignon.

Depuis 2023, suite de son changement de statut, le Conseil départemental est également adhérent à l'Agence d'urbanisme Rhône Avignon Vaucluse (AURAV).

Le Conseil départemental à travers ses contributions souhaite favoriser un développement durable, harmonieux et solidaire entre territoires urbains et ruraux.

Aussi, il est décidé d'inscrire, au Budget primitif 2025, 48 600 € en dépenses de fonctionnement.

b) L'Agence technique départementale du Gard (ATD 30)

En 2017, le Conseil départemental a initié la création d'une Agence technique départementale. Les activités de l'Agence ont débuté en 2018.

Il est décidé d'inscrire 100 000 € de crédits de fonctionnement pour l'année 2025 représentant un montant de contribution stable.

c) Les participations au capital d'une SPL

Le Conseil départemental est actionnaire majoritaire de la SPL30 avec 98,04% des parts détenues, soit 2206 actions sur un total de 2250.

Chaque année, des communes et EPCI souhaitent rejoindre cette structure opérationnelle et entrer au capital de la SPL30. Cette demande d'entrée au capital s'effectue par le biais d'une cession par le Département d'une action (d'une valeur de 100 €) ou de plusieurs actions, sans augmentation de capital.

Il est donc décidé d'inscrire des recettes de fonctionnement pour un montant total de 600,00 €

Par ailleurs, il est prévu en 2025 le remboursement par la SPL30 de l'avance en compte courant consentie par le Département en 2021.

Il est ainsi décidé d'inscrire des recettes d'investissement pour un montant total de 200 000 €.

Au total pour l'engagement politique « Aménager le territoire en soutenant les dynamiques territoriales », il est décidé d'inscrire :

En fonctionnement : 237 100,00 € en dépenses et 210 600,00 € en recettes

En investissement : 8 956 240,88 € en dépenses et 200 000,00 € en recettes

E) Militer pour la culture pour tous

Dans le cadre de la loi NOTRe, le Conseil départemental a une responsabilité en matière culturelle, partagée avec les autres collectivités territoriales et l'État, qu'il exerce dans le respect des droits culturels. La politique culturelle du Conseil départemental a pour objectif d'encourager la participation des gardois à la vie artistique et culturelle, de permettre l'accès à la culture de tous, et de favoriser la pluralité des expressions. Elle joue un rôle essentiel en termes de citoyenneté, d'attractivité territoriale, d'économie et d'emploi sur le Département.

41) Soutenir l'EPCC Pont du Gard

Le département du Gard est membre de l'EPCC (établissement public de coopération culturelle) du Pont du Gard. Par la participation de fonctionnement qu'il verse, il contribue à l'amélioration des prestations offertes aux visiteurs et à l'augmentation de la fréquentation du site, notamment les espaces muséographiques.

Le Département travaille aussi en partenariat étroit avec l'EPCC dans le cadre de projets culturels (résidences, diffusion, organisation de manifestations).

Il est décidé d'inscrire 2 000 000 € en fonctionnement au sein de cette prestation.

## 42) Favoriser l'éducation artistique et culturelle des jeunes

### a) Les projets des collèges

L'éducation et la sensibilisation des publics sont la base du développement culturel.

L'objectif du Conseil départemental est de favoriser l'accès à la culture de tous et spécialement des jeunes et des publics les plus éloignés socialement et géographiquement de l'offre culturelle. Depuis 2010, le Conseil départemental a développé le dispositif « Artistes au collège » pour l'éducation artistique et culturelle des jeunes.

Deux types d'actions en fonctionnement pour l'éducation artistique sont proposés dans ce dispositif :

- Les parcours artistiques : ils comprennent une partie atelier encadrée par des artistes, la fréquentation d'un lieu culturel et la restitution du projet sous forme de spectacle.
- Les résidences d'artistes : le principe est l'accueil d'un artiste ou d'une équipe artistique en création au sein du collège durant 6 à 12 semaines.

Cette présence artistique permet aux élèves de comprendre un processus de création et d'être sensibilisés par les échanges et les ateliers avec les artistes. En fin de résidence, les artistes présentent le résultat de l'étape de travail menée au collège ; les élèves présentent, quant à eux, le résultat des ateliers menés avec les artistes.

Les projets rayonnent aussi à l'extérieur de l'établissement. Les résidences ont ainsi permis de nouer de nombreux partenariats avec les équipements culturels de proximité et les communautés de communes développant une saison spectacle vivant.

L'objectif est d'accentuer ce rayonnement extérieur des projets collèges et de les lier intimement à la vie culturelle des territoires. Par ailleurs, des synergies doivent être développées avec les politiques d'éducation artistique et culturelle menées dans les lycées et dans les écoles du premier degré.

Le Conseil départemental va poursuivre le développement en 2025 de huit « parcours artistiques thématiques » sur de grands enjeux de société tels que l'égalité femmes/hommes, la diversité, l'éloquence...

Il est décidé d'inscrire 275 000 € en fonctionnement au sein de cette prestation.

### b) Les enseignements artistiques

Le Conseil départemental a renouvelé son Schéma des enseignements artistiques en 2023 afin de favoriser l'accès de tous les publics et notamment des jeunes à la pratique de la musique, de la danse et du théâtre. L'augmentation de 180 000 € en 2024 en fonctionnement a permis d'appliquer ce nouveau **Schéma départemental des enseignements artistiques** adopté par l'Assemblée départementale en décembre 2023.

Le déploiement de ce Schéma s'inscrit dans le cadre la loi du 13 août 2004, qui confère aux départements la responsabilité d'organiser les enseignements artistiques sur son territoire. Les moyens spécifiques mis en œuvre ont permis de déployer les grands objectifs de cette politique publique, à savoir : diversifier



les publics des enseignements artistiques, favoriser la structuration d'une offre d'enseignement et de pratiques artistiques, encourager les innovations pédagogiques et renforcer la place des établissements d'enseignement artistique dans leur écosystème et sur leur territoire.

Il est décidé d'inscrire 350 000 € en fonctionnement au sein de cette prestation.

c) Les projets innovants d'enseignement artistique

Il s'agit de la nouvelle prestation créée en 2024 : une enveloppe spécifique consacrée aux projets innovants. Les écoles répondent à des appels à projet et peuvent expérimenter différentes actions qui rayonnent sur le territoire ou qui ont pour objectif d'ouvrir les portes des écoles à de nouveaux publics (personne en situation de handicap, publics des QPV, petite enfance...).

Il est décidé d'inscrire 50 000 € en fonctionnement au sein de cette prestation.

43) Susciter des dynamiques artistiques inédites, participatives et inclusives

a) Les lieux culturels

Il est décidé de reconduire les aides accordées en investissement aux lieux culturels, aux écoles et conservatoires.

Cette prestation comprend 2 types d'aides accordées :

- des aides aux structures associatives pour 40 000 €.

Il s'agit de la reconduction des aides en matériels pour les lieux culturels, soit les lieux de spectacle, soit les lieux d'exposition. Peuvent être pris en charge le matériel son, lumière, les cimaises, etc... il s'agit de favoriser les conditions d'accueil des équipes artistiques.

- des aides aux communes et structures intercommunales pour 30 000 €.

Il s'agit de reconduire cette aide pour l'achat d'instruments de musique, de logiciels sons...pour les écoles de musique. L'ouverture à de nouvelles disciplines, les projets d'orchestres à l'école, nécessitent en effet des équipements complémentaires, par exemple pour l'ouverture d'une classe de musique assistée par ordinateur, la création d'une classe d'orchestre où les instruments sont prêtés aux élèves, les activités d'éveil dans les écoles, le matériel pédagogique spécifique pour l'accueil de personnes en situation de handicap...

Il est décidé d'inscrire 70 000 € en investissement au sein de cette prestation.

b) L'action culturelle

Ces crédits en fonctionnement permettent de soutenir les porteurs de projets culturels et de répondre au mieux au besoin des habitants sur l'ensemble du territoire. Ces crédits permettront de financer les projets et actions suivants :

- Soutenir la création et les résidences d'artistes

L'aide à la création permet de soutenir les équipes artistiques ou les artistes individuels. Les lieux de résidences sont également accompagnés pour leur permettre d'accueillir les artistes dans des conditions professionnelles. Une bourse aux artistes plasticiens aide les créateurs à financer la production de leurs expositions.

- Accompagner la diffusion des artistes

Le Conseil départemental permet la diffusion artistique des œuvres dans le Gard et donne les moyens aux équipes artistiques de s'exporter pour garantir la pérennité de l'activité et permettre la rencontre des œuvres avec le public et faire rayonner l'action du Département à l'extérieur.

- Conforter les structures professionnelles

Afin de soutenir les équipes artistiques et de maintenir l'emploi artistique et culturel, le Conseil départemental soutient les structures développant de l'emploi permanent et s'inscrivant dans une dynamique territoriale : parmi ces structures, de nombreuses compagnies, des structures de diffusion sur le territoire et des tiers-lieux culturels. Ces derniers permettent les croisements entre disciplines, entre acteurs culturels et acteurs économiques. Ils favorisent la participation des habitants et encouragent la mutualisation des moyens.

- Mailler le territoire en accompagnant les lieux culturels structurants et les festivals

Le Conseil départemental apporte son soutien à différents lieux structurants qui proposent une offre culturelle variée et de grande qualité. Plusieurs lieux bénéficient de conventions d'objectifs pluripartites qui permettent notamment aux partenaires de fixer de concert des actions spécifiques en direction de certains publics et de développer des programmations décentralisées pour irriguer les zones les plus éloignées.

Le Gard est une terre de festivals : au regard de l'aménagement du territoire, le Conseil départemental privilégie la diversité des esthétiques, l'irrigation de l'ensemble du territoire (et tout spécialement des zones les plus éloignées) et la qualité artistique. De nombreux festivals ont développé des saisons à l'année ou sont des lieux ressources. Le Conseil départemental privilégie aussi les événements hors période estivale en direction des populations gardoises.

- Soutenir les actions patrimoniales, historiques et scientifiques

Le Conseil départemental soutient le développement de la connaissance patrimoniale en apportant une aide aux associations de recherche et de diffusion de la connaissance historique et patrimoniale.

- Faire vivre la culture occitane

La civilisation occitane porte en elle le riche patrimoine des territoires de la culture, de la langue, de la littérature et de l'art sous toutes ses formes. Le Conseil départemental aide les structures ressources qui mettent à disposition une offre documentaire et organisent des séminaires de réflexion sur la culture occitane. Il soutient les structures d'enseignement qui transmettent la langue occitane et les projets pédagogiques « occitans ». Il apporte son aide aux associations qui initient des manifestations et des créations artistiques.

- Accompagner les dynamiques locales

Il s'agit de soutenir les dynamiques locales par des aides à des associations menant des projets d'intérêt local au plus près des habitants.

L'ensemble des aides accordées au titre de l'action culturelle permet la mise en œuvre du Schéma de la culture sur l'ensemble du territoire gardois.

Il est décidé d'inscrire 2 330 000 € en fonctionnement au sein de cette prestation.

c) L'organisation de manifestations culturelles

Le Conseil départemental développe une ingénierie de projets et organise des rencontres professionnalisantes en faveur des acteurs culturels gardois.

Il est décidé d'inscrire 10 000 € en fonctionnement au sein de cette prestation.

44) Conserver et valoriser le patrimoine et assurer la transmission culturelle

a) La conservation départementale

§1. La médiation culturelle (visites commentées)

En complément des activités scolaires, le Conseil départemental conçoit une programmation culturelle et des actions de médiation s'adressant à tous les publics. Réalisées par l'équipe de direction et le pôle médiation, ces actions nécessitent aussi parfois l'intervention d'artistes, d'auteurs et de professionnels du milieu culturel afin de compléter, tout au long de l'année, l'offre conçue en interne.

Pour la réalisation de l'ensemble de ces actions, il est décidé d'inscrire 10 000 € en dépenses de fonctionnement.

§2. L'organisation et l'animation d'ateliers pédagogiques

L'accessibilité et la médiation sont au cœur de la politique du musée. Ainsi, le pôle médiation propose un large panel d'activités scolaires, toutes gratuites, s'adressant aux élèves de la maternelle au lycée. Différents supports pédagogiques et documents sont nécessaires à ces actions. Afin de soutenir cette action, une demande de subvention sera également formulée auprès de la DRAC Occitanie.

Pour mener à bien ces missions, il est décidé d'inscrire :

- 2 700 € en dépenses de fonctionnement,
- 7 000 € en recettes de fonctionnement.

### §3. La présentation des collections permanentes

Le Conseil départemental doit s'acquitter auprès de l'ADAGP ou d'ayants droits, de droits d'auteurs relatifs aux artistes exposés soit de façon permanente soit de façon temporaire.

Par ailleurs, la promotion du musée sera également renforcée grâce à la reconduction des adhésions de la direction à différents réseaux de diffusion et de communication touristiques, notamment avec les offices de tourisme, les réseaux de professionnels Musées Occitanie et Musées Méditerranée ainsi que l'ICOM.

Pour assurer l'ensemble de ces missions, il est décidé d'inscrire :

- 4 100 € en dépenses de fonctionnement,
- 13 000 € en dépenses d'investissement.

### §4. Les acquisitions d'œuvres

Le Code du patrimoine rappelle que les musées de France ont pour missions permanentes d'enrichir leurs collections. A ce titre, la Conservation départementale du Gard mène des actions régulières en faveur de leur accroissement selon les thématiques et les axes d'études des établissements dont elle assure la gestion. Ainsi, pour le musée laïque d'art sacré du Gard, les acquisitions ont trait au vaste champ de l'art sacré, à la demeure médiévale des Piolenc et à l'histoire locale.

Pour mener à bien cette mission, il est décidé d'inscrire une dépense de 10 000 € en investissement.

### §5. La bibliothèque spécialisée

L'acquisition de livres et de revues spécialisées reste nécessaire pour documenter les œuvres en vue de leur restitution au public. La direction souhaite poursuivre parallèlement l'achat d'ouvrages publiés en cours d'année et relatifs aux thématiques des musées dont la Conservation départementale assure la gestion. La poursuite de cette politique depuis 1998 permet de disposer d'un fonds de bibliothèque de haut niveau, indispensable à la valorisation des collections par les conservateurs et les médiateurs de la direction, sachant que, par ailleurs, la Conservation travaille à la valorisation de ce fonds auprès des étudiants, des chercheurs et de toute personne désireuse de le consulter.

Pour mener à bien cette mission, il est décidé d'inscrire 2 500 € en dépenses de fonctionnement.

### §6. La gestion administrative et financière des musées

Le Conseil départemental gère et anime le musée d'art sacré du Gard ainsi que les musées municipaux de Bagnols-sur-Cèze et de Villeneuve-Lez-Avignon. Une convention contractualise l'intervention de la direction au titre de la gestion scientifique et administrative des musées municipaux et prévoit une contrepartie financière des communes à hauteur de 24 000 € pour chacune par an.

Il est donc décidé d'inscrire 48 000 € en recettes de fonctionnement.

#### §7. L'entretien en état naturel

Afin de pouvoir renouveler les pièges et matériels garantissant la conservation des collections contre les insectes ainsi que la floraison du jardin du musée, il est décidé d'inscrire 1 900 € en dépenses de fonctionnement.

#### §8. Les opérations d'inventaire et études des collections

La conservation des collections nécessite l'achat de matériel et matériaux adaptés à chaque typologie d'œuvre afin d'assurer de bonnes conditions de conservation, tant pour le stockage que pour les mouvements de collections.

Parallèlement, afin de compléter les fonds documentaires sur les collections, l'achat de livres anciens et épuisés se poursuivra, tout comme la réalisation d'une nouvelle campagne photographique.

Pour réaliser l'ensemble de ces actions, il est décidé d'inscrire 11 500 € en dépenses de fonctionnement.

#### §9. La mise en sécurité des biens

Afin d'assurer l'entretien des appareils humidificateurs garantissant un climat conforme aux préconisations relatives aux collections en matière de conservation préventive (remplacement des filtres), de réaliser des cadres qui permettront de présenter de nouvelles œuvres au public, il est décidé d'inscrire 4 800 € en dépenses de fonctionnement.

#### §10. La restauration en l'état initial

Conformément au Code du patrimoine, la Conservation départementale du Gard doit veiller à la bonne conservation des collections. Dès lors, il est régulièrement fait appel à des restaurateurs du patrimoine agréés qui interviennent sur les collections pour réaliser des constats d'état, des opérations de conservation préventive ou curative.

Pour la réalisation de cette action, il vous est décidé d'inscrire 8 000 € en dépenses d'investissement.

#### §11. Les publications à caractère scientifique

Le Conseil départemental poursuivra ses actions de valorisation des collections à travers diverses publications :

- catalogues d'exposition afin de valoriser et diffuser les collections auprès du grand public,
- outils d'aide à la visite adaptés à tous les publics afin de favoriser les visites en autonomie (livret-jeux destinés aux familles, dépliant d'aide à la visite du parcours permanent dédié au public adulte, etc.),
- programme culturel pour faire connaître la programmation des quatre musées gérés par la Conservation départementale.

Pour la réalisation de ces différentes actions, il est décidé d'inscrire 54 000 € en dépenses de fonctionnement.

#### §12. La création de produits dérivés

Afin de proposer aux publics une offre complémentaire à leur visite, le musée laïque d'art sacré du Gard est doté d'une boutique proposant des ouvrages spécialisés, des catalogues d'expositions, des cartes postales et divers produits de papeterie ou objets souvenirs. Véhiculant l'image de l'établissement et, de ce fait, de la collectivité propriétaire, leur qualité est essentielle tout comme la diversité offerte aux visiteurs.

Afin de renouveler l'offre et de l'actualiser il est donc décidé d'inscrire 4 500 € en dépenses de fonctionnement.

#### §13. Les expositions temporaires

Une nouvelle exposition temporaire sera organisée au musée laïque d'art sacré du Gard à compter du mois de décembre 2025. D'une durée de six mois, elle se tiendra jusqu'en mai 2026 permettant ainsi de développer autour d'elle une programmation culturelle à destination du public local, des scolaires et des familles.

Une demande de subvention auprès de la DRAC Occitanie sera réalisée.

Il est donc décidé d'inscrire 3 000 € en recettes de fonctionnement.

#### §14. L'entretien des locaux et du matériel

Il s'agit d'assurer la révision annuelle ou le changement éventuel des serrures des portes du musée afin de garantir la protection des collections.

Pour la réalisation de cette action, il est décidé d'inscrire 2 000 € en dépenses de fonctionnement.

#### §15. La gestion de la régie de recettes

Pour permettre ses activités de billetterie et boutique, le musée d'art sacré du Gard dispose d'un compte bancaire qui engendre des frais de tenue de compte.

Chaque année, le musée génère des recettes provenant de la vente des produits dérivés de la boutique, des visites commentées et du remboursement des frais d'expéditions par des tiers liées aux ventes de la boutique.

Pour la réalisation de ces deux actions, il est décidé d'inscrire :

- 200 € en dépenses de fonctionnement
- 5 500 € en recettes de fonctionnement.

b) Le Pôle culturel Château d'Assas

Pour assurer l'ensemble des interventions (4 expositions par an) du Pôle culturel du Château d'Assas, au titre de l'année 2025, il est décidé d'inscrire des crédits d'un montant de 15 000 € en fonctionnement.

c) Les archives départementales

§1. L'acquisition d'archives

Au sein des Archives départementales, la numérisation des fonds d'archives a permis de mettre en ligne plus de 6 millions de pages et images (depuis le début des opérations) : état civil, cadastre napoléonien et rénové, délibérations communales, compoix, documents iconographiques. D'autres catégories d'archives sont à numériser pour être sauvegardées et mises à disposition des internautes : plans d'alignement, diplômes, immatriculations des véhicules...

La résorption des arriérés de classement fera l'objet d'un plan d'action (classement, conditionnement et inventaire) avec notamment la création d'une nouvelle autorisation de programme 2025 ARCHIVES d'un montant total de 200 000 €.

Les acquisitions de documents privés en vente publique permettront de compléter les fonds d'archives publiques.

Aussi, il est décidé d'inscrire en investissement :

- 100 000 € pour l'AP 2023 NUMDOCARCHIV,
- 50 000 € pour une nouvelle AP 2025 ARCHIVES,
- 40 000 € (hors AP) pour l'achat d'archives privées.

Il est par ailleurs décidé de clôturer l'AP 2024 PLANS avec une diminution de 200 000 €.

L'ensemble des crédits 2025 à inscrire pour cette prestation s'élève à 190 000 €.

§2. La conservation curative (reliure, restauration)

Les Archives souhaitent continuer la restauration des documents anciens qui s'avèrent être du patrimoine historique.

A ce titre, il est décidé d'inscrire un crédit de 75 000 € en investissement (hors AP).

§3. La conservation préventive (conditionnement, petite restauration)

Pour répondre aux besoins de la conservation préventive, l'acquisition d'équipements spécialisés pour l'atelier de conservation et d'autres équipements pour les archives s'avèrent nécessaires. Il est donc décidé d'inscrire :

- un crédit de paiement 2025 en investissement de 20 000 € sur l'AP 2023 CARTONS, pour l'achat de conditionnements adaptés,
- un crédit en investissement de 72 000 € (hors AP) pour l'achat des équipements spécialisés,
- un crédit de 25 000 € en fonctionnement pour l'achat de fournitures de conservation.

L'ensemble des crédits 2025 à inscrire pour cette prestation s'élève à 92 000 € en investissement et 25 000 € en fonctionnement.

#### §4. Le fonds documentaire

Pour poursuivre la politique d'achat et de mise à disposition ainsi que la dématérialisation des fichiers de la bibliothèque, il est décidé d'inscrire en fonctionnement :

- 3 000 € pour l'achat de livres spécialisés,
- 4 400 € pour la documentation spécialisée,
- 19 000 € en faveur de la dématérialisation des fichiers de la bibliothèque,
- 12 588 € en frais divers (Calaméo et accompagnement archivage électronique).

L'ensemble des crédits 2025 à inscrire sur cette prestation s'élève à 38 988 € en fonctionnement.

#### §5. La mise en valeur des archives (expositions, publications) et l'animation d'ateliers pédagogiques

Les Archives départementales programmeront en 2025 de nombreuses manifestations en lien avec les expositions sur site ou itinérantes, notamment autour de l'histoire du sport, les affaires judiciaires, les « fakes news », la Seconde Guerre mondiale, l'économie sociale et solidaire dans le Gard, mais aussi sur l'histoire du territoire gardois et de ses personnages illustres.

Afin de réaliser ces actions, il est décidé d'inscrire en dépenses de fonctionnement pour la mise en valeur des archives par la réalisation d'expositions :

- 55 580 € pour la conception et la réalisation multimédias et divers frais rattachés (impression, conception et réalisation scénographique),
- 3 000 € pour la cession de droits d'auteur en lien avec la programmation culturelle.

L'ensemble des crédits 2025 à inscrire sur cette prestation s'élève à 58 580 € en fonctionnement.

Il est également décidé l'inscription d'une recette de fonctionnement de 100 €.

#### §6. Les archives communales

Les communes de moins de deux mille habitants ont souvent des difficultés à équiper leurs locaux d'archivage de système de sécurité adapté (extincteurs, détection incendie, rayonnages métalliques) ou à restaurer leurs archives patrimoniales uniques.

Aussi, afin d'aider les communes, il est décidé d'inscrire en dépenses d'investissement 15 000 € en subvention (hors AP).

#### §7. L'organisation et l'animation d'ateliers pédagogiques

Les Archives départementales poursuivront la réalisation d'outils pédagogiques pour les scolaires. Elles s'appuieront sur des prestataires de qualité pour assurer des ateliers sur l'ensemble du territoire du Gard, en particulier dans les collèges. Elles animeront aussi de nombreuses séances de médiations culturelles sur site et continueront de développer une programmation culturelle autour des événements commémoratifs et autour des expositions présentées.



Aussi, il est décidé d'inscrire en dépenses de fonctionnement pour mettre en œuvre l'action pédagogique et éducative des Archives auprès des publics, scolaires notamment :

- 5 000 € pour l'achat des fournitures des ateliers,
- 45 000 € pour la conception technique des ateliers et de ses supports d'animation numérique,
- 62 000 € pour l'animation de ces ateliers sur le territoire, l'organisation des événements liés à la programmation culturelle, la planification des conférences, des lectures d'archives et des projections.

L'ensemble des crédits 2025 à inscrire sur cette prestation s'élève à 112 000 € en fonctionnement.

Au total pour l'engagement politique « Militer pour la culture pour tous », il est décidé d'inscrire :

En fonctionnement : 5 362 768 € en dépenses et 63 600 € en recettes

En investissement : 473 000 € en dépenses

## F) Faire du sport la clé de l'épanouissement de chacun

Sachant que près d'un gardois sur deux pratique une activité sportive et que le Gard compte près de 170 000 licenciés dans un club sportif, le sport fait naturellement partie des domaines du quotidien soutenus par le Conseil départemental.

En mars 2020, le label « Terre de Jeux » Paris 2024 a été attribué au Département avec pour objectif de valoriser sa politique de « sport pour tous et partout ». Ce label permet non seulement de mettre en lumière les nombreuses actions déjà existantes et soutenues par le Conseil départemental, mais aussi d'en développer certaines ou d'en créer de nouvelles.

La politique sportive s'appuyait depuis de nombreuses années sur certains axes forts mais qui méritaient d'être réinterrogés au vu des évolutions des pratiques et besoins des acteurs du monde sportif.

### 45) Garantir l'égal accès aux activités physiques sportives sur notre territoire

A la suite de l'adoption du premier **Schéma départemental des sports** le 13 octobre 2023 par l'Assemblée départementale, trois grands axes de développement de la politique sportive du Département ont été définis :

- un moteur dans l'égalité d'accès à la pratique sportive pour toutes et tous,
- un acteur pivot contribuant à la cohésion territoriale par le rapprochement des organisations sportives gardoises,
- un secteur clé dans la valorisation du territoire, de ses espaces naturels et de ses acteurs.

Ce Schéma prévu sur la période 2023-2027 permet de dresser la feuille de route de la politique sportive et de rendre opérationnels les projets portés sur la base des fiches actions qui le composent. Il a trouvé sa première traduction budgétaire avec le Budget primitif 2024, avec notamment une nouvelle aide à l'achat de petits matériels sportifs pour toute association sportive affiliée à une fédération agréée.

### §1. Permettre l'égalité d'accès aux pratiques sportives en réduisant les exclusions

Le sport handicap vise à favoriser l'inclusion des personnes en situation de handicap au sein de structures spécifiques ou dans des associations sportives classiques.

Le Gard est encore aujourd'hui moteur et exemplaire sur cet axe, grâce notamment à la dynamique des deux comités de sport adapté et d'handisport, et à l'important réseau tissé sur l'ensemble du territoire qui doit pouvoir continuer à bénéficier d'un soutien fort du Département.

Les crédits permettront donc d'accorder :

- des subventions en fonctionnement aux comités et associations de sport handicap. Il s'agit d'accompagner les deux comités sportifs départementaux « handisport » et « sport adapté » ainsi que les associations relevant de ces fédérations dans leur fonctionnement et projets.
- des subventions en fonctionnement aux comités et associations œuvrant par leurs projets pour les personnes en situation de handicap. Les comités et associations sportifs traditionnels peuvent également être encouragés dans leurs projets et manifestations à destination d'un public mixte.
- des projets et manifestations sportives portés par des structures sportives affiliées à une fédération sportive agréée par le ministère des Sports et qui visent à favoriser le sport pour tous.
- la nouvelle aide à l'achat de matériel sportif est également mise en place et reprend non seulement l'aide qui existait pour permettre aux comités de sport handicap d'acquérir du matériel sportif spécifique souvent coûteux, mais également une aide pour toutes les associations sportives affiliées à une fédération sportive agréée.

Il est décidé d'inscrire 400 000 € en fonctionnement et 100 000 € en investissement au sein de cette prestation.

### §2. Soutenir les associations sportives structurantes

Les crédits votés permettront de financer les projets suivants :

- Subventions de fonctionnement aux comités sportifs départementaux. Les comités sportifs départementaux sont les représentants du mouvement fédéral à l'échelon départemental. Ils jouent un rôle structurant pour leur activité sportive, apportant notamment un appui technique auprès des clubs. Ils sont aidés dans leur fonctionnement et leurs projets.
- Subventions de fonctionnement aux clubs sportifs formateurs et/ou de performance. Sont ici concernés les clubs qui, parmi les critères, assurent une formation des jeunes structurée, s'appuient sur un encadrement qualifié et affichent une équipe première à un niveau national. Le Conseil départemental les aide dans leur fonctionnement et leurs projets.

Il est décidé d'inscrire 700 000 € en fonctionnement au sein de cette prestation.

### §3. Subvention pour l'animation sportive du territoire gardois

Il s'agit là de l'animation et du développement du territoire, du niveau local au niveau international. Ces manifestations sont souvent le moyen pour les associations de dégager quelques recettes supplémentaires qui leur permettent ensuite de fonctionner tout au long de l'année. Elles sont aussi, au-delà de leur rôle d'animation du territoire, un facteur de développement économique, et pour les plus importantes, d'attractivité touristique, on parle aussi de « tourisme sportif ».

Les crédits permettront de financer les projets suivants :

- Subventions aux manifestations sportives vitrines de performance. Les manifestations les plus importantes en termes de niveau sportif (régional, national voire international) ou de forte renommée sont ici aidées.
- Subventions aux manifestations sportives structurantes pour le territoire. Il s'agit ici d'accompagner les manifestations ayant un impact fort pour le territoire concerné, que ce soit en termes économique, touristique ou sportif. On y retrouve notamment les activités de pleine nature.
- Subventions aux manifestations sportives à impact local et/ou de public jeune. Certaines manifestations sportives vont se concentrer sur un public jeune ou vont permettre à l'association sportive locale de créer une dynamique autour d'une manifestation compétitive.

Il est décidé d'inscrire 300 000 € en fonctionnement au sein de cette prestation.

#### 46) Sensibiliser les collégiens à la pratique sportive et aux valeurs citoyennes

Le Conseil départemental soutient en fonctionnement chaque association sportive (AS) de collège par l'intermédiaire du Comité départemental UNSS. En effet, chaque année, le Comité perçoit une subvention permettant aux 53 AS de fonctionner et d'organiser des rencontres inter-établissements à l'échelle d'un district, voire du Département.

Ces associations sportives s'appuient sur les professeurs d'EPS et sont souvent le moyen pour les collégiens de découvrir et/ou pratiquer une ou plusieurs activités sportives pour un coût très réduit.

Le dispositif « sportif au collège » est proposé à chaque collège qui le souhaite. Il permet de faire intervenir des clubs sportifs/sportifs de haut niveau/entraîneurs et d'échanger avec les élèves sur différentes thématiques et valeurs portées par le sport telles que le respect, le vivre ensemble, l'engagement, le sport au féminin, mais aussi l'accès au sport pour tous, l'alimentation... Ces rencontres se déroulent généralement dans l'enceinte de l'établissement scolaire, puis les élèves sont invités à assister à un match ou participer à un entraînement des sportifs qu'ils ont précédemment rencontrés.

Il est décidé d'inscrire 150 000 € en fonctionnement au sein de cette prestation.

#### 47) Recenser les besoins et les attentes sportives des gardoises et gardois

À la suite de consultations élargies et rencontres territoriales organisées dans le cadre de l'élaboration du Schéma, il a été décidé de renouveler cet exercice en proposant de nouvelles rencontres territoriales autour des grands enjeux et thématiques d'actualité afin d'apporter aux acteurs locaux un maximum d'informations, de visibilité sur les actions départementales, mais également d'échanger sur les problématiques en cours.

Il est décidé d'inscrire 10 000 € en fonctionnement au sein de cette prestation.

#### 48) Le Centre sportif de Méjannes-le-Clap, vitrine de la politique sportive du Conseil départemental

##### a) Les études et travaux du Centre sportif de Méjannes-le-Clap

Il s'agit ici du projet ambitieux de modernisation du Centre sportif départemental qui a vu la première phase relative au « Centre de préparation aux Jeux » de Paris 2024 se réaliser. Ainsi, outre les travaux portant sur l'aménagement d'une partie de l'hébergement, pour en réhausser le confort, et de la création d'un préau sportif pour y accueillir le basket 3\*3, des manifestations soutenues par le Département et allant du niveau local au niveau national, voire international sont venues mettre en lumière ce site et son potentiel. L'année 2025 poursuivra la dynamique d'organisation d'événements et stages sur le Centre mais verra également le lancement de la programmation de la seconde phase de modernisation du Centre et le développement du Pôle vélo sur site et aux alentours avec la création d'itinéraires VTT et gravel.

Il est décidé d'inscrire 1 400 000 € en crédits de paiement (investissement) au sein de cette prestation.

Il est décidé de prolonger l'AP 2022 MEJCLAP d'une année de phasage 2029.

##### b) Les subventions au Centre sportif de Méjannes-le-Clap

La participation du Conseil départemental au Centre sportif départemental « Espace Gard Découverte » se fait à travers une subvention de fonctionnement permettant à cette structure d'assurer ses missions et sa progressive évolution en parallèle de sa modernisation.

Il est décidé d'inscrire 520 000 € en fonctionnement et 100 000 € en investissement au sein de cette prestation.

##### c) La promotion du Centre sportif de Méjannes-le-Clap

Afin d'assurer la promotion du Centre sportif de Méjannes tant sur un volet marketing, promotionnel et de communication que sur de l'organisation d'événementiels visant à accroître sa notoriété et son attractivité sportive et touristique, il a été mis en place une ligne budgétaire dédiée depuis 2023. L'objectif à terme est qu'il devienne le centre sportif départemental des gardois, mais aussi un centre de référence sur certaines disciplines sportives comme le breaking ou le handball et, bien sûr, un pôle national vélo « unique » au cœur d'un développement touristique de la station de Méjannes.

En 2025, il accueillera de nouveau l'HandiGard Classic, manifestation de paracyclisme qui sera cette année une épreuve du Championnat de France mais également inscrite au calendrier international.

Il est décidé d'inscrire 100 000 € en fonctionnement au sein de cette prestation.

Au total pour l'engagement politique « Faire du sport la clé de l'épanouissement de chacun », il est décidé d'inscrire :

En fonctionnement : 2 180 000 € en dépenses

En investissement : 1 600 000 € en dépenses

## G) Agir pour lutter contre les risques

L'actualité de ces dernières années montre que la question de la sécurité est de plus en plus marquée par la multiplication des risques. La protection des personnes et des biens devient l'affaire de tous y compris celle des collectivités territoriales, en particulier des départements.

Leur rôle s'inscrit pleinement dans un dispositif global de prévention des risques et de gestion de crise associant de nombreux acteurs tels que les services d'incendie et de secours. Dans ce contexte, le Conseil départemental agit quotidiennement pour renforcer la sécurité de tous les habitants de son territoire ainsi que celle de son patrimoine.

En effet, le Conseil départemental, dans le cadre de sa politique de gestion durable de l'eau et des territoires, s'engage à renforcer son soutien aux collectivités territoriales sur la prévention des risques et la préservation de la ressource en eau et des milieux aquatiques. Il intervient également dans le cadre de la politique partenariale de défense des forêts contre les incendies.

### 49) Garantir un bon niveau d'intervention du Service d'incendie et de secours

Le Gard étant en proie à de nombreux risques naturels, notamment les incendies et les inondations, le Conseil départemental soutient le Service départemental d'incendie et de secours du Gard (SDIS 30) dans le cadre de l'article L.1424-35 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) et de la loi du 13 août 2004 sur la modernisation de la sécurité civile.

A ce titre, le Conseil départemental est le principal contributeur au budget du SDIS 30. Les modalités financières de ces contributions (participation annuelle et subvention(s) d'équipement) sont définies dans le cadre d'une convention pluriannuelle de partenariat.

Avec la convention pluriannuelle de partenariat actuelle, concernant la période 2023-2028, signée le 24 juillet 2023, le Conseil départemental du Gard s'est engagé à financer le SDIS 30 au travers d'une contribution financière qui doit permettre au SDIS de se doter d'un budget favorisant une politique moderne et structurée, tout en étant maîtrisée tant en fonctionnement qu'en investissement. Pour 2025, cette contribution financière se répartit comme suit :

- au titre du fonctionnement : 55 420 860 €
  - une subvention de fonctionnement principale, dont le montant est arrêté pour 2025 à 54 270 860 €,
  - une subvention de fonctionnement complémentaire liée au recrutement de dix sapeurs-pompiers professionnels par an pendant cinq ans pour un total cumulé de 8 050 000 € sur la période 2023-2028, représentant pour 2025 un maximum de 1 150 000 €.
- au titre de l'investissement : 5 921 804 €
  - une subvention annuelle d'investissement en vue de l'acquisition de véhicules et d'équipements techniques, limitée à 2 500 000 € HT par an sous réserve de l'effectivité de la réalisation de ce volume de dépenses en N-1 par le SDIS,
  - une subvention d'investissement en vue de l'entretien et/ou du développement du parc immobilier du SDIS, avec la création d'une autorisation de programme de 18 000 000 €

sur l'ensemble de la période 2023-2028, payable sans limitation annuelle sur la base des dépenses HT effectives réalisées en N-1 (dans la limite de l'enveloppe globale), ce qui représente pour 2025 un montant de 3 421 804 € au vu des dépenses 2024 estimées par le SDIS.

Il est à noter que l'enveloppe de 18 000 000 € dédiée à ce financement spécifique lié aux bâtiments inclut le montant des travaux directement pris en charge par le Conseil départemental dans le cadre de la réalisation du centre de secours de Bagard (la subvention versée sur la période étant diminuée à due concurrence).

## 50) Développer les politiques de prévention des risques pour renforcer la sécurité des personnes et des biens

### a) La lutte contre les incendies de forêt

Afin de préserver la biodiversité et protéger le patrimoine forestier contre le risque d'éclosion de feux de forêt et réduire les surfaces forestières parcourues par le feu, l'Assemblée départementale a approuvé, le 7 janvier 2022, un nouveau dispositif d'aides aux collectivités pour :

- les travaux de normalisation d'infrastructures (pistes DFCI) et d'équipement en points d'eau, de coupures de combustibles et de sylviculture préventive,
- les travaux d'entretien d'équipements DFCI déjà normalisés.

#### §1. Les aides en investissement pour la DFCI

Sur l'autorisation de programme 2025 VALOPATNAT, une somme de 180 000 € sera consacrée aux aides aux collectivités concernant la mise aux normes des équipements de DFCI.

En investissement, les crédits de paiement s'élèvent à :

- 18 132,22 € pour les aides octroyées en 2020 (AP 2020 INVAPN)
- 32 000,00 € pour les aides octroyées en 2021 (AP 2021 INVAPN)
- 30 000,00 € pour les aides octroyées en 2022 (AP 2022 INVAPN)
- 120 000,00 € pour les aides octroyées en 2024 (AP 2024 VALOPATNAT)
- 85 000,00 € pour les aides nouvelles (AP 2025 VALOPATNAT)

#### §2. Les aides en fonctionnement pour la DFCI

Sur l'autorisation d'engagement 2025 ENTPATNAT, une somme de 200 000 € sera consacrée aux aides aux collectivités concernant l'entretien des pistes DFCI.

En fonctionnement, les crédits de paiement s'élèvent à :

- 24 346,62 € pour les aides octroyées en 2018 (AE 2018 FONCTAPN)
- 15 539,22 € pour les aides octroyées en 2022 (AE 2022 FONCTAPN)
- 40 000,00 € pour les aides octroyées en 2023 (AE 2023 ENTPATNAT)
- 75 000,00 € pour les aides octroyées en 2024 (AE 2024 ENTPATNAT)
- 60 000,00 € pour les aides nouvelles (AE 2025 ENTPATNAT)

En outre, le Département accompagne les acteurs de la gestion forestière, notamment le Syndicat des propriétaires sylviculteurs gardois qui conduit également des actions de sensibilisation DFCI. Il est décidé de poursuivre le soutien financier auprès de cette association par une subvention de fonctionnement à hauteur de 20 000 €.

b) Les contributions au fonctionnement des syndicats mixtes/ententes - DFCI

Le Conseil départemental étant membre de l'Entente pour la forêt méditerranéenne, il est décidé d'inscrire 36 000 €, en crédits de fonctionnement, au titre de la contribution annuelle au fonctionnement de cette structure.

c) La protection contre les inondations

§1. Les travaux de prévention du risque inondation

Par délibération du 5 avril 2018, l'Assemblée départementale a adopté un dispositif financier au titre de la solidarité territoriale en faveur des aménagements sur les cours d'eau (digues, ouvrages de rétention, ouvrages écrêteurs de crues...) pour la réduction de l'aléa inondations.

Il est décidé de destiner un montant de 2 800 000 €, sur l'autorisation de programme 2024 MILIEUAQUA, pour les aides à octroyer aux collectivités et aux syndicats de bassins au titre de la protection contre les inondations.

Les programmes d'actions de prévention des inondations (PAPI) contribuent à réduire durablement les conséquences et les dommages des inondations sur les personnes et les biens. En tant que financeur, le Conseil départemental a été cosignataire du PAPI III des Gardons en décembre 2021 et du PAPI III Vistre en février 2022. Une convention financière a également été signée avec l'EPTB Vidourle, en 2019.

Par ailleurs, le Conseil départemental a conventionné, en 2019, avec le SYMADREM, s'engageant à poursuivre le financement des tranches fonctionnelles de l'opération de renforcement et de décorsetage des digues du Petit Rhône rive droite, inscrites dans le CPIER Plan Rhône pour un montant de 13 M€.

Les aides consenties par le Conseil départemental dans le cadre de ces programmes nécessitent les inscriptions de crédits de paiement 2025 suivantes :

- 71 351,33 € pour les aides octroyées en 2017 (AP 2017 PAPINIMES)
- 30 000,00 € pour les aides octroyées en 2018 (AP 2018 INVMA)
- 24 100,00 € pour les aides octroyées en 2019 (AP 2019 INVMA)
- 36 452,64€ pour les aides octroyées en 2020 (AP 2020 INVMA)
- 19 000,00 € pour les aides octroyées en 2021 (AP 2021 INVMA)
- 308 480,80 € pour les aides octroyées en 2022 (AP 2022 INVMA)
- 227 350,00 € pour les aides octroyées en 2023 (AP 2023 MILIEUAQUA)
- 300 000,00 € pour les aides octroyées en 2024 (AP 2024 MILIEUAQUA)
- 280 000,00 € pour les aides octroyées en 2025 (AP 2025MILIEUAQUA)

## §2. La réduction de la vulnérabilité sur le bâti

Le Conseil départemental alloue également des aides aux études à mener en matière de réduction de la vulnérabilité sur le bâti, depuis 2010.

Le dispositif financier adopté par l'Assemblée départementale, le 5 avril 2018, pour la réduction de l'aléa inondations, prévoit d'aider uniquement des opérations d'investissement. Comme précédemment, il est proposé de déroger à ce dispositif, en aidant les études de faisabilité et d'animation pour la réduction de la vulnérabilité du bâti, inscrites sur les PAPI 3 Gardons et PAPI 3 Vistre. Ces études sont également budgétisées, par les maîtres d'ouvrage, sur la section fonctionnement.

Une somme de 243 742 € sur l'autorisation d'engagement 2025 PROTINOND sera consacrée à cette action.

En fonctionnement, les crédits de paiements 2025 s'élèvent à :

- 14 636,00 € pour les aides octroyées en 2019 (AE 2019 FONCTMA)
- 828,32 € pour les aides octroyées en 2021 (AE 2021 FONCTMA)
- 77 695,60 € pour les aides octroyées en 2023 (AE 2023 PROTINOND)
- 40 000,00 € pour les aides octroyées en 2024 (AE 2024 PROTINOND)
- 10 000,00 € pour les aides nouvelles (AE 2025 PROTINOND)

Dans le cadre du programme ALABRI destiné à aider les particuliers à réaliser des mesures de réduction de la vulnérabilité de leur habitation au risque inondation, il est décidé d'inscrire 150 000 € de crédits en investissement pour 2025.

Ces crédits seront gérés hors autorisation de programme et seront délégués à la Direction de l'aménagement du territoire.

### d) Les autres actions de prévention des inondations

Depuis 2009, le Conseil départemental adhère au Centre européen de prévention des inondations (CEPRI), qui est un acteur incontournable de la prévention du risque inondation. De plus, le Conseil départemental a adhéré en 2012 à l'Institut des risques majeurs (IRMA), qui apparaît également comme un organisme essentiel en matière de prévention des risques. Les cotisations annuelles correspondantes devraient s'établir pour 2025 à 7 000 € en crédits de fonctionnement.

### e) L'exploitation des barrages

Le Conseil départemental du Gard est propriétaire de sept barrages (Sénéchas, Sainte-Cécile-d'Andorge, les Cambous, la Rouvière, Ceyrac, Conqueyrac et Pises), qu'il convient d'entretenir et dont l'exploitation est assurée en gestion directe.

Les inscriptions budgétaires doivent permettre d'assurer le bon fonctionnement et l'entretien de ces barrages et également de mettre en œuvre la sécurisation de 3 ouvrages :

- Barrage de Sainte-Cécile-d'Andorge
- Barrage des Cambous
- Barrage du lac des Pises.



Il est proposé de créer une autorisation d'engagement 2025 EDD, d'un montant de 300 000 € sur une durée de 4 ans, pour la réalisation d'études de danger sur les barrages départementaux.

Dans ces conditions, il est décidé d'inscrire les crédits de paiement de fonctionnement suivants :

- 143 500 € sur l'autorisation d'engagement 2023 BARRAGES, et de rephaser l'AE.
- 15 000 € sur l'autorisation d'engagement 2025 EDD.

Par ailleurs, il est décidé de :

- réduire l'autorisation d'engagement 2020 EDD de 7 655,20 €, portant ainsi le montant total de l'AE de 376 877,15 € à 369 221,95 € afin d'être en adéquation avec les engagements existants et de rephaser l'AE,
- réduire l'autorisation d'engagement 2021 BARRAGES de 21 000 €, portant ainsi le montant total de l'AE de 46 000 € à 25 000 € afin d'être en adéquation avec les engagements existants et de rephaser l'AE.

En outre, afin de réaliser diverses opérations ainsi que des opérations de travaux de maintenance, et afin de faire face aux charges d'exploitation de ces ouvrages (achat de matériel, contrats de prestations, contrats de maintenance, indemnisation des propriétaires, riverains en cas d'inondations, redevance...) sont décidées les inscriptions de crédits suivantes : 419 229 € en fonctionnement et 30 000 € en investissement.

Par ailleurs, il est décidé d'inscrire une recette d'un montant de 4 000 € en fonctionnement relative à des redevances d'occupation du domaine public départemental (recettes domaniales).

Il est ainsi décidé au total, d'inscrire 577 729 € de crédits 2025 en fonctionnement, dont 158 500 € en autorisation d'engagement, 30 000 € de crédits 2025 en investissement et 4 000 € en recettes de fonctionnement.

#### f) Les opérations sur les barrages

##### §1. Les études sur les barrages départementaux

Pour financer les diverses études sur les barrages départementaux, il est décidé d'inscrire en section d'investissement, hors autorisation de programme, des crédits à hauteur de 218 000 €.

##### §2. Les travaux de construction, de rénovation et d'entretien sur les barrages départementaux

À la suite de la convention de mandat passée entre le Conseil départemental et SPL 30 pour la mise en sécurité du complexe hydraulique formé par les barrages de Sainte-Cécile-d'Andorge et des Cambous, il est décidé d'effectuer les mouvements de crédits suivants sur l'autorisation de programme 2017 PROCECILE, sans modification du montant total de l'autorisation de programme :

- -210 000 € sur la ligne avances portant ainsi le montant total de la ligne à 30 538 773,45 €
- +210 000 € sur la ligne autres terrains portant ainsi le montant total de la ligne à 790 000 €.

Par ailleurs, en ce qui concerne les travaux sur les barrages départementaux, sont inscrits les crédits de paiement d'investissement suivants :

- 9 473 000 € sur l'AP 2017 PROCECILE (143 607,88 € en ligne travaux, 360 000 € en ligne autres terrains et 8 969 392,12 € en lignes avances) et en rephasant l'AP,

- 303 000 € sur l'AP 2017 SENDROME (33 837,58 € en ligne études, 269 162,42 € en ligne travaux) et en rephasant l'AP,
- 40 000 € sur l'AP 2018 SECURPISE (ligne études) en rephasant l'AP.

Enfin, le montant prévisionnel des travaux prévus, hors AP, s'élève à 372 000 € en investissement.

Par ailleurs, il est décidé d'inscrire 2 040 000 € de recettes d'investissement relatives aux travaux de sécurisation du barrage de Sainte-Cécile-d'Andorge.

Il est ainsi décidé d'inscrire, au total, 10 406 000 € de crédits 2025 en investissement, dont 9 816 000 € en autorisation de programme, pour les opérations effectuées sur les barrages.

### 51) Protéger les consommateurs en améliorant la santé animale et l'hygiène alimentaire

Les départements participent à la politique de sécurité sanitaire par l'intermédiaire des laboratoires qui répondent à des besoins locaux, et assurent des missions de service public de proximité. Les crises sanitaires de ces derniers mois (FCO, WEST NILE, ...) ont encore prouvé l'importance d'un laboratoire départemental de proximité.

Le laboratoire départemental d'analyses du Gard assure notamment :

- une veille épidémiologique et un contrôle des maladies réglementées ou émergentes,
- une aide au diagnostic pour les vétérinaires et propriétaires d'animaux,
- une sécurité alimentaire des consommateurs et notamment des collégiens,
- une sécurité sanitaire vis à vis du risque légionelle pour les établissements recevant du public (ERP),
- des prestations de formation, de conseil et d'audit.

Compte tenu de sa spécificité, le budget du laboratoire est exprimé en euros hors taxes.

#### §1. Les dépenses de fonctionnement : 577 000 €

Le montant des dépenses en fonctionnement est en augmentation pour 2025 par rapport au Budget primitif 2024, pour prendre en compte l'augmentation du nombre de clients à la suite de la fermeture du laboratoire départemental du Vaucluse. Un volume d'analyse plus important nécessite l'achat d'un nombre plus conséquent de réactifs et de consommables.

#### §2. Les dépenses d'investissement : 155 000 €

Le budget d'investissement est conforme au plan pluriannuel d'investissement et d'équipement du Laboratoire, permettant de pallier la vétusté des équipements et limitant ainsi les pannes.

#### §3. Les recettes de fonctionnement : 645 000 €

L'augmentation significative des recettes est principalement liée à la mise en place effective du Service d'intérêt économique général (SIEG), aux nouveaux clients issus du département du Vaucluse et à l'augmentation des tarifs en 2025 de 2,5 %.

Au total pour l'engagement politique « Agir pour lutter contre les risques », il est décidé d'inscrire :  
En fonctionnement : 56 996 634,76 € en dépenses et 649 000 € en recettes  
En investissement : 18 244 670,99 € en dépenses et 2 040 000 € en recettes

#### H) S'engager pour la santé et les soins partout et pour tous

Les difficultés d'accès aux soins des publics accompagnés par le Conseil départemental fragilisent leur parcours vers l'autonomie. C'est pourquoi le Conseil départemental est un acteur lisible et facilitateur de l'accès aux soins.

Il s'agit de :

- garantir prioritairement l'accès aux soins des plus vulnérables,
- contribuer à développer une offre de soins équitable et accessible sur tous les territoires,
- rendre le Gard attractif pour les futurs médecins.

#### 52) Améliorer l'accès aux soins dans les zones de désertification médicale

##### a) Subventions à des structures œuvrant dans le domaine de la santé et de l'accès aux soins

Le Conseil départemental apporte son soutien aux structures œuvrant dans le domaine de la santé et de l'accès au soin sous forme de subventions.

Le montant des crédits nécessaires est estimé à 183 600 €.

##### b) Subventions pour l'attractivité médicale

Le Conseil départemental du Gard a exprimé, dans l'orientation 5.2 du **Schéma départemental des solidarités sociales 2022-2027**, sa volonté d'agir pour apporter aux gardoises et aux gardois des réponses adaptées à leurs besoins de santé, en facilitant leur accès aux soins, et à la santé, avec une attention particulière pour les populations les plus fragilisées dont il assure l'accueil et l'accompagnement.

Afin de mettre en œuvre une stratégie d'actions déclinant cette volonté, le Conseil départemental a adopté son Plan Santé Gard pour la période 2024-2027. Les modalités de mise en œuvre de ces objectifs, ayant des impacts budgétaires, sont encadrées par des doctrines d'aide à l'investissement et de soutien au fonctionnement.

#### §1. Les dépenses de fonctionnement

En 2025, il est décidé de créer une autorisation d'engagement, 2025 AIDETUMED, avec pour 2025, 140 000 € de crédits de paiement pour le soutien aux internes dans le cadre d'un contrat d'engagement à exercer dans le Gard en zones fragiles.

## §2. Les dépenses d'investissement

Le volet d'aide à l'investissement s'inscrit dans deux autorisations de programme pour la période 2025/2028 à hauteur totale de 1 200 000 € sur 4 ans, soit des crédits de paiement annuels de l'ordre de 300 000 €. Ces dépenses relèvent de l'axe 1 du Plan Santé Gard.

En 2025, ces crédits de paiement se répartissent comme suit :

- 200 000 € d'aide à l'investissement pour des projets de MSP, centre de Santé ou maison médicale de garde
- 50 000 € pour un projet de médicobus
- 50 000 € pour des projets territoriaux de déploiement de malles de télémédecine.

Le montant des crédits de paiement 2025 s'élève ainsi à 300 000 € (autorisation de programme 2023 SANTE).

### 53) Renforcer les actions de prévention, de protection et de promotion de la santé portées par la protection maternelle et infantile

Agir le plus tôt possible, repérer les vulnérabilités et les situations à risques pour éviter la maladie, l'aggravation d'une pathologie ou la maltraitance d'un enfant, c'est la feuille de route des services de la protection maternelle et infantile (PMI) et de la protection de l'enfance du Conseil départemental, aux côtés des familles et de l'ensemble des professionnels. Les services de la protection maternelle et infantile (PMI) concourent ainsi à l'accessibilité des soins.

Les crédits inscrits visent la réalisation des objectifs du **Schéma départemental des solidarités sociales 2022-2027** pour son orientation « Bien grandir », parmi lesquels « Préparer la naissance », « Renforcer la prévention pour les enfants de 0 à 6 ans », « Œuvrer pour l'inclusion de tous les enfants en situation de handicap » et « Promouvoir la santé sexuelle ».

#### a) Le fonctionnement de la PMI

Il convient de prévoir des crédits dédiés aux dépenses de charges courantes des services de PMI.

Les crédits nécessaires sont estimés à 40 000 €.

#### b) L'achat de produits pharmaceutiques

Les dépenses d'achat de divers produits pharmaceutiques recouvrent l'achat de médicaments pour les consultations pré et postnatales et de médicaments contraceptifs, notamment ceux permettant l'accès à la contraception d'urgence, utilisés dans les centres de santé sexuelle, ainsi que les vaccinations effectuées dans le cadre des consultations de PMI pour les enfants de 0 à 6 ans.

Les crédits nécessaires sont estimés à 90 700 €.

c) Les actions d'accompagnement à la parentalité

Le Conseil départemental contribue à l'accompagnement à la parentalité par le financement de séances d'éducation à la santé, sexualité et accompagnement à la parentalité, la mise à disposition de documentation générale et spécialisée pour l'éducation à la santé, à la sexualité et l'accompagnement à la parentalité, des actions collectives d'accompagnement à la parentalité auprès de parents de jeunes enfants-intervention en piscine et l'adhésion au réseau périnatal « Naître en Languedoc-Roussillon ».

Les crédits nécessaires sont estimés à 1 200 €.

d) La formation des assistants maternels

La formation des assistantes maternelles est obligatoire et incombe au Conseil départemental. Elle doit avoir lieu avant le premier accueil.

Les crédits nécessaires sont estimés à 190 000 €.

e) Les Centres d'Action Médico-Sociale Précoce (CAMSP)

Les Centres d'action médico-sociale précoce (CAMSP) sont chargés du dépistage et de la prise en charge précoce des enfants présentant des difficultés ou des retards dans leur développement. Ils accueillent les enfants de moins de 6 ans, quel que soit leur handicap et dispensent des prises en charge thérapeutiques, éducatives et de rééducation. Le Gard compte 3 CAMSP, à Alès, Bagnols-sur-Cèze et le CAMSP de Nîmes qui est un établissement du Conseil départemental. Les équipes des CAMSP sont composées de médecins spécialistes (pédiatres et psychiatres), de personnels de rééducation, d'auxiliaires médicaux, de psychologues, d'assistants de service social et d'éducateurs de jeunes enfants.

§1. Le CAMSP de Nîmes

La dotation globale de financement du CAMSP de Nîmes est fixée par décision tarifaire de l'Agence régionale de santé (ARS). Le financement est réparti par 80 % du montant alloué au CAMSP (dépenses de personnel comprises) imputable à l'Assurance Maladie en application de l'article L.314-1 du Code de l'action sociale et des familles. La fraction forfaitaire imputable au Département s'établit, quant à elle, à 20 %.

Les crédits nécessaires sont estimés à 184 589 €.

§2. Le CAMSP de Bagnols-sur-Cèze

Les crédits de fonctionnement proposés correspondent à la part du Conseil départemental soit 20 % du budget de fonctionnement.

Les crédits nécessaires sont estimés à 126 140 €.

### §3. Le CAMSP d'Alès

Les crédits de fonctionnement proposés correspondent à la part du Conseil départemental soit 20 % du budget de fonctionnement.

Les crédits nécessaires sont estimés à 215 449 €.

#### f) Les participations à des structures œuvrant dans le domaine de la parentalité

Le Conseil départemental apporte son soutien aux actions d'aide à la parentalité réalisées par des organismes hospitaliers et associatifs gestionnaires des CPEF ainsi que pour les frais d'inscription permettant la participation des assistants maternels au colloque national de l'Association départementale des assistants maternels et des familles d'accueil du Gard (ADAAMFAG).

Les crédits nécessaires sont estimés à 30 000 €.

#### g) La prise en charge des frais liés à la grossesse

Le Conseil départemental contribue à la prise en charge du remboursement des frais d'analyses biologiques prescrites dans le cadre des consultations des centres de santé sexuelle, d'échographies aux cabinets privés conventionnés, des frais d'examens de laboratoires et échographies demandés à l'hôpital lors des consultations prénatales pour les femmes sans couverture sociale, aux cabinets d'échographie des examens prescrits dans le cadre des consultations prénatales départementales pour le diagnostic anténatal prédictif de malformation concernant les femmes enceintes sans couverture sociale, ainsi que les bilans biologiques obligatoires de surveillance de la grossesse du 1<sup>er</sup> trimestre, du 6<sup>ème</sup> mois de grossesse et du dépistage de la trisomie 21, le financement d'heures d'aides ménagères, de techniciennes de l'intervention sociale et familiale (TISF), d'auxiliaires de vie sociale dans un objectif de prévention auprès de femmes enceintes présentant une grossesse à risque médical et/ou psychosocial.

Les crédits nécessaires sont estimés à 145 152 €.

Des recettes de fonctionnement sont également inscrites pour la réalisation du programme SESAME-Vitale qui établit un remboursement des soins sur la base des actes effectués par les professionnels de santé du Conseil départemental.

Il convient d'inscrire 350 000 € en recettes.

#### h) Les subventions aux structures œuvrant dans le domaine de la santé et de l'accès aux soins

Le Département concourt financièrement aux subventionnements d'actions portées par des associations gardoises œuvrant dans le domaine de la santé ou mettant en œuvre des actions de prévention, ou des actions supports de diagnostic, de suivi et d'évaluation des politiques de santé.

Les crédits nécessaires pour cet exercice budgétaire sont estimés à 33 600 €.

i) Les subventions aux structures œuvrant dans le domaine de l'accueil de la petite enfance

Il s'agit du financement par l'Etat de la revalorisation salariale des accompagnements éducatifs des établissements sociaux et médico-sociaux de l'enfance.

Il est décidé d'inscrire 300 000 € en recettes.

j) Les lieux d'accueil enfants-parents (LAEP)

Un LAEP est un lieu « ouvert » qui accueille de manière libre et sans inscription, des jeunes enfants de moins de 6 ans accompagnés d'un adulte référent (parent, grand-parent...) pour un temps déterminé. Les objectifs d'un LAEP sont de participer à l'éveil et à la socialisation de l'enfant, d'apporter un appui aux parents dans l'exercice de leur rôle par des échanges avec d'autres parents ou avec des professionnels. Depuis plusieurs années, le Conseil départemental soutient les LAEP labellisés par la Caisse d'allocations familiales (CAF), d'une part en leur apportant une subvention annuelle et, d'autre part, en mettant à leur disposition des agents des services sociaux et médico-sociaux de notre collectivité de manière non contractuelle.

Le montant des crédits nécessaires s'élève à 165 120 €.

Il convient d'inscrire 15 000 € en recettes.

**FOCUS sur le Schéma unique des solidarités sociales**

Les crédits de paiement, en dépenses de fonctionnement, inscrits en 2025 dans le cadre de l'autorisation d'engagement 2023 SCHEMADSD pour l'engagement « s'engager pour la santé et les soins partout et pour tous » pour le soutien à des actions territoriales d'accès aux soins et à la santé portées par les communautés professionnelles territoriales de santé et pour le soutien au fonctionnement de centres de santé portés par des gestionnaires publics ou associatifs sont estimés à :

- \* 140 000 € pour des mesures du plan santé visant à lutter contre les déserts médicaux
- \* 60 000 € pour le financement d'actions dans le domaine de la santé
- \* 110 000 € pour des actions en faveur des familles et de la parentalité sur les territoires

Au total pour l'engagement politique « S'engager pour la santé et les soins partout et pour tous », il est décidé d'inscrire :

En fonctionnement : 1 855 550 € en dépenses 665 000 € en recettes

En investissement : 300 000 € en dépenses

## l) Développer la lecture publique sur l'ensemble du département

L'accès à la lecture publique de tous les gardoises et les gardois se concrétise au moyen d'actions ciblées en faveur du réseau de bibliothèques, d'une part, et d'une gestion optimisée des ressources documentaires, d'autre part.

### 54) Soutenir le réseau de bibliothèques

#### a) La mise en réseau informatisé

Les bibliothèques communales ou intercommunales avec lesquelles le Département a conventionné, doivent être soutenues et accompagnées financièrement pour faciliter une mise en réseau de l'ensemble des activités d'une bibliothèque/médiathèque.

Cette prestation, pour laquelle il est décidé l'inscription d'un crédit de 4 000 € en investissement, apporte une aide aux bibliothèques communales et/ou intercommunales pour s'informatiser et/ou acquérir du matériel multimédia adapté à la gestion d'une bibliothèque. Cette aide est indispensable pour soutenir la mise en réseau des bibliothèques.

#### b) L'organisation de manifestations culturelles

Des actions de promotion et médiation de la lecture publique sont organisées tout au long de l'année sur l'ensemble du département en partenariat avec les bibliothèques communales ou intercommunales. Ces animations de lecture publique touchent un large public. Des actions destinées à des publics spécifiques (petite enfance, adolescents, personnes âgées, publics empêchés) sont également initiées en partenariat avec les structures d'accueil de ces publics.

Il est décidé l'inscription d'un crédit de 19 000 € en fonctionnement, qui permettra de financer les intervenants, la prestation technique et les droits d'auteur.

#### c) Les subventions pour l'achat de mobilier de bibliothèque en faveur du réseau

Il est décidé l'inscription d'un crédit de 27 000 € en investissement afin d'apporter une aide pour l'équipement des bibliothèques communales et/ou intercommunales dans l'acquisition de mobilier spécifique de bibliothèque. Elle permet de soutenir les communes ou les communautés de communes dans l'aménagement adapté des locaux de bibliothèque pour tous les publics.

#### d) Acheminement des ouvrages

L'acquisition d'un véhicule électrique pour assurer le transport de documents en navettes est envisagée pour 2025.

Pour cette acquisition, il est décidé l'inscription d'un crédit de 85 200,00 € en investissement.



Une aide de la DRAC sera sollicitée pour l'acquisition de ce véhicule, pour laquelle il est décidé l'inscription d'un crédit de 42 600,00 € en recettes.

## 55) Gérer au mieux les ressources documentaires

### a) L'acquisition d'ouvrages et de documents

L'acquisition de fonds spécifiques notamment locaux, de fonds pour les acquisitions courantes, de ressources numériques (vidéo et livres numériques) et de fonds pour les périodiques, est nécessaire au pluralisme, à la diversification, au renouvellement des collections et à l'actualisation rapide des connaissances. Toutes ces collections sont destinées au prêt.

Cette prestation permettra de financer :

- les documents et ouvrages (livres, CD, DVD, ressources numériques) pour un montant de 103 800 €, en fonctionnement,
- les périodiques pour un montant de 1 200 €, en fonctionnement,
- les outils et matériels de médiation et d'animation (jeux, expositions itinérantes, tapis lecture, kamishibaïs, machines de création électronique) pour un montant de 37 000 €, en investissement,
- l'aide à l'acquisition de documents : en 2025 une nouvelle aide pour l'acquisition de fonds thématiques sur projet, pour compléter par des ouvrages nouveaux les collections des bibliothèques, sera mise en œuvre pour un montant de 5 000 €, en investissement.

Il est ainsi décidé l'inscription d'un crédit de 105 000 € en fonctionnement et de 42 000 € en investissement.

Le remboursement des documents perdus ou abimés peut être sollicité, pour lequel l'inscription d'un crédit de 3 000 € en recettes de fonctionnement est décidée.

### b) La formation des bibliothécaires

Afin de favoriser la professionnalisation des équipes du réseau de bibliothèques en grande majorité bénévoles, mission obligatoire des bibliothèques départementales, des journées de formation autour du livre et de la lecture, sont proposées tout au long de l'année.

Pour cette action, il est décidé l'inscription d'un crédit de 14 000 € en fonctionnement.

### c) La gestion des collections

Cette prestation permettra de financer :

- les fournitures d'équipement et de protection des documents physiques (livres, CD, DVD...) pour un montant de 5 000 € en fonctionnement.
- l'acquisition, la gestion et l'exposition de livres d'artistes intégrés dans le patrimoine du Département pour un montant de 2 000 € en investissement.

Au total pour l'engagement politique « Développer la lecture publique sur l'ensemble du département », il est décidé d'inscrire :

En fonctionnement : 143 000 € en dépenses et 3 000 € en recettes

En investissement : 160 200 € en dépenses et 42 600 € en recettes

## AXE 3 - RELIER LES PERSONNES ET LES TERRITOIRES

Ce troisième axe prioritaire se décline en 5 engagements politiques :

- ❖ Soutenir une vie associative locale
- ❖ Garantir et simplifier les services de proximité
- ❖ Mieux circuler et se déplacer
- ❖ Connecter chacun au très haut débit
- ❖ Faire vivre la démocratie locale

### A) Soutenir une vie associative locale

Le fort soutien du Conseil départemental sur l'ensemble du territoire se traduit notamment par son engagement conséquent en matière de politique de la ville sur les 7 contrats de ville et les 18 quartiers concernés. Il s'agit, au moyen de ces interventions, d'accompagner le lien social sur ces territoires afin d'améliorer le quotidien de vie des 10 % de la population gardoise qui y réside.

#### 56) Mettre en œuvre des actions de prévention spécialisée auprès de jeunes en grande difficulté

##### a) Prévenir les risques de décrochage : la prévention spécialisée auprès des adolescents

Compétence du Conseil départemental, la prévention spécialisée agit essentiellement sur certains quartiers prioritaires de la ville. Quatre associations sont autorisées au titre de la prévention spécialisée sur les secteurs de Nîmes, Alès, Beaucaire, Saint-Gilles, Vauvert, Marguerittes et Bagnols-sur-Cèze.

##### b) Eviter les risques de marginalisation des 18-25 ans avec la prévention spécialisée

Pour les jeunes adultes suivis ou accompagnés par la prévention spécialisée, le renforcement des articulations avec les partenaires des dispositifs d'insertion est recherché. Il s'agit en effet de renforcer le lien entre les services de prévention spécialisée et les dispositifs de droit commun.

Au total, pour cette mission, le montant des crédits nécessaires s'élève à 1 927 905 €

#### 57) Favoriser l'animation de la vie sociale en faveur des habitants

Afin de soutenir les territoires dans l'animation de la vie sociale locale, le Conseil départemental s'appuie sur ses partenaires locaux et à ce titre accompagne les centres sociaux et les espaces de vie sociale, qu'ils soient associatifs ou publics (communaux, inter-communaux ou portés par des CCAS), en lien avec ses compétences en matière d'action sociale, de prévention, d'insertion, et plus récemment au titre de ses politiques en faveur des seniors.

Acteurs sur l'ensemble des territoires, il s'agit donc de mieux s'appuyer sur les centres sociaux, sur la base d'un partenariat renouvelé et contractualisé, pour accompagner l'ensemble des publics quels que soient les âges de la vie, dans une logique de solidarité intergénérationnelle et d'accès à l'ensemble des politiques publiques (culture, sport, insertion, action sociale, autonomie des personnes âgées et handicapées...).

Le montant des crédits nécessaires s'élève à 815 000 € dont :

- 215 000 € pour les communes
- 67 000 € pour les autres établissements publics locaux
- 533 000 € pour les associations.

#### 58) Être un partenaire incontournable de la politique de la ville afin de réduire les inégalités sociales

Le Conseil départemental est fortement impliqué dans la politique de la ville. Ainsi, via ses compétences obligatoires et facultatives, la collectivité est une actrice incontournable dans les rééquilibrages à apporter aux politiques publiques mises en œuvre sur le territoire départemental, en faveur des zones éligibles aux crédits politique de la ville. C'est au nom de cette volonté que la collectivité a créé le Fonds départemental de soutien à la vie sociale (FDSVS-EX FDS), dont l'objectif consiste à accompagner les collectivités locales aux côtés de l'État, dans cette inflexion en faveur des quartiers retenus au titre du zonage politique de la ville.

Le montant des crédits nécessaires s'élève à 1 777 000 €.

Il convient d'inscrire 20 000 € en dépenses d'investissement pour l'achat de mobilier.

#### 59) Promouvoir l'inclusion sociale et lutter contre la pauvreté et toute forme de discrimination

Le Conseil départemental est un organisme intermédiaire pour la gestion du programme opérationnel FSE + 2022-2027. Une convention a été passée entre l'Etat et le Département fin 2023 pour la gestion d'une enveloppe de 9 904 586 € à mobiliser et individualiser de 2023 à 2025. Au cours des deux premières années de mise en place du nouveau programme FSE+, ont été individualisées 47 opérations pour un montant total programmé de près de 4 600 000 € (dont 26 opérations et plus de 2 900 000 € en 2024).

En 2025, seront à nouveau étudiées des demandes de subventions européennes relevant de deux thématiques :

- L'insertion socioprofessionnelle des personnes éloignées de l'emploi (« inclusion active »), dans le cadre de l'objectif spécifique H (OSH)
- L'inclusion sociale des personnes vulnérables et en situation de pauvreté dans le cadre de l'objectif spécifique L (OS L)

La collectivité en sa qualité d'Organisme Intermédiaire (OI) pour la gestion de la subvention globale du FSE fera l'avance de 50% des fonds pour les porteurs de projets qui auront été retenus au titre des appels à projets 2025.

Il est à noter que pour 2025 deux appels à projets OSL devraient être publiés, l'un portant sur l'accès et le maintien dans un logement (reconduction), le second sur l'accompagnement de jeunes de 16 à 21 ans relevant de l'aide sociale à l'enfance, en particulier les MNA.

Par ailleurs, il convient d'inscrire des recettes sur l'autorisation d'engagement 2022 FSE+ afin de tenir compte des opérations FSE+ menées en 2024 et des avances accordées par l'Etat sur le versement de l'enveloppe 2022-2025, qui correspondent au remboursement par l'Union Européenne des subventions FSE+ accordées par le Département sur ses fonds propres.

Par conséquent, il est décidé :

- d'inscrire, en dépenses de fonctionnement, des crédits d'un montant de 4 229 000 € ventilés comme suit :
  - 29 000 € en crédit hors AE
  - 4 200 000 € en crédit de paiement sur l'AE 2022 FSE+
- de réajuster l'AE 2015 INCLUSION avec une diminution de 651 069,45 € en dépenses et 10 157 335,17 € en recettes,
- d'inscrire, en recettes de fonctionnement, des crédits de paiement d'un montant de 3 000 000 € sur l'AE 2022 FSE+, avec une augmentation de l'AE en recettes de ce même montant.

#### 60) Conforter les actions menées par les partenaires du Conseil départemental

Aux fins de conforter les actions menées par les partenaires majeurs du Conseil départemental, notamment en matière de politique sportive, il est décidé d'inscrire 176 000 € en dépenses de fonctionnement.

##### FOCUS sur le Schéma unique des solidarités sociales

Les crédits de paiement inscrits, en dépenses de fonctionnement, en 2025 dans le cadre de l'autorisation d'engagement 2023 SCHEMADSD pour l'engagement « Soutenir une vie associative locale » sont estimés à 199 310 € et déclinés comme suit :

- \* 112 310 € pour des actions dans le domaine de la prévention spécialisée
- \* 38 000 € pour des actions dans la cadre de la contractualisation avec les centres sociaux
- \* 49 000 € pour le Fonds de développement social territorial.

Au total pour l'engagement politique « Soutenir une vie associative locale », il est décidé d'inscrire :

En fonctionnement : 9 124 215 € en dépenses et 3 000 000 € en recettes

En investissement : 20 000 € en dépenses

#### B) Garantir et simplifier les services de proximité

##### 61) Poursuivre et développer le projet de création des Maisons du Conseil départemental

Dans le cadre du déploiement des maisons départementales itinérantes initié en 2023, il est décidé pour 2025 de poursuivre la phase d'expérimentation du dispositif en louant des véhicules aménagés.

Il est donc décidé d'inscrire des crédits à hauteur de 145 000 € en dépenses de fonctionnement.

De plus, 398 455 € sont votés, en investissement, pour l'achat de véhicules aménagés en Maisons du Conseil départemental itinérantes.

## 62) Reconstruire et rénover des Centres médico-sociaux gardois

Le Département poursuivra en 2025 son programme pluriannuel de rénovation et d'amélioration des centres d'accueil médico-sociaux sur tout le territoire.

Afin de poursuivre la mise en œuvre du **Schéma départemental des solidarités sociales** adopté fin 2022 et d'engager les nouveaux programmes d'études et de travaux liés à la construction et la rénovation des centres médicaux sociaux, il est décidé d'augmenter le montant de l'autorisation de programme 2018 BATSOCIAUX à 19 000 000 € et d'inscrire des crédits d'investissement pour un montant de 2 558 086 € pour financer entre autres :

- l'achèvement de la construction du CMS de Villeneuve-les-Avignon,
- la construction du CMS de Saint-Hippolyte-du-Fort,
- les travaux du CMS de Nîmes centre.

## 63) Encourager la politique publique d'aide à l'accès au droit

Le Conseil départemental contribue au financement du fonctionnement du groupement d'intérêt public Conseil départemental d'accès au droit (CDAD30). Ce groupement d'intérêt public est constitué entre l'Etat, le Conseil départemental, l'association des Maires et Présidents d'EPCI du Gard, l'ordre des avocats du barreau de Nîmes, la caisse des règlements pécuniaires du barreau de Nîmes, la Chambre régionale des commissaires de justice près la cour d'appel de Nîmes, la Chambre départementale des notaires du Gard et l'association UDAF.

En 2025, le CDAD30 mènera des actions dans les points-justice du département. Il aura aussi pour objectifs l'accès au droit des publics en situation de vulnérabilité au sein de points-justice spécialisés, la création de nouveaux « points-justice », en particulier au sein des établissements pour personnes âgées du département (maisons de retraite, EHPAD) et de la MDPH, le renforcement des actions et accompagnement des associations dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville du département.

Le CDAD mènera des actions de communication, des interventions au sein des collèges du département, l'organisation de colloques et formations (projet dans les quartiers politique de la ville du département et sur la médiation familiale, formation des acteurs associatifs...).

Les crédits nécessaires sont estimés à 60 000 €.

Au total pour l'engagement politique « Garantir et simplifier les services de proximité », il est décidé d'inscrire :

En fonctionnement : 205 000 € en dépenses

En investissement : 2 956 541 € en dépenses

### C) Mieux circuler et se déplacer

Afin de faciliter et d'améliorer les déplacements, durables et plus sûrs pour les gardois(es), le Conseil départemental s'appuiera sur le **Schéma départemental des mobilités (SDM)** adopté en 2023, qui fixe les orientations stratégiques à moyen terme en répondant à 3 objectifs principaux qui s'inscrivent dans le projet de mandat, à savoir :

- Relier les personnes et les territoires,
- Améliorer l'accès de tous à la mobilité,
- Préserver la santé et la qualité de vie des gardoises et gardois.

Il s'agit d'un enjeu majeur pour la collectivité qui dispose de plus de 4 600 km de routes et 190 km de voies vertes en service sur son territoire, 3 128 ponts (représentant 444 896 m<sup>2</sup>) et 7 500 murs de soutènement (représentant 1 200 000 m<sup>2</sup> pour un linéaire de 450 Km), des dépendances vertes et bleues qu'il convient de maintenir entretenus.

#### 64) Préparer le réseau gardois aux enjeux de demain

##### a) Les dépenses de fonctionnement

En 2025, il est décidé d'inscrire pour 47 400 € de crédits en dépenses de fonctionnement pour les acquisitions et cessions foncières, l'adhésion aux réseaux de mobilité et des règlements de frais d'huissiers.

##### b) Les dépenses d'investissement

En 2025, la modernisation des grandes infrastructures de mobilité, nécessaires à la desserte du territoire, notamment du point de vue économique et touristique se poursuit avec 1 787 900 € investis.

Afin de répondre aux enjeux et à l'évolution des modes de déplacements sur le territoire gardois il est décidé d'engager des études de projets de déviation d'itinéraires structurants du réseau et de poursuivre les travaux engagés en 2024.

Les principales opérations concernées en 2025 sont :

- La poursuite des études de la déviation de Redessan-Jonquières-Saint-Vincent,
- La poursuite des études sur la RD6110 Pont des Aygalades à Fontanès,
- La poursuite des études du contournement Ouest d'Uzès.

#### 65) Exploiter, entretenir et gérer le patrimoine routier

Conformément au Schéma des mobilités et avec l'objectif de poursuivre les investissements pour maintenir à niveau notre patrimoine routier, il sera mis en place, sur l'ensemble du territoire, un programme d'entretien (chaussées et ouvrages d'art), avec un accent important mis sur l'entretien préventif et curatif de nos ouvrages d'art.

Les efforts de la collectivité pour la modernisation de la régie routière, en charge de l'entretien des routes et voies vertes départementales seront également maintenus ainsi que la poursuite de l'équipement et du renouvellement du matériel de la régie.

Le budget de fonctionnement sera également maintenu sur deux volets : l'entretien courant des chaussées et l'entretien des voies vertes, du fait de l'augmentation de leur linéaire.

a) Les dépenses d'investissement

Afin de poursuivre l'entretien du réseau routier, 21 650 500 € sont inscrits en investissement pour l'exercice 2025 pour réduire la dette grise sur le patrimoine routier, assurer la mise en œuvre de la politique de maillage des pôles d'entretien routier, et assurer le renouvellement du matériel pour les travaux en régie.

Dans le cadre des projets de construction et de restructuration des pôles d'entretien routier, il est décidé d'augmenter l'AP 2018 BREGIROUTE de 1 450 000 € et de la porter à 23 500 000 €.

Les principaux investissements en 2025 portent sur :

- des travaux pour la rénovation du patrimoine routier pour 14 350 500 € avec notamment :
  - l'entretien curatif : « réhabilitation des structures de chaussée » pour 1 662 000 €
  - l'entretien préventif : « l'étanchéification et renouvellement de couches de roulement » pour 2 690 000 €
  - l'entretien préventif des ouvrages d'art, murs et falaises pour 5 675 000 €
  - l'entretien curatif : « réhabilitation lourde des ouvrages d'art » pour 4 223 000 €, dont :
    - la reconstruction du Pont des châtaigniers à Chamborigaud,
    - la réparation du pont de Sylvéréal sur la RD 58,
    - les études préalables aux travaux de réparation des ponts de Roquemaure, Vallabrègues et Aramon et du Viaduc de Bèz Esparon.
  - La surveillance du réseau pour 100 000 €.
- des études et travaux de construction et de restructuration de bâtiments pour la régie routière pour 5 200 000 € dont notamment :
  - l'achèvement du nouveau PER de Pont d'Hérault à St André de Majencoules
  - les études et travaux pour la construction d'un nouveau PER à Bagard sur un site mutualisé avec le SDIS du Gard
  - la réhabilitation du PER de Camprieu.
- l'achat de matériel pour la rénovation et l'exploitation du patrimoine routier pour 2 100 000 € : l'année 2025 verra la poursuite du renouvellement des véhicules et du matériel pour nos interventions en régie.

b) Les dépenses de fonctionnement

Le budget de fonctionnement sera conforté à hauteur de 4 682 600 €.



c) Les recettes de fonctionnement

Il est décidé d'inscrire 550 000 € de recettes de fonctionnement pour les redevances, occupation du domaine public, vente de matériel...

d) Les recettes d'investissement

Il est décidé d'inscrire 2 150 000 € en recettes d'investissement au titre des financements publics sur les travaux réalisés sur notre patrimoine routier (DSID Pont de Chamborigaud et participation CD13 Pont de Sylvéréal).

66) Moderniser et sécuriser les déplacements quotidiens

Les déplacements du quotidien restent au cœur des priorités avec des niveaux d'investissement maintenus pour la sécurisation des routes départementales et l'aménagement des traversées d'agglomération des communes du département.

Le budget 2025 prévoit la réalisation de plusieurs opérations ponctuelles de sécurité.

Le Conseil départemental s'engage dans la lutte contre l'autosolisme. Ainsi, depuis la fin 2023, 3 aires de covoiturage ont été mises en service à Orthoux, Conqueyrac et Corconne. Cet effort se poursuivra en 2025, soit par la réalisation sous maîtrise d'ouvrage de nouvelles aires, soit en accompagnant financièrement les collectivités souhaitant développer ce type d'offre sur leur territoire.

Le Conseil départemental souhaite également soutenir l'intermodalité au travers de la création de pôles d'échanges multimodaux (PEM).

L'autorisation de programme de recettes 2023 SECURDEP sera revalorisée et portée à 2 318 795 € (+ 770 000 € correspondant au produit des amendes de police).

a) Les dépenses d'investissement

Il est ainsi décidé en 2025 de poursuivre le financement des aménagements en traversées d'agglomérations, d'assurer la sécurité des gardoises et des gardois dans leurs déplacements quotidiens sur les infrastructures gardoises, de favoriser le développement de l'écomobilité en investissant sur l'aménagement de nouvelles aires de covoiturage.

Les principaux investissements de 2025 portent sur :

- l'aménagement des aires de covoiturages et PEM (Le Vigan et Langlade) pour 200 000 €,
- l'aménagement des traversées d'agglomération : 3 000 000, €
- la modernisation des déplacements et opérations de sécurité pour 2 820 000 € dont :
  - o RD 904 carrefour Saint-Julien-les-Rosiers,
  - o RD 6572/RD 38 carrefour Saint-Gilles,
  - o RD 1 mise en sécurité du PN 18 à Mus (études).

Le montant total des dépenses d'investissement est de 6 020 000 €.

b) Les recettes d'investissement

Il est décidé d'inscrire des recettes prévisionnelles d'investissement à hauteur de 1 080 000 € pour les produits issus des amendes de police ainsi que les aides (Dotation de solidarité aux investissements départementaux, Région...) pour les travaux d'aménagement routiers.

67) Créer un réseau d'itinéraires cyclables structurant pour notre territoire

Conformément aux fortes attentes du territoire en matière de déplacements doux, le maillage des voies vertes continuera sa progression. Le budget est maintenu pour 2025 avec la volonté de mettre en service durant cet exercice 12 kilomètres supplémentaires et de poursuivre des études et travaux préparatoires.

Le Conseil départemental maintiendra son investissement sur les mobilités du quotidien (liaisons domicile / travail ou domicile / collège) soit en portant la maîtrise d'ouvrage de certains projets soit en accompagnant les collectivités dans leurs projets à travers le dispositif d'accompagnement du Schéma des mobilités.

a) Les dépenses d'investissement

En 2025, l'effort consacré à l'étude et au développement de nouveaux itinéraires pour les déplacements doux sera renforcé. Élément clé du développement de l'offre touristique et des mobilités douces sur nos territoires, l'ouverture de nouvelles voies permettra d'agrandir le réseau gardois.

L'objectif sur cet exercice est de mettre en service des nouveaux linéaires d'aménagements cyclables et d'investir en parallèle pour développer les mobilités du quotidien à savoir les liaisons domicile / travail et domicile / collège.

En 2025, les principaux investissements portent sur :

- les études pour la traversée de Remoulins,
- les études pour la V70 Cardet Vézénobres,
- les études de la voie verte Sumène - Le Vigan - Molières-Cavaillac,
- la poursuite de l'aménagement de la voie verte entre Fontanès et Quissac,
- l'aménagement de la RD6113 Nîmes Bouillargues,
- l'aménagement de la voie verte entre Saint-Gilles et Gallician,
- l'aménagement de la voie verte Bellegarde Saint-Gilles.

Le total des crédits d'investissement inscrits à cet effet est de 8 104 116 €.

b) Les recettes d'investissement

Il est par ailleurs décidé d'inscrire une recette d'investissement prévisionnelle d'un montant de 985 450 € pour les aides attendues sur le financement des projets départementaux (Fonds de Mobilité Active (FMA) sur voies vertes, Nîmes Métropole concernant Nîmes Bouillargues...).

Au total pour l'engagement politique « Mieux circuler et se déplacer », il est décidé d'inscrire :		
En fonctionnement :	4 730 000 € en dépenses et	550 000 € en recettes
En investissement :	37 562 516 € en dépenses et	4 215 450 € en recettes

## D) Connecter chacun au très haut débit

### 68) Assurer le suivi du Très Haut Débit

Le Conseil départemental a fait le choix d'une délégation de service public (DSP) pour assurer le déploiement d'un réseau de fibre optique très haut débit appelé « WiGard ». Ce programme a été confié à la société « XP Fibre » et sa filiale « Gard Fibre ».

L'objectif de raccordement initial de 257 000 logements et locaux d'activité du Conseil départemental est maintenant dépassé puisque plus de 268 000 logements sont désormais éligibles.

Les travaux débutés en 2019 ont permis de rendre éligibles à la fibre optique toutes les communes gardoises. Le réseau WiGard compte plus de 126 000 clients.

#### a) Les dépenses

La mise œuvre et le déploiement du THD sur le territoire se termine. Le montant du budget en dépenses d'investissement pour 2025 est de 270 000 €. Le Département finance le délégataire pour réaliser les raccordements longs des usagers qui en font la demande.

Le budget pour 2025 est de 11 000 € pour assurer le fonctionnement des infrastructures haut débit.

#### b) Les recettes

En contrepartie de l'exploitation et de la commercialisation du réseau « WiGard », le délégataire verse annuellement des redevances pour le suivi de la DSP et l'exploitation des équipements implantés sur le territoire. Cette contribution de fonctionnement est inscrite à hauteur de 698 000 € pour 2025.

Concernant les recettes d'investissement, l'année 2025 verra la poursuite du versement de l'aide de la Région Occitanie et le versement du solde de la subvention PFTHD. Les crédits sont inscrits à hauteur de 783 000 €.

### 69) Faciliter les accès aux télécommunications mobiles

Le dispositif dénommé « New Deal Mobile » initié par l'Etat en 2023 se poursuit avec l'équipe projet locale. Pour rappel, 8 sites gardois seront raccordés en 2025.

Le Conseil départemental assure l'entretien des pylônes dont il est propriétaire pour un montant prévisionnel de 30 000 € en fonctionnement.

De plus une recette de fonctionnement prévisionnelle de 7 000 € est inscrite.

Au total pour l'engagement politique « Connecter chacun au très haut débit », il est décidé d'inscrire :

En fonctionnement : 41 000 € en dépenses et 705 000 € en recettes

En investissement : 270 000 € en dépenses et 783 000 € en recettes

## E) Faire vivre la démocratie locale dans la concertation et la transparence

De manière générale, les signes de fragilité de la démocratie se multiplient notamment au niveau local. Pour inverser la tendance et dynamiser la démocratie locale, il est essentiel de développer la concertation citoyenne et d'accroître la transparence sur la vie locale et l'institution départementale. Plus largement, il importe d'introduire une « culture de la transparence », pour tendre vers plus d'implication citoyenne.

### 70) Informer utilement tous les citoyens de notre territoire

Le Conseil départemental déploie deux types d'actions afin d'informer utilement tous les citoyens du territoire gardois.

En premier lieu, il élabore et met en œuvre les stratégies et moyens de communication. Les objectifs poursuivis sont les suivants :

- Informer, faire connaître et expliquer les orientations de l'Assemblée départementale, les actions et les services du Conseil départemental auprès de tous les publics concernés dans le Gard,
- Valoriser l'image et les atouts de l'institution et du territoire gardois en partenariat avec les différents acteurs du développement et du territoire,
- Écouter et dialoguer avec les usagers et plus largement les citoyens gardois et leur garantir un accueil de qualité dans les différents équipements du Conseil départemental,
- Renforcer le sentiment d'appartenance et le lien social entre gardois, anticiper et accompagner les changements de comportement et d'organisation.

En second lieu, il définit les plans de communication et assure la conception des actions de communication et des différents supports : magazine départemental, site internet et réseaux sociaux, relations avec la presse, campagnes de communication, éditions, évènements, publicité et signalétique.

Pour la réalisation de ces objectifs, sont inscrits les crédits suivants :

- animation du site internet : 60 000 € en dépenses de fonctionnement et 105 000 € en dépenses d'investissement,
- petit équipement de communication : 10 000 € en dépenses d'investissement,
- évènements, réceptions : 2 500 € en dépenses de fonctionnement,
- campagnes de communication : 1 245 000 € en dépenses de fonctionnement,
- journal : 175 000 € en dépenses de fonctionnement,
- supports de communication : 317 500 € en dépenses de fonctionnement et 35 000 € en dépenses d'investissement.

Au total pour l'engagement politique « Faire vivre la démocratie locale dans la concertation et la transparence », il est décidé d'inscrire :

En fonctionnement : 1 800 000 € en dépenses

En investissement : 150 000 € en dépenses

## MOYENS ET RESSOURCES - RENDRE POSSIBLE L'ATTEINTE DES OBJECTIFS EN ADAPTANT LES RESSOURCES AUX BESOINS

Les moyens et ressources se déclinent en 7 engagements de l'administration :

- ❖ Gérer l'institution de manière pérenne
- ❖ Innover et protéger le système d'information et les usages numériques
- ❖ Accompagner et sécuriser la Collectivité dans ses démarches juridiques
- ❖ Préserver durablement les finances du Conseil départemental
- ❖ Développer et piloter une politique RH de qualité
- ❖ Entretenir et valoriser notre patrimoine bâti
- ❖ Préserver la santé des agents

### A) Gérer l'institution de manière pérenne

Le bon fonctionnement interne de l'institution départementale, en termes d'opérationnalité des directions de la collectivité implique que la Direction puisse être pleinement mobilisée sur son périmètre fonctionnel.

#### 71) Assurer le fonctionnement de l'Assemblée départementale et de la Questure

L'accompagnement des élus dans l'exercice de leur mandat nécessite d'inscrire les crédits correspondants.

A ce titre, l'enregistrement et la transcription des débats du Conseil départemental par un prestataire implique donc d'inscrire 7 500 € au budget du Département en dépenses de fonctionnement.

Au titre du versement des indemnités de fonction des élus, 2 387 000 € doivent faire l'objet d'une inscription budgétaire en dépenses de fonctionnement pour l'exercice 2025, prenant en compte les revalorisations des grilles indiciaires.

Dans le cadre du bon exercice de leur mandat et du bon fonctionnement de l'institution départementale, il convient de considérer l'organisation, la gestion de la formation des élus, les frais de déplacement liés au mandat et de leur formation ainsi que la gestion des frais de mission et de déplacement des collaborateurs de cabinet et d'élus. L'ensemble de ces prestations conduit à l'inscription de crédits de 105 100 € en dépenses de fonctionnement.

Par ailleurs, afin d'asseoir sa représentativité auprès des pouvoirs locaux, le Conseil départemental cotise à différentes associations d'élus à hauteur de 46 267,35 € en dépenses de fonctionnement au titre de l'année 2025 (Association des maires ruraux (AMR), Observatoire régional de Parité d'Occitanie/Pyrénées-Méditerranée, Association nationale des élus de la Vigne et du Vin (ANEV), Association nationale des élus des littoraux (ANEL)...).

En application des dispositions de l'article L.3123-25 du Code général des collectivités territoriales, pour assurer le fonctionnement de l'association de retraite des conseillers généraux (ARCG) du Gard destinée à honorer les pensions de retraite liquidées et les droits acquis avant le 30 mars 1992, 300 000 € sont inscrits au Budget primitif 2025 en dépenses de fonctionnement.

Au global, les dépenses de fonctionnement sont estimées à 2 845 867,35 € pour assurer le fonctionnement de l'Assemblée départementale et de la questure.

## 72) Promouvoir les animations d'intérêt local (AIL)

Le Conseil départemental subventionne les animations d'intérêt local portées par les associations ou structures publiques du territoire gardois à hauteur de 184 000 € pour l'exercice budgétaire 2025 en dépenses de fonctionnement.

## 73) Permettre le fonctionnement interne des services départementaux

### a) Le service courrier

L'activité de réception, de gestion et de distribution du courrier (une gestion modernisée avec le logiciel ELISE) est un volet important des fonctions supports déclinés au sein de l'institution départementale, à travers le suivi administratif du courrier (réception, tri et ouverture du courrier entrant, enregistrement et suivi dans le logiciel « ELISE », numérisation des factures en lien avec la dématérialisation de la chaîne comptable, etc...) et sa distribution.

Les dépenses de fonctionnement sont inscrites à hauteur de 496 000 €.

### b) Les besoins dans le secteur social et médico-social

Il s'agit des achats de fournitures et services nécessaires à l'ensemble des équipes du secteur social médico-social (produits pharmaceutiques et matériel de consultation pré et post-natales et matériel roulant...).

Les crédits nécessaires sont estimés à 25 315 € pour les consultations prénatales, 13 000 € pour le matériel roulant et 21 650 € pour les produits pharmaceutiques.

Il convient d'inscrire 35 000 € en dépenses d'investissement (équipements pour les CMS dont sièges auto et matériel médical).

Par ailleurs, le Conseil départemental, en sa qualité de responsable des enfants mineurs qui lui sont confiés, prend en charge leurs déplacements. Les crédits nécessaires sont estimés à 60 000 €.

De plus, il est décidé d'inscrire au budget 2025 les crédits suivants

- Fonctionnement de la structure :	372 000 €
- Interprétariat :	10 000 €
- Prise en charge des frais liés aux actions et informations collectives :	11 200 €
- Supervision des équipes du secteur social :	220 000 €
- Gestion des conditions d'accueil des usagers :	8 000 €

En particulier, en ce qui concerne les actions collectives avec les usagers, les crédits en dépenses permettent de proposer des collations et des supports de rencontres (petits déjeuners partenariaux, goûters avec les mères et les enfants, sorties culturelles...).

Enfin, les crédits de paiement inscrits en 2025 dans le cadre de l'autorisation d'engagement 2023 SCHEMADSD sont de 1 000 € pour l'interprétariat.

c) La documentation des agents et des élus départementaux (La Doc')

« La Doc' » a pour mission de documenter et d'informer les services et les élus départementaux par la mise à disposition d'ouvrages et de périodiques. Ces derniers sont soit acquis pour les services et les élus, soit acquis pour l'espace documentation qui se situe à l'Hôtel du département pour consultation, prêt, recherche à la demande ou la conception de produits documentaires.

Les crédits de fonctionnement nécessaires pour la gestion des commandes de documentation de l'année 2025 ont été estimés à 141 000 € en dépenses de fonctionnement.

d) L'organisation générale des services départementaux

Afin d'assurer le management général et le pilotage des services du Conseil départemental, il est décidé d'inscrire 111 500 € en fonctionnement au Budget primitif 2025.

Ce budget permettra d'organiser les réunions de travail et les séminaires réunissant les agents du Conseil départemental, de renouveler la journée de cohésion des agents et de poursuivre la mise en place du contrôle interne avec l'appui éventuel d'un prestataire spécialisé.

74) Favoriser la mise en œuvre des programmes européens

a) L'appui technique pour des projets de coopération territoriale

La mise en œuvre et la mobilisation du Fonds social européen + (FSE+) en 2025 nécessitera pour le Conseil départemental de disposer de l'appui technique d'un prestataire et de formations aux agents et élus concernés.

Il est donc décidé d'inscrire 5 000 € en dépenses de fonctionnement.

b) La cotisation à des réseaux de coopération territoriale

Les années 2023 et 2024 ont été marquées par la finalisation de la mise en place des nouveaux programmes européens régionaux (FEDER, FEADER, FEADER-LEADER dont les autorités de gestion pour le Gard sont la Région Occitanie ainsi que la Région Auvergne-Rhône-Alpes, déploiement du FSE+). Le Gard est éligible au programme régional d'Occitanie et pour partie à celui d'Auvergne-Rhône-Alpes (programme Massif Central et Plan Rhône-Saône). L'accès à l'information et la mobilisation des réseaux demeurent prépondérants, les participations et cotisations annuelles aux structures œuvrant dans le champ des dispositifs financiers européens permettent de mobiliser et d'optimiser les fonds européens au service du développement des habitants et des territoires gardois.

Aussi, il est décidé d'inscrire 7 000 € en dépenses de fonctionnement.

c) La Maison de l'Europe

La Maison de l'Europe de Gard Lozère assure une promotion de l'Europe et des fonds européens, met en œuvre des formations et une ingénierie pour les projets européens, organise des événements autour de l'Europe, notamment en direction des jeunes.

Pour soutenir cette association, il est décidé d'inscrire 4 500 € en dépenses de fonctionnement.

d) Les subventions et participations aux structures animatrices des GAL Leader

Afin d'assurer la solidarité territoriale, le Conseil départemental accompagne chaque année financièrement 3 PETR et 2 associations qui interviennent pour développer une action de promotion de l'Europe sur les territoires ruraux et périurbains, notamment à travers le pilotage de groupes d'action locale (GAL), gestionnaires du programme FEADER-LEADER. Depuis 2023 l'ensemble du territoire départemental est éligible aux fonds FEADER-LEADER.

Il est donc décidé d'inscrire 55 000 € en dépenses de fonctionnement.

75) Valoriser les actions départementales

Les équipes du Cabinet de la Présidence, dont le Protocole, ont pour mission l'organisation des réunions et des manifestations qui ont pour but de valoriser et de promouvoir l'ensemble des actions départementales dans tous les domaines de compétences dévolues au Département et dans le respect et la continuité des choix politiques qui sont votés par le Conseil départemental. A ce titre, des supports de communication et des objets promotionnels peuvent être distribués aux partenaires et diverses structures présentes sur le territoire gardois.

Pour la réalisation de ces actions, il est décidé d'inscrire des crédits en dépenses de fonctionnement d'un montant total de 235 080 € ventilés comme suit :

- Frais divers d'organisation :	19 800 €
- Objets promotionnels :	152 880 €
- Réceptions protocolaires :	62 400 €

Au total pour l'engagement de l'administration « Gérer l'institution de manière pérenne », il est décidé d'inscrire :

En fonctionnement : 4 827 112,35 € en dépenses

En investissement : 35 000,00 € en dépenses

B) Innover et protéger le système d'information et les usages numériques

Au-delà du parc informatique des collèges, le Conseil départemental s'engage également à innover et à protéger le système d'information et les usages numériques en faveur des agents de la collectivité et de ses administrés.

Ce budget permettra, en sus du maintien en condition opérationnelle des équipements et applications métier, la mise en œuvre de nouveaux projets structurants (refonte du poste de travail et généralisation



du Wifi) et de nouveaux services rendus aux gardois (plan d'aide à domicile et plateforme de gestion des places d'accueil d'enfants).

Dans ce cadre, il est décidé de voter un budget global de 7 073 160 € dédié au parc informatique de l'administration.

#### **DEPENSES D'INVESTISSEMENT**

En 2025, il est décidé d'inscrire 2 223 350 € de crédits en investissement. Ce budget permettra en sus du maintien en condition opérationnelle des équipements et applications métier, la mise en œuvre de nouveaux projets structurants :

- Refonte du poste de travail : déploiement de l'environnement Windows 11 et de la nouvelle suite bureautique et collaborative Office 365 sur l'ensemble du parc des postes informatiques, offrant des nouvelles fonctionnalités en continu tout en sécurisant notre système d'information (Windows 10 et Office 2019 sont en fin de vie, le passage sous Windows 11 et Office 365 devient obligatoire). Pour ce faire, la mise en conformité de l'ensemble du parc passera par la reconfiguration ou le renouvellement des postes de travail.
- Généralisation du Wifi dans toutes les salles de réunion du Département afin de répondre aux besoins du travail en mobilité.
- Mise en place d'une plateforme en ligne permettant le suivi technique et financier des plans d'aide à domicile aux bénéficiaires des gardois en perte d'autonomie. Celle-ci permettra d'optimiser les délais de mise en œuvre des plans d'aide.
- Mise en œuvre d'une plateforme de gestion globale des places d'accueil d'enfants au sein des structures et des familles accueillantes. Celle-ci permettra de superviser le parc de places et répondre aux impératifs de délais dans le cadre des procédures de protection des enfants.

#### **DEPENSES DE FONCTIONNEMENT**

En fonctionnement, 4 849 810 €, soit une diminution de 65,82 % par rapport aux crédits 2024, sont nécessaires afin notamment de :

- Renforcer la sécurisation du système d'information et du travail hybride grâce à la suite Microsoft Office 365 E3 pour les 3 250 utilisateurs équipés de poste individuels et les 1 200 assistants maternels et agents des collèges mais également grâce aux actions préventives mises en œuvre,
- Prendre en compte la montée en débit de tous les sites départementaux,
- Permettre la bascule en mode hébergé (SaaS) de plus en plus d'applications,
- Faire face à l'augmentation des prix de la maintenance matérielle et logicielle,
- Couvrir les besoins en assistance technique pour adapter le système d'information aux enjeux de demain.

#### **76) Déployer et maintenir en condition opérationnelle les postes de travail et les équipements d'infrastructures informatiques**

##### **a) Les cotisations**

Il est décidé, en dépenses de fonctionnement, l'inscription d'un montant de 51 150 € pour le paiement des cotisations aux clubs utilisateurs d'applications Métier et associations diverses, aux centrales d'achat (RESAH et CANUT), mais aussi de l'abonnement à la solution d'archivage électronique VITAM et au RIP NCC pour la gestion des adresses IP.

## b) Les services télécoms

Il est décidé, en dépenses de fonctionnement, l'inscription d'un montant de 887 300 € pour le paiement aux opérateurs des services télécoms de l'administration :

- Téléphonie fixe et liaisons inter sites (data et internet) :	600 060 €
- Téléphonie mobile :	260 140 €
- Liaisons très haut débit Gecko :	25 300 €
- Envoi de SMS en nombre	1 800 €

Ce budget est dimensionné afin de satisfaire les besoins croissants liés aux nouveaux usages numériques en augmentant les débits des sites départementaux, et de répondre aux besoins de mobilité en proposant des services télécoms adaptés dans l'attente de la mise en production de notre réseau GFU.

## c) Les équipements d'infrastructures informatiques

En 2025, plusieurs chantiers sont prévus aux fins de :

- Développer et moderniser le réseau informatique interne de tous les bâtiments départementaux par le remplacement des actifs (commutateurs et bornes Wifi) et par l'utilisation d'une console cloud d'administration centralisée,
- Sécuriser les données, l'accès internet et les moyens d'accès au réseau du Département,
- Favoriser le travail en mobilité grâce à l'utilisation de la plateforme Citrix, permettant d'accéder à distance aux applications en toute sécurité, et au passage de la téléphonie sur IP (la voix passe désormais par internet et permet les mêmes usages en mobilité qu'au bureau),
- Permettre et faciliter l'accès aux données du Conseil départemental en mettant en œuvre un outil de gestion et d'interfaçage de données dans le cadre de la démarche DATA,
- Finaliser le déploiement du réseau de communication indépendant (GFU Wigard) sur les 77 sites départementaux éligibles et le mettre en production d'ici la fin 2025.

### §1. L'acquisition d'équipements d'infrastructure (Investissement)

Il est décidé, en dépenses d'investissement, l'inscription d'un montant de 667 600 € dont les crédits sont ventilés comme suit :

- Logiciels d'infrastructure :	225 600 €
- Câblage des bâtiments :	90 000 €
- Réseau (extension, sécurisation, switchs et bornes Wifi) :	204 000 €
- Logiciels de gestion d'interfaçage de la donnée :	50 000 €
- Matériels et logiciels de téléphonie :	98 000 €

### §2. La maintenance d'équipements d'infrastructures informatiques

Il est décidé, en dépenses de fonctionnement, l'inscription d'un montant de 1 155 660 € dont les crédits sont ventilés comme suit :

- Abonnement Microsoft Office 365 niveau E3 et Azure AD (partie systèmes) :	658 000 €
- Maintenance des matériels, logiciels systèmes, réseaux, bases de données :	270 300 €
- Sécurisation de la sauvegarde dans le Cloud et Azure AD* :	100 000 €
- Assistance technique et transfert de compétences :	80 000 €
- Maintenance des matériels et logiciels de télécoms :	29 000 €
- Loyer GFU Wigard :	18 360 €

#### d) Les postes de travail numériques, terminaux de téléphonie et moyens d'impression

En 2025, les projets et les objectifs fixés au niveau des postes de travail numériques, des terminaux de téléphonie mobile et des moyens d'impression sont les suivants :

- Soutenir le travail hybride (présentiel/distanciel) en déployant des systèmes de visioconférence simples et accessibles dans les salles de réunion des grands sites hors Nîmes,
- Poursuivre la campagne de renouvellement des smartphones et étendre la dotation et le service associé (abonnement data) afin de fournir un package pour l'utilisateur nomade,
- Assurer l'exploitation et la maintenance des matériels et logiciels bureautiques,
- Remplacer 100 photocopieurs dans le cadre du renouvellement du parc à 6 ans,
- Poursuivre le déploiement des doubles écrans,
- Déployer le nouveau système d'exploitation Windows 11.

##### §1. L'acquisition des postes de travail numériques

Il est décidé, en dépenses d'investissement, l'inscription d'un montant de 912 000 € dont les crédits sont ventilés comme suit :

- Maintien en condition opérationnelle du parc informatique :	452 000 €
- Moyens d'impression (copieurs et traceurs) :	164 000 €
- Systèmes de visio-conférence :	158 000 €
- Terminaux de téléphonie mobile :	96 000 €
- Déploiement des doubles écrans :	30 000 €
- Logiciels systèmes des postes de travail :	12 000 €

##### §2. Maintenance des postes de travail numériques

Il est décidé, en dépenses de fonctionnement, l'inscription d'un montant de 215 000 € dont les crédits sont ventilés comme suit :

- Coût copies, imprimantes et traceurs :	110 000 €
- Assistance technique :	64 000 €
- Pièces détachées et consommables :	25 000 €
- Logiciels bureautiques :	16 000 €

#### 77) Optimiser et moderniser les solutions logicielles

##### a) L'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) et la maîtrise d'œuvre (Moe)

Pour l'année 2025, les dépenses de fonctionnement d'AMO et de MOE sont estimées à 204 730 €. Ce budget permettra notamment d'accompagner les équipes RH dans la gestion courante de la paye et la correction des anomalies, d'établir les prérequis techniques du projet de numérisation des dossiers des agents, mais aussi de mettre en œuvre la gestion des arrêtés dans le logiciel KDélégation et plus largement d'aider les équipes dans la transformation numérique et la sécurisation des données.

##### b) Les applications métiers

En 2025, il est décidé notamment de :

- Mettre en place une plateforme en ligne permettant le suivi technique et financier des plans d'aide à domicile aux bénéficiaires des gardois en perte d'autonomie,

- Mettre en œuvre une plateforme de gestion globale des places d'accueil d'enfants au sein des structures et des familles accueillantes,
- Faire évoluer le logiciel d'aide sociale Genesis afin de se conformer aux évolutions réglementaires, notamment sur le Système d'Information de la MDPH,
- Développer des GED (Gestion Electronique des Documents) pour les applications Métier,
- Mettre en production des modules complémentaires du logiciel HORUS pour la gestion de la mère et de l'enfant dans le cadre de la protection maternelle et infantile.

Par ailleurs, il permettra de continuer à prendre en compte l'évolution structurelle du marché et des éditeurs vers le mode SaaS (Cloud), ce qui engendre chaque année un transfert de dépenses de la section d'investissement vers la section de fonctionnement. En 2025, 32 applications seront hébergées chez les éditeurs.

Au total, il est décidé d'inscrire 1 721 050 € de crédits ventilés comme suit :

- 600 750 € en investissement pour le déploiement d'applications et matériels associés,
- 204 730 € en fonctionnement pour l'assistance aux utilisateurs des logiciels métier
- 519 750 € en fonctionnement pour la maintenance des applications et matériels associés,
- 387 820 € en fonctionnement pour l'hébergement des applications en mode SaaS,
- 8 000 € en fonctionnement pour l'hébergement du site internet (services en nuage/Cloud permettant la récupération de la FCTVA).

## 78) Sécuriser le système d'information

1 387 000 € de crédits de fonctionnement et 20 000 € de crédits d'investissement sont nécessaires à la mise en œuvre et à la poursuite d'actions de prévention et de remédiation et de sécurisation du système d'information départemental.

Ce poste de dépenses permettra de continuer à :

- Sécuriser les outils bureautiques et collaboratifs Microsoft Office 365 niveau E3,
- Maintenir l'antivirus intelligent déployé sur les postes et serveurs,
- Maintenir les outils de recherche de vulnérabilités et de failles de sécurité sur les serveurs et applications,
- Poursuivre avec le service externalisé d'observation et d'alerte en cas de cyber attaque sur Office 365 (SOC),
- Maintenir les outils de filtrage des emails malveillants,
- Poursuivre la campagne de sensibilisation et de prévention contre le hameçonnage,
- Bénéficier d'une expertise technique en cas de cyberattaque et d'outils collaboratifs de secours en cas de crise cyber,
- Réaliser différents audits de détection des failles, et disposer d'une assistance et de ressources de remédiation,
- Etablir un Plan de reprise d'activités des directions,
- Mettre en œuvre un outil de gestion et de partage de mots de passe,
- Réaliser des formations et des sensibilisations ciblées pour les agents et renforcer la culture de la cybersécurité des usages,
- Mais aussi de s'équiper de stations de nettoyage de clés USB qui restent un moyen les plus faciles pour introduire un logiciel malveillant dans un système d'information.

Les crédits votés sont ainsi déployés :

- Abonnement messagerie Office 365 (partie sécurité) : 980 000 €

- Service d'observation et d'alerte sur Office 365 (SOC) :	210 000 €
- Audits de sécurité et remédiation et PRA :	70 000 €
- Filtrage des emails malveillants :	50 000 €
- Prévention du « phishing » :	30 000 €
- Assistance, sensibilisations et transferts de compétences :	18 000 €
- Service de recherche des failles et vulnérabilité :	15 000 €
- Gestionnaire de mots de passe :	10 000 €
- Outils collaboratifs de secours :	2 500 €
- Petits matériels de cyber sécurité :	1 500 €
- Stations de nettoyage :	20 000 €

### 79) Favoriser les nouveaux usages du numérique

En premier lieu, 31 000 € de crédits de fonctionnement sont nécessaires afin de continuer à promouvoir, assister, former et accompagner aux nouveaux usages numériques les utilisateurs, ventilés comme suit :

- Outil d'évaluation des compétences numériques (logiciel PIX) :	12 000 €
- Accompagnement à la plateforme collaborative Sharepoint :	10 000 €
- Bibliothèque numérique :	7 500 €
- Hébergement sauvegarde de sites :	1 500 €

En second lieu, il convient de prévoir 25 400 € de crédits pour la gestion du Système d'Information Géographique (SIG) car le SIG participe à la stratégie data en valorisant la donnée géographique dans la prise de décision en cas de gestion de crise. Les crédits à prévoir pour la plateforme SIG 3LIZ sont les suivants :

- En investissement (suite du développement 3LIZ)	23 000 €
- En fonctionnement (Hébergement, maintenance et support 3LIZ) :	2 400 €

Au total pour l'engagement de l'administration « Innover et protéger le système d'information et les usages numériques », il est décidé d'inscrire :

En fonctionnement : 4 849 810 € en dépenses  
En investissement : 2 223 350 € en dépenses

### C) Accompagner et sécuriser la Collectivité dans ses démarches juridiques

Le respect du principe de légalité par l'administration, dans son action et dans la mise en œuvre des politiques publiques décidées par les élus, est un impératif. La Direction des affaires juridiques, de l'achat et de la questure (DAJAQ) fait bien entendu prévaloir ce principe comme finalité dans son office au quotidien et dans l'accompagnement fonctionnel des élus, de la direction générale, et des directions et services de la collectivité.

La protection des données personnelles constitue également un cadre juridique de référence, impératif, en matière d'action publique départementale au service des gardoises et des gardois.

## 80) Protéger les données personnelles

Conformément à la réglementation européenne, le Conseil départemental s'est engagé fermement à protéger les données personnelles. Cela requiert de l'administration qu'elle mette en œuvre les actions suivantes :

- organiser en interne la conformité notamment par la tenue d'un registre des traitements, l'information et l'accompagnement des agents et l'élaboration de chartes. En particulier, cela implique pour la collectivité d'être en mesure de pouvoir démontrer à la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) la conformité de ses usages, de déterminer les mesures techniques et organisationnelles de sécurité des données personnelles adéquates,
- assurer la communication, en toute transparence, de la nature des traitements effectués ; collecter et gérer la traçabilité des consentements libres et éclairés et garantir le respect des droits en matière d'accès des personnes concernées par des traitements de leurs données personnelles.

Il est à ce titre inscrit 450 € en dépenses de fonctionnement.

## 81) Maintenir une sécurité juridique optimale

### a) Le conseil auprès de l'institution départementale et la défense de ses intérêts

La DAJAQ doit pleinement rester mobilisée sur son cœur de métier en étant la garante du respect du droit et du principe de légalité, et ce dans la production des normes juridiques et décisions que le Conseil départemental, et l'exécutif au titre de ses pouvoirs propres, sont conduits à prendre au titre de la mise en œuvre des politiques publiques départementales.

Par ailleurs, la direction est régulièrement conduite à devoir défendre les intérêts du Département dans le cadre des différends pouvant naître devant les différentes juridictions, y compris lorsque cette démarche conduit à privilégier le règlement amiable et alternatif des conflits avec les tiers (transaction, médiation, etc...).

Au titre du conseil et de l'accompagnement juridique (rédaction d'analyses juridiques, aide à la décision, assistance juridique sur des projets complexes), 35 000 € sont inscrits au titre de l'exercice 2025 en dépenses de fonctionnement.

Au titre de la représentation des intérêts du Conseil départemental dans le cadre de la gestion des contentieux devant les tribunaux, ou bien en phase pré-contentieuse à travers les procédures de règlement amiable des litiges, il est décidé d'inscrire 121 000 € en dépenses de fonctionnement.

La défense des intérêts de la collectivité intègre celle de ses agents dans le cadre du dispositif légal de la protection fonctionnelle. Ce poste de dépense est d'autant plus nécessaire qu'il s'agit des dépenses liées à l'accompagnement des agents de la collectivité victimes d'agression dans le cadre de leurs fonctions.

Ces dépenses permettent de prendre en charge les frais de procédure engagés par les intéressés, ceux directement engagés par la collectivité à ce titre, les réparations des différents préjudices subis par les agents victime, ainsi que les dépenses connexes à des procédures opposant le Département à des tiers (constats d'huissier, etc...). Il est décidé d'inscrire 7 000 € de crédits en dépenses de fonctionnement au titre du budget 2025.

Par ailleurs, la sollicitation éventuelle du référent alerte éthique, prestataire de la collectivité, à l'initiative des agents, nécessite l'inscription de 10 000 € de crédits en 2025 en dépenses de fonctionnement.

Au global, il est inscrit 173 000 € de dépenses de fonctionnement.

#### b) L'achat public

L'accompagnement des directions opérationnelles dans la sécurisation juridique et la conformité des procédures de passation et d'exécution des marchés de la collectivité sur ce champ demeure une priorité.

Le respect des règles de procédure et de publicité en matière de passation d'un marché nécessite de mobiliser des crédits conséquents pour la publication des avis de publicité et d'attribution des marchés publics sur différents supports de publication (BOAMP, journaux d'annonces légales, Journal officiel de l'Union européenne).

Pour répondre à cette obligation, sont votés :

- un montant de 100 000 € au titre des dépenses de fonctionnement,
- un montant de 75 000 € au titre des dépenses d'investissement.

Outil au service d'une stratégie de développement d'une véritable politique d'achat, volontariste et ambitieuse, le Schéma de promotion des achats publics socialement et écologiquement responsables (SPASER) a vu son élaboration amorcée en 2024 au sein de l'institution départementale en collaboration avec les directions acheteuses. Levier de mise en œuvre des politiques publiques départementales, avec plus de 118 millions d'euros injectés annuellement dans l'économie, notamment locale, l'achat public est en effet un vecteur fondamental de promotion « du mieux vivre » sur le territoire gardois.

Pendant du SPASER, une véritable « fonction achat » doit permettre au Département de poursuivre plusieurs finalités identifiées, au service du développement social et économique du territoire, à savoir :

- la recherche d'un meilleur niveau de service et de performance économique, environnementale et qualitative des achats à travers un juste prix,
- une définition adaptée du besoin,
- le développement de la relation fournisseurs.

La généralisation de l'intégration des clauses sociales et environnementales dans les marchés publics, préfiguration de ce SPASER dont la collectivité doit se doter en 2025, contribue à transformer profondément l'acte d'achat de la collectivité pour en faire un acte politique et une illustration des politiques publiques définies et mises en œuvre à l'échelle du territoire gardois.

Dans ce cadre, 30 000 € sont inscrits au Budget primitif 2025, en dépenses de fonctionnement, aux fins de sollicitation d'un prestataire externe pour accompagner sur un plan méthodologique le Conseil départemental dans la construction d'un SPASER.

Enfin, l'inscription de 300 € en dépenses de fonctionnement au Budget primitif 2025 doit couvrir la cotisation annuelle à l'association des acheteurs publics, association permettant un échange de bonnes pratiques et d'assistance en matière d'achat public.

Concernant la commande publique, les dépenses de fonctionnement sont donc inscrites à hauteur de 130 300 € et les dépenses d'investissement sont évaluées à 75 000 €.

Au total pour l'engagement de l'administration « Accompagner et sécuriser la Collectivité dans ses démarches juridiques », il est décidé d'inscrire :

En fonctionnement : 303 750 € en dépenses

En investissement : 75 000 € en dépenses

#### D) Préserver durablement les finances du Conseil départemental

Au travers du Budget primitif 2025 qui se veut être un budget ambitieux dans ses réalisations pour le plus grand bénéfice des gardoises et des gardois, le Conseil départemental s'inscrit, cette année encore, dans une démarche de responsabilité afin de ne pas obérer, pour l'avenir, ses marges de manœuvre.

Dans ces conditions, ce Budget primitif respecte une logique de prudence et de sincérité, tant en fonctionnement qui dégage une épargne brute d'un montant de 49 043 200 €, qu'en investissement avec la poursuite d'une politique d'endettement maîtrisé dans l'attente de l'affectation du résultat de 2024 sur l'exercice 2025 lors du vote du budget supplémentaire.

#### 82) Exécuter le budget dans une démarche prudentielle et de sincérité

##### a) Les opérations réelles

##### §1. L'exécution comptable courante

Afin d'assurer l'exécution comptable des opérations de gestion et des produits financiers notamment en fin d'exercice tels que le paiement de certains frais bancaires, intérêts moratoires, reversements et restitutions de taxes versées à tort par l'Etat, il est décidé d'inscrire 724 000 € en dépenses de fonctionnement dont :

- 200 000 € pour la gestion des stocks du laboratoire départemental d'analyses,
- 4 000 € pour d'éventuels frais bancaires,
- 10 000 € pour d'éventuels versements assimilés sur rémunérations,
- 500 000 € de restitutions de taxes versées à tort par l'Etat,
- 10 000 € d'intérêts moratoires et pénalités sur marchés,

De manière corollaire, il est décidé d'inscrire 750 000 € en recettes de fonctionnement dont :

- 200 000 € au titre de la gestion des stocks du laboratoire départemental d'analyse,
- 500 000 € au titre des produits de participation,
- 50 000 € d'éventuelles autres redevances et recettes.

Concernant les dépenses d'investissement, il est décidé d'inscrire 400 000 € dont :

- 200 000 € pour les titres de participation,
- 200 000 € pour les autres prêts.



## §2. La gestion des indus

Pour l'année 2025, il est inscrit 551 000 € en dépenses de fonctionnement en prévision d'admissions en non-valeur de titres de recettes émis par le Conseil départemental pour lesquels la Paierie départementale est dans l'incapacité de pouvoir recouvrer (540 000 €), ou pour lesquels il y a une décision de justice prononçant l'effacement de la créance (11 000 €).

## §3. Les charges spécifiques

Il est décidé d'inscrire au Budget primitif 2025 500 000 € en dépenses de fonctionnement en prévision d'opérations spécifiques concernant des annulations de titres émis sur exercices antérieurs.

## §4. La procédure de clôture budgétaire

Il est décidé d'inscrire un montant de 10 000 € en dépenses de fonctionnement et 50 000 € en recettes.

## §5. Les provisions

Dans cadre du suivi des provisions, il est décidé d'inscrire 1 020 000 € en dépenses de fonctionnement, dont :

- 500 000 € au titre des dotations aux provisions pour risques et charges de fonctionnement,
- 500 000 € au titre des dotations aux provisions pour dépréciation des actifs circulants,
- 20 000 € au titre des dotations aux provisions pour risques et charges financières (garanties d'emprunt).

## §6. Les prestations d'études financières et la cotisation à l'AFIGESE

Il est décidé d'inscrire 100 000 € en dépenses de fonctionnement afin de doter le Conseil départemental de la possibilité de recourir à un cabinet de finances publiques pour des études et/ou de l'assistance dans le domaine financier, fiscal et budgétaire, mais également afin de faire face à d'éventuels besoins de la collectivité en termes de gestion des ressources et organisation des services.

Par ailleurs, il est également décidé d'inscrire 1 000 € en dépenses de fonctionnement afin de pouvoir renouveler l'adhésion du Département à l'AFIGESE qui est un réseau de financiers, gestionnaires, évaluateurs et managers des collectivités territoriales.

## §7. La compensation des transferts de compétence

Afin de pouvoir honorer les dépenses obligatoires relatives aux transferts de compétences du Département vers d'autres collectivités, sont inscrits des crédits en dépenses de fonctionnement d'un montant de 26 820 141 € ventilés comme suit :

- 26 477 447 € pour la compétence transport,
- 244 434 € pour la compétence du port du Grau du Roi,
- 98 260 € pour la compétence déchets.

## §8. La Dotation globale de fonctionnement (DGF) et autres dotations

La DGF prévisionnelle pour le Conseil départemental du Gard est de 106 500 000 € de recettes de fonctionnement pour l'année 2025 (contre 107 112 006 € au Budget primitif 2024). En légère baisse, elle correspond aux encaissements réalisés en 2024 et elle est composée des dotations ci-après :

- 64 000 000 € de Dotation forfaitaire,
- 13 500 000 € de Dotation et péréquation urbaine,
- 29 000 000 € de Dotation de compensation.

Les autres dotations et participations sont estimées au total :

- en recettes de fonctionnement à 30 214 973 € pour l'année 2025 (contre 31 019 449 € au Budget primitif 2024). Il s'agit des dotations suivantes :
  - 4 173 369 € de Dotation Générale de Décentralisation (DGD),
  - 19 200 000 € de Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle (DCRTP),
  - 6 841 604 € de Dotations pour transfert de compensation d'exonération de fiscalité directe locale
- en recettes d'investissement à 190 302 € correspondant à la part forfaitaire de la dotation de soutien à l'investissement.

## §9. Les impôts et taxes perçus

Le montant de l'attribution d'impôts et taxes (hors droits d'enregistrement) revenant au Conseil départemental pour l'année 2025 est estimé à 187 962 085 € au total qu'il convient d'inscrire en recettes de fonctionnement. Plus précisément, il s'agit des impôts et taxes ci-après :

- 135 000 000 € de Taxes Sur les Conventions d'Assurance (TSCA)
- 2 800 000 € d'Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux (IFER)
- 17 732 085 € de Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources (FNGIR)
- 14 000 000 € de Frais de gestion de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties
- 11 600 000 € de Taxe sur la Consommation Finale d'Electricité (TCFE)
- 6 300 000 € de Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (TICPE)
- 30 000 € de Redevance des mines
- 500 000 € de Taxe additionnelle à la taxe de séjour

Par ailleurs, s'agissant de la Taxe départementale de publicité foncière et droit départemental d'enregistrement et de la Taxe départementale additionnelle à certains droits d'enregistrement (dits communément Droits de Mutation à Titre Onéreux DMTO), les recettes ont été estimées à 143 000 000 € afin de tenir compte de la reprise qui semble s'être amorcée au cours du second semestre 2024, revenant ainsi sur les montants encaissés en 2023. Une recette de 1 100 000 € doit également être inscrite au titre de la Taxe départementale additionnelle à certains droits d'enregistrement.

Par conséquent, il est décidé d'inscrire le montant de 144 100 000 € au Budget primitif 2025.

Enfin, s'agissant :

- de la fraction de la Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) compensatoire attribuée aux départements en raison de la perte de la Taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB), il est décidé d'inscrire 247 666 149 € en recettes de fonctionnement,
- de la fraction de la Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) compensatoire complémentaire attribuée aux départements en raison de la perte de la Taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB), il est décidé d'inscrire 5 966 401 € en recettes de fonctionnement,

- de la fraction de la Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) compensatoire attribuée aux départements en raison de la perte de Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), il est décidé d'inscrire 33 118 108,63 € en recettes de fonctionnement.

#### §10. Les Fonds de péréquation

Au titre du Fonds national de péréquation des DMTO perçus par les départements, sont inscrits au Budget primitif 2025 les crédits de fonctionnement suivants :

- En dépenses : 15 500 000 €
- En recettes : 18 000 000 €

Ces montants pourront faire l'objet d'un ajustement par décision modificative 2025 après notification de l'Etat.

#### §11. Le Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)

S'agissant du FCTVA, il est décidé d'inscrire en recettes d'investissement le montant de 11 000 000 €.

Concernant les dépenses d'investissement, il est décidé d'inscrire 60 000 € pour d'éventuelles régularisations.

#### b) Les opérations d'ordre

Au Budget primitif 2025, les opérations d'ordre représentent :

- En fonctionnement : 78 725 500 € en dépenses et 29 682 300 € en recettes
- En investissement : 71 672 300 € en dépenses et 120 715 500 € en recettes

A l'équilibre au global (150 397 800 €), les dépenses et les recettes des opérations d'ordre se répartissent en opérations d'ordre de section à section, opérations patrimoniales et opérations pour l'équilibre budgétaire.

#### §1. Les opérations d'ordre de section à section

Les opérations d'ordre de section à section sont enregistrées sur les chapitres « 040 » en investissement et « 042 » en fonctionnement. Les dépenses du chapitre 040 sont toujours égales aux recettes du chapitre 042 et réciproquement.

Ces opérations d'ordre de section à section peuvent être classées en grandes catégories :

- l'amortissement des immobilisations,
- la reprise des subventions transférables,
- la procédure de neutralisation budgétaire de l'amortissement des bâtiments administratifs et scolaires,
- la quote-part sur 2023 du canon emphytéotique encaissé en 2017, et relatif au BEA Gendarmeries.

La première catégorie se traduit par des dépenses en section de fonctionnement et des recettes en section d'investissement, les trois autres par des recettes en section de fonctionnement et des dépenses en section d'investissement.

Pour 2025, elles s'élèvent respectivement à la somme de :

- dotations aux amortissements :	78 725 500 €
- reprise en section de fonctionnement des subventions transférables :	10 712 300 €
- neutralisation des amortissements :	18 500 000 €
- BEA Gendarmeries :	470 000 €

Soit un total de 78 725 500 € concernant les dépenses de fonctionnement et les recettes d'investissement et un total de 29 682 300 € concernant les dépenses d'investissement et les recettes de fonctionnement.

## §2. Les opérations patrimoniales

Les opérations d'ordre patrimoniales sont enregistrées sur le chapitre « 041 ». Ce chapitre retrace l'ensemble des dépenses et des recettes d'ordre budgétaire à l'intérieur de la section d'investissement. Les dépenses sont toujours égales aux recettes. D'un montant global de 41 990 000 €, elles concernent :

- l'affectation des frais d'études et d'insertion suivis de réalisation,
- l'affectation sur les comptes de travaux ou d'immobilisations définitives des avances versées,
- les subventions versées en nature (dont cessions à titre gratuit par le Conseil départemental à un tiers).

Les montants s'élèvent respectivement à la somme de :

- affectation des frais d'étude et d'insertion :	2 200 000 €
- affectation sur les comptes de travaux ou d'immobilisations définitives des avances versées :	32 100 000 €
- subventions versées en nature :	1 100 000 €
- opérations afférentes à l'option de tirage sur ligne de trésorerie :	6 590 000 €

### 83) Maîtriser l'endettement

La maîtrise de l'endettement est une préoccupation constante de la collectivité afin de pouvoir assurer le financement d'une partie de ses dépenses d'investissement.

Par ailleurs, il est nécessaire d'assurer une veille permanente afin de doter la collectivité d'un niveau de trésorerie suffisant pour permettre le règlement de ses dépenses courantes.

Dans ces conditions, il est décidé pour l'année 2025 d'inscrire :

- en fonctionnement : 12 470 000 € en dépenses
- en investissement : 53 890 000 € en dépenses et 106 242 872,59 € en recettes

#### a) La gestion de la trésorerie

S'agissant de la trésorerie départementale, il est voté un budget de 990 000 € en dépenses de fonctionnement, qui comprend :

- 100 000 € pour le paiement d'éventuels intérêts en cas de tirages sur les lignes de trésorerie,
- 850 000 € pour le paiement des intérêts des comptes courants et de dépôts créditeurs,
- 40 000 € pour le paiement de frais bancaires.

## b) La gestion de la dette

S'agissant de la dette départementale, il est décidé d'inscrire :

- En dépenses :
  - 180 000 € en fonctionnement au titre des frais de services bancaires et assimilés,
  - 11 400 000 € en fonctionnement au titre des intérêts à régler aux échéances de remboursement d'emprunt,
  - 47 300 000 € en investissement au titre du remboursement en capital des échéances de remboursement d'emprunt,
  - 6 590 000 € en dépenses d'investissement au titre des emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie dans le cadre d'une gestion active de la dette à l'aide de produits mixtes (montant reporté en recettes)
- En recettes :
  - 99 652 872,59 € en investissement au titre de l'emprunt d'équilibre, dans l'attente de l'affectation du résultat 2023 sur 2024 lors du budget supplémentaire 2024,
  - 6 590 000 € en investissement au titre des emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie dans le cadre d'une gestion active de la dette à l'aide de produits mixtes (de même montant qu'en dépenses)

## c) Les intérêts courus non échus (ICNE)

S'agissant des ICNE, un montant de 300 000 € en dépenses de fonctionnement a été estimé pour leur comptabilisation sur l'exercice 2025.

Au total pour l'engagement de l'administration « Préserver durablement les finances du Conseil départemental », il est décidé d'inscrire :

### - Opérations réelles :

En fonctionnement : 58 096 141,00 € en dépenses et 774 327 716,63 € en recettes

En investissement : 54 350 000,00 € en dépenses et 117 433 174,59 € en recettes

### - Opérations d'ordre :

En fonctionnement : 78 725 500,00 € en dépenses et 29 682 300,00 € en recettes

En investissement : 71 672 300,00 € en dépenses et 120 715 500,00 € en recettes

## E) Développer et piloter une politique RH de qualité

### 84) Répondre aux enjeux du dialogue social

Au titre de l'organisation et du suivi des instances représentatives du personnel, et notamment afin d'assurer l'enregistrement et la retranscription des séances, l'inscription d'un montant de 15 000 € est sollicitée en dépenses de fonctionnement.

En outre, pour financer des études, des analyses et des diagnostics qui seraient commandités par le Comité social territorial, il est décidé d'inscrire 21 000 € en dépenses de fonctionnement.

Enfin, pour assurer l'organisation et le suivi des conseils de discipline, il convient de prévoir au budget 1 000 € en dépenses de fonctionnement.

Les diverses dépenses de fonctionnement pour répondre aux enjeux du dialogue social sont donc estimées à 37 000 €.

### 85) Encourager et développer les compétences professionnelles des agents

Les évolutions du territoire en termes socio-démographiques, les évolutions technologiques ou encore les enjeux environnementaux auxquels les collectivités territoriales font face constituent autant de facteurs impactant directement la manière de travailler au quotidien des agents départementaux. Face à ce défi d'adaptabilité permanente, avec des métiers qui se transforment et afin d'assurer un service public de qualité, la collectivité a arrêté sa stratégie dans son plan de formation 2025-2027.

Celui-ci encourage, en outre, le développement des compétences professionnelles des agents en prévoyant, parallèlement aux formations statutaires obligatoires, des formations liées à l'emploi actuel de l'agent.

Les évolutions citées plus haut ont également un impact direct sur les métiers : des métiers sont voués à disparaître et d'autres à se créer. Ainsi l'enjeu de l'accompagnement des agents dans le développement de leurs compétences est fondamental pour faciliter leur mobilité interne, d'autant que leur carrière est vouée à s'allonger avec la réforme des retraites. C'est ainsi que la collectivité développe le conseil en évolution professionnelle et propose aux agents de prendre en charge financièrement des formations liées à leur projet d'évolution.

#### a) L'accompagnement des agents

Concernant cet accompagnement aux agents, il est tout d'abord inscrit un budget global de 700 288 € en dépenses de fonctionnement, pour lesquels les crédits sont répartis de la façon suivante :

- 60 000 € pour l'accompagnement à l'évolution professionnelle (CPF),
- 50 000 € pour les dépenses de coaching et d'accompagnement des parcours,
- 25 000 € pour le financement de colloques hors CNFPT,
- 175 000 € pour les formations individuelles hors CNFPT,
- 90 000 € pour la formation aux logiciels métiers,
- 15 000 € pour la formation en bureautique et outils numériques,
- 215 288 € pour les formations collectives internes,
- 15 000 € pour la formation des assistants familiaux,
- 15 000 € pour la formation au permis poids lourd,
- 10 000 € pour la participation à des concours,
- 20 000 € pour la prise en charge de frais dans le cadre de formations,
- 10 000 € pour le remboursement de frais liés à la formation des agents

#### b) L'accès à un premier emploi et la cohésion des équipes

De plus, le Conseil départemental entend multiplier les ponts entre la jeunesse, les écoles et l'institution afin de faciliter l'accès au premier emploi. Dès lors, les dépenses de fonctionnement afférentes ont été estimées à 135 000 € :

- 5 000 € pour la formation des jeunes en mission de service civique,
- 100 000 € pour les frais pédagogiques des apprentis,
- 30 000 € pour le financement des recrutements des candidats,

Au total les dépenses visant à encourager et développer les compétences professionnelles des agents sont donc évaluées à 835 288 € en fonctionnement.

#### 86) Relever le défi d'une gestion novatrice des ressources humaines et maîtriser la masse salariale

L'estimation des crédits nécessaires au paiement de la rémunération des agents pour l'année 2025 tient compte notamment des augmentations nécessaires au regard des évolutions réglementaires et statutaires (revalorisation du SMIC, traduction de l'augmentation de 4 points de la cotisation employeur concernant la cotisation CNRACL et autres (Glissement Vieillesse Technicité, indemnités de fin de contrat, reprise d'ancienneté des assistants familiaux dès leur recrutement, etc.). Ainsi, pour 2025, il convient d'inscrire 165 283 976,37 € au titre de la paye des agents et 522 478 € en recettes.

Ainsi, le Conseil départemental contribue par sa participation à la complémentaire santé des agents à hauteur de 304 000 €, à la prévoyance à hauteur de 1 200 000 € par an. Il est donc décidé d'inscrire ces dépenses de fonctionnement au Budget primitif 2025.

Par ailleurs, la restauration des agents est organisée par la collectivité avec l'attribution de tickets restaurants aux agents qui ne sont pas basés à Nîmes pour un montant de 1 517 286 €.

Une enveloppe de 105 000 € est inscrite pour faire face à diverses dépenses éventuelles à savoir :

- 50 000 € pour des litiges dans le domaine RH,
- 30 000 € pour des ruptures conventionnelles d'agents,
- 25 000 € pour des frais liés aux recrutements de service civique.

Concernant le financement des déplacements des agents, les montants des crédits de fonctionnement ont été estimés à :

- 40 000 € pour la prise en charge des frais de déplacement des agents (avance de frais, pour la commande de billets de train principalement),
- 1 896 190 € pour le remboursement des frais aux agents.

Concernant les crédits dédiés aux assistants familiaux, il est décidé d'inscrire les crédits à hauteur de :

- 34 725 871,60 € pour la paye des assistants familiaux,
- 1 235 000 € pour le remboursement de frais aux assistants familiaux,
- 60 000 € pour les ruptures conventionnelles avec des assistants familiaux.

Concernant les frais pédagogiques des apprentis, il est décidé d'inscrire 390 000 €.

Enfin, concernant les conventions de mise à disposition de personnel, sont décidées les inscriptions suivantes :

- 410 000 € en dépenses de fonctionnement
- 1 648 000 € en recettes de fonctionnement

Au global, pour la gestion des ressources humaines, les dépenses de fonctionnement sont de 207 167 323,97 €, tandis que les recettes de fonctionnement sont évaluées à 2 170 478 €.

## 87) Accompagner et soutenir les personnels et leur famille

Le Conseil départemental met en œuvre une politique d'action sociale volontariste. Adhérent au Comité national d'action sociale (CNAS) pour un montant de cotisation annuelle de 850 292 €, de nombreuses aides et prestations d'action sociale complémentaires, soumises ou non à quotient familial, sont également offertes aux agents pour un montant de 524 596,81 € en dépenses de fonctionnement.

Il est ensuite décidé d'allouer un budget de 81 000 € pour l'organisation de l'Arbre de Noël (pour les enfants de 0 à 10 ans) et des chèques cadeaux (offerts aux enfants de 11 à 16 ans, non-éligibles aux chèques du CNAS).

La restauration des agents est organisée par la collectivité, par le biais d'un accès au restaurant inter-administratif (RIA) et assimilé dont la dépense a été évaluée à 610 000 €. Les agents qui ne sont pas basés à Nîmes bénéficient de tickets restaurants.

Afin de favoriser la cohésion sociale, 25 000 € sont inscrits au titre d'une subvention à l'amicale du personnel.

De plus, il est décidé d'inscrire 34 500€ pour les cérémonies.

Enfin, 1 000 € sont inscrits au titre de l'indemnisation des dégâts matériels aux véhicules.

Les dépenses de fonctionnement visant à l'accompagnement et au soutien du personnel en difficulté et de leur famille sont donc estimées à 2 126 388,81 €.

Au total pour l'engagement de l'administration « Développer et piloter une politique RH de qualité », il est décidé d'inscrire :

En fonctionnement : 210 166 000,78 € en dépenses et 2 170 478 € en recettes

## F) Entretenir et valoriser notre patrimoine bâti

### 88) Administrer efficacement le parc immobilier départemental et le patrimoine mobilier

En 2025, la stratégie d'optimisation et de gestion patrimoniale du Conseil départemental en matière d'immobilier, de mobilier, et de mobilité sera confortée. Cette stratégie se traduit par un plan de gestion durable et rationnel des moyens afin d'optimiser et d'améliorer les conditions de travail des agents et le service rendu aux usagers.

#### a) Les dépenses de fonctionnement

En 2025, les principales dépenses porteront sur :

- l'entretien des véhicules (achats des pièces détachées...) : 2 278 500 €,
- le carburant : 1 790 000 €,
- la gestion des biens immobiliers pris en location : 1 351 200 €,
- les marchés d'assurance bâtiments : 928 040 €,
- la gestion des propriétés : 422 020 €,
- la gestion des impôts et taxe : 192 295 €,



- la gestion des lieux de stationnement : 160 245 €,
- les dépenses diverses (frais de gestion administratifs, suivi des sinistres, relevé de diagnostic...) : 85 200 €.

Le montant total des dépenses de fonctionnement est de 7 207 500 €.

#### b) Les dépenses d'investissement

Il est décidé de rephaser et revaloriser à 3 100 000 € l'autorisation de programme 2021 PARCVL-VAE pour continuer l'achat de véhicules légers.

En 2025, il est également décidé :

- 700 000 € de crédits pour saisir les opportunités foncières ou immobilières afin de répondre aux nouveaux besoins d'aménagement ou d'implantation de nouveaux locaux,
- 500 000 € pour l'achat de nouveaux véhicules de services,
- 150 000 € pour l'entretien du matériel pour le garage,
- 1 100 000 € de crédits seront affectés à la gestion du BEA gendarmerie,
- 226 000 € pour les frais gestion des propriétés.

Le montant total des dépenses d'investissement est de 2 676 000 €.

#### c) Les recettes

Il est décidé d'inscrire 460 000 € pour les redevances perçues sur les bâtiments départementaux et 10 000 € pour le suivi des sinistres, soit 470 000 € de recettes de fonctionnement

Il est décidé d'inscrire 952 000 € pour la vente de biens en recettes d'investissement.

### 89) Adapter et pérenniser la qualité des lieux d'accueil du public et de travail des agents départementaux

Le second volet de la stratégie patrimoniale permettant la rationalisation des occupations, la remise à niveau d'un certain nombre de bâtiments et des mutualisations de locaux à Nîmes se poursuivra en 2025. Cette stratégie sera déclinée pour plusieurs bâtiments sur tout le territoire gardois.

Les études engagées sur la refonte bâtiminaire pour l'optimisation de la gestion du parc immobilier existant seront poursuivies.

#### a) Les dépenses de fonctionnement

Afin de veiller au bon entretien de nos bâtiments et d'assurer le bon fonctionnement des services du Département, il est inscrit 2 499 350 € et les principales dépenses de fonctionnement sont réparties comme suit :

- 332 845 € pour l'achat de fournitures et matière d'œuvre,
- 527 800 € pour la gestion des marchés de maintenance de sécurité et de vérification des installations techniques,
- 298 755 € pour la réalisation des travaux des bâtiments par des entreprises,
- 184 700 € pour les études et travaux de maintenance et de sécurité des bâtiments,

- 397 500 € pour les vêtements de travail (acquisitions et suivi externalisé),
- 205 200 € pour les fournitures administratives,
- 552 550 € pour les charges à caractère général (travaux par les entreprises, produits d'entretien, photocopieurs, matériel technique outillage, gestion des déchets, appui logistique gardiennage, assainissements des locaux...).

b) Les dépenses d'investissement

Il est décidé de réajuster et de rephaser les autorisations de programme suivantes :

- une diminution de 615 003,12 € sur l'AP 2018 BATIMENTS relative à la maintenance et la mise en sécurité des bâtiments,
- une augmentation de 876 829,27 € sur l'AP 2022 BATIMENT22 qui sera alors portée à 12 000 000 €.

Il est également décidé la création d'une nouvelle autorisation de programme 2025 ACCOMPENF pour la construction d'un centre d'accueil et d'accompagnement des enfants pour un montant de 7 000 000 €.

De plus, les dépenses d'investissement d'un montant de 4 573 000 € sont réparties comme suit :

- 245 000 € pour la gestion des marchés de maintenance, de sécurité et de vérification des installations techniques des bâtiments,
- 470 000 € sont affectés aux achats de mobilier, photocopieur, matériel et signalétique,
- 2 708 000 € permettront de poursuivre les études et travaux de maintenance et de sécurité de nos bâtiments,
- 1 150 000 €, des crédits pour les études et les travaux de restructuration, réhabilitation et réaménagement des opérations suivantes :
  - Maisons des associations espace Diderot,
  - Etudes réhabilitation du Mas d'Asport,
  - Restauration du Vieux Moulin au Pont du Gard.

c) Les recettes de fonctionnement

Il est décidé d'inscrire 2 000 € pour les recettes liées à la gestion des déchets et à l'inventaire physique des biens départementaux.

Au total pour l'engagement de l'administration « Entretenir et valoriser notre patrimoine bâti », il est décidé d'inscrire :

En fonctionnement : 9 706 850 € en dépenses et 472 000 € en recettes

En investissement : 7 249 000 € en dépenses et 952 000 € en recettes

## G) Préserver la santé des agents

### 90) Agir pour la santé au travail

La médecine professionnelle et préventive a pour missions :

- la surveillance médicale des agents, lors de consultations au cours desquelles le médecin questionne l'agent sur son état de santé, ses conditions de travail et procède à un examen clinique,
- la surveillance par des examens complémentaires réalisés en interne au service : visio-test, audio-test, spiropgraphie, analyse d'urines, électrocardiographie,
- les prescriptions d'examens complémentaires et de bilans de prévention proposés aux agents qui sont exposés à des risques professionnels identifiés,
- la prévision des sérologies spécifiques, notamment à tous les agents exposés à titre professionnel à des risques de contamination par l'hépatite B, par la rage, par la leptospirose, par l'hépatite A, etc...
- la fourniture des trousse de secours, selon les dispositions en vigueur,
- la délivrance de consignes d'urgences pour prodiguer les premiers soins dans le service,
- la gestion des vaccinations, dans le cadre des actions de santé publique auprès de tout le personnel (DTP-Revaxis et grippe), en plus des vaccinations obligatoires de par la profession des agents,
- la gestion des équipements spécialisés, de petit matériel médical et paramédical nécessaires à la réalisation de ces missions et l'achat de matériel et outils de travail,
- la prévention des risques professionnels par des actions visant à dépister et à réduire les facteurs de risques de maladies susceptibles de perturber l'état de santé des agents sur leur lieu de travail.

Pour l'ensemble de ces missions et compte tenu de l'effectif actuel en matière de personnel, les montants inscrits au Budget primitif 2025 sont répartis comme suit :

- 40 000 € au total en dépenses de fonctionnement (dont 30 000 € pour les examens médicaux et paramédicaux et 10 000 € pour les vaccinations et les petits soins).
- 2 000 € pour les dépenses d'investissement.

### 91) Prévenir et limiter les risques professionnels et promouvoir la qualité de vie au travail

Dans ce cadre, il est décidé au titre des axes et actions précisés ci-dessous d'inscrire au Budget primitif 2025 les crédits suivants.

En premier lieu, dans le cadre du maintien dans l'emploi des personnes en situation de handicap, il est décidé d'inscrire :

- 12 500 € en dépenses de fonctionnement, pour les aménagements de poste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi (fournitures petits équipements, appareils auditifs),
- 6 455 € en dépenses de fonctionnement, pour le versement d'aides dans le cadre du Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique (FIPHFP),
- 2 000 € pour l'achat de petits matériels (FIPH) en dépenses de fonctionnement,
- 80 000 € en recettes de fonctionnement, pour les aides versées dans le cadre du conventionnement (2023-2025) entre le Conseil départemental et le Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique (FIPHFP).

En deuxième lieu, dans le cadre du déploiement de la politique de santé, de la prévention et de la qualité de vie au travail du Conseil départemental, sont inscrites les dépenses de fonctionnement suivantes :

- 10 000 € en dépenses de fonctionnement, pour l'achat de matériel dans le cadre d'actions portées sur les thématiques de la prévention, de l'ergonomie et de la pédagogie,
- 83 000 € en dépenses de fonctionnement, pour les conseils et appuis techniques en matière de prévention des risques professionnels et la mise en place d'actions de prévention des risques psychosociaux et d'amélioration de la qualité de vie au travail (marché supervision, analyses des pratiques, médiation, sensibilisation gestes et postures « éveil musculaire, pauses actives », théâtre forum, prestation ergonomique),
- 34 900 € en dépenses de fonctionnement, pour l'organisation de séminaires relatifs à la qualité de vie au travail,
- 40 000 € en recettes de fonctionnement, pour l'accompagnement financier accordé au Conseil départemental par le Fonds national de prévention (FNP) dans le cadre de sa démarche « prévention des risques psychosociaux (RPS) ».

En troisième lieu, dans le cadre de l'accompagnement de la santé des agents, sont inscrites les dépenses suivantes :

- 60 000 € en dépenses de fonctionnement, pour le conventionnement entre le Centre de gestion du Gard et le Conseil départemental relatif au Conseil médical unique,
- 206 000 € en dépenses de fonctionnement, pour les honoraires et frais médicaux liés à la carrière des agents,
- 100 000 € en dépenses de fonctionnement, pour les formations obligatoires en matière de santé et de sécurité au travail,
- 12 500 € en dépenses de fonctionnement, pour des missions externalisées auprès de personnel extérieur (ACFI, AVP),
- 4 000 € en dépenses de fonctionnement, pour l'achat et la maintenance de matériel SPQVT.

Enfin, il est inscrit 2 500 € pour l'achat de petits matériels en dépenses de fonctionnement.

Concernant l'investissement, il est décidé d'inscrire :

- 16 000 € pour l'aménagement de poste RQTH,
- 10 000 € pour l'achat de matériel SPQVT ainsi que la maintenance.
- 26 000 € pour l'achat de matériel et de mobilier spécifique afin d'améliorer les conditions de travail du personnel en situation de handicap.

Au total pour l'engagement de l'administration « Préserver la santé des agents » il est décidé d'inscrire :  
En fonctionnement : 573 855 € en dépenses et 120 000 € en recettes  
En investissement : 70 000 € en dépenses

## **Partie 2. LES GRANDS EQUILIBRES BUDGETAIRES**

---

## UNE SECTION DE FONCTIONNEMENT PERMETTANT DE DEGAGER UNE EPARGNE BRUTE D'UN MONTANT DE 49 M€

La section de fonctionnement s'équilibre à 1 007 371 686 €.

D'un montant de 49 043 200 € l'épargne brute telle qu'apparaît au BP 2025 diminue de près de 3,7 M€ à la suite d'une évolution des recettes moins dynamique que celle des dépenses.

	BP 2024	BP 2025
<b>Recettes réelles de fonctionnement</b>	<b>968 748 162,37</b>	<b>977 689 386,00</b>
<b>Dépenses réelles de fonctionnement</b>	<b>916 053 573,07</b>	<b>928 646 186,00</b>
dont opérations réelles	904 203 573,07	916 396 186,00
dont opérations réelles dette	11 850 000,00	12 250 000,00
<b>Epargne brute</b>	<b>52 694 589,30</b>	<b>49 043 200,00</b>

### A) Des recettes réelles de fonctionnement inscrites pour 977,7 M€

Les recettes réelles de fonctionnement sont inscrites au BP 2025 pour un montant de 977 689 386 €, en progression de 8 941 223,63 € par rapport à celles estimées lors du budget primitif 2024. Cette progression est rendue possible grâce à une dynamique de certaines recettes au rang desquelles peuvent être citées :

- Une fraction de TVA compensatoire 1<sup>ère</sup> part dite communément « fonds de stabilisation » (non inscrite au BP 2024) de 6 M€.
- Une taxe spéciale sur les conventions d'assurance estimée à 135 M €, en hausse de 3 M€.
- Des dotations et participations portée à 218,4 M€ en hausse de 4,1 M€ résultant notamment d'une hausse de certaines dotations et participations en lien avec le social.
- Des frais de gestion de la taxe foncière sur les propriétés bâties estimés à 14 M€ en hausse de 1,6 M€.
- Les autres produits de gestion courante sont en hausse de 1,2 M€ les portant à 13,3 M€.
- Des Droits de Mutation à Titre Onéreux (DMTO) d'un montant de 143 M€ en augmentation de 8 M€, afin de tenir compte de la reprise qui semble s'être amorcée au cours du second semestre 2024, revenant ainsi au montant encaissé en 2023.

Pour autant, il est à noter que certaines recettes sont inscrites au BP 2025 pour un montant moindre qu'au BP 2024 dont notamment :

- Une fraction de TVA compensatoire de TFPB portée à 247,7 M€, en baisse de 12,3 M€.
- Une fraction de TVA compensatoire de CVAE portée à 33,1 M€, en baisse de 1,9 M€.
- Une attribution du fonds national de péréquation des DMTO à 18 M€, en baisse de 1,4 M€.

### B) Des dépenses réelles de fonctionnement inscrites pour 928,6 M€

Les dépenses réelles de fonctionnement sont inscrites au BP 2025 pour un montant de 928 646 186 €, en progression de 12 592 612,93 € par rapport à celles estimées lors du budget primitif 2024.

Afin de parvenir à la maîtrise des dépenses réelles de fonctionnement, le BP 2025 intègre des augmentations raisonnées et maîtrisées en ce qui concerne la plupart des chapitres du budget de fonctionnement, et notamment celui des charges à caractère général (chapitre 011) qui est en diminution de 1,3 M€.

Cette progression des dépenses de fonctionnement résulte principalement des conséquences des hausses sur les deux postes suivants :

❖ Des dépenses liées aux ressources humaines en augmentation globale de + 1,6 M€ par rapport au budget primitif 2024

Cette progression maîtrisée des charges de personnel, tous chapitres confondus, s'explique essentiellement par :

- les revalorisations salariales (revalorisation de certaines grilles salariales, revalorisation du SMIC, Glissement Vieillesse Technique),
- l'augmentation de diverses prestations sociales (restauration collective, prévoyance),
- l'augmentation de cotisations CNRACL à la charge de la collectivité (+4%) ;

Ce prévisionnel étant atténué par une diminution d'agents contractuels

❖ Des dépenses sociales en augmentation globale de 17,4 M€ résultant :

- D'une augmentation de 11,7 M€ pour l'orientation « Bien Vieillir dans le Gard », comprenant notamment :
  - + 5 M€ pour l'aide sociale pour l'hébergement des personnes âgées afin de tenir compte de l'augmentation du nombre de bénéficiaires
  - + 2,7 M€ pour l'accompagnement des Services d'Aide et d'Accompagnement à Domicile (SAAD) et proches aidants
  - + 1,5 M€ pour l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) à domicile
  - + 1 M€ pour l'APA en établissement
  - + 1,2 M€ pour la compensation du surcoût lié à l'application de l'avenant 43
  - + 0,3 M€ pour l'habitat Inclusif, les maisons en partage (vie partagée, vie sociale)
- D'une augmentation de 7,95 M€ pour l'orientation « Bien Grandir dans le Gard », comprenant notamment :
  - + 3,9 M€ pour l'accueil des enfants en maisons d'enfants à caractères social (MECS),
  - + 2,4 M€ pour l'accueil des enfants en lieu de vie et d'accueil (LDVA),
  - + 1,2 M€ pour l'accueil des enfants en Foyer départemental de l'enfance (FDE),
  - + 0,2 M€ pour la prise en charge des frais de la vie quotidienne des enfants accueillis.
- D'une diminution des crédits de paiement de l'autorisation d'engagement 2023 SCHEMADSD de 4 M€, par rapport au BP 2024, afin de tenir compte du rythme effectif de réalisation des projets et des engagements donnés. Les crédits ont été rephasés sur les années ultérieures.

Ces hausses sont compensées partiellement par une maîtrise rigoureuse des dépenses départementales.

Dans ces conditions, la section de fonctionnement avec 928,7 M€ de dépenses réelles pour 977,7 M€ de recettes réelles dégage une épargne brute d'un montant de 49 M€ qui permet d'absorber le solde d'opérations d'ordre en fonctionnement.

## UNE SECTION D'INVESTISSEMENT DOTE D'UN HAUT NIVEAU D'INVESTISSEMENT EN SOUTIEN A L'ACTIVITE ECONOMIQUE DU TERRITOIRE

La section d'investissement s'équilibre à 251 756 939,59 €.

Les dépenses réelles d'investissement hors dette représentent 126 194 639,59 €.

Les principaux postes de dépenses réelles hors dette sont les suivants :

➤ Routes et Mobilités :	37,56 M€
➤ Collèges (bâtiments) :	20,00 M€
➤ Eau et valorisation du patrimoine naturel :	18,70 M€
➤ Contrats territoriaux :	8,14 M€
➤ Transition Energétique :	7,23 M€
➤ SDIS :	5,92 M€
➤ Construction et réhabilitation des EHPAD :	3,93 M€
➤ Logements sociaux :	3,09 M€
➤ Centres Médico-sociaux :	2,56 M€
➤ Fonds Solidarité Logement :	1,50 M€
➤ Méjannes-le-Clap :	1,40 M€
➤ Maisons du Conseil Départemental :	0,40 M€

Le remboursement en capital de la dette est de 47,3 M€.

A ces dépenses réelles, s'ajoutent 71,7 M€ de dépenses d'ordre et des mouvements financiers pour un montant de 6,6 M€ (montant identique en recettes).

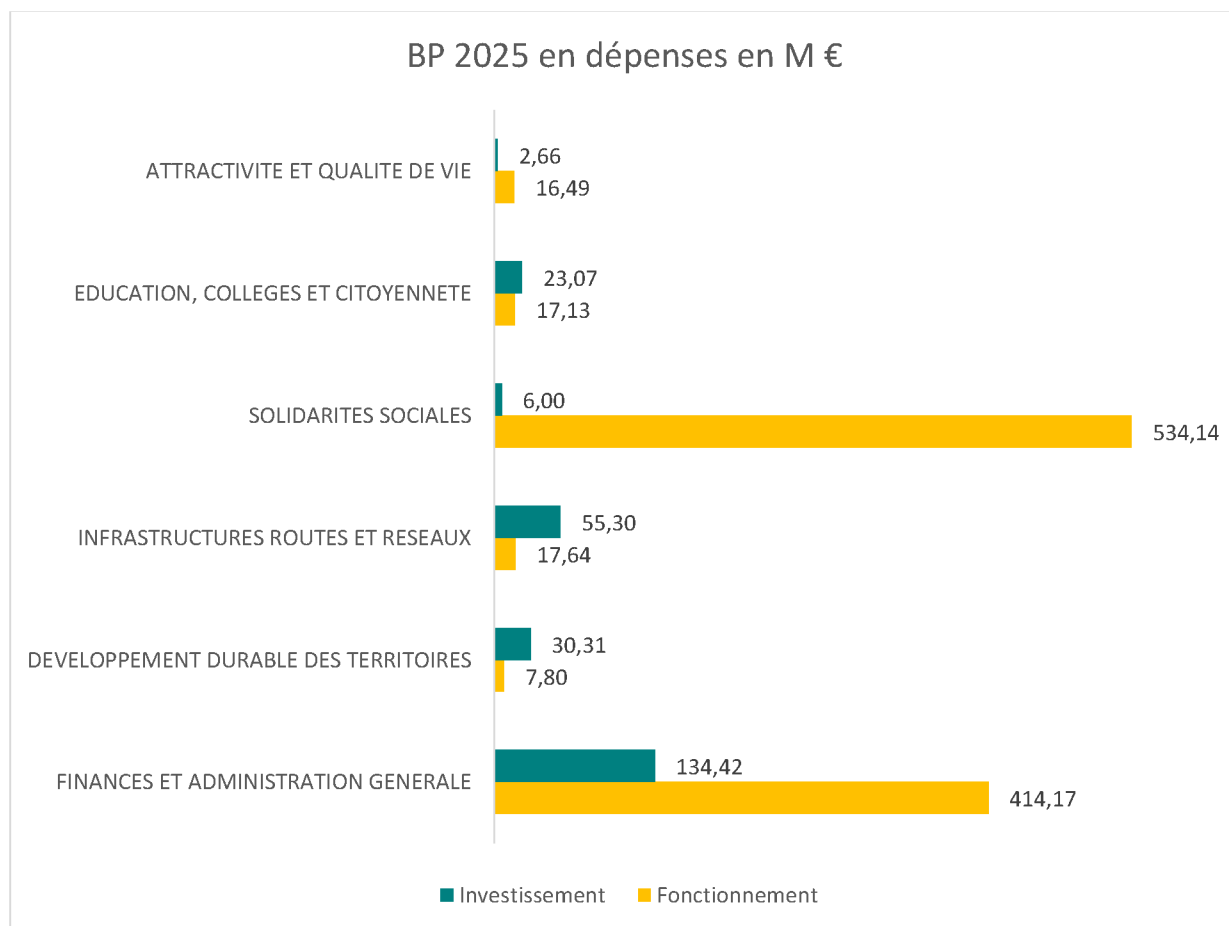
L'équilibre de la section d'investissement est assuré par :

- des recettes d'ordre d'un montant de 120,7 M€,
- des recettes liées à des mouvements financiers pour un montant de 6,6 M€ (idem en dépenses),
- des recettes réelles d'un montant de 24,8 M€,
- un emprunt d'équilibre d'un montant de 99,7 M€, étant ici précisé qu'il sera très vraisemblablement abaissé avec l'affectation du résultat 2024 sur 2025 lors de l'adoption du budget supplémentaire.

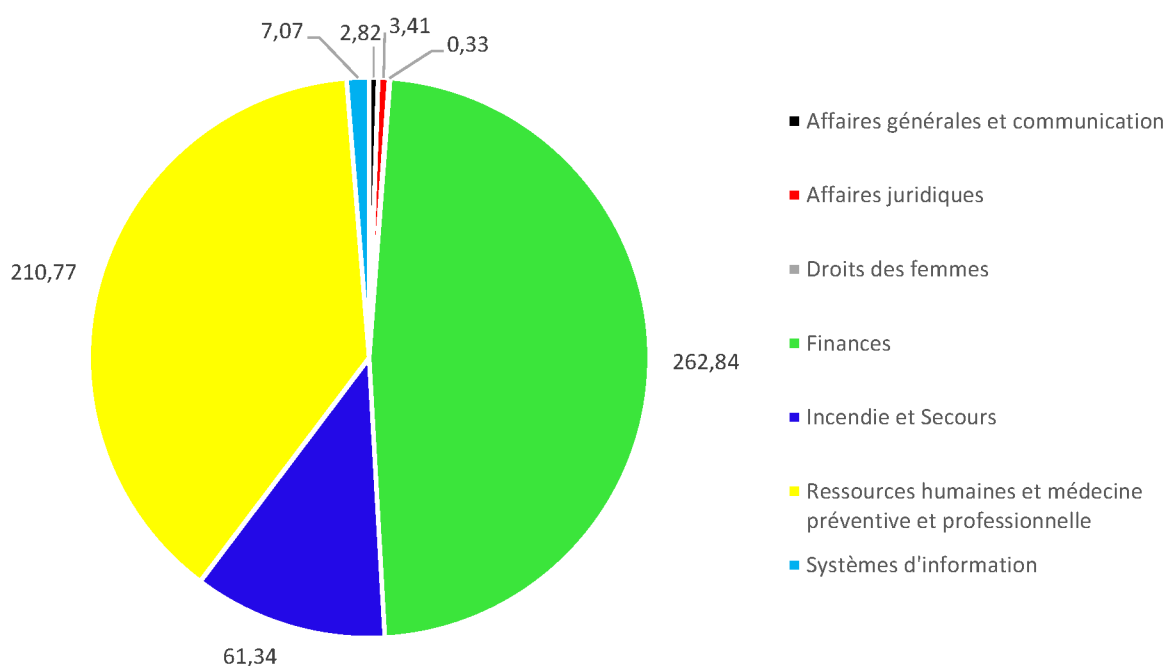


## GRAPHIQUES

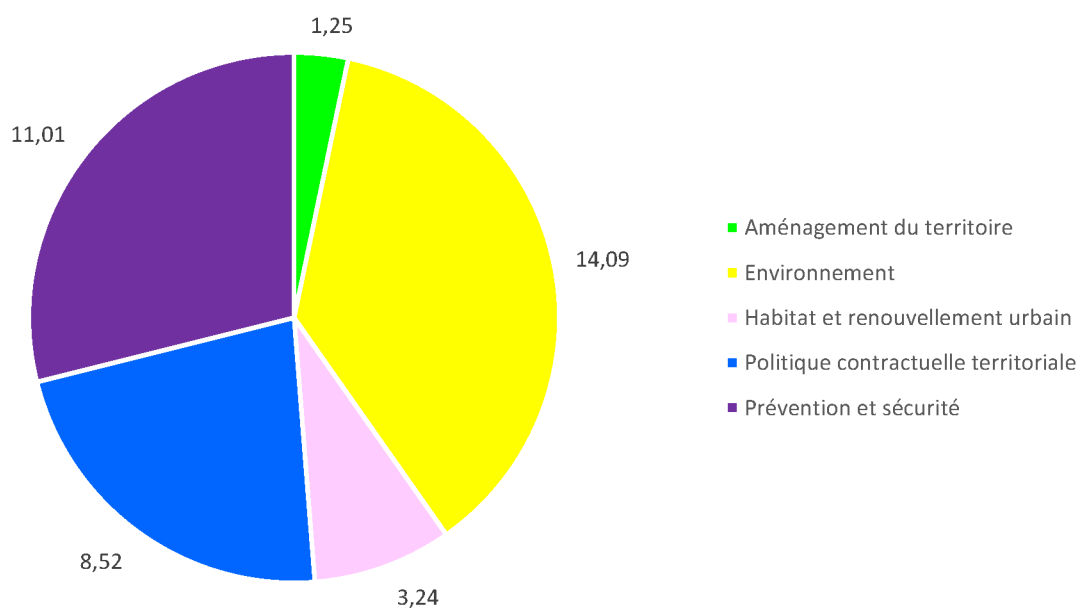
### A) Volet Dépenses



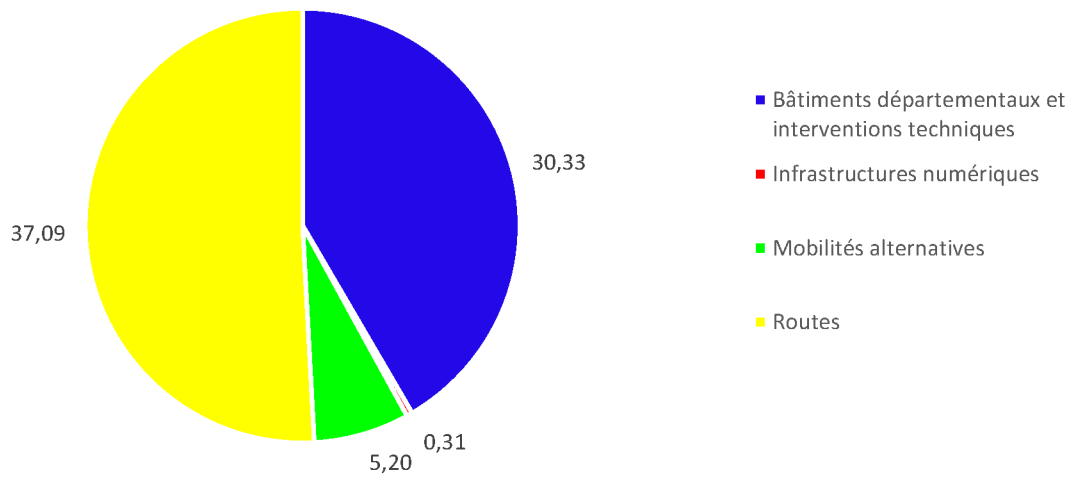
### Finances et administration générale en M€



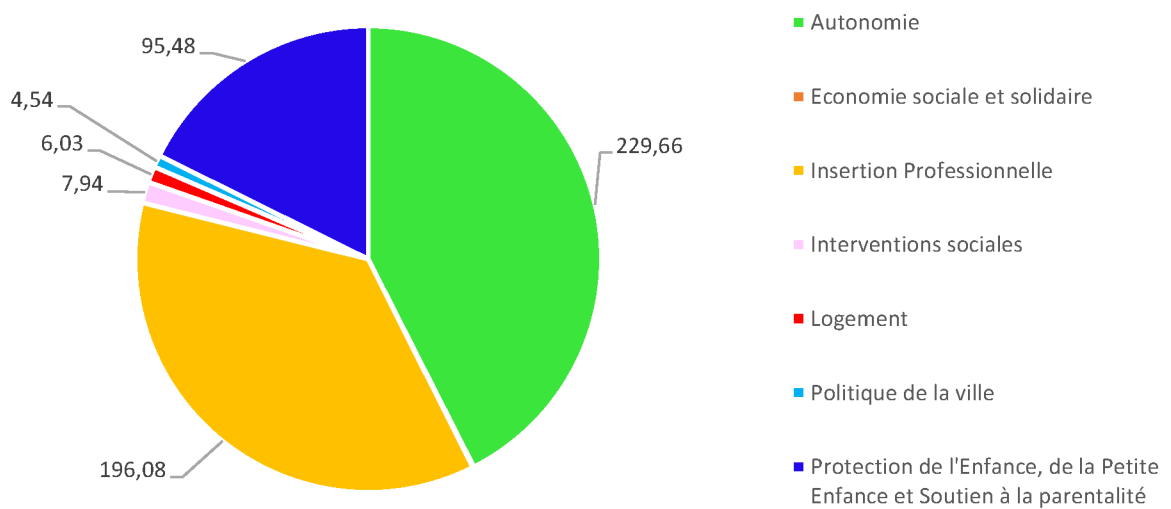
### Développement durable des territoires en M€



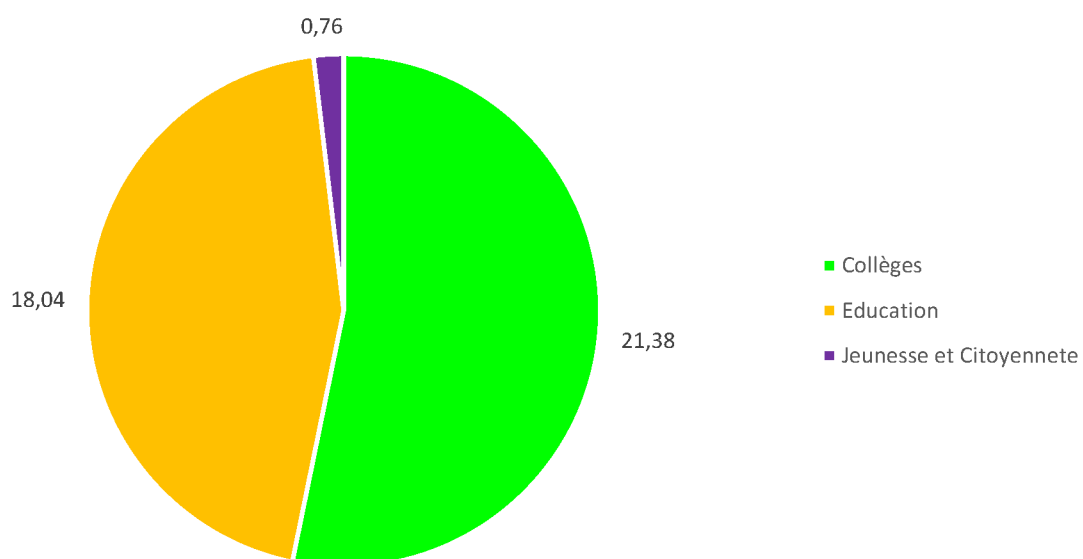
### Infrastructures routes et réseaux en M€



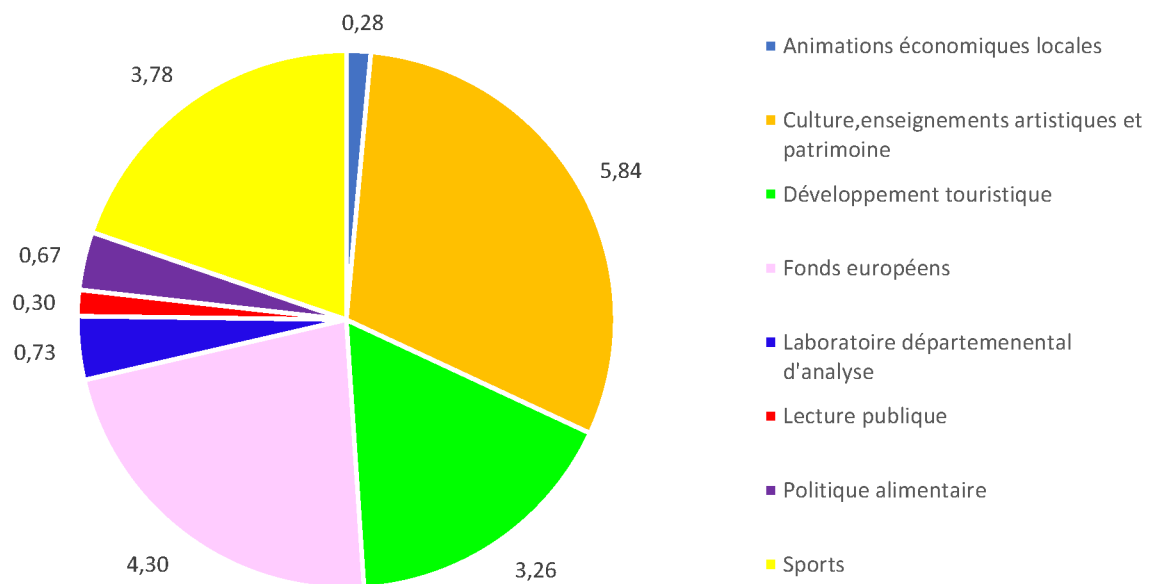
### Solidarités sociales en M€



### Education, collèges et citoyenneté en M€

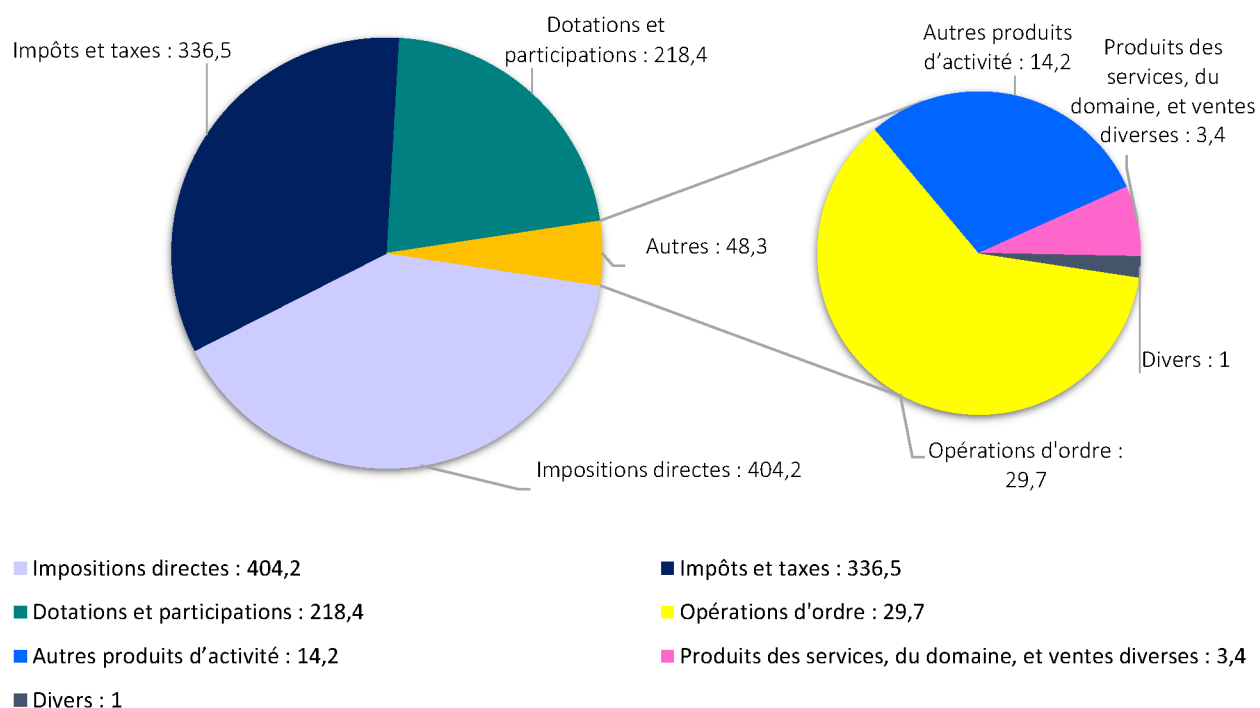


### Attractivité et qualité de vie en M€

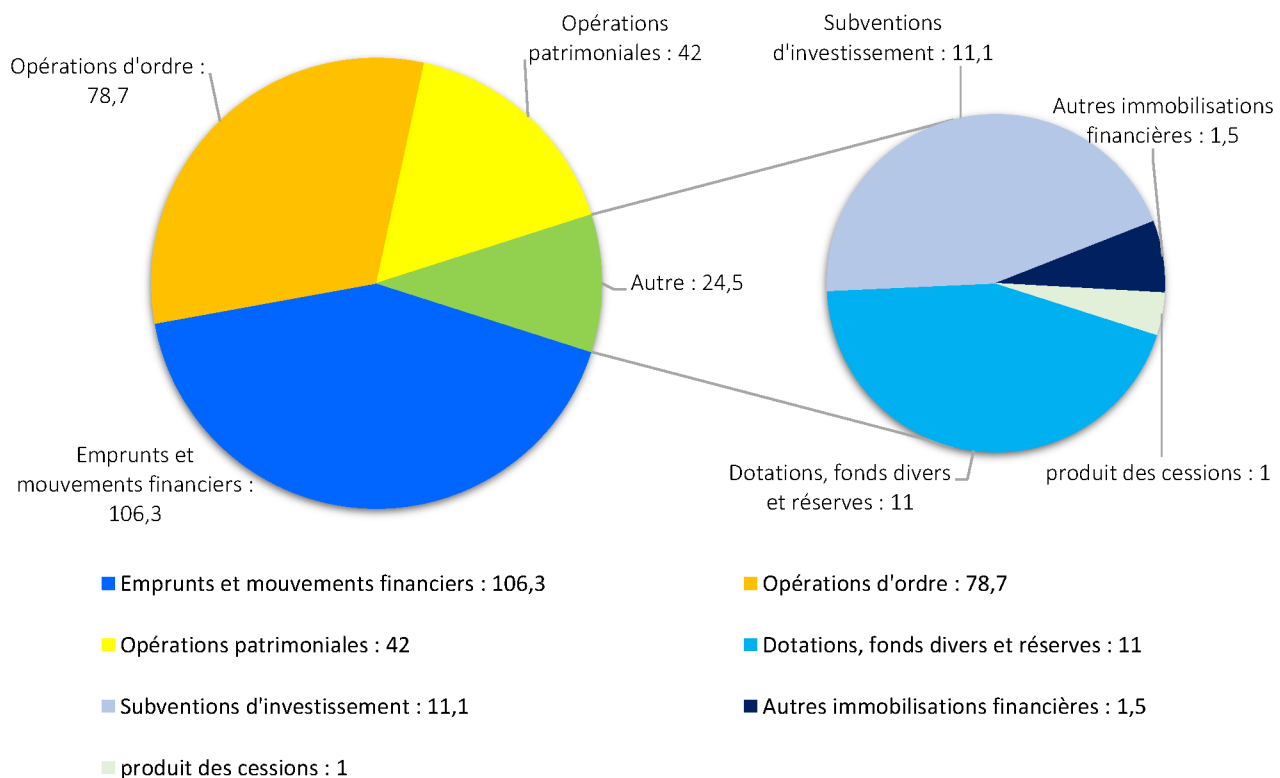


## B) Volet Recettes

### BP 2025 RECETTES DE FONCTIONNEMENT en M€



### BP 2025 RECETTES D'INVESTISSEMENT en M€



## VUE D'ENSEMBLE

### Fonctionnement



## Investissement

Dépenses réelles 180 084 639,59 € (dont 126 194 639,59 € hors dette et mouvements financiers représentant 53 890 000 €)	Recettes réelles 131 041 439,59 € (dont 24 798 567,00 € hors dette et mouvements financiers représentant 106 242 872,59 €)
Dépenses d'ordre 71 672 300,00 €	Recettes d'ordre 120 715 500,00 €
Dépenses 251 756 939,59 €	Recettes 251 756 939,59 €

## SYNTHESE GLOBALE



**TOTAL BP 2025**  
1 259 128 625,59 €



## **Partie 3. TABLEAUX FINANCIERS**

---

## AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (AE) ET AUTORISATIONS DE PROGRAMME (AP)

En dépenses

Année	Code	Libellé	AP avant étape	Révision	Montant de l'AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement>N
2001	COLLEGES	COLLEGES DEPARTEMENTAUX	114 573 779,51	-323 443,21	114 250 336,30	21 007,23	114 229 329,07
2005	CQUISH	COLLEGE DE QUISSAC - HALLE DE SPORT	2 334 337,27	0,00	2 334 337,27	0,00	2 334 337,27
2005	CSODCOH	COLLEGE SUD OUEST DEPART CONSTRUCT.	13 339 791,69	0,00	13 339 791,69	0,00	13 339 791,69
2006	ACQUITDENS	ACQUISITIONS FONCIERES SUR LES ESPACES NATURELS SENSIBLES (PRODUIT TDENS)	24 475 534,87	0,00	24 475 534,87	260 000,00	9 562 986,67
2006	BVAUCMSRES	RESTRUCTURATION DU CMS DE VAUVERT	4 834 099,50	0,00	4 834 099,50		4 834 099,50
2006	CNOLIRES	RESTRUCTURATION COLLEGES LES OLIVIER NIMES	11 735 981,23	0,00	11 735 981,23		11 735 981,23
2006	CVISEGPACO	COLLEGE DU VIGAN - CONSTRUCTION D'UNE SEGPA	1 565 284,94	0,00	1 565 284,94		1 565 284,94
2007	BALESUTRES	RESTRUCTURATION DE L'U.T.R D'ALES	193 461,32	0,00	193 461,32	0,00	193 461,32
2007	BNRIARES	RESTRUCTURATION DU R.I.A	6 615 788,30	0,00	6 615 788,30		6 615 788,30
2007	BSADEVCECO	CONSTRUCTION CE ST ANDRE DE VALBORGNE	226 721,37	0,00	226 721,37	0,00	226 721,37
2007	BVIGCERES	RESTRUCTURATION DU C.E DU VIGAN	55 960,50	0,00	55 960,50		55 960,50
2008	CNROSRES	RESTRUCTURATION COLLEGE J.ROSTAND NIMES	16 034 900,36	0,00	16 034 900,36	0,00	16 034 900,36
2008	DITRAVNEUF	OPERATIONS DE TRAVAUX ROUTIERS NEUFS PROGRAMME 2008	11 070 295,36	0,00	11 070 295,36	0,00	11 070 295,36
2009	BVIGCMSRES	AMENAGEMENT DU CMS DU VIGAN	763 280,92	0,00	763 280,92	0,00	763 280,92
2009	CBAVENRES	EXTENSION VIE SCOLAIRE COLL VENTADOUR BAGNOLS/CEZE	18 423,45	0,00	18 423,45	0,00	18 423,45
2009	CMANHSCO	CONST HALLE DE SPORT COLL DE MANDUEL	3 790 101,77	0,00	3 790 101,77		3 790 101,77

Année	Code	Libellé	AP avant étape	Révision	Montant de l'AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement>N
2009	CNIVALCO	RECONSTRUCTION HQE COLL J.VALLÉS NIMES	27 100 000,00	0,00	27 100 000,00	0,00	26 225 015,20
2009	CREMCO	RECONSTRUCTION COLLEGE DE REMOULINS	29 200 000,00	0,00	29 200 000,00		28 708 530,04
2009	CUZJLTHSCO	CONST HALLE DE SPORT COLL JLT A UZES	4 170 943,20	0,00	4 170 943,20		4 170 943,20
2009	DICOM	ROUTES TRAVAUX EN CO-MAITRISE D'OUVRAGE	5 629 935,38	0,00	5 629 935,38	0,00	5 540 017,86
2009	DISUBV	ROUTES SUBVENTIONS PROGRAMME 2009	732 428,88	0,00	732 428,88	0,00	732 428,88
2010	BALZCEXT	ALZON EXTENSION DU CE	885 507,00	0,00	885 507,00	0,00	885 507,00
2010	BLGCCECO	LA GRAND COMBE CONST. CE	306 000,13	0,00	306 000,13		306 000,13
2010	CGALHSCO	CONST HALLE DE SPORT COL GALLARGUES	4 462 930,31	0,00	4 462 930,31	0,00	4 462 930,31
2010	DIPERIPH	COMPENSATION TRANSFERT BD PERIPH SUD VILLE DE NIMES	1 456 788,57	0,00	1 456 788,57	0,00	1 456 788,57
2010	DITRAVNEUF	OPERATIONS DE TRAVAUX ROUTIERS NEUFS PROGRAMME 2010	9 924 869,16	0,00	9 924 869,16	0,00	9 924 869,16
2010	HTDEBITFON	PART MISE EN OEUVRE HAUT DEBIT GARD	2 438 908,00	0,00	2 438 908,00	0,00	2 438 908,00
2011	CAUBCCH	CONSTRUCTION COLLEGE ET HALLE DE SPORTS A AUBORD	686 668,35	0,00	686 668,35		686 668,35
2011	DITRAVNEUF	OPERATIONS DE TRAVAUX ROUTIERS NEUFS PROGRAMME 2011	11 545 022,70	0,00	11 545 022,70		11 545 022,70
2011	TELMOBILE	CONTRIBUTONS INFRASTRUCTURES DE TELEPHONIE MOBILE	590 189,77	0,00	590 189,77		590 189,77
2012	CBELCO	CONSTRUCTION DU COLLEGE DE BELLEGARDE	19 405 134,16	0,00	19 405 134,16	0,00	19 139 071,64
2012	CSGILHSCO	CONSTRUCTION D'UNE HALLE DE SPORTS AU COLLEGE DE ST GILLES	5 827 000,00	0,00	5 827 000,00	0,00	19 372,47
2013	BABSELCO	CONSTRUCTION D'ABRIS A SEL POUR LA DGADIF	285 349,01	0,00	285 349,01		285 349,01
2013	DIGROSSREP	GROSSE REPARATIONS SUR LE RESEAU ROUTIER PROGRAMME 2013	17 694 865,53	0,00	17 694 865,53	0,00	17 371 375,45
2013	DITRAVNEUF	OPERATIONS DE TRAVAUX ROUTIERS NEUFS PROGRAMME 2013	6 823 469,11	0,00	6 823 469,11	0,00	6 248 584,23

Année	Code	Libellé	AP avant étape	Révision	Montant de l'AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement>N
2014	ACQIMMEUBL	ACQUISITIONS D'IMMEUBLES	41 360 000,00	0,00	41 360 000,00		40 928 823,76
2014	ACQTERRAIN	ACQUISITION TERRAIN IMPLANTATION IMMOBILIER	2 159 212,00	0,00	2 159 212,00		1 594 412,63
2014	ARCGG	2014 RETRAITE CG	2 424 726,41	0,00	2 424 726,41		2 424 726,41
2014	CNIDIRESHS	REST HALLE SPORTS COLL DIDEROT	47 889,58	0,00	47 889,58	0,00	47 889,58
2014	CPSERES	RECONST COLL PONT ST ESPRIT	35 000 000,00	0,00	35 000 000,00	0,00	345 985,00
2014	DICOM	ROUTE TRAVAUX EN CO-MAITRISE D'OUVRAGE	6 035 891,15	0,00	6 035 891,15	0,00	5 823 328,50
2014	DICPER	CONTRAT DE PLAN ETAT REGION 2014-2020	8 315 000,00	0,00	8 315 000,00	0,00	5 747 073,46
2014	DIGROSSREP	GROSSES REPARATIONS DU RESEAU ROUTIER PROGRAMME 2014	22 265 164,39	0,00	22 265 164,39	0,00	20 895 145,92
2014	DIPISTES	TRAVAUX ROUTIERS PISTES CYCLABLES PROGRAMME 2014	5 732 176,35	0,00	5 732 176,35	0,00	5 344 222,17
2014	DITRAVNEUF	OPERATIONS DE TRAVAUX ROUTIERS NEUFS PROGRAMME 2014	6 852 013,66	0,00	6 852 013,66	0,00	6 468 169,70
2014	FUSION	SUBVENTIONS A LA CREATION ET A LA REHABILITATION DE LOGEMENTS	678 474,98	0,00	678 474,98	0,00	678 474,98
2015	DIGROSSREP	TRAVAUX DE GROSSES REPARATIONS DU RESEAU ROUTIER	19 992 854,39	0,00	19 992 854,39	0,00	18 726 148,72
2015	DIMATCG	ACQUISITION ENTRETIEN ET VENTE DU MATERIEL	640 966,04	0,00	640 966,04	0,00	517 453,96
2015	DITRAVNEUF	PROGRAMMATION PLURIANNUELLE/ANNUELLE DES OPERATIONS TRAVAUX NEUFS	6 690 075,86	0,00	6 690 075,86	0,00	6 381 108,48
2015	ETUDESECO	ETUDES PROJETS ECONOMIQUES	20 000,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00
2015	INCLUSION	PROGRAMMATION CG PROGRAMME OPERATIONNEL NATIONAL EMPLOI INCLUSION (2014-2020)	13 998 419,37	-651 069,45	13 347 349,92	0,00	13 347 349,92
2015	LOGEMENT	SUBVENTION A LA CREATION ET A LA REHABILITATION DE LOGEMENTS	3 686 800,00	0,00	3 686 800,00	64 184,00	3 664 616,00
2015	SUBER	SUBVENTIONS DITES THEMATIQUES (TRAVAUX ADDUCTION EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT ELECTRIFICATION) POUR COMMUNES RURALES	11 718 003,92	0,00	11 718 003,92		11 718 003,92

Année	Code	Libellé	AP avant étape	Révision	Montant de l'AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement>N
2016	ACCESSBAT	MISE EN ACCESSIBILITE DES BATIMENTS DEPARTEMENTAUX	984 000,00	0,00	984 000,00	50 000,00	157 460,35
2016	ACCESSCOLL	MISE EN ACCESSIBILITE DES COLLEGES PUBLICS	12 369 243,00	0,00	12 369 243,00	500 000,00	9 087 744,42
2016	CGENSSCO	CONSTRUCTION SALLE DE SPORTS A GENOLHAC	1 200 000,00	0,00	1 200 000,00	0,00	0,00
2016	DICONNEX	AMENAGEMENTS CONNEXES DEPLACEMENT DE RESEAUX	300 000,00	0,00	300 000,00	0,00	172 506,56
2016	DIGROSSREP	TRAVAUX DE GROSSES REPARATIONS DU RESEAU ROUTIER	19 300 000,00	0,00	19 300 000,00	0,00	18 615 336,39
2016	LOGEMENT	SUBVENTION A LA CREATION ET A LA REHABILITATION DE LOGEMENTS	1 643 550,00	0,00	1 643 550,00	80 000,00	1 626 050,00
2016	SUBER	SUBVENTIONS DITES THEMATIQUES (TRAVAUX ADDUCTION EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT ELECTRIFICATION) POUR COMMUNES RURALES	6 384 166,23	0,00	6 384 166,23	0,00	6 384 166,23
2016	THD	ETUDES, TRAVAUX ET DSP CONCERNANT LE THD	19 805 624,20	0,00	19 805 624,20	270 000,00	19 327 857,14
2016	UFRMED	SUBVENTION UFR MEDECINE DE NIMES	750 000,00	0,00	750 000,00	0,00	0,00
2017	BNIDIDEROT	RESTRUCTURATION N°2 COLLEGE DIDEROT A NIMES	10 326 635,22	0,00	10 326 635,22	0,00	8 991 083,26
2017	DIAMONT	ETUDES PRELIMINAIRES	700 000,00	0,00	700 000,00	0,00	547 977,80
2017	DIGROSSREP	GROSSES REPARATIONS	17 451 333,83	0,00	17 451 333,83	0,00	16 676 566,80
2017	DISUBV	SUBVENTIONS	50 000,00	0,00	50 000,00	0,00	11 663,20
2017	DITRAVNEUF	TRAVAUX NEUFS	12 977 520,92	0,00	12 977 520,92	0,00	12 927 884,61
2017	LOGEMENT	SUBVENTIONS A LA CREATION ET A LA REHABILITATION DE LOGEMENT	3 588 298,00	0,00	3 588 298,00	164 640,00	3 216 053,00
2017	PAPINIMES	PAPINIMES PROGRAMME CADEREAU	2 360 495,99	0,00	2 360 495,99	71 351,33	2 236 934,26
2017	PROCECILE	SECURISATION DU BARRAGE DE STE CECEILE D'ANDORGE PHASE PRO	35 000 000,00	0,00	35 000 000,00	9 473 000,00	6 927 640,90
2017	SENDROME	INSTALLATION NOUVEAU SYSTEME DE DROME BARRAGE DE SENECHAS	1 320 000,00	0,00	1 320 000,00	303 000,00	58 162,42
2017	SOLIDARITE	MAINTIEN A DOMICILE ET HEBERGEMENT DES PERSONNES AGEES	4 328 965,05	-184 290,55	4 144 674,50	0,00	4 144 674,50
2017	SUBER	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT RURAL 2017	6 346 244,62	0,00	6 346 244,62	0,00	6 346 244,62

Année	Code	Libellé	AP avant étape	Révision	Montant de l'AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement>N
2017	TELMOBILE	TELEPHONE MOBILE	628 549,31	0,00	628 549,31	0,00	628 549,31
2017	TRANSITION	GESTION DU PROGRAMME DE TRANSITION ENERGETIQUE	17 205 000,00	6 295 000,00	23 500 000,00	4 482 500,00	10 586 654,49
2018	BATIMENTS	GROSSES REPARATIONS DE BATIMENTS - HORS COLLEGES	5 277 000,50	-615 003,12	4 661 997,38	0,00	4 509 466,14
2018	BATSOCIAUX	MODERNISATION DE LA SOLIDARITE DEPARTEMENTALE - CONSTRUCTION RESTRUCTURATION - REHABILITATION - AGENCEMENT BAT SOCIAUX	16 580 000,00	2 420 000,00	19 000 000,00	2 558 086,00	8 225 286,27
2018	BJEANEDARC	RESTRUCTURATION BATIMENTS RUE JEANNE D'ARC NIMES	201 306,00	0,00	201 306,00	0,00	201 306,00
2018	BMAISDEPAR	RESTRUCTUTAION MAISON DU DEPARTEMENT NIMES	957 795,38	0,00	957 795,38		957 795,38
2018	BREGIROUTE	MODERNISATION ET PERENNISATION DE LA REGIE ROUTIERE CONCERNANT LA CONSTRUCTION RESTRUCTURATION REHABILITATION	22 050 000,00	1 450 000,00	23 500 000,00	5 200 000,00	8 743 572,45
2018	CDE	FONDS DE SOUTIEN AUX TERRITOIRES	4 965 625,75	0,00	4 965 625,75	0,00	4 965 625,75
2018	CGENSEGPA	CONSTRUCTION D'UNE SEGPA AU COLLEGE DE ST GENIES MALGOIRES	1 627 191,75	0,00	1 627 191,75	0,00	1 627 191,75
2018	COLLEGES	GROSSES REPARATIONS SUR LES COLLEGES	24 389 316,00	-1 610 280,06	22 779 035,94	0,00	22 573 055,18
2018	CONSUCL	UNITE DE CONDITIONNEMENT DES LEGUMES POUR LES COLLEGES GARDOIS-CONSTRUCTION-RESTRUCTURATION-REHABILITATION	0,00	0,00	0,00		0,00
2018	CVEGSEGPA	CONSTRUCTION D'UNE SEGPA AU COLLEGE DE VERGEZE	3 062 850,12	-1 087,52	3 061 762,60	0,00	3 061 762,60
2018	DIAMONT	ETUDES PRELIMINAIRES	475 000,00	0,00	475 000,00	0,00	373 222,45
2018	DICOM	PARTICIPATION AUX PROJETS STRUCTURANTS	2 500 000,00	0,00	2 500 000,00	0,00	1 950 854,29
2018	DIGROSSREP	GROSSES REPARATIONS	24 651 700,00	0,00	24 651 700,00	0,00	24 083 308,94
2018	DIPISTES	PISTES CYCLABLES	1 702 914,44	0,00	1 702 914,44	0,00	1 611 530,69
2018	DITRAVAGLO	CONTRIBUTIONS AUX COMMUNES POUR TRAVAUX TRAVERSEES AGGLO	4 000 000,00	0,00	4 000 000,00	0,00	3 757 536,60
2018	DITRAVNEUF	TRAVAUX NEUFS	973 467,98	0,00	973 467,98	0,00	905 119,86

Année	Code	Libellé	AP avant étape	Révision	Montant de l'AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement>N
2018	FONCTAPN	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT POUR L'ATTRACTIVITE ET LE PATRIMOINE NATUREL	141 746,62	0,00	141 746,62	24 346,62	117 400,00
2018	INVMA	SUBVENTIONS EN INVESTISSEMENT POUR LES MILIEUX AQUATIQUES	792 553,56	0,00	792 553,56	30 000,00	762 553,56
2018	INVSTE	SUBVENTIONS EN INVESTISSEMENT POUR LES SOLIDARITES TERRITORIALES ENVIRONNEMENTALES	5 675 324,82	0,00	5 675 324,82	0,00	5 675 324,82
2018	LOGEMENT	SUBVENTION A LA CREATION ET A LA REHABILITATION DE LOGEMENTS	2 748 774,00	0,00	2 748 774,00	83 397,00	2 637 636,00
2018	MARCHELOG	APPUI TECHNIQUE LOGEMENT SOCIAL	813 935,05	-71 294,18	742 640,87	0,00	742 640,87
2018	MONUMHISTO	MONUMENTS HISTORIQUES	196 736,00	0,00	196 736,00	0,00	127 671,51
2018	PADSOAE	POLITIQUE ALIMENTAIRE STRUCTURATION DE L'OFFRE AE	14 457,00	-10 617,00	3 840,00	0,00	3 840,00
2018	RU2INV	SUBVENTIONS AUX OPERATIONS DANS LE CADRE DU FDS ANRU2 ET PNRQAD DE SAINT GILLES	385 778,00	0,00	385 778,00	0,00	181 577,00
2018	SECURPISE	OPERATION BARRAGE LAC DES PISES	1 770 000,00	0,00	1 770 000,00	40 000,00	126 471,75
2018	SOLIDARITE	MAINTIEN A DOMICILE ET HEBERGEMENT DES PERSONNES AGEES	3 782 253,26	0,00	3 782 253,26	0,00	3 384 371,64
2019	AGRITOUR	SUBVENTION A L'AGRITOURISME	8 806,77	-3 040,00	5 766,77	0,00	8 806,77
2019	BMOULINRES	REHABILITATION VIEUX MOULIN PONT DU GARD	3 100 000,00	0,00	3 100 000,00	200 000,00	171 241,00
2019	CDE	FONDS DE SOUTIEN AUX TERRITOIRES	5 500 038,50	-22 500,00	5 477 538,50	0,00	5 477 538,50
2019	CNCAPOURES	RESTRUCTURATION COLLEGE CAPOUCHINE	15 000 000,00	0,00	15 000 000,00	0,00	117 761,40
2019	CROQMAURES	EXTENSION COLLEGE ROQUEMAURE	600 000,00	-62 227,25	537 772,75	0,00	537 772,75
2019	CVILNEVRES	RESTRUCTURATION COLLEGE VILLEUVE LES AVIGNON	12 500 000,00	0,00	12 500 000,00	2 580 000,00	2 448 549,01
2019	DICOM	PARTICIPATION AUX PROJETS STRUCTURANTS	3 790 000,00	0,00	3 790 000,00	75 000,00	2 906 692,34
2019	DID	DOSSIERS D'INTÉRÊT DÉPARTEMENTAUX	3 036 358,99	0,00	3 036 358,99	0,00	3 036 358,99
2019	DIDOUX	TRAVAUX NEUFS CYCLABLES	4 577 021,10	0,00	4 577 021,10	0,00	4 507 021,10
2019	DIGROSSREP	GROSSES REPARATIONS	32 302 880,69	0,00	32 302 880,69	0,00	30 833 872,68
2019	DIMATPARC	ROUTES - MATERIELS	2 000 000,00	0,00	2 000 000,00	0,00	1 822 024,50

Année	Code	Libellé	AP avant étape	Révision	Montant de l'AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement>N
2019	DIMODERN	TRAVAUX NEUFS ROUTIERS	4 161 196,00	0,00	4 161 196,00	0,00	2 453 530,60
2019	DISUBV	SUBVENTIONS	330 000,00	0,00	330 000,00	0,00	298 489,26
2019	DITRAVAGLO	CONTRIBUTIONS AUX COMMUNES POUR TRAVAUX TRAVERSEES AGGLO	4 000 000,00	0,00	4 000 000,00	0,00	2 844 600,14
2019	FONCTMA	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT POUR LES MILIEUX AQUATIQUES	20 000,00	0,00	20 000,00	14 636,00	5 364,00
2019	HARASUZES	SUBVENTION POUR LA CREATION D'UNE PLATEFORME PEDAGOGIQUE	120 450,00	0,00	120 450,00	0,00	120 450,00
2019	INVMA	SUBVENTIONS POUR LES MILIEUX AQUATIQUES	569 882,89	0,00	569 882,89	24 100,00	545 782,89
2019	INVSTE	SUBVENTIONS DE SOLIDARITES TERRITORIALES ET ENVIRONNEMENTALES	4 860 341,06	0,00	4 860 341,06	293 909,17	4 394 431,89
2019	LOGEMENT	SUBVENTIONS A LA CREATION REHABILITAION DE LOGEMENT	2 157 500,00	0,00	2 157 500,00	189 640,00	1 909 950,00
2019	PAGAP	PROJETS ALIMENTAIRES GARDOIS	10 102,90	0,00	10 102,90	0,00	10 102,90
2019	RU2INV	SUBVENTIONS AUX OPERATIONS DANS LE CADRE DU FDS ANRU2 ET DU PNRQAD DE SAINT-GILLES	2 644 065,00	0,00	2 644 065,00	66 510,00	2 515 029,00
2019	SOLIDARITE	MAINTIEN A DOMICILE ET HEBERGEMENT DES PERSONNES AGEES	3 619 927,19	0,00	3 619 927,19	100 044,35	2 903 597,79
2020	CBRIGNPARK	REAMENAGEMENT DU PARKING AU COLLEGE DE BRIGON	771 446,81	0,00	771 446,81	0,00	771 446,81
2020	CDE	SUBVENTION DANS LE CADRE DES CONTRATS AVEC LES COMMUNES ET LEURS GROUPEMENTS	5 436 410,02	0,00	5 436 410,02	488 766,00	5 072 360,02
2020	CSTGILLECO	CONSTRUCTION DU NOUVEAU COLLEGE DE ST GILLES	39 900 000,00	0,00	39 900 000,00	3 400 000,00	1 366 308,01
2020	DICOM	PARTICIPATION AUX PROJETS STRUCTURANTS	9 090 000,00	0,00	9 090 000,00	0,00	3 266 115,43
2020	DIDASSO	CREATION MAISON DES ASSOCIATIONS DIDEROT NIMES	1 200 000,00	300 000,00	1 500 000,00	600 000,00	112 032,08
2020	DIDOUX	TRAVAUX NEUFS CYCLABLES	4 808 892,33	0,00	4 808 892,33	20 000,00	4 541 975,31
2020	DIGROSSREP	GROSSES REPARATIONS	44 950 000,00	0,00	44 950 000,00	0,00	33 284 002,44
2020	DIINTEMPER	INTEMPERIES 2019-2021	0,00	0,00			
2020	DIMATPARC	ROUTES - MATERIELS	7 500 000,00	-418 035,95	7 081 964,05	150 000,00	6 863 542,21



Année	Code	Libellé	AP avant étape	Révision	Montant de l'AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement>N
2020	DIMODERN	TRAVAUX NEUFS ROUTIERS	9 497 774,90	0,00	9 497 774,90	0,00	2 050 050,34
2020	DIRADARS	OPERATIONS DE SECURITE	4 270 000,00	0,00	4 270 000,00	0,00	3 040 026,58
2020	DISIGN	SIGNALISATION ET PANNEAUX D'INFORMATION	950 000,00	0,00	950 000,00	0,00	537 816,06
2020	DISUBV	SUBVENTIONS	270 000,00	0,00	270 000,00	15 000,00	137 811,06
2020	DITRAVAGLO	CONTRIBUTIONS AUX COMMUNES POUR TRAVAUX TRAVERSEES AGGLO	4 000 000,00	0,00	4 000 000,00	0,00	2 816 925,00
2020	EDD	ETUDES DE DANGER SUR LES BARRAGES DEPARTEMENTAUX	376 877,15	-7 655,20	369 221,95	0,00	369 221,95
2020	FONCTMA	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT POUR LES MILIEUX AQUATIQUES	35 500,00	0,00	35 500,00	0,00	35 500,00
2020	FONDESECO	FONDS DE SECOURS POUR LES INONDATIONS	1 168 607,63	0,00	1 168 607,63	119 503,20	903 104,43
2020	HALLESPORT	HALLE DE SPORT COMMUNALE	275 000,00	0,00	275 000,00	0,00	275 000,00
2020	INVAPN	SUBVENTIONS POUR L'ATTRACTIVITE ET LE PATRIMOINE NATUREL	442 878,73	0,00	442 878,73	213 080,84	169 797,89
2020	INVMA	SUBVENTIONS POUR LES MILIEUX AQUATIQUES	7 170 945,04	0,00	7 170 945,04	36 452,64	1 146 569,51
2020	INVSTE	SUBVENTIONS DE SOLIDARITES TERRITORIALES ET ENVIRONNEMENTALE	7 320 786,61	0,00	7 320 786,61	327 180,00	5 927 250,80
2020	LOGEMENT	SUBVENTION A LA CREATION REHABILITATION DE LOGEMENT	2 058 109,46	0,00	2 058 109,46	114 063,20	1 658 272,46
2020	MAIDEPEX	EXTENSION DE LA MAISON DU DEPARTEMENT NIMES	432 000,00	0,00	432 000,00	0,00	65 460,00
2020	MARCHELOG	APPUI TECHNIQUE LOGEMENT SOCIAL	225 000,00	-147 012,06	77 987,94	0,00	77 987,94
2020	RU2INV	SUBVENTIONS AUX OPERATIONS DANS LE CADRE DU FDS ANRU2 ET DU PNRQAD DE SAINT GILLES	369 308,00	0,00	369 308,00	45 400,00	260 588,98
2020	SOLIDARITE	MAINTIEN A DOMICILE ET HEBERGEMENT DES PERSONNES AGEES	2 275 586,12	0,00	2 275 586,12	0,00	1 471 189,47
2021	ACQIMMEUBL	ACQUISITION D'IMMEUBLES	15 000 000,00	0,00	15 000 000,00	400 000,00	100 000,00
2021	ACQTERRAIN	ACQUISITIONS DE TERRAIN	5 000 000,00	0,00	5 000 000,00	300 000,00	150 000,00
2021	AGRITOUR	AGRITOURISME	21 000,00	0,00	21 000,00	10 500,00	21 000,00
2021	BARRAGES	ETUDES SECURISATION BARRAGES	46 000,00	-21 000,00	25 000,00	0,00	25 000,00

Année	Code	Libellé	AP avant étape	Révision	Montant de l'AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement>N
2021	CDE	SUBVENTION DANS LE CADRE DES CONTRATS AVEC LES COMMUNES ET LEURS GROUPEMENTS	5 078 691,00	0,00	5 078 691,00	210 359,00	4 852 704,00
2021	CREARURALE	SUBVENTION POUR LE SOUTIEN AUX SERVICES DE PROXIMITE EN MILIEU RURAL	40 000,00	-20 000,00	20 000,00	0,00	20 000,00
2021	CSALINDRES	CONSTRUCTION D'UN COLLEGE A SALINDRES	31 600 000,00	0,00	31 600 000,00	0,00	106 045,60
2021	DID	DOSSIERS D'INTERETS DEPARTEMENTAUX	3 000 000,00	0,00	3 000 000,00	0,00	2 687 598,51
2021	DIDOUX	TRAVAUX NEUFS CYCLABLES	633 393,10	0,00	633 393,10	0,00	528 845,76
2021	DIGROSSREP	PILOTAGE DU PROGRAMME PLURIANNUEL DE GROSSES REPARATION	35 000 000,00	0,00	35 000 000,00	0,00	28 231 127,11
2021	DIMODERN	TRAVAUX NEUFS ROUTIERS	10 000 000,00	0,00	10 000 000,00	0,00	9 397 138,58
2021	DITRAVAGLO	PROGRAMMATION PLURIANNUELLE / ANNUELLE DES OPERATIONS	3 947 257,00	0,00	3 947 257,00	57 000,00	3 428 505,60
2021	FONCTMA	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT POUR LES MILIEUX AQUATIQUES	6 480,00	0,00	6 480,00	828,32	5 651,68
2021	FONCTSTE	SUBVENTIONS FONCTIONNEMENT DE SOLIDARITES TERRITORIALES ET ENVIRONNEMENTALES	44 780,00	0,00	44 780,00	20 294,72	24 485,28
2021	GDV	CONDUITE DE MISSION DE PRIMO ACCUEIL ET D'ACCOMPAGNEMENT DES GENS DU VOYAGE	311 500,00	0,00	311 500,00	0,00	311 500,00
2021	GOUVALIM	GOVERNANCE ALIMENTAIRE DEPARTEMENTALE 2021	176 986,00	-107 812,00	69 174,00	0,00	117 914,00
2021	INVAPN	SUBVENTIONS POUR L'ATTRACTIVITE ET LE PATRIMOINE NATUREL	235 373,47	0,00	235 373,47	32 000,00	194 288,45
2021	INVAS	FINANCEMENT INVESTISSEMENT DES ETABLISSEMENTS ACTION SOCIALE	403 077,00	0,00	403 077,00	20 000,00	156 946,00
2021	INVMA	SUBVENTIONS POUR LES MILIEUX AQUATIQUES	2 022 608,03	0,00	2 022 608,03	19 000,00	1 902 028,10
2021	INVSTE	SUBVENTIONS FONCTIONNEMENT DE SOLIDARITES TERRITORIALES ET ENVIRONNEMENTALES	4 803 497,60	0,00	4 803 497,60	219 283,96	3 776 821,22

Année	Code	Libellé	AP avant étape	Révision	Montant de l'AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement>N
2021	LOGEMENT	SUBVENTION A LA CREATION REHABILITATION DE LOGEMENT	2 672 225,00	0,00	2 672 225,00	241 705,00	1 440 431,00
2021	PADSOAE	SUBVENTION POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'OFFRE ALIMENTAIRE	40 000,00	0,00	40 000,00	0,00	5 493,04
2021	PAGAP	SUBVENTION POUR L'EDUCATION A LA CONSOMMATION RESPONSABLE ET LA VALORISATION DU PATRIMOINE GASTRONOMIQUE DU GARD	30 000,00	0,00	30 000,00	2 200,00	20 629,33
2021	PARCVL-VAE	ACQUISITION VENTE MATERIEL	2 500 000,00	600 000,00	3 100 000,00	500 000,00	1 437 250,77
2021	PAVT	PETIT PATRIMOINE A VOCATION TOURISTIQUE	94 700,00	-2 200,00	92 500,00	0,00	94 700,00
2021	PLANS	NUMERISATION DE PLANS ARCHIVES	120 000,00	0,00	120 000,00	0,00	120 000,00
2021	REGORDANE	REHABILITATION GR700 LA REGORDANE - PONT JOUANY	800 000,00	-755 688,78	44 311,22	0,00	44 311,22
2021	RU2INV	SUBVENTIONS AUX OPERATIONS DANS LE CADRE DU FDS ANRU2 ET DU PNRQAD SAINT GILLES	2 078 280,00	0,00	2 078 280,00	246 147,85	1 333 776,00
2021	SOLIDARITE	MAINTIEN A DOMICILE ET HEBERGEMENT DES PERSONNES AGEES	2 830 116,73	0,00	2 830 116,73	825 000,00	1 126 166,21
2022	BATIMENT22	MAINTENANCE ET AMELIORATION DES BATIMENTS (2022-2027) HORS COLLEGES	11 123 170,73	876 829,27	12 000 000,00	2 618 000,00	6 134 846,28
2022	CDE	SUBVENTION DANS LE CADRE DES CONTRATS AVEC LES COMMUNES ET LEURS GROUPEMENTS	9 394 022,75	0,00	9 394 022,75	2 352 978,00	7 204 228,56
2022	CLIMATEAU	SUBVENTIONS POUR LA STRATEGIE EAU ET CLIMAT	500 000,00	0,00	500 000,00	15 000,00	15 000,00
2022	COLLEGE22	MAINTENANCE ET AMELIORATION DE COLLEGES (2022-2027)	34 494 934,98	12 505 065,02	47 000 000,00	10 909 492,77	24 081 159,71
2022	CPER2127	SUBVENTION POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	4 300 000,00	5 150 000,00	9 450 000,00	260 000,00	200 000,00
2022	CREARURALE	SUBVENTION POUR LE SOUTIEN AUX SERVICES DE PROXIMITE EN MILIEU RURAL	25 304,00	0,00	25 304,00	10 000,00	15 304,00

Année	Code	Libellé	AP avant étape	Révision	Montant de l'AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement>N
2022	DID	DOSSIERS D'INTERETS DEPARTEMENTAUX	9 764 692,00	0,00	9 764 692,00	371 289,78	1 640 575,00
2022	DIDOUX	TRAVAUX NEUFS PISTES CYCLABLES	5 000 000,00	0,00	5 000 000,00	0,00	4 144 342,54
2022	DIGROSSREP	GROSSES REPARATIONS	34 000 000,00	0,00	34 000 000,00	0,00	28 016 609,76
2022	DIMODERN	TRAVAUX NEUFS ROUTIERS	10 000 000,00	0,00	10 000 000,00	0,00	2 597 690,59
2022	DITRAVAGLO	CONTRIBUTION AUX COMMUNES POUR TRAVAUX	4 000 000,00	0,00	4 000 000,00	732 000,00	2 330 084,43
2022	EQUIPSPORT	SUBVENTIONS POUR LA CREATION OU LA RENOVATION D'EQUIPEMENTS SPORTIFS COMMUNAUX OU INTERCOMMUNAUX	118 649,00	0,00	118 649,00	0,00	118 649,00
2022	ETUPREBAT	ETUDES PREALABLES SUR BATIMENTS	2 100 000,00	0,00	2 100 000,00	150 000,00	173 873,33
2022	ETUPRECOLL	ETUDES PREALABLES SUR LES COLLEGES	1 700 000,00	0,00	1 700 000,00	0,00	100 000,00
2022	FONCTAPN	SUBVENTIONS POUR L'ATTRACTIVITE ET LE PATRIMOINE NATUREL	132 627,55	0,00	132 627,55	15 539,22	93 072,56
2022	FONCTMA	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT POUR LES MILIEUX AQUATIQUES	56 000,00	0,00	56 000,00	0,00	56 000,00
2022	FSE+	PROMOUVOIR L'INCLUSION SOCIALE PROGRAMMATION FSE+ 2022 2027	14 150 000,00	0,00	14 150 000,00	4 200 000,00	4 128 120,80
2022	GESTCHASS	GESTION DE LA CHASSE	60 000,00	-15 661,64	44 338,36	0,00	44 339,18
2022	IAECHANTIE	FINANCEMENT DES CHANTIERIS D'INSERTION	3 078 229,00	-143 773,00	2 934 456,00	0,00	2 934 456,00
2022	INOND	SUBVENTIONS INONDATIONS	5 000 000,00	0,00	5 000 000,00	400 000,00	1 030 536,97
2022	INVAPN	SUBVENTIONS POUR L'ATTRACTIVITE ET LE PATRIMOINE NATUREL	247 906,79	0,00	247 906,79	45 000,00	114 567,97
2022	INVMA	SUBVENTIONS POUR LES MILIEUX AQUATIQUES	1 039 695,80	0,00	1 039 695,80	308 480,80	482 328,31
2022	INVSTE	SUBVENTIONS DE SOLIDARITES TERRITORIALES ET ENVIRONNEMENTALES	6 055 408,01	0,00	6 055 408,01	871 312,00	3 829 510,74
2022	LOGEMENT	SUBVENTION A LA CREATION REHABILITATION DE LOGEMENT	3 126 336,00	0,00	3 126 336,00	538 788,00	1 122 665,00
2022	MAICODEP	CREATION DE MAISONS DEPARTEMENTALES	2 100 000,00	0,00	2 100 000,00	398 455,00	425 253,94
2022	MARCHELOGH	APPUI TECHNIQUE LOGEMENT SOCIAL	888 000,00	-706 693,83	181 306,17	0,00	181 306,17

Année	Code	Libellé	AP avant étape	Révision	Montant de l'AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement>N
2022	MEJCLAP	MODERNISATION DU CENTRE SPORTIF DEPARTEMENTAL MEJANNES	29 000 000,00	0,00	29 000 000,00	1 400 000,00	8 379 674,01
2022	NIMBAT8MAI	ETUDES ET TRAVAUX POUR LA REHABILITATION DU BATIMENT PLACE DU 8 MAI A NIMES	6 000 000,00	5 000 000,00	11 000 000,00	0,00	203 680,00
2022	PADAOAE	SUBVENTION POUR LE DEVELOPPEMENT DES CIRCUITS DE PROXIMITE	43 933,00	0,00	43 933,00	2 225,50	43 933,00
2022	PADRHDAE	SUBVENTION POUR LE DEVELOPPEMENT D'UN APPROVISIONNEMENT LOCAL DE QUALITE DE LA RESTAURATION	2 161,00	0,00	2 161,00	2 161,00	2 161,00
2022	PADSOAE	SUBVENTION POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'OFFRE ALIMENTAIRE	35 808,40	0,00	35 808,40	12 237,00	35 808,40
2022	PAGAE	SUBVENTIONS POUR L'EDUCATION A LA CONSOMMATION RESPONSABLE ET LA VALORISATION DU PATRIMOINE GASTRONOMIQUE DU GARD	19 696,40	0,00	19 696,40	13 853,40	19 696,40
2022	PAGAP	SUBVENTIONS POUR L'EDUCATION A LA CONSOMMATION RESPONSABLE ET LA VALORISATION DU PATRIMOINE GASTRONOMIQUE DU GARD	23 257,60	0,00	23 257,60	12 243,00	23 257,60
2022	PAVT	PETIT PATRIMOINE A VOCATION TOURISTIQUE	127 300,00	0,00	127 300,00	0,00	97 300,00
2022	REHABBAUME	REHABILITATION DU SITE DE LA BAUME MOULINS ET SEUIL	450 000,00	0,00	450 000,00	0,00	10 000,00
2022	RESTAUR127	RESTAURATION CD 127 TRANCHE 2022 2026	1 320 000,00	0,00	1 320 000,00	435 000,00	769 284,58
2022	RU2INV	SUBVENTIONS AUX OPERATIONS DANS LE CADRE DU FDS ANRU2 ET DU PNRQAD SAINT GILLES	881 165,00	0,00	881 165,00	279 521,00	298 348,00
2022	SAFER	SUBVENTION POUR LA SAFER	60 000,00	5 280,00	65 280,00	15 000,00	50 280,00
2022	SOLIDARITE	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT A DESTINATION DES ESMS	6 000 000,00	0,00	6 000 000,00	935 000,00	2 563 637,07

Année	Code	Libellé	AP avant étape	Révision	Montant de l'AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement>N
2022	STREAUCLIM	MISE EN OEUVRE STRATEGIE SCHEMA EAU ET CLIMAT	252 000,00	43 000,00	295 000,00	100 000,00	195 000,00
2022	TSSD	APPEL A PROJETS TOURISME SOCIAL SOLIDAIRE ET DURABLE	15 234,00	0,00	15 234,00	0,00	13 744,00
2023	AGRITOUR	AGRITOURISME (2023-2027)	100 000,00	0,00	100 000,00	10 000,00	30 000,00
2023	ALIMENT	SUBVENTIONS RELATIVES A LA POLITIQUE ALIMENTAIRE DEPARTEMENTALE 2023 2027	750 000,00	0,00	750 000,00	120 624,68	45 300,00
2023	ANRU2INV	SUBVENTIONS AUX OPERATIONS DANS LE CADRE DU FDS ANRU2 ET DU PNRQAD SAINT GILLES	2 487 232,30	0,00	2 487 232,30	490 481,00	247 848,00
2023	ARCGG	ASSOCIATION DE RETRAITE DES CONSEILLERS GENERAUX DU GARD (2023-2027)	1 500 000,00	0,00	1 500 000,00	300 000,00	600 000,00
2023	AVP	AIDE A LA VIE PARTAGEE	750 000,00	0,00	750 000,00	60 376,00	689 539,20
2023	BARRAGES	OPERATIONS PLURIANNUELLES A LA SECURISATION ET A L'EXPLOITATION DES BARRAGES (2023- 2025)	547 600,00	0,00	547 600,00	143 500,00	243 600,00
2023	BMASBOUDAN	ETUDES ET TRAVAUX POUR LA REHABILITATION DU MAS DE BOUDAN NIMES	7 080 000,00	0,00	7 080 000,00	0,00	0,00
2023	CARTONS	ACHAT DE CARTONS D'ARCHIVAGES	100 000,00	0,00	100 000,00	20 000,00	30 000,00
2023	CDE	SUBVENTION DANS LE CADRE DES CONTRATS AVEC LES COMMUNES ET LEURS GROUPEMENTS	9 289 068,75	0,00	9 289 068,75	2 333 248,10	4 421 081,69
2023	CHUSERRECA	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT A DESTINATION DU CHU NIMES SERRE CAVALIER	7 200 000,00	0,00	7 200 000,00	100 000,00	0,00
2023	CNROLLAND	REAGENCEMENT INTERIEUR EXTERIEUR COLLEGE ROMAIN ROLLAND A NIMES	4 000 000,00	0,00	4 000 000,00	2 185 459,00	564 541,26
2023	CREARURALE	SUBVENTION POUR LE SOUTIEN AUX SERVICES DE PROXIMITE EN MILIEU RURAL ( 2023-2027)	150 000,00	0,00	150 000,00	20 000,00	40 000,00
2023	DEPDOUX	DEVELOPPEMENT DES DEPLACEMENTS DOUX	18 700 000,00	0,00	18 700 000,00	8 084 116,00	6 064 750,57

Année	Code	Libellé	AP avant étape	Révision	Montant de l'AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement>N
2023	DID	DOSSIER D'INTERETS DEPARTEMENTAUX	1 860 000,00	0,00	1 860 000,00	0,00	1 000 000,00
2023	ENTPATNAT	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT POUR L'ATTRACTIVITE ET LE PATRIMOINE NATUREL	155 649,94	0,00	155 649,94	40 000,00	71 613,84
2023	EQUISPORT	SUBVENTIONS POUR LA CREATION OU LA RENOVATION D'EQUIPEMENTS COMMUNAUX OU INTERCOMMUNAUX	600 000,00	-281 501,75	318 498,25	0,00	350 000,00
2023	FDDHORSIAE	FONDS DEPARTEMENTAL DE DEVELOPPEMENT HORS IAE	30 000,00	0,00	30 000,00	30 000,00	0,00
2023	FDDIAE	FONDS DEPARTEMENTAL DE DEVELOPPEMENT IAE	350 000,00	0,00	350 000,00	170 000,00	150 000,00
2023	FSL	FRAIS DE GESTION CONVENTION DE MANDAT	823 500,00	0,00	823 500,00	274 500,00	549 000,00
2023	HABITINCLU	HABITAT INCLUSIF PH	1 000 000,00	0,00	1 000 000,00	246 000,00	300 000,00
2023	IAECHANTIE	FINANCEMENT DES CHANTIERS D'INSERTION	3 640 000,00	-931 738,25	2 708 261,75	0,00	2 708 261,75
2023	LOGEMENT	SUBVENTION A LA CREATION REHABILITATION DE LOGEMENTS	2 483 606,51	0,00	2 483 606,51	176 520,00	269 260,00
2023	MARCHELOG	APPUI TECHNIQUE LOGEMENT SOCIAL	100 000,00	-100 000,00	0,00	0,00	0,00
2023	MILIEUAQUA	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT POUR LES MILIEUX AQUATIQUES ET LA PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS	1 973 362,87	0,00	1 973 362,87	295 900,00	1 228 221,13
2023	NUMDOCARCH	NUMERISATION DE DOCUMENTS D'ARCHIVES	400 000,00	0,00	400 000,00	100 000,00	132 965,12
2023	PARCMEYNIE	TRAVAUX DE REAMENAGEMENT DU PARC MEYNIER - SALINELLES A NIMES	1 600 000,00	0,00	1 600 000,00	0,00	1 346 138,78
2023	PAVT	PROJET A VOCATION TOURISTIQUE (2023-2027)	600 000,00	0,00	600 000,00	133 125,00	141 500,00
2023	PENIBILITE	PLAN PLURIANNUEL DE LUTTE CONTRE LA PENIBILITE	600 000,00	0,00	600 000,00	200 000,00	218 467,40
2023	PROJSTRUCT	PROJETS ROUTIERS SUR ITINERAIRES STRUCTURANTS	15 000 000,00	0,00	15 000 000,00	1 712 900,00	3 120 903,63

Année	Code	Libellé	AP avant étape	Révision	Montant de l'AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement>N
2023	PROTINOND	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT POUR LA PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS	241 442,00	0,00	241 442,00	77 695,60	114 304,40
2023	RENOROUTE	RENOVATION ET EXPLOITATION DU PATRIMOINE ROUTIER	109 853 218,52	0,00	109 853 218,52	16 300 500,00	68 967 807,98
2023	SANTE	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT POUR DES CENTRES DE SANTE ET DES CABINES POUR DE LA TELECONSULTATION	1 000 000,00	0,00	1 000 000,00	400 000,00	200 000,00
2023	SCHEMADSD	SCHEMA UNIQUE DES SOLIDARITES DEPENSES (2023-2027)	52 000 000,00	0,00	52 000 000,00	4 000 000,00	13 852 586,43
2023	SDIS	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT POUR LE PARC IMMOBILIER DU SDIS DU GARD	18 000 000,00	0,00	18 000 000,00	3 421 804,00	2 854 744,16
2023	SECURDEP	SECURISATION DES DEPLACEMENTS QUOTIDIENS	28 099 001,64	0,00	28 099 001,64	5 216 000,00	11 662 495,36
2023	SENSIBEAU	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT DE SOLIDARITES TERRITORIALES ET ENVIRONNEMENTALES	81 400,00	0,00	81 400,00	0,00	48 238,00
2023	SINAGRI	SUBVENTIONS AUX AGRICULTEURS SINISTRES AFFECTES PAR LES EVENEMENTS CLIMATIQUES	500 000,00	-10 000,00	490 000,00	0,00	500 000,00
2023	SOLIDARITE	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT A DESTINATION DES ESMS	4 000 000,00	0,00	4 000 000,00	718 580,00	847 694,26
2023	SOLIEAU	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT DE SOLIDARITES TERRITORIALES ET ENVIRONNEMENTALES	6 162 047,66	0,00	6 162 047,66	801 963,00	2 115 892,62
2023	VALOPATNAT	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT POUR L'ATTRACTIVITE ET LE PATRIMOINE NATUREL	325 478,21	0,00	325 478,21	0,00	263 894,98
2024	AIDOMICILE	APPEL A MANIFESTATION D'INTERET DE LA CNSA	735 000,00	0,00	735 000,00	200 000,00	245 000,00
2024	AMGTPARKIN	AMENAGEMENT AIRE DE STATIONNEMENT MOBILITE DOUCE	2 000 000,00	0,00	2 000 000,00	1 400 000,00	202 200,00
2024	ANRU2INV	SUBVENTIONS AUX OPERATIONS DANS LE CADRE DU FDS ANRU2 ET DU PNRQAD SAINT GILLES	3 000 000,00	0,00	3 000 000,00	94 492,00	120 000,00



Année	Code	Libellé	AP avant étape	Révision	Montant de l'AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement>N
2024	BORNAGENS	BORNAGES DES ESPACES NATURELS SENSIBLES DEPARTEMENTAUX	240 000,00	0,00	240 000,00	20 000,00	10 000,00
2024	CDE	SUBVENTION DANS LE CADRE DES CONTRATS AVEC LES COMMUNES ET LEURS GROUPEMENTS	10 000 059,00	0,00	10 000 059,00	1 760 000,00	1 104 152,00
2024	DID	DOSSIER D'INTERETS DEPARTEMENTAUX	3 000 000,00	0,00	3 000 000,00	0,00	
2024	EHPADBEAU	RECONSTRUCTION DEUX EHPAD BEUCAIRE	9 300 000,00	0,00	9 300 000,00	100 000,00	0,00
2024	EHPADQUAI	RECONSTRUCTION MSP QUAI DE LA FONTAINE	2 000 000,00	0,00	2 000 000,00	0,00	
2024	EHPADVIDOU	RENOVATION EHPAD VIDOURLE SAUVE	3 800 000,00	0,00	3 800 000,00	100 000,00	
2024	ENTPATNAT	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT POUR L'ATTRACTIVITE ET LE PATRIMOINE NATUREL	329 000,00	0,00	329 000,00	94 000,00	72 351,50
2024	EQUISPORT	SUBVENTIONS POUR LA CREATION OU LA RENOVATION D'EQUIPEMENTS COMMUNAUX OU INTERCOMMUNAUX	1 500 000,00	0,00	1 500 000,00	750 000,00	415,49
2024	ESSCOMMUNS	ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE APPEL A COMMUNS	1 000 000,00	0,00	1 000 000,00	250 000,00	100 000,00
2024	GESTCHASS	GESTION DE LA CHASSE	80 000,00	-41 936,00	38 064,00	25 000,00	13 064,00
2024	IAECHANTIE	FINANCEMENT DES CHANTIER D'INSERTION	3 000 000,00	0,00	3 000 000,00	749 815,00	2 250 000,00
2024	LOGEMENT	SUBVENTION A LA CREATION REHABILITATION DE LOGEMENTS	3 500 000,00	0,00	3 500 000,00	209 604,00	120 000,00
2024	MASDASPORT	ETUDES ET TRAVAUX DE RESTRUCTURATION DU MAS D'ASPORT A NIMES	2 700 000,00	0,00	2 700 000,00	200 000,00	300 000,00
2024	MILIEUAQUA	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT POUR LES MILIEUX AQUATIQUES ET LA PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS	3 000 000,00	0,00	3 000 000,00	350 000,00	3 659,47
2024	PGESTION	PLANS DE GESTION	50 000,00	30 000,00	80 000,00	5 000,00	1 700,00
2024	PLANS	NUMERISATION DE PLANS ARCHIVES	200 000,00	-200 000,00	0,00	0,00	25 000,00

Année	Code	Libellé	AP avant étape	Révision	Montant de l'AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement>N
2024	PROTINOND	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT POUR LA PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS	113 540,00	0,00	113 540,00	40 000,00	0,00
2024	REHABESMS	REHABILITATION DES ESMS PA-PH (2024-2026)	12 000 000,00	0,00	12 000 000,00	640 000,00	100 000,00
2024	RENOVHDD	RENOVATION ENERGETIQUE DE L'HOTEL DU DEPARTEMENT A NIMES	4 500 000,00	0,00	4 500 000,00	200 000,00	150 000,00
2024	SENSIBEAU	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT DE SOLIDARITES TERRITORIALES ET ENVIRONNEMENTALES	54 000,00	0,00	54 000,00	10 000,00	35 000,00
2024	SOLIEAU	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT DE SOLIDARITES TERRITORIALES ET ENVIRONNEMENTALES	13 930 000,00	0,00	13 930 000,00	1 290 000,00	951 684,30
2024	VALOPATNAT	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT POUR L'ATTRACTIVITE ET LE PATRIMOINE NATUREL	1 110 000,00	0,00	1 110 000,00	290 000,00	17 139,12
2024	VEGETAUX	FOURNITURE DE VEGETAUX	450 000,00	0,00	450 000,00	105 000,00	
2024	VTTMEJANNE	ESPACE VTT MEJANNES LE CLAP	250 000,00	50 000,00	300 000,00	100 000,00	100 000,00
2025	ACCOMPENF	CONSTRUCTION D'UN CENTRE D'ACCUEIL ET D'ACCOMPAGNEMENT DES ENFANTS	0,00	7 000 000,00	7 000 000,00		
2025	AFAFE	AMENAGEMENT FONCIER AGRICOLE FORESTIER ET ENVIRONNEMENTAL	0,00	150 000,00	150 000,00	50 000,00	
2025	AIDETUDMED	AIDES AUX ETUDES DE MEDECINE	0,00	560 000,00	560 000,00	140 000,00	
2025	ALIMENT	SUBVENTIONS RELATIVES A LA POLITIQUE ALIMENTAIRE DEPARTEMENTALE 2025 2028		200 000,00	200 000,00		
2025	ANRUINV	SUBVENTIONS AUX OPERATIONS DANS LE CADRE DU FDS ANRU2 ET DU PNRQAD SAINT GILLES	0,00	3 000 000,00	3 000 000,00		
2025	ARCHIVES	TRAITEMENT D'ARCHIVES	0,00	200 000,00	200 000,00	50 000,00	
2025	CDE	SUBVENTION DANS LE CADRE DES CONTRATS AVEC LES COMMUNES ET LEURS GROUPEMENTS	0,00	10 000 000,00	10 000 000,00	1 000 000,00	
2025	DESIMPERME	PROGRAMME DE DESIMPERMEABILISATION	0,00	6 420 000,00	6 420 000,00	800 000,00	

Année	Code	Libellé	AP avant étape	Révision	Montant de l'AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement>N
2025	DID	DOSSIER D'INTERETS DEPARTEMENTAUX	0,00	3 000 000,00	3 000 000,00		
2025	EDD	ETUDES DE DANGER SUR LES BARRAGES DEPARTEMENTAUX		300 000,00	300 000,00	15 000,00	
2025	ENERGIE	PROGRAMME DE TRANSITION ENERGETIQUE 2025 2028	0,00	800 000,00	800 000,00	200 000,00	
2025	ENTPATNAT	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT POUR L'ATTRACTIVITE ET LE PATRIMOINE NATUREL		220 000,00	220 000,00	70 000,00	
2025	EQUISPORT	SUBVENTIONS POUR LA CREATION OU LA RENOVATION D'EQUIPEMENTS COMMUNAUX OU INTERCOMMUNAUX	0,00	1 500 000,00	1 500 000,00	200 000,00	
2025	FDDIAECHAN	FONDS DEPARTEMENTAL DE DEVELOPPEMENT DE L'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE FDDIAE	0,00	3 000 000,00	3 000 000,00	2 166 713,00	
2025	GDV	CONDUITE DE MISSION DE PRIMO ACCUEIL ET D'ACCOMPAGNEMENT DES GENS DU VOYAGE	0,00	308 000,00	308 000,00	100 000,00	
2025	GESTCHASS	GESTION DE LA CHASSE	0,00	120 000,00	120 000,00	5 000,00	
2025	LOGEMENTS	SUBVENTION A LA CREATION REHABILITATION DE LOGEMENTS		3 000 000,00	3 000 000,00		
2025	MILIEUAQUA	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT POUR LES MILIEUX AQUATIQUES ET LA PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS	0,00	3 000 000,00	3 000 000,00	300 000,00	
2025	PLS	PACTE LOCAL DES SOLIDARITES 2025 2027		150 000,00	150 000,00	20 000,00	
2025	PROGSOLAIR	PROGRAMME DE PRODUCTION ENERGETIQUE ET DE PROTECTION SOLAIRE	0,00	2 000 000,00	2 000 000,00	150 000,00	
2025	PROTINOND	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT POUR LA PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS	0,00	243 742,00	243 742,00	10 000,00	
2025	SENSIBEAU	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT DE SOLIDARITES TERRITORIALES ET ENVIRONNEMENTALES	0,00	54 000,00	54 000,00	35 000,00	

Année	Code	Libellé	AP avant étape	Révision	Montant de l'AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement>N
2025	SOLIEAU	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT DE SOLIDARITES TERRITORIALES ET ENVIRONNEMENTALES	0,00	6 330 000,00	6 330 000,00	440 000,00	
2025	VALOPATNAT	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT POUR L'ATTRACTIVITE ET LE PATRIMOINE NATUREL	0,00	180 000,00	180 000,00	85 000,00	

## En recettes

Année	Code	Libellé	AP avant étape	Révision	Montant de l'AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement>N
2001	COLLEGES	COLLEGES DEPARTEMENTAUX	15 405 780,92	0,00	15 405 780,92		15 405 780,92
2005	CQUISH	COLLEGE DE QUISSAC - HALLE DE SPORT	933,34	0,00	933,34		933,34
2005	CSODCOH	COLLEGE SUD OUEST DEPART CONSTRUCT.	6 346,52	0,00	6 346,52		6 346,52
2006	ACQUITDENS	ACQUISITIONS FONCIERES SUR LES ESPACES	0,00	0,00	0,00		0,00
2006	BVAUCMSRES	RESTRUCTURATION DU CMS DE VAUVERT	47 747,21	0,00	47 747,21		47 747,21
2006	CNOLIRES	RESTRUCTURATION COLLEGES LES OLIVIER	1 446,23	0,00	1 446,23		1 446,23
2006	CVISEGPACO	COLLEGE DU VIGAN - CONSTRUCTION D'UNE	0,00	0,00			
2007	BALESUTRES	RESTRUCTURATION DE L'U.T.R D'ALES	1 049,92	0,00	1 049,92		1 049,92
2007	BNRIARES	RESTRUCTURATION DU R.I.A	2 697 465,29	0,00	2 697 465,29		2 697 465,29
2007	BSADEVCECO	CONSTRUCTION CE ST ANDRE DE VALBORGNE	840,00	0,00	840,00		840,00
2008	CNROSRES	RESTRUCTURATION COLLEGE J.ROSTAND	76,14	0,00	76,14		76,14
2009	CMANHSCO	CONST HALLE DE SPORT COLL DE MANDUEL	837,17	0,00	837,17		837,17
2009	CUZJLTHSCO	CONST HALLE DE SPORT COLL JLT A UZES	0,00	0,00	0,00		0,00
2010	BLGCCECO	LA GRAND COMBE CONST. CE	0,00	0,00			
2010	DITRAVNEUF	OPERATIONS DE TRAVAUX ROUTIERS NEUFS	0,00	0,00			
2011	DITRAVNEUF	OPERATIONS DE TRAVAUX ROUTIERS NEUFS	221 337,23	0,00	221 337,23		221 337,23
2011	TELMOBILE	CONTRIBUTONS INFRASTRUCTURES DE	134 421,59	0,00	134 421,59		134 421,59
2013	DIGROSSREP	GROSSE REPARATIONS SUR LE RESEAU ROUTIER	244 810,61	0,00	244 810,61		244 810,61
2014	ACQIMMEUBL	ACQUISITIONS D'IMMEUBLES	1 071 120,00	0,00	1 071 120,00		1 071 120,00

Année	Code	Libellé	AP avant étape	Révision	Montant de l'AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement>N
2014	CNIDIRESHS	REST HALLE SPORTS COLL DIDEROT	0,00	0,00			
2014	DITRAVNEUF	OPERATIONS DE TRAVAUX ROUTIERS NEUFS PROGRAMME 2014	400 000,00	0,00	400 000,00	0,00	0,00
2015	DIGROSSREP	TRAVAUX DE GROSSES REPARATIONS DU RESEAU ROUTIER	35 683,90	0,00	35 683,90		35 683,90
2015	DITRAVNEUF	PROGRAMMATION PLURIANNUELLE/ANNUELLE DES OPERATIONS	580 388,39	0,00	580 388,39		580 388,39
2015	INCLUSION	PROGRAMMATION CG PROGRAMME OPERATIONNEL	19 646 616,80	-10 157 335,17	9 489 281,63	0,00	9 989 281,63
2015	SUBER	SUBVENTIONS DITES THEMATIQUES (TRAVAUX ADDUCTION EAU POTABLE	4 383 871,13	0,00	4 383 871,13	0,00	4 347 294,00
2016	DIGROSSREP	TRAVAUX DE GROSSES REPARATIONS DU RESEAU ROUTIER	11 882,86	0,00	11 882,86		11 882,86
2016	SUBER	SUBVENTIONS DITES THEMATIQUES (TRAVAUX ADDUCTION EAU POTABLE	2 062 589,00	0,00	2 062 589,00	0,00	2 062 589,00
2016	THD	ETUDES, TRAVAUX ET DSP CONCERNANT LE THD	27 045 000,00	0,00	27 045 000,00	783 000,00	12 449 784,87
2017	BNIDIDEROT	RESTRUCTURATION N°2 COLLEGE DIDEROT A NIMES	2 000 000,00	-798 000,00	1 202 000,00	0,00	1 202 000,00
2017	SUBER	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT RURAL 2017	2 725 908,00	0,00	2 725 908,00	0,00	2 725 908,00
2017	TELMOBILE	TELEPHONE MOBILE	0,00	0,00	0,00		0,00
2017	TRANSITION	GESTION DU PROGRAMME DE TRANSITION ENERGETIQUE	6 879 466,76	30 000,00	6 909 466,76	30 000,00	3 783 899,13
2018	DIGROSSREP	GROSSES REPARATIONS	0,00	0,00			
2018	INVSTE	SUBVENTIONS EN INVESTISSEMENT POUR LES SOLIDARITES	1 284 330,00	0,00	1 284 330,00		1 284 330,00
2019	DIGROSSREP	GROSSES REPARATIONS	0,00	0,00			
2019	INVSTE	SUBVENTIONS DE SOLIDARITES TERRITORIALES	0,00	0,00	0,00		0,00
2019	REDTHD	REDEVANCE THD	8 217 059,81	0,00	8 217 059,81	698 000,00	3 841 801,48
2019	SOLIDARITE	MAINTIEN A DOMICILE ET HEBERGEMENT DES PERSONNES AGEES	0,00	0,00	0,00		

Année	Code	Libellé	AP avant étape	Révision	Montant de l'AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement>N
2020	DIRADARS	OPERATIONS DE SECURITE	2 878 696,00	0,00	2 878 696,00	0,00	778 696,00
2020	FONDESECO	FONDS DE SECOURS POUR LES INONDATIONS	3 449,50	0,00	3 449,50		3 449,50
2020	MARCHELOG	APPUI TECHNIQUE LOGEMENT SOCIAL	444 331,00	0,00	444 331,00		444 331,00
2021	DIGROSSREP	PILOTAGE DU PROGRAMME PLURIANNUEL DE GROSSES REPARATION	99 792,03	0,00	99 792,03		99 792,03
2021	INVMA	SUBVENTIONS POUR LES MILIEUX AQUATIQUES	34 710,07	0,00	34 710,07		34 710,07
2022	BATIMENT22	MAINTENANCE ET AMELIORATION DES BATIMENTS (2022-2027)	0,00	0,00	0,00		
2022	FSE+	PROMOUVOIR L'INCLUSION SOCIALE PROGRAMMATION FSE+ 2022 2027	1 617 286,63	3 000 000,00	4 617 286,63	3 000 000,00	1 617 286,63
2022	MARCHELOGH	APPUI TECHNIQUE LOGEMENT SOCIAL	271 000,00	-100 000,00	171 000,00	0,00	171 000,00
2022	RESTAUR127	RESTAURATION CD 127 TRANCHE 2022 2026	0,00	0,00	0,00		
2023	AVP	AIDE A LA VIE PARTAGEE	611 924,00	0,00	611 924,00		611 924,00
2023	DEPDOUX	DEVELOPPEMENT DES DEPLACEMENTS DOUX	0,00	0,00	0,00		
2023	PROJSTRUCT	PROJETS ROUTIERS SUR ITINERAIRES STRUCTURANTS	0,00	0,00	0,00		
2023	RENOROUTE	RENOVATION ET EXPLOITATION DU PATRIMOINE ROUTIER	0,00	0,00	0,00		
2023	SCHEMADSR	SCHEMA UNIQUE DES SOLIDARITES RECETTES (2023-2027)	20 095 200,00	0,00	20 095 200,00	2 943 105,00	3 455 200,00
2023	SECURDEP	SECURISATION DES DEPLACEMENTS QUOTIDIENS	1 548 795,00	770 000,00	2 318 795,00	770 000,00	1 548 795,00
2024	AIDOMICILE	APPEL A MANIFESTATION D'INTERET DE LA CNSA	650 000,00	0,00	650 000,00	195 000,00	260 000,00

## OPERATIONS REELLES (PRESTATIONS)

### Service S0001 CAB - SERVICE PROTOCOLE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
	M57			Année	Code	Dépenses
Frais divers d'organisation	011	022	6234			62 400,00
	011	022	6238			880,00
Total prestation						63 280,00
Objets promotionnels	011	022	6238			152 000,00
Total prestation						152 000,00
Réceptions protocolaires	011	022	60623			17 000,00
	011	022	60632			2 800,00
Total prestation						19 800,00
Service S0001 CAB - SERVICE PROTOCOLE						235 080,00

### Service S0002 DAJAJ - SERVICE COURRIER

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
	M57			Année	Code	Dépenses
Expédition du courrier	011	028	6064			3 000,00
	011	028	61358			8 500,00
	011	028	6248			4 500,00
	011	028	6261			420 000,00
	011	425	6261			60 000,00
Total prestation						496 000,00
Service S0002 DAJAJ-SERVICE COURRIER						496 000,00



**Service S0004 DRH - SERVICE ACCUEIL ET RELATIONS SOCIALES**

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
	M57			Année	Code	Dépenses
Arbre de Noël	011	021	6288			81 000,00
<b>Total prestation</b>						<b>81 000,00</b>
Cérémonies	011	021	60628			34 500,00
<b>Total prestation</b>						<b>34 500,00</b>
Etudes analyses et diagnostic CHSCT	011	020	6228			21 000,00
<b>Total prestation</b>						<b>21 000,00</b>
Indemnisation des dégâts matériels aux véhicules	012	021	6234			1 000,00
<b>Total prestation</b>						<b>1 000,00</b>
Organisation et suivi des conseils de discipline	011	020	62268			1 000,00
<b>Total prestation</b>						<b>1 000,00</b>
Organisation et suivi des instances paritaires	011	031	62268			15 000,00
<b>Total prestation</b>						<b>15 000,00</b>
Prestations du CNAS	012	021	6474			850 292,00
<b>Total prestation</b>						<b>850 292,00</b>
Prestations sociales du Conseil Départemental	012	021	6488			524 596,81
<b>Total prestation</b>						<b>524 596,81</b>
Restauration collective	012	021	6478			240 000,00
	65	021	6568			370 000,00
<b>Total prestation</b>						<b>610 000,00</b>
Subvention à l'amicale du personnel	65	021	65748			25 000,00
<b>Total prestation</b>						<b>25 000,00</b>
<b>Service S0004 DRH - SERVICE ACCUEIL ET RELATIONS SOCIALES</b>						<b>2 163 388,81</b>

Service S0006 DAJAQ - DA DE L'ACHAT PUBLIC - SERVICE COMMANDE PUBLIQUE ET ASSISTANCE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement
	M57			Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses
Publication des avis de publicité et d'attribution	011	028	6231			100 000,00		
	20	028	2033					25 000,00
	20	221	2033					25 000,00
	20	843	2033					25 000,00
Total prestation						100 000,00		75 000,00
Service S0006 DACP - SERVICE PASSATION COMMANDE PUBLIQUE						100 000,00		75 000,00

Service S0007 DISI - POLE DE GESTION

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
	M57			Année	Code	Dépenses
Fonctionnement de la structure	011	028	6281			51 150,00
Total prestation						51 150,00
Gestion de la comptabilité fournisseurs pour les services télécoms	011	028	6262			887 300,00
Total prestation						887 300,00
Gestion de la comptabilité fournisseurs pour les services télécoms des collègues	011	221	6262			281 000,00
Total prestation						281 000,00
Service S0007 DISI - POLE DE GESTION						1 219 450,00

## Service S0008 DFI - SERVICE COMPTABILITE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement
	M57			Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses
Contribution financière au SDIS du Gard	204	12	20415331					2 500 000,00
	204	12	20415332	2 023	SDIS			3 421 804,00
	65	12	6553			55 420 860,00		
Total prestation						55 420 860,00		5 921 804,00
Exécution comptable	011	01	6032			200 000,00		
	011	020	627			4 000,00		
	012	021	6338			10 000,00		
	013	01	6032				200 000,00	
	014	01	7398			500 000,00		
	65	01	6583			10 000,00		
	70	01	70388				50 000,00	
	76	01	761				500 000,00	
	26	01	261					200 000,00
	27	01	2748					200 000,00
Total prestation						724 000,00	750 000,00	400 000,00
Gestion des indus	016	430	6541			100 000,00		
	017	447	6542			10 000,00		
	017	447	6541			150 000,00		
	65	01	6541			290 000,00		
	65	01	6542			1 000,00		
Total prestation						551 000,00		
Opérations exceptionnelles	67	01	673			500 000,00		
Total prestation						500 000,00		
Procédure de clôture de l'exercice budgétaire	65	01	65888			10 000,00		
	75	01	75888				50 000,00	
Total prestation						10 000,00	50 000,00	
Suivi des provisions (COMPTA)	68	01	6815			500 000,00		
	68	01	6817			500 000,00		
Total prestation						1 000 000,00		
Service S0008 DFI - SERVICE COMPTABILITE						58 205 860,00	800 000,00	6 321 804,00

Service S0009 DFI - SERVICE BUDGET ET ASSISTANCE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement	
	M57			Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Autres dotations et participations	13	01	13413						190 302,00
	74	01	74122				13 500 000,00		
	74	01	74621				4 173 369,00		
	74	01	748312				19 200 000,00		
	74	01	74835				6 841 604,00		
Total prestation							43 714 973,00		190 302,00
Compensation de la perte de la Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises	73	01	7352				33 118 108,63		
Total prestation							33 118 108,63		
Compensation du transfert de la compétence déchets	65	01	65541			98 260,00			
Total prestation						98 260,00			
Compensation du transfert de la compétence transport	014	01	739214			26 477 447,00			
Total prestation						26 477 447,00			
Compensation du transfert du port du Grau du Roi	65	01	65541			244 434,00			
Total prestation						244 434,00			
Cotisation AFIGESE	011	020	6281			1 000,00			
Total prestation						1 000,00			
Dotation globale de fonctionnement	74	01	74121				64 000 000,00		
	74	01	741223				29 000 000,00		
Total prestation							93 000 000,00		
Dotations de mutation à titre onéreux	731	01	73121				143 000 000,00		
	731	01	73122				1 100 000,00		
Total prestation							144 100 000,00		
Etudes financières	011	020	6288			100 000,00			
Total prestation						100 000,00			
Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée	10	01	10222						11 000 000,00
	10	01	102292					60 000,00	
Total prestation								60 000,00	11 000 000,00

Service S0009 DFI - SERVICE BUDGET ET ASSISTANCE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement	
	M57			Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Fonds national de péréquation des DMTO perçus par les départements	014	01	7392251			15 500 000,00			
	73	01	732251				18 000 000,00		
Total prestation						15 500 000,00	18 000 000,00		
Fraction de TVA compensatoire pour la perte de la TFPB	73	01	7358				5 966 401,00		
	73	01	7351				247 666 149,00		
Total prestation							253 632 550,00		
Gestion de la trésorerie	011	020	627			40 000,00			
	66	01	66111			100 000,00			
	66	01	6615			850 000,00			
Total prestation						990 000,00			
Gestion des emprunts	011	020	627			180 000,00			
	16	01	1641					47 300 000,00	99 652 872,59
	16	01	16449					6 590 000,00	6 590 000,00
	66	01	66111			11 400 000,00			
Total prestation						11 580 000,00		53 890 000,00	106 242 872,59
Impôts et taxes	731	01	73171				135 000 000,00		
	731	01	73141				11 600 000,00		
	731	01	731421				6 300 000,00		
	731	01	73143				30 000,00		
	731	01	73114				2 800 000,00		
	731	01	73221				17 732 085,00		
	731	01	7324				14 000 000,00		
	731	633	731722				500 000,00		
Total prestation							187 962 085,00		
Intérêts courus non échus	66	01	66112			300 000,00			
Total prestation						300 000,00			
Suivi des provisions (BUDGET)	68	01	6865			20 000,00			
Total prestation						20 000,00			
Service S0009 DFI - SERVICE BUDGET, ASSISTANCE ET TRESORERIE						55 311 141,00	773 527 716,63	53 950 000,00	117 433 174,59

Service S0012 DLOG - DA POLE OPERATIONNEL - SERVICE ATELIER ET MAINTENANCE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement
	M57			Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses
Achat de fournitures et matière d'œuvre	011	028	60632			295 000,00		
	011	028	6068			1 000,00		
	011	312	60632			1 300,00		
	011	313	60632			2 200,00		
	011	314	60632			3 000,00		
	011	315	60632			5 000,00		
	011	420	60632			25 000,00		
	011	425	60632			345,00		
	21	028	21578					40 000,00
<b>Total prestation</b>						<b>332 845,00</b>		<b>40 000,00</b>
Achat de fournitures et matière d'œuvre des collègues	011	221	60632					
						14 000,00		
<b>Total prestation</b>						<b>14 000,00</b>		
Appui logistique	011	028	6228			200,00		
	011	028	6282			130 000,00		
	011	312	6282			200,00		
	011	313	6282			2 000,00		
	011	314	6282			2 000,00		
	011	420	6282			6 000,00		
<b>Total prestation</b>						<b>140 400,00</b>		
Gestion des marchés de maintenance de sécurité et de vérification des installations techniques	011	028	615221			500,00		
	011	028	6156			265 000,00		
	011	028	6228			7 000,00		
	011	201	6156			500,00		
	011	201	6156			500,00		
	011	201	6228			400,00		
	011	201	6228			200,00		
	011	312	6156			7 000,00		
	011	312	6228			600,00		
	011	313	6156			10 000,00		

Service S0012 DLOG - DA POLE OPERATIONNEL - SERVICE ATELIER ET MAINTENANCE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement
	M57			Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses
	011	313	6228			700,00		
	011	314	6156			11 000,00		
	011	314	6228			2 100,00		
	011	315	6156			120 000,00		
	011	315	6228			500,00		
	011	420	615221			200,00		
	011	420	615228			200,00		
	011	420	6156			97 600,00		
	011	420	6228			3 400,00		
	011	425	6156			100,00		
	011	425	6156			200,00		
	011	425	6228			100,00		
	20	028	2031					10 000,00
	20	314	2031					4 200,00
	23	028	2313					110 000,00
	23	028	2315					500,00
	23	028	2318					4 000,00
	23	028	2317					1 000,00
	23	312	2313					2 000,00
	23	313	2314					3 300,00
	23	313	2317					5 000,00
	23	314	2313					33 000,00
	23	315	2313					32 000,00
	23	420	2313					38 500,00
	23	420	2317					1 000,00
	23	515	2313					500,00
Total prestation						527 800,00		245 000,00
Gestion des marchés de maintenance de sécurité et de vérification des installations techniques des collèges	011	221	6156			100 000,00		
	011	221	6228			80 000,00		
	20	221	2031					40 000,00
	23	221	2313					300 000,00
	23	221	2317					70 000,00
Total prestation						180 000,00		410 000,00

Service S0012 DLOG - DA POLE OPERATIONNEL - SERVICE ATELIER ET MAINTENANCE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement
	M57			Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses
Réalisation des travaux des bâtiments par des entreprises	011	028	61521			15 000,00		
	011	028	615221			126 000,00		
	011	028	615228			700,00		
	011	201	61521			1 500,00		
	011	201	615221			205,00		
	011	201	615221			500,00		
	011	312	615221			7 050,00		
	011	313	615221			8 000,00		
	011	314	615221			10 000,00		
	011	315	615221			70 000,00		
	011	420	61521			15 000,00		
	011	420	615221			40 000,00		
	011	420	615228			1 000,00		
	011	4213	61521			3 800,00		
Total prestation						298 755,00		
Réalisation des travaux par des entreprises des collègues	011	221	615221			24 000,00		
Total prestation						24 000,00		
Réalisation des travaux par les ateliers	011	312	61358			200,00		
Total prestation						200,00		
Travaux de maintenance apportant des améliorations énergétiques	011	028	60632			7 000,00		
	011	028	615221			15 000,00		
Total prestation						22 000,00		
Service S0012 DLOG - SERVICE ATELIER ET MAINTENANCE						1 540 000,00		695 000,00



Service S0013 DLOG - DA POLE PROGRAMMATION - SERVICE PROGRAMMATION ET GESTION PATRIMONIALE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE	Code	Fonctionnement		Investissement	
	M57			Année		Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Acquisition de véhicules	23	028	21828	2021	PARCVL-VAE			125 000,00	
	21	028	21828	2021	PARCVL-VAE			375 000,00	
Total prestation								500 000,00	
Acquisition et vente des terrains en vue d'une urbanisation	011	028	6228			5 000,00			
	21	028	2111	2 021	ACQTERRAIN			100 000,00	
	21	420	2111	2 021	ACQTERRAIN			200 000,00	
	024	01	024						952 000,00
Total prestation						5 000,00		300 000,00	952 000,00
Acquisition et vente d'immeuble	011	028	614			1 200,00			
	011	028	6227			5 000,00			
	011	028	6231			2 000,00			
	011	028	62878			2 000,00			
	21	420	21313	2021	ACQIMMEUBL			400 000,00	
Total prestation						10 200,00		400 000,00	
BEA gendarmerie	16	01	16878					1 100 000,00	
Total prestation								1 100 000,00	
Etudes et travaux de maintenance et de sécurité des bâtiments	20	028	2031	2 022	ETUPREBAT			150 000,00	
Total prestation								150 000,00	
Gestion des biens immobiliers pris en location	011	028	6132			275 000,00			
	011	028	614			72 000,00			
	011	028	62268			20 000,00			
	011	028	6227			12 000,00			
	011	321	6132			50 000,00			
	011	321	614			4 000,00			
	011	420	6132			800 000,00			
	011	420	614			38 000,00			
	011	420	62878			28 000,00			
	011	501	6132			44 100,00			

Service S0013 DLOG - DA POLE PROGRAMMATION - SERVICE PROGRAMMATION ET GESTION PATRIMONIALE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement	
	M57			Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
	011	501	614			3 500,00			
	011	853	6132			3 000,00			
	011	853	614			1 600,00			
<b>Total prestation</b>						<b>1 351 200,00</b>			
<b>Gestion des impôts, taxes et redevances</b>	011	028	63512			181 295,00			
	011	028	63513			11 000,00			
<b>Total prestation</b>						<b>192 295,00</b>			
<b>Gestion des lieux de stationnement des véhicules de service et du personnel</b>	011	028	6132			155 000,00			
	011	314	6132			220,00			
	011	314	614			25,00			
	011	420	6132			5 000,00			
<b>Total prestation</b>						<b>160 245,00</b>			
<b>Gestion des marchés d'assurance</b>	011	028	6161			920 000,00			
	011	028	6228			6 540,00			
	011	425	6161			1 500,00			
<b>Total prestation</b>						<b>928 040,00</b>			
<b>Gestion des marchés d'assurance des collègues</b>	011	221	6161			244 000,00			
<b>Total prestation</b>						<b>244 000,00</b>			
<b>Gestion des propriétés</b>	011	028	614			40 220,00			
	011	028	617			30 000,00			
	011	028	6188			300,00			
	011	028	62878			265 000,00			
	011	028	6354			500,00			
	011	313	62878			40 000,00			
	011	420	614			35 000,00			
	011	425	614			5 000,00			
	011	4213	614			6 000,00			
	21	028	21838					200 000,00	
	23	028	2313.					8 000,00	

Service S0013 DLOG - DA POLE PROGRAMMATION - SERVICE PROGRAMMATION ET GESTION PATRIMONIALE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement	
	M57			Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
	23	420	2313.					18 000,00	
	70	028	70878				303 900,00		
	75	01	752				142 000,00		
	75	01	75888				2 100,00		
	75	028	75888				12 000,00		
<b>Total prestation</b>						<b>422 020,00</b>	<b>460 000,00</b>	<b>226 000,00</b>	
Gestion des propriétés des collèges	011	221	62878			10 000,00			
<b>Total prestation</b>						<b>10 000,00</b>			
Relevé et diagnostic des bâtiments	011	028	617			34 000,00			
	011	028	6228			5 000,00			
	011	321	617			7 000,00			
<b>Total prestation</b>						<b>46 000,00</b>			
Relevé et diagnostic des collèges	011	028	617			2 000,00			
<b>Total prestation</b>						<b>2 000,00</b>			
Suivi des sinistres	011	028	62878			24 000,00			
	75	028	75888				10 000,00		
<b>Total prestation</b>						<b>24 000,00</b>	<b>10 000,00</b>		
Suivi des sinistres des collèges	75	221	75888				10 000,00		
<b>Total prestation</b>							<b>10 000,00</b>		
<b>Service S0013 DLOG - SERVICE PROGRAMMATION ET GESTION PATRIMONIALE</b>						<b>3 395 000,00</b>	<b>480 000,00</b>	<b>2 676 000,00</b>	<b>952 000,00</b>

Service S0015 DISI - SERVICE INFRASTRUCTURES ET DONNEES

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	Investissement
	M57			Année	Code	Dépenses	Recettes
Acquisition d'équipements d'infrastructures informatiques	20	028	2051				361 600,00
	21	028	21533				80 000,00
	21	028	2181				10 000,00
	21	028	21838				204 000,00
	21	028	2185				12 000,00
Total prestation							<b>667 600,00</b>
Maintenance d'équipements d'infrastructures informatiques	011	028	61358			18 360,00	
	011	028	6156			213 300,00	
	011	028	6188			719 000,00	
	011	028	6228			81 000,00	
	65	028	65811			124 000,00	
Total prestation						<b>1 155 660,00</b>	
Service S0015 DISI - SERVICE INFRASTRUCTURE ET DONNEES						<b>1 155 660,00</b>	<b>667 600,00</b>

Service S0017 DLOG - DA POLE OPERATIONNEL - SERVICE IMMOBILIER ET TRAVAUX

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement	
	M57			Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Création des Maisons du Conseil départemental	23	028	2313	2 022	MAICODEP			1 411,00	
	21	028	21578	2 022	MAICODEP			397 044,00	
	Total prestation							398 455,00	
Etudes et travaux de construction et d'extension des collèges	20	221	2031	2020	CSTGILLECO			170 000,00	
	23	221	237	2020	CSTGILLECO			362 000,00	
	23	221	238	2020	CSTGILLECO			2 868 000,00	
Total prestation								3 400 000,00	
Etudes et travaux de maintenance et de sécurité des bâtiments	011	028	615221			100 000,00			
	011	028	6228.			2 000,00			
	011	11	615228			1 500,00			
	011	312	615221			42 000,00			
	011	313	615221			9 000,00			
	011	314	615221			3 000,00			
	011	315	615221			10 000,00			
	011	321	615221			11 000,00			
	011	420	615221			6 000,00			
	011	420	615228			200,00			
	20	028	2031	2022	BATIMENT22			80 000,00	
	20	312	2031	2022	BATIMENT22			30 000,00	
	20	313	2031	2022	BATIMENT22			30 000,00	
	20	314	2031	2022	BATIMENT22			60 000,00	
	20	315	2031	2022	BATIMENT22			50 000,00	
	20	321	2031	2022	BATIMENT22			20 000,00	
	20	4213	2031	2022	BATIMENT22			30 000,00	
	23	028	2313	2016	ACCESSBAT			50 000,00	
	23	028	2313	2022	BATIMENT22			1 128 000,00	
	23	028	2317	2022	BATIMENT22			250 000,00	
	23	028	2318	2022	BATIMENT22			100 000,00	
	23	028	238	2022	BATIMENT22			150 000,00	
	23	312	2313	2022	BATIMENT22			30 000,00	
	23	313	2317	2022	BATIMENT22			50 000,00	
	23	314	2313	2022	BATIMENT22			440 000,00	

Service S0017 DLOG - DA POLE OPERATIONNEL - SERVICE IMMOBILIER ET TRAVAUX

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement	
	M57			Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
	23	315	2313	2022	BATIMENT22			50 000,00	
	23	321	2313	2022	BATIMENT22			10 000,00	
	23	325	2313	2022	BATIMENT22			30 000,00	
	23	420	2313	2022	BATIMENT22			50 000,00	
	23	4213	2313	2022	BATIMENT22			30 000,00	
	<b>Total prestation</b>					<b>184 700,00</b>		<b>2 668 000,00</b>	
Etudes et travaux de maintenance et de sécurité des collèges	011	221	61358			500,00			
	011	221	615221			642 000,00			
	011	221	6156			2 000,00			
	011	221	617			8 100,00			
	011	221	6228			1 000,00			
	13	221	133121						3 830 215,00
	20	221	2031	2016	ACCESSCOLL			50 000,00	
	20	221	2031	2022	COLLEGE22			700 000,00	
	23	221	2313	2016	ACCESSCOLL			350 000,00	
	23	221	2313	2022	COLLEGE22			5 615 000,00	
	23	221	2317	2016	ACCESSCOLL			100 000,00	
	23	221	2317	2022	COLLEGE22			4 100 000,00	
	23	221	238	2022	COLLEGES22			515 500,00	
	<b>Total prestation</b>					<b>653 600,00</b>		<b>11 430 500,00</b>	<b>3 830 215,00</b>
Etudes et travaux de restructuration, réhabilitation, réaménagement Bâtiments	20	028	2031	2020	DIDASSO			100 000,00	
	20	6312	2031.	2024	MASDASPORT			200 000,00	
	20	633	2031	2019	BMOULINRES			200 000,00	
	23	028	2313	2020	DIDASSO			500 000,00	
	<b>Total prestation</b>							<b>1 000 000,00</b>	
Etudes et travaux de restructuration, réhabilitation, réaménagement des collèges	20	221	2031	2 019	CVILNEVRES			130 000,00	
	20	221	2031	2 023	CNROLLAND			100 000,00	
	23	221	2313	2 023	CNROLLAND			2 085 459,00	
	23	221	238	2 019	CVILNEVRES			2 450 000,00	
	<b>Total prestation</b>							<b>4 765 459,00</b>	

Service S0017 DLOG - DA POLE OPERATIONNEL - SERVICE IMMOBILIER ET TRAVAUX

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement	
	M57			Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Etudes et travaux liés à la construction, la rénovation de centres médicaux sociaux	20	420	2031	2 018	BATSOCIAUX			150 000,00	
	23	420	2313	2 018	BATSOCIAUX			1 013 086,00	
	23	420	238	2 018	BATSOCIAUX			1 395 000,00	
<b>Total prestation</b>								<b>2 558 086,00</b>	
Exécution du programme de Transition Energétique des bâtiments	011	028	615221			1 000,00			
	20	028	2031	2017	TRANSITION			340 000,00	
	20	313	2031	2017	TRANSITION			60 000,00	
	20	028	2031	2024	AMGTPARKIN			100 000,00	
	20	028	2031	2024	2024 - RENOVHDD			50 000,00	
	23	028	2313	2024	RENOVHDD			150 000,00	
	23	028	2312	2024	AMGTPARKIN			1 300 000,00	
	23	028	2313	2017	TRANSITION			1 067 520,00	
<b>Total prestation</b>						<b>1 000,00</b>		<b>3 380 000,00</b>	
Exécution du programme de Transition Energétique des collèges	011	221	615221			40 000,00			
	20	221	2031	2017	TRANSITION			502 500,00	
	23	221	2313	2017	TRANSITION			1 800 000,00	
	23	221	2317	2017	TRANSITION			400 000,00	
	20	221	2031	2025	DESIMPERM			100 000,00	
	23	221	2313	2025	DESIMPERM			700 000,00	
	20	221	2031	2025	PROGSOLAIR			150 000,00	
<b>Total prestation</b>						<b>40 000,00</b>		<b>3 652 500,00</b>	
Frais généraux Bâtiments	011	01	637			200,00			
	011	028	62268			1 500,00			
	011	028	6228.			1 000,00			
	011	028	637			2 000,00			
	011	315	6227			300,00			
	011	420	62268			1 000,00			
	011	420	637			1 150,00			
<b>Total prestation</b>						<b>7 150,00</b>			

**Service S0017 DLOG - DA POLE OPERATIONNEL - SERVICE IMMOBILIER ET TRAVAUX**

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement	
	M57			Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Frais généraux des collègues	011	221	62268			550,00			
	011	221	6227			2 500,00			
	011	221	637			10 500,00			
<b>Total prestation</b>						<b>13 550,00</b>			
<b>Service S0017 DLOG - SERVICE IMMOBILIER ET TRAVAUX</b>						<b>900 000,00</b>		<b>33 253 000,00</b>	<b>3 830 215,00</b>



## Service S0018 DAT - MISSION QUALITE ALIMENTAIRE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement
	M57			Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses
Développement de l'offre alimentaire gardoise	65	6312	657348	2022	PADSOAE	2 931,52		
	65	6312	657358	2022	PADSOAE	9 305,48		
	65	6312	657381	2023	ALIMENT (2023-2027)	54 240,23		
	65	6312	65748			55 000,00		
	74	6312	74718				43 535,37	
	204	6312	2041582					6 500,00
Total prestation						121 477,23	43 535,37	6 500,00
Développement d'un approvisionnement local de qualité de la restauration (hors domicile)	011	6312	6228			6 000,00		
	011	6312	6281			4 000,00		
	65	6312	657348	2 022	PADRHDAE	2 161,00		
	65	6312	657382			15 200,00		
	65	6312	65748			48 000,00		
	204	6312	2041482					6 500,00
Total prestation						75 361,00		6 500,00
Subvention pour le développement de l'agriculture biologique	65	6312	657382			39 900,00		
Total prestation						39 900,00		
Subvention pour le développement des circuits de proximité	65	6312	657358	2022	PADAOAE	2 225,50		
	65	6312	657358	2023	ALIMENT (2023-2027)	10 000,00		
	65	6312	657382			15 200,00		
	65	6312	65748			98 100,00		
	204	6312	2041581					6 500,00
Total prestation						125 525,50		6 500,00
Subvention pour l'éducation à la consommation responsable et pour la valorisation du patrimoine gastronomique du Gard	65	6312	657348	2022	PAGAE	9 117,90		
	65	6312	657348			5 000,00		
	65	6312	657358	2022	PAGAE	4 735,50		
	65	6312	657358	2023	ALIMENT (2023-2027)	5 000,00		
	65	6312	657381			4 000,00		
	65	6312	65748	2023	ALIMENT (2023-2027)	51 384,45		
	65	6312	65748			41 100,00		
	65	6312	65748	2025	PLS (2025-2027)	20 000,00		
	204	6312	2041481	2021	PAGAP			2 200,00
	204	6312	2041481	2022	PAGAP			12 243,00
	204	6312	2041481					2 500,00
	204	6312	20421					2 500,00
	204	6312	20422					1 450,37
Total prestation						140 337,85		20 893,37
Service S0018 DAT - MISSION QUALITE ALIMENTAIRE						502 601,58	43 535,37	40 393,37

Service S0019 LDA - PÔLE DE GESTION

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement
	M57			Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses
Achat de consommables	011	6311	60228			255 000,00		
	011	6311	60632			2 500,00		
	011	6311	6228			1 500,00		
Total prestation						259 000,00		
Achat d'équipements du laboratoire	011	6311	60632			2 000,00		
	21	6311	21578					140 000,00
Total prestation						2 000,00		140 000,00
Adhésion du laboratoire	65	6311	6558			5 000,00		
Total prestation						5 000,00		
	70	6311	70641				85 000,00	
Total prestation							85 000,00	
Analyses légionelle	70	6311	70641				80 000,00	
Total prestation							80 000,00	
Audits et formation agroalimentaire	011	6311	6042			6 000,00		
	70	6311	70641				240 000,00	
Total prestation						6 000,00	240 000,00	
Audits et formation	70	6311	706888				20 000,00	
Total prestation							20 000,00	
Frais généraux du laboratoire	011	6311	60622			4 500,00		
	011	6311	60631			1 000,00		
	011	6311	60636			500,00		
	011	6311	6064			2 000,00		
	011	6311	61358			500,00		
	011	6311	6182			500,00		
	011	6311	6228			5 000,00		
	011	6311	6234			500,00		
	011	6311	6261			10 000,00		
	011	6311	6281			500,00		
	011	6311	6282			500,00		
	011	6311	6288			1 000,00		
	011	6311	673			5 000,00		
Total prestation						31 500,00		
Gestion des contrats fluides et énergie du laboratoire	011	6311	60611			3 000,00		
	011	6311	60612,			76 000,00		
	011	6311	60621			1 000,00		

Service S0019 LDA - PÔLE DE GESTION

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement
	M57			Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses
Total prestation						80 000,00		
Gestion des contrats laboratoire	011	6311	6228			3 000,00		
	011	6311	6282			35 000,00		
Total prestation						38 000,00		
Maintenance et entretien des équipements du laboratoire	011	6311	60632			2 500,00		
	011	6311	6156			25 000,00		
Total prestation						27 500,00		
Maintenance et entretien des logiciels du laboratoire	011	6311	6156			42 500,00		
	011	6311	6228			2 500,00		
	21	6311	217838					5 000,00
Total prestation						45 000,00		5 000,00
Maintenance et entretien du bâtiment du laboratoire	011	6311	60632			1 500,00		
	011	6311	61358			1 000,00		
	011	6311	615221			2 500,00		
	011	6311	6156			28 000,00		
	011	6311	6228			3 000,00		
	23	6311	2313					10 000,00
Total prestation						36 000,00		10 000,00
Mise en place du système qualité	011	6311	60632			3 000,00		
	011	6311	6156			10 000,00		
	011	6311	6188			34 000,00		
Total prestation						47 000,00		
Réalisation d'analyses de prophylaxie et d'épidiosurveillance en santé animale EST-Trichines	70	6311	70641				40 000,00	
Total prestation							40 000,00	
Réalisation d'analyses sérologiques - HB	70	6311	70641				50 000,00	
Total prestation							50 000,00	
Réalisation d'analyses par PCR	70	6311	70641				130 000,00	
Total prestation							130 000,00	
Service S0019 LDA - PÔLE DE GESTION						577 000,00	645 000,00	155 000,00

Service S0021 DEVPN - SERVICE SOLIDARITES TERRITORIALES ET ENVIRONNEMENTALES

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement
	M57			Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses
Subventions de solidarité territoriale	204	731	2041482	2022	INVSTE			26 000,00
	204	731	2041482	2024	SOLIEAU			100 000,00
	204	735	2041482	2020	FONDESECO			33 839,00
	204	735	2041482	2022	INOND			300 000,00
	204	735	2041582	2020	FONDESECO			5 628,75
Total prestation								465 467,75
Subventions de valorisation du patrimoine naturel	65	70	65748			45 000,00		
	65	70	65748	2024	ENTPATNAT	10 000,00		
	65	70	65748	2025	ENTPATNAT	5 000,00		
	65	70	65748			108 000,00		
	65	70	65748	2024	ENTPATNAT	9 000,00		
	65	70	65748	2025	ENTPATNAT	5 000,00		
Total prestation						191 665,00		
Subventions en faveur de l'hydraulique agricole	204	6312	20415332	2021	INVSTE			9 000,00
	204	6312	20415332	2022	INVSTE			11 312,00
	204	6312	20415332	2024	SOLIEAU			5 000,00
	204	6312	20422	2023	SOLIEAU			2 363,00
	204	6312	20422	2024	SOLIEAU			5 000,00
	204	6312	2324	2025	SOLIEAU			10 000,00
Total prestation								42 675,00
Subventions liées aux actions en faveur du milieu aquatique	204	853	2041581	2024	MILIEUAQUA			25 000,00
	204	853	2041582	2023	MILIEUAQUA			68 550,00
	204	853	2041582	2024	MILIEUAQUA			25 000,00
	204	853	2324	2025	MILIEUAQUA			20 000,00
	65	853	657358	2022	CLIMATEAU	15 000,00		
Total prestation						15 000,00		138 550,00
Subventions lutte contre les incendies de forêt	204	12	2041582	2020	INVAPN			18 132,22
	204	12	2041582	2021	INVAPN			32 000,00
	204	12	2041582	2022	INVAPN			30 000,00
	204	12	2324	2024	VALOPATNAT			120 000,00
	204	12	2324	2025	VALOPATNAT			85 000,00

Service S0021 DEVPN - SERVICE SOLIDARITES TERRITORIALES ET ENVIRONNEMENTALES

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement
	M57			Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses
	65	12	657358	2018	FONCTAPN	24 346,62		
	65	12	657358	2022	FONCTAPN	15 539,22		
	65	12	657358	2023	ENTPATNAT	40 000,00		
	65	12	657358	2024	ENTPATNAT	75 000,00		
	65	12	657358	2025	ENTPATNAT	60 000,00		
	65	78	65748			20 000,00		
	<b>Total prestation</b>					<b>234 885,84</b>		<b>285 132,22</b>
Subventions pour la protection contre les inondations	204	853	2041481	2017	PAPINIMES			38 629,66
	204	853	2041481	2018	INVMA			30 000,00
	204	853	2041481	2020	INVMA			9 990,04
	204	853	2041482	2024	MILIEUAQUA			10 000,00
	204	853	2041581	2020	INVMA			26 462,60
	204	853	2041581	2022	INVMA			79 080,80
	204	853	2041581	2023	MILIEUAQUA			25 000,00
	204	853	2041582	2017	PAPINIMES			32 721,67
	204	853	2041582	2019	INVMA			24 100,00
	204	853	2041582	2021	INVMA			19 000,00
	204	853	2041582	2022	INVMA			229 400,00
	204	853	2041582	2023	MILIEUAQUA			202 350,00
	204	853	2041582	2024	MILIEUAQUA			290 000,00
	204	853	2324	2025	MILIEUAQUA			280 000,00
	204	853	20422					150 000,00
	65	18	657348	2021	FONCTMA	828,32		
	65	18	657358	2019	FONCTMA	14 636,00		
	65	18	657358	2023	PROTINOND	77 695,60		
	65	18	657358	2024	PROTINOND	40 000,00		
	65	18	657358	2025	PROTINOND	10 000,00		
	<b>Total prestation</b>					<b>143 159,92</b>		<b>1 446 734,77</b>
Subventions relatives à la gestion de l'eau et au partenariat avec l'Agence de l'eau	204	731	2041481	2019	INVSTE			26 859,07
	204	731	2041481	2020	INVSTE			29 000,00
	204	731	2041481	2023	SOLIEAU			150 000,00
	204	731	2041481	2024	SOLIEAU			70 000,00

Service S0021 DEVPN - SERVICE SOLIDARITES TERRITORIALES ET ENVIRONNEMENTALES

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement
	M57			Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses
	204	731	2041482	2019	INVSTE			76 975,57
	204	731	2041482	2020	FONDESECO			11 755,17
	204	731	2041482	2021	INVSTE			177 283,96
	204	731	2041482	2022	INOND			100 000,00
	204	731	2041482	2022	INVSTE			342 867,92
	204	731	2041482	2023	SOLIEAU			200 000,00
	204	731	2041482	2024	SOLIEAU			320 000,00
	204	731	2041581	2019	INVSTE			68 160,84
	204	731	2041581	2021	INVSTE			33 000,00
	204	731	2041581	2022	INVSTE			80 000,00
	204	731	2041581	2023	SOLIEAU			84 000,00
	204	731	2041581	2024	SOLIEAU			160 000,00
	204	731	2041582	2019	INVSTE			121 913,69
	204	731	2041582	2020	INVSTE			298 180,00
	204	731	2041582	2020	FONDESECO			68 280,28
	204	731	2041582	2022	INVSTE			317 132,08
	204	731	2041582	2023	SOLIEAU			330 000,00
	204	731	2041582	2024	SOLIEAU			380 000,00
	204	731	2324	2025	SOLIEAU			430 000,00
	65	501	657382	2025	SENSIBEAU	14 000,00		
	65	731	657348	2024	SENSIBEAU	3 000,00		
	65	731	657358	2021	FONCTSTE	20 294,72		
	65	731	657358	2024	SENSIBEAU	7 000,00		
	65	731	657358	2025	SENSIBEAU	6 000,00		
	65	731	65748	2025	SENSIBEAU	15 000,00		
<b>Total prestation</b>						<b>65 294,72</b>		<b>3 875 408,58</b>
<b>Subventions relatives à la gestion de l'eau (volet eau des contrats territoriaux)</b>	204	731	2041482	2022	INVSTE			94 000,00
	204	731	2041482	2024	SOLIEAU			80 000,00
	204	731	2041582	2023	SOLIEAU			35 600,00
	204	731	2041582	2024	SOLIEAU			170 000,00
<b>Total prestation</b>								<b>379 600,00</b>
	204	78	2041482					50 000,00

Service S0021 DEVPN - SERVICE SOLIDARITES TERRITORIALES ET ENVIRONNEMENTALES

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement
	M57			Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses
Subventions relatives aux espaces naturels sensibles	204	78	2041482	2022	INVAPN			15 000,00
	204	78	2041482	2024	VALOPATNAT			25 000,00
	204	78	2041582	2020	INVAPN			39 856,49
	204	78	2041582	2024	VALOPATNAT			25 000,00
	204	78	657358			41 000,00		
Total prestation						41 000,00		154 856,49
	204	78	2041481	2024	VALOPATNAT			5 000,00
Subventions relatives aux espaces, sites et itinéraires	204	78	2041482	2024	VALOPATNAT			60 000,00
	204	78	2041581	2024	VALOPATNAT			5 000,00
	204	78	2041582	2020	INVAPN			155 092,13
	204	78	2041582	2024	VALOPATNAT			50 000,00
	65	78	65748			117 000,00		
Total prestation						117 000,00		275 092,13
Service S0021 DEVPN - SCE SOLIDARITÉS TERRITORIALES ET ENVIRONNEMENTALES						808 005,48		7 063 516,94

## Service S0025 DEVPN - SERVICE ATTRACTIVITE ET PATRIMOINE NATUREL

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement
	M57			Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses
Acquisition foncière (DEVPN)	21	78	2118	2 006	ACQUITDENS			260 000,00
	731	01	73131				3 500 000,00	
<b>Total prestation</b>							<b>3 500 000,00</b>	<b>260 000,00</b>
Actions en faveur des espaces naturels	011	78	60632			10 000,00		
	011	78	61524			113 138,01		
	011	78	6156			647,00		
	011	78	617			28 000,00		
	011	78	617	2024	PGESTION	5 000,00		
	011	78	62268	2024	GESTCHASS	25 000,00		
	011	78	62268	2025	GESTCHASS	5 000,00		
	011	78	617	2024	BORNAGENS	20 000,00		
	011	78	6231			2 000,00		
	011	78	6281			11 725,00		
	011	78	637			6 000,00		
	20	78	2031					50 000,00
	20	78	2031	2022	RESTAUR127			35 000,00
	21	78	2128					10 000,00
	21	78	21828					35 000,00
	21	78	2188					5 000,00
	23	78	2312					129 500,00
	23	78	2312	2022	RESTAUR127			400 000,00
	23	78	2312	2024	VTTMEJANNE			100 000,00
	65	78	6558			10 000,00		
	65	78	6568			25 000,00		
	70	78	7022				10 000,00	
	70	78	7035				35 000,00	
	70	78	70388				6 100,00	
<b>Total prestation</b>						<b>261 510,01</b>	<b>51 100,00</b>	<b>764 500,00</b>
Actions en faveur des espaces, sites et itinéraires	011	78	615231			50 000,00		
	20	731	2051					20 000,00
	23	78	2315					100 000,00
	70	78	70848				4 500,00	
<b>Total prestation</b>						<b>50 000,00</b>	<b>4 500,00</b>	<b>120 000,00</b>
Actions valorisation du patrimoine naturel	011	78	6068	2024	VEGETAUX	105 000,00		
<b>Total prestation</b>						<b>105 000,00</b>		<b>0,00</b>
Etudes d'intérêt départemental sur les espaces naturels sensibles	011	78	617	2025	AFAFE	50 000,00		
<b>Total prestation</b>						<b>50 000,00</b>		<b>0,00</b>
<b>Service S0025 DEVPN - SERVICE ATTRACTIVITÉ ET PATRIMOINE NATUREL</b>						<b>466 510,01</b>	<b>3 555 600,00</b>	<b>1 144 500,00</b>



## Service S0032 DEJCS - SERVICE CULTURE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement
	M57			Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses
Organisation de manifestations culturelles (CULT)	011	311	6228			10 000,00		
Total prestation						10 000,00		
Participation à l'EPCC du Pont du Gard	65	312	6568			2 000 000,00		
Total prestation						2 000 000,00		
Subvention à l'action culturelle	65	311	6568			5 000,00		
	65	311	657348			120 000,00		
	65	311	65736222			145 000,00		
	65	311	65748			2 060 000,00		
Total prestation						2 330 000,00		
Subventions aux projets innovants d'enseignement artistique	65	311	65748			10 000,00		
	65	311	657348			40 000,00		
Total prestation						50 000,00		
Subventions des projets des collèges	65	221	657381			228 000,00		
	65	221	65748			47 000,00		
Total prestation						275 000,00		
Subventions d'investissement en faveur des lieux culturels, des écoles et conservatoires	204	311	2041481					20 000,00
	204	311	2041581					10 000,00
	204	311	20421					40 000,00
Total prestation								70 000,00
Subventions en faveur des enseignements artistiques	65	311	657348			70 000,00		
	65	311	657381			225 000,00		
	65	311	65748			55 000,00		
Total prestation						350 000,00		
Service S0032 DEJCS - SERVICE CULTURE						5 015 000,00		70 000,00

Service S0033 DEJCS - SERVICE SPORTS ET JEUNESSE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement
	M57			Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses
Conseil Départemental des Jeunes (CDJ)	011	338	60623			2 500,00		
	011	338	6228			20 000,00		
	011	338	6234			10 000,00		
	011	338	6245			50 000,00		
	011	338	6281			5 500,00		
	65	338	6514			8 000,00		
	65	338	65888			4 000,00		
Total prestation						100 000,00		
Etudes et travaux du Centre sportif de Méjannes- le-Clap	20	325	2031	2 022	MEJCLAP			200 000,00
	23	325	237	2 022	MEJCLAP			500 000,00
	23	325	238	2 022	MEJCLAP			700 000,00
Total prestation								1 400 000,00
Organisation et mise en place du schéma des sports	011	326	6228			10 000,00		
Total prestation						10 000,00		
Promotion du Centre Sportif de Méjannes-le-Clap	011	325	6228			25 000,00		
	65	325	65748			75 000,00		
Total prestation						100 000,00		
Subvention pour le Centre Sportif Méjannes-le-Clap (Régie)	65	325	65736212			520 000,00		
	204	325	2041531					100 000,00
Total prestation						520 000,00		100 000,00
Subventions aux acteurs sportifs structurants	65	326	65748			700 000,00		
Total prestation						700 000,00		
Subventions aux associations sportives en lien avec les collègues	65	326	65748			150 000,00		
Total prestation						150 000,00		
Subventions en faveur de l'engagement et des initiatives des jeunes	011	338	6184			25 000,00		
	65	338	65748			240 000,00		
Total prestation						265 000,00		

Service S0033 DEJCS - SERVICE SPORTS ET JEUNESSE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement
	M57			Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses
Subventions pour l'animation sportive du territoire gardois	65	326	65748			300 000,00		
<b>Total prestation</b>						<b>300 000,00</b>		
Subventions pour l'égalité d'accès à la pratique sportive	204	326	20421					100 000,00
	65	326	65748			400 000,00		
<b>Total prestation</b>						<b>400 000,00</b>		<b>100 000,00</b>
Subvention pour la santé et le bien être des jeunes	65	338	65748			140 000,00		
<b>Total prestation</b>						<b>140 000,00</b>		
Subventions en faveur de l'éducation et de la citoyenneté des jeunes	65	338	65748			255 000,00		
<b>Total prestation</b>						<b>255 000,00</b>		
<b>Service S0033 DEJCS - SERVICE SPORT ET JEUNESSE</b>						<b>2 940 000,00</b>		<b>1 600 000,00</b>

**Service S0034 DLL - SERVICE RESSOURCES DOCUMENTAIRES ET DEVELOPPEMENT DES COLLECTIONS**

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement
	M57			Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses
Acquisition d'ouvrages et de documents	011	313	6065			103 800,00		
	011	313	6182			1 200,00		
	21	313	2162					37 000,00
	204	313	2324					5 000,00
	77	313	773				3 000,00	
<b>Total prestation</b>						<b>105 000,00</b>	<b>3 000,00</b>	<b>42 000,00</b>
Gestion de la formation des bibliothécaires	011	313	6183			14 000,00		
<b>Total prestation</b>						<b>14 000,00</b>		
Gestion des collections	011	313	60632			5 000,00		
	21	313	21611					2 000,00
<b>Total prestation</b>						<b>5 000,00</b>		<b>2 000,00</b>
<b>Service S0034 DLL - SERVICE RESSOURCES DOCUMENTAIRES DEVELOP COLLECTIONS</b>						<b>124 000,00</b>	<b>3 000,00</b>	<b>44 000,00</b>

## Service S0036 DCD - POLE DE GESTION

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement
	M57			Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses
Acquisition d'œuvre	21	314	21611					10 000,00
Total prestation								10 000,00
Création de produits dérivés	011	314	6068			4 500,00		
Total prestation						4 500,00		
Entretien des locaux et du matériel	011	314	61558			2 000,00		
Total prestation						2 000,00		
Entretien en état naturel	011	314	60631			500,00		
	011	314	6068			1 400,00		
Total prestation						1 900,00		
Expositions oeuvres temporaires	74	314	74718				3 000,00	
Total prestation							3 000,00	
Médiation culturelle (visites commentées)	011	314	6228			9 000,00		
	65	314	65818			1 000,00		
Total prestation						10 000,00		
Mise en sécurité des biens	011	314	60632			2 800,00		
	011	314	6156			1 000,00		
	011	314	6188			1 000,00		
Total prestation						4 800,00		
Organisation et animation d'ateliers pédagogiques	011	314	6068			1 700,00		
	011	314	6188			500,00		
	011	314	6236			500,00		
	74	314	74718				7 000,00	
Total prestation						2 700,00	7 000,00	
Présentation des collections permanentes	011	314	6238			100,00		
Total prestation						100,00		
Publications à caractère scientifique	011	314	6228			5 000,00		
	011	314	6236			38 000,00		
	011	314	6238			11 000,00		
Total prestation						54 000,00		
Service S0036 DCD - POLE DE GESTION						80 000,00	10 000,00	10 000,00

## Service S0037 DCD - SERVICE REGIE ET DOCUMENTATION

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement
	M57			Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses
Bibliothèque spécialisée	011	314	6182			2 500,00		
<b>Total prestation</b>						<b>2 500,00</b>		
Gestion administrative et financière	74	314	74748				48 000,00	
<b>Total prestation</b>							<b>48 000,00</b>	
Gestion de la régie de recettes	011	314	627			200,00		
	70	314	7062				500,00	
	70	314	7078				5 000,00	
<b>Total prestation</b>						<b>200,00</b>	<b>5 500,00</b>	
Inventaire et étude des collections	011	314	60632			5 300,00		
	011	314	6182			200,00		
	011	314	6188			6 000,00		
<b>Total prestation</b>						<b>11 500,00</b>		
Présentation des collections permanentes	011	314	6281			2 000,00		
	21	314	2188					10 000,00
	21	314	2181					3 000,00
	65	314	65818			2 000,00		
<b>Total prestation</b>						<b>4 000,00</b>		<b>13 000,00</b>
Restauration en l'état initial	23	314	2316					8 000,00
<b>Total prestation</b>								<b>8 000,00</b>
<b>Service S0037 DCD - SERVICE VALORISATION ET GESTION DES COLLECTIONS</b>						<b>18 200,00</b>	<b>53 500,00</b>	<b>21 000,00</b>

Service S0039 DAP - CELLULE FINANCIERE (LOGEMENT)

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement	
	M57			Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Contribution à l'agence départementale de l'habitat et du logement (volet logement)	65	555	6568			1 819 536,00			
<b>Total prestation</b>						<b>1 819 536,00</b>			
FSL accès et maintien, suivi de la gestion déléguée à la CAF	011	555	611	2 023	FSL	274 500,00			
	011	555	627			900,00			
	27	01	2748					1 300 000,00	1 300 000,00
	27	01	2764					200 000,00	200 000,00
	65	555	65188			600 000,00			
	65	555	6542			41 000,00			
	65	555	6577			80 000,00			
	74	555	74748				10 000,00		
	74	555	74758				60 000,00		
	74	555	747888				60 000,00		
<b>Total prestation</b>						<b>996 400,00</b>	<b>130 000,00</b>	<b>1 500 000,00</b>	<b>1 500 000,00</b>
FSL charges, prise en charge des aides financières liées au logement	65	555	65188			1 650 000,00			
	74	555	747888				510 000,00		
	77	555	773				1 000,00		
<b>Total prestation</b>						<b>1 650 000,00</b>	<b>511 000,00</b>		
Subvention de fonctionnement dans le champ du FSL	65	555	65748			69 000,00			
<b>Total prestation</b>						<b>69 000,00</b>			
<b>Service S0039 DAP - CELLULE FINANCIERE (LOGEMENT)</b>						<b>4 534 936,00</b>	<b>641 000,00</b>	<b>1 500 000,00</b>	<b>1 500 000,00</b>

Service S0044 DLOG - DA POLE PROGRAMMATION - SERVICE TRANSITION ENERGETIQUE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement	
	M57			Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépense	Recettes
Gestion des contrats fluides et énergie	011	028	60611			70 000,00			
	011	028	60612.			1 075 000,00			
	011	028	60613			60 000,00			
	011	028	60621			15 000,00			
	011	028	6228			1 000,00			
	011	281	60612.			40 000,00			
	011	30	60612.			750,00			
	011	313	60611			3 300,00			
	011	313	60612.			120 000,00			
	011	314	60611			5 000,00			
	011	314	60612.			90 000,00			
	011	315	60611			4 000,00			
	011	315	60612.			530 000,00			
	011	321	60612.			5 000,00			
	011	420	60611			15 000,00			
	011	420	60612.			325 500,00			
	011	420	60621			10 000,00			
	011	501	60611			33 000,00			
	011	501	60612.			410 000,00			
	011	501	60621			41 000,00			
	011	633	60611			1 000,00			
	011	633	60612.			30 800,00			
	011	78	60611			18 750,00			
	011	853	60611			400,00			
	011	853	60621			9 500,00			
	65	028	6561			20 000,00			
Total prestation						2 934 000,00			
Gestion du programme de Transition Energétique des bâtiments	011	028	617			50 000,00			
	011	028	6288			1 500,00			
	13	028	1311	2017	TRANSITION				30 000,00
	20	028	2031	2025	TRANSITION			200 000,00	
Total prestation						51 500,00		200 000,00	30 000,00



**Service S0044 DLOG - DA POLE PROGRAMMATION - SERVICE TRANSITION ENERGETIQUE**

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement	
	M57			Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépense	Recettes
Gestion du programme de Transition Énergétique des collèges	011	221	617			20 000,00			
	011	221	6288			15 000,00			
Total prestation						35 000,00			
Service S0044 DLOG - SERVICE TRANSITION ENERGETIQUE						3 020 500,00		200 000,00	30 000,00

Service S0047 DAUT - SERVICE APA ET POLITIQUE MAINTIEN A DOMICILE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	
	M57			Année	Code	Dépenses	Recettes
Allocation d'aides individuelles (APAD)	016	430	673			3 500,00	
	016	430	747811				42 000 000,00
	016	431	6511411			40 000 000,00	
	016	431	651142			11 500 000,00	
Total prestation						51 503 500,00	42 000 000,00
Allocation personnalisée à l'autonomie en établissement (APAE)	016	433	651144			31 500 000,00	
Total prestation						31 500 000,00	
Carte mobilité inclusion	011	4238	611			20 000,00	
Total prestation						20 000,00	
Dotation complémentaire pour les services d'aide et d'accompagnement à domicile	65	4238	6514			2 850 000,00	
Total prestation						2 850 000,00	
Subventions pour des actions de modernisation des services d'aide à domicile	65	4238	65181	2 024	AIDOMICILE	110 000,00	
	65	4238	657358	2 024	AIDOMICILE	10 000,00	
	65	4238	657382	2 024	AIDOMICILE	20 000,00	
	65	4238	65748	2 024	AIDOMICILE	60 000,00	
	65	4238	65181	2 024	AIDOMICILE	35 200,00	
	016	78	747811	2 024	AIDOMICILE		195 000,00
Total prestation						235 200,00	195 000,00
Service S0047 DAUT - SERVICE APA ET POLITIQUE MAINTIEN A DOMICILE						86 108 700,00	42 195 000,00

Service S0049 DAT - CELLULE FINANCIERE (HABITAT)

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement
	M57			Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses
Subventions à la création et à la réhabilitation de logements hors RU	204	555	2041482	2022	LOGEMENT			3 740,00
	204	555	20415332	2019	LOGEMENT			10 340,00
	204	555	20415332	2020	LOGEMENT			29 070,00
	204	555	20415332	2021	LOGEMENT			74 305,00
	204	555	20415342	2015	LOGEMENT			15 684,00
	204	555	20415342	2017	LOGEMENT			44 170,00
	204	555	20415342	2018	LOGEMENT			65 000,00
	204	555	20415342	2019	LOGEMENT			111 300,00
	204	555	20415342	2020	LOGEMENT			53 700,00
	204	555	20415342	2021	LOGEMENT			119 000,00
	204	555	20415342	2022	LOGEMENT			111 034,00
	204	555	20415342	2023	LOGEMENT			133 640,00
	204	555	20415342	2024	LOGEMENT			152 530,00
	204	555	20422	2015	LOGEMENT			48 500,00
	204	555	20422	2016	LOGEMENT			80 000,00
	204	555	20422	2017	LOGEMENT			120 470,00
	204	555	20422	2018	LOGEMENT			18 397,00
	204	555	20422	2019	LOGEMENT			68 000,00
	204	555	20422	2020	LOGEMENT			31 293,20
	204	555	20422	2021	LOGEMENT			48 400,00
	204	555	20422	2022	LOGEMENT			424 014,00
	204	555	20422	2023	LOGEMENT			42 880,00
	204	555	20422	2024	LOGEMENT			57 074,00
Total prestation								1 862 541,20
Subventions dans le cadre du FDS ANRU2 et PNRQAD Saint Gilles	204	515	2041482	2020	RU2INV			45 400,00
	204	515	20415332	2022	RU2INV			43 358,00
	204	515	20415332	2024	ANRU2INV			10 000,00
	204	515	20415342	2021	RU2INV			246 147,85
	204	515	20415342	2022	RU2INV			236 163,00
	204	515	20415342	2023	ANRU2INV			445 696,70
	204	515	20415342	2024	ANRU2INV			84 492,00
	204	515	20422	2023	ANRU2INV			44 784,30
	204	515	20422	2019	RU2INV			66 510,00
Total prestation								1 222 551,85
Subventions pour l'ADIL	65	555	65748			150 000,00		
Total prestation						150 000,00		
Service S0049 DAT - CELLULE FINANCIERE (HABITAT)						150 000,00		3 085 093,05

Service S0050 DMR - DA POLE PROSPECTIVE - POLE INGENIERIE FINANCIERE ET PROGRAMMATION

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement	
	M57			Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Adhésion aux réseaux de mobilité	011	843	6281			6 000,00			
	65	18	65748			2 000,00			
<b>Total prestation</b>						<b>8 000,00</b>			
Aménagement des traversées d'agglomération	20	843	2031	2021	DITRAVAGLO			7 000,00	
	20	843	2031	2022	DITRAVAGLO			32 000,00	
	20	843	2031	2023	SECURDEP			150 000,00	
	204	847	2041482	2023	SECURDEP			10 000,00	
	23	843	2315	2021	DITRAVAGLO			50 000,00	
	23	843	2315	2022	DITRAVAGLO			700 000,00	
	23	843	2315	2023	SECURDEP			2 051 000,00	
<b>Total prestation</b>								<b>3 000 000,00</b>	
Dommages travaux publics	011	843	62878			10 000,00			
<b>Total prestation</b>						<b>10 000,00</b>			
Etudes et travaux de construction de bâtiment - Régie route	20	028	2031	2 018	BREGIROUTE			300 000,00	
	23	028	2313	2 018	BREGIROUTE			150 000,00	
	23	028	238	2 018	BREGIROUTE			4 750 000,00	
<b>Total prestation</b>								<b>5 200 000,00</b>	
Etudes pour la rénovation du patrimoine routier	20	843	2031	2 022	DIGROSSREP				
	20	843	2031	2 023	RENOROUTE			688 575,00	
<b>Total prestation</b>								<b>688 575,00</b>	
Etudes pour le développement des déplacements doux	20	843	2031	2 022	DIDOUX			20 000,00	
	20	843	2031	2 023	DEPDOUX			268 616,00	
<b>Total prestation</b>								<b>288 616,00</b>	
Exploitation du réseau routier (MIFP)	011	843	6183			15 000,00			
<b>Total prestation</b>						<b>15 000,00</b>			
Matériel pour la rénovation et l'exploitation du patrimoine routier	21	843	21578	2020	DIMATPARC			150 000,00	
	21	843	21578	2023	RENOROUTE			1 950 000,00	
	75	843	75888				250 000,00		
<b>Total prestation</b>							<b>250 000,00</b>	<b>2 100 000,00</b>	

Service S0050 DMR - DA POLE PROSPECTIVE - POLE INGENIERIE FINANCIERE ET PROGRAMMATION

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement	
	M57			Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Modernisation, études et travaux des déplacements quotidiens	20	843	2031	2023	SECURDEP			310 000,00	
	204	847	2041481	2020	DISUBV			15 000,00	
	204	847	2041481	2023	SECURDEP			50 000,00	
	21	843	2111	2023	SECURDEP			10 000,00	
	21	847	2152	2023	SECURDEP			150 000,00	
	23	843	2315	2023	SECURDEP			1 385 000,00	
	23	843	238	2023	SECURDEP			100 000,00	
Total prestation								2 020 000,00	
Sécurisation des déplacements quotidiens	13	843	13413						310 000,00
	13	843	1345	2023	SECURDEP				770 000,00
	20	843	2031	2023	SECURDEP			50 000,00	
	23	843	2315	2023	SECURDEP			950 000,00	
Total prestation								1 000 000,00	1 080 000,00
Subventions aux associations œuvrant pour la mise à disposition de données météorologiques	65	18	65748						
Total prestation						1 000,00			
Total prestation						1 000,00			
Travaux d'entretien et d'exploitation du réseau routier (MIFP)	011	843	6156			50 000,00			
	70	843	70323				300 000,00		
	011	843	62878			25 000,00			
Total prestation						75 000,00	300 000,00		
Travaux pour la rénovation du patrimoine routier	13	843	13413						1 000 000,00
	13	843	1328						1 150 000,00
	21	847	2152	2023	RENORROUTE			15 000,00	
	23	843	2315	2023	RENORROUTE			12 982 275,00	
	23	843	238	2023	RENORROUTE			664 650,00	
Total prestation								13 661 925,00	2 150 000,00

Service S0050 DMR - DA POLE PROSPECTIVE - POLE INGENIERIE FINANCIERE ET PROGRAMMATION

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement	
	M57			Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Travaux pour le développement des déplacements doux	13	843	1321						845 450,00
	13	843	13148						140 000,00
	204	847	2041481	2023	DEPDOUX			235 000,00	
	204	847	2041482	2023	DEPDOUX			63 000,00	
	21	847	2152	2023	DEPDOUX			5 000,00	
	23	843	2315	2023	DEPDOUX			7 312 500,00	
	23	843	238	2023	DEPDOUX			200 000,00	
Total prestation								7 815 500,00	985 450,00
Foncier sur projets routiers sur itinéraires structurants	23	843	2315	2 023	PROJSTRUCT			30 000,00	
Total prestation								30 000,00	
Travaux pour projets routiers sur itinéraires structurants	20	843	2031	2023	PROJSTRUCT			420 700,00	
	23	843	2315	2019	DICOM			75 000,00	
	23	843	2315	2023	PROJSTRUCT			1 172 200,00	
	23	843	238	2023	PROJSTRUCT			90 000,00	
Total prestation								1 757 900,00	
Service S0050 DMR - POLE INGENIERIE FINANCIERE ET PROGRAMMATION						109 000,00	550 000,00	37 562 516,00	4 215 450,00

**Service S0058 DAD - DIRECTION ADJOINTE CONSERVATION ET COMMUNICATION**

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement
				Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses
Acquisition d'archives (dons, dépôt, legs, achats, microfilmage, numérisation)	21	315	21621					40 000,00
	21	315	21611	2023	NUMDOCARCH			100 000,00
	21	315	21611	2025	ARCHIVES			50 000,00
<b>Total prestation</b>								<b>190 000,00</b>
Conservation curative (reliure, restauration)	23	315	2316					75 000,00
<b>Total prestation</b>								<b>75 000,00</b>
Conservation préventive conditionnement petite restauration	011	315	6068			25 000,00		
	21	315	21578					72 000,00
	21	315	2188	2023	CARTONS			20 000,00
<b>Total prestation</b>						<b>25 000,00</b>		<b>92 000,00</b>
Mise à disposition d'un fonds documentaire (bibliothèque spécialisée)	011	315	6065			3 000,00		
	011	315	6068			588,00		
	011	315	6182			4 400,00		
	011	315	6188			31 000,00		
<b>Total prestation</b>						<b>38 988,00</b>		
<b>Service S0058 DAD -DIR ADJOINTE CONSERVATION ET COMMUNICATION</b>						<b>63 988,00</b>		<b>357 000,00</b>

Service S0060 DLOG - DA POLE OPERATIONNEL - SERVICE MOYENS ET ENVIRONNEMENT DU TRAVAIL

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement
	M57			Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses
Achat combustible	011	028	60621			17 000,00		
Total prestation						17 000,00		
Achat de mobilier	21	028	21848					200 000,00
	21	281	21848					2 000,00
	21	315	21848					1 000,00
	21	425	21848					2 000,00
Total prestation								205 000,00
Aménagement de postes FIPH	011	028	60632			500,00		
	011	028	60636			2 000,00		
	21	028	21578					10 000,00
	21	028	21848					15 000,00
	21	028	2188					1 000,00
Total prestation						2 500,00		26 000,00
Assainissement des locaux et des bâtiments	011	028	615221			30 000,00		
	011	028	6283			5 500,00		
	011	420	6283			8 000,00		
	011	501	6283			300,00		
Total prestation						43 800,00		
Fournitures administratives	011	028	6064			198 500,00		
	011	028	6068			6 200,00		
	011	425	6064			500,00		
Total prestation						205 200,00		
Gestion des déchets	011	028	6288			54 000,00		
	011	420	6288			8 000,00		
	011	501	6228			3 000,00		
	011	501	6288			35 000,00		
	70	028	70388				2 000,00	
Total prestation						100 000,00	2 000,00	
Manutention des équipements matériels et mobiliers départementaux	011	028	6228			2 000,00		
	011	028	6241			16 000,00		
Total prestation						18 000,00		



Service S0060 DLOG - DA POLE OPERATIONNEL - SERVICE MOYENS ET ENVIRONNEMENT DU TRAVAIL

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement
	M57			Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses
Matériel technique et outillage	011	028	60632			26 000,00		
	011	028	61358			1 000,00		
	011	028	61558			2 000,00		
	011	028	6156			1 000,00		
	011	201	60621			700,00		
	011	315	6156			300,00		
	21	028	21578					30 000,00
	21	028	2188					75 000,00
Total prestation						31 000,00		105 000,00
Photocopieurs (acquisition, location, maintenance et suivi externalisé)	011	028	6156			85 000,00		
	21	028	21848					130 000,00
Total prestation						85 000,00		130 000,00
Produits d'entretien	011	028	60631			105 000,00		
	011	201	60631			3 000,00		
Total prestation						108 000,00		
Signalétique des bâtiments	011	028	6238			2 000,00		
	21	028	2188					21 000,00
	21	420	2188					4 000,00
	21	501	2188					5 000,00
Total prestation						2 000,00		30 000,00
Signalétique des collèges	21	221	2188					30 000,00
Total prestation								30 000,00
Vêtements de travail (acquisitions et suivi externalisé)	011	028	60636			376 500,00		
	011	028	6188			15 000,00		
	011	201	60636			6 000,00		
Total prestation						397 500,00		

**Service S0060 DLOG - DA POLE OPERATIONNEL - SERVICE MOYENS ET ENVIRONNEMENT DU TRAVAIL**

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement
	M57			Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses
Vêtements de travail (acquisitions et suivi externalisé) des collègues	011	221	60636			150 000,00		
<b>Total prestation</b>						<b>150 000,00</b>		
<b>Service S0060 DLOG - SERVICE MOYENS ET ENVIRONNEMENT DU TRAVAIL</b>						<b>1 160 000,00</b>	<b>2 000,00</b>	<b>526 000,00</b>

## Service S0063 DRH - SERVICE EMPLOI ET ACCOMPAGNEMENT DES PARCOURS

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
	M57			Année	Code	Dépenses
Accompagnement à l'évolution professionnelle (CPF)	011	021	6184			60 000,00
Total prestation						60 000,00
Coaching et accompagnement des parcours	011	021	6184			50 000,00
Total prestation						50 000,00
Colloque hors CNFPT	011	021	6185			25 000,00
Total prestation						25 000,00
Formation aux logiciels métiers	011	021	6184			90 000,00
Total prestation						90 000,00
Formation bureautique et outils numériques	011	021	6184			15 000,00
Total prestation						15 000,00
Formation collectives internes	011	021	62268			20 000,00
	011	021	6132			15 000,00
	011	021	6184			180 288,00
Total prestation						215 288,00
Formation des agents en approche métiers, permis poids lourd	011	021	6184			15 000,00
Total prestation						15 000,00
Formation des Assistants Familiaux	011	4213	6184			15 000,00
Total prestation						15 000,00
Formation des services civiques	011	021	6184			5 000,00
Total prestation						5 000,00
Formation individuelle hors CNFPT	011	021	6184			175 000,00
Total prestation						175 000,00
Frais pédagogiques des apprentis	011	021	6184			100 000,00
Total prestation						100 000,00
Marché santé sécurité au travail	011	021	6184			100 000,00
Total prestation						100 000,00
Participation à des concours	011	021	6188			10 000,00
Total prestation						10 000,00

**Service S0063 DRH - SERVICE EMPLOI ET ACCOMPAGNEMENT DES PARCOURS**

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
	M57			Année	Code	Dépenses
Prise en charge de frais dans le cadre de formations	011	021	6251			20 000,00
<b>Total prestation</b>						<b>20 000,00</b>
Recrutement des candidats	011	021	6231			30 000,00
<b>Total prestation</b>						<b>30 000,00</b>
Remboursements de frais liés à la formation des agents	011	021	6251			10 000,00
<b>Total prestation</b>						<b>10 000,00</b>
Achats de matières premières	011	021	6011			2 000,00
<b>Total prestation</b>						<b>2 000,00</b>
<b>Service S0063 DRH - SERVICE EMPLOI ET ACCOMPAGNEMENT DES PARCOURS</b>						<b>937 288,00</b>

## Service S0064 DRH - SERVICE ADMINISTRATION DES RESSOURCES HUMAINES

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	
	M57			Année	Code	Dépenses	Recettes
Achat de tickets restaurant	012	021	6488			1 517 286,00	
Total prestation						<b>1 517 286,00</b>	
Contribution au financement de la prévoyance des agents	012	021	6478			1 504 000,00	
Total prestation						<b>1 504 000,00</b>	
Convention de mise à disposition de personnel	012	021	6218			340 000,00	
	012	843	6218			70 000,00	
	70	021	70848				103 000,00
	70	425	70848				1 545 000,00
Total prestation						<b>410 000,00</b>	<b>1 648 000,00</b>
Financement des Services Civiques	012	338	6218			25 000,00	
Total prestation						<b>25 000,00</b>	
Litiges dans le domaine RH	011	01	6227			50 000,00	
Total prestation						<b>50 000,00</b>	
Paye des agents	012	021	6331			380 000,00	
	012	021	6332			106 423,20	
	012	021	6336			210 522,90	
	012	021	64111			19 786 974,95	
	012	021	64112			300 000,00	
	012	021	64113			250 000,00	
	012	021	64118			5 752 000,00	
	012	021	64131			1 346 679,35	
	012	021	6451			4 046 892,17	
	012	021	6453			6 376 099,12	
	012	021	6456			209 000,00	
	012	021	64731			490 000,00	
	012	201	6331			169 959,60	
	012	201	6332			84 250,00	
	012	201	6336			170 000,00	
	012	201	64111			12 810 887,74	
	012	201	64112			198 000,00	
	012	201	64113			500 000,00	
	012	201	64118			3 400 000,00	
	012	201	64131			1 466 386,50	
	012	201	6451			2 750 394,78	
	012	201	6453			4 626 175,17	
	012	30	6331			25 000,00	
	012	30	6332			8 000,00	
	012	30	6336			15 000,00	
	012	30	64111			1 340 057,50	
	012	30	64112			13 000,00	
	012	30	64113			15 000,00	
	012	30	64118			303 500,00	
	012	30	64131			140 998,70	
	012	30	6451			257 009,73	
	012	30	6453			397 292,23	
	012	313	6331			15 000,00	
	012	313	6332			4 438,80	

Service S0064 DRH - SERVICE ADMINISTRATION DES RESSOURCES HUMAINES

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	
	M57			Année	Code	Dépenses	Recettes
	012	313	6336			8 445,60	
	012	313	64111			868 975,97	
	012	313	64112			12 000,00	
	012	313	64113			18 000,00	
	012	313	64118			200 000,00	
	012	313	64131			33 839,69	
	012	313	6451			145 477,79	
	012	313	6453			290 294,35	
	012	314	6331			3 110,40	
	012	314	6332			3 002,40	
	012	314	6336			5 670,00	
	012	314	64111			482 764,43	
	012	314	64112			6 800,00	
	012	314	64113			19 000,00	
	012	314	64118			170 300,00	
	012	314	64131			33 839,69	
	012	314	6451			82 243,11	
	012	314	6453			177 589,61	
	012	315	6331			23 000,00	
	012	315	6332			6 000,00	
	012	315	6336			12 000,00	
	012	315	64111			1 246 623,28	
	012	315	64112			15 000,00	
	012	315	64113			25 000,00	
	012	315	64118			270 000,00	
	012	315	64131			50 759,53	
	012	315	6451			189 745,14	
	012	315	6453			351 759,55	
	012	411	6331			85 000,00	
	012	411	6332			33 264,00	
	012	411	6336			63 266,40	
	012	411	64111			5 087 217,06	
	012	411	64112			98 000,00	
	012	411	64113			165 000,00	
	012	411	64118			1 206 000,00	
	012	411	64131			845 992,21	
	012	411	6414			11 000,00	
	012	411	6451			1 099 631,56	
	012	411	6453			1 971 778,66	
	012	420	6331			350 000,00	
	012	420	6332			128 584,80	
	012	420	6336			245 300,40	
	012	420	64111			21 353 757,97	
	012	420	64112			335 000,00	
	012	420	64113			723 000,00	
	012	420	64118			5 128 000,00	
	012	420	64131			2 325 979,23	
	012	420	6451			4 465 176,03	
	012	420	6453			7 541 803,21	
	012	501	6331			167 000,00	
	012	501	6332			77 608,80	
	012	501	6336			147 747,60	

Service S0064 DRH - SERVICE ADMINISTRATION DES RESSOURCES HUMAINES

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	
	M57			Année	Code	Dépenses	Recettes
	012	501	64111			14 289 827,07	
	012	501	64112			224 000,00	
	012	501	64113			158 000,00	
	012	501	64118			5 003 000,00	
	012	501	64131			434 276,00	
	012	501	6451			2 518 695,37	
	012	501	6453			4 576 181,66	
	012	60	6331			8 000,00	
	012	60	6332			1 800,00	
	012	60	6336			4 000,00	
	012	60	64111			337 935,10	
	012	60	64112			9 800,00	
	012	60	64113			2 100,00	
	012	60	64118			90 000,00	
	012	60	64131			15 791,85	
	012	60	6451			71 962,72	
	012	60	6453			113 084,28	
	012	6311	6331			16 000,00	
	012	6311	6332			4 000,00	
	012	6311	6336			8 000,00	
	012	6311	64111			675 870,21	
	012	6311	64112			17 000,00	
	012	6311	64113			13 000,00	
	012	6311	64118			240 400,00	
	012	6311	64131			112 798,96	
	012	6311	6451			154 205,84	
	012	6311	6453			218 570,12	
	012	78	6331			5 000,00	
	012	78	6332			2 000,00	
	012	78	6336			4 000,00	
	012	78	64111			386 211,55	
	012	78	64112			4 800,00	
	012	78	64113			500,00	
	012	78	64118			103 800,00	
	012	78	64131			15 791,85	
	012	78	6451			71 962,72	
	012	78	6453			120 676,56	
	013	021	6419				250 000,00
	013	021	6459				31 200,00
	016	430	6331			32 259,60	
	016	430	6332			16 000,00	
	016	430	6336			30 000,00	
	016	430	64111			2 566 337,07	
	016	430	64112			42 000,00	
	016	430	64113			86 000,00	
	016	430	64118			523 500,00	
	016	430	64131			287 637,35	
	016	430	6451			544 860,63	
	016	430	6453			822 431,14	
	017	446	6331			26 000,00	
	017	446	6332			10 000,00	
	017	446	6336			20 000,00	

## Service S0064 DRH - SERVICE ADMINISTRATION DES RESSOURCES HUMAINES

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	
	M57			Année	Code	Dépenses	Recettes
	017	446	64111			1 905 027,06	
	017	446	64112			33 000,00	
	017	446	64113			42 000,00	
	017	446	64118			390 000,00	
	017	446	64131			101 519,07	
	017	446	6451			328 972,45	
	017	446	6453			611 099,23	
	65	021	65888			1 000,00	
	6586	01	65861			460 000,00	
	70	021	70328				10 300,00
	75	020	752				30 978,00
	75	021	75888				200 000,00
<b>Total prestation</b>						<b>165 283 976,37</b>	<b>522 478,00</b>
Paye des Assistants familiaux	012	4213	6331			167 400,00	
	012	4213	6336			175 000,00	
	012	4213	64121			20 750 000,00	
	012	4213	64123			350 000,00	
	012	4213	64128			145 000,00	
	012	4213	6451			5 253 907,61	
	012	4213	6453			1 189 563,99	
	012	4213	6471			95 000,00	
	012	4213	64731			400 000,00	
<b>Total prestation</b>						<b>34 725 871,60</b>	
Prise en charge des frais de déplacement des agents	011	021	6251			40 000,00	
<b>Total prestation</b>						<b>40 000,00</b>	
Remboursement de frais aux Assistants Familiaux	011	4213	6245			1 200 000,00	
	011	4213	6251			35 000,00	
<b>Total prestation</b>						<b>1 235 000,00</b>	
Remboursements de frais aux agents	011	021	6251			292 800,00	
	011	201	6251			55 380,00	
	011	30	6251			10 300,00	
	011	313	6251			25 750,00	
	011	314	6251			4 120,00	
	011	315	6251			7 120,00	
	011	411	6251			258 950,00	
	011	420	6251			785 690,00	
	011	501	6251			329 680,00	
	011	501	6255			5 000,00	
	011	60	6251			7 960,00	
	011	6311	6251			10 300,00	
	011	78	6251			22 950,00	
	011	843	6251			5 000,00	
	016	430	6251			39 140,00	
	017	446	6251			36 050,00	
<b>Total prestation</b>						<b>1 896 190,00</b>	



**Service S0064 DRH - SERVICE ADMINISTRATION DES RESSOURCES HUMAINES**

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	
	M57			Année	Code	Dépenses	Recettes
Ruptures conventionnelles des assistants familiaux	012	4213	64126			60 000,00	
<b>Total prestation</b>						<b>60 000,00</b>	
Ruptures conventionnelles du personnel titulaire	012	021	64116			30 000,00	
<b>Total prestation</b>						<b>30 000,00</b>	
Soutien au développement de l'apprentissage	012	021	6417			390 000,00	
<b>Total prestation</b>						<b>390 000,00</b>	
<b>Service S0064 DRH - SERVICE ADMINISTRATION DES RESSOURCES HUMAINES</b>						<b>207 167 323,97</b>	<b>2 170 478,00</b>

**Service S0065 DGARI - SERVICE MEDECINE PROFESSIONNELLE ET PREVENTIVE**

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	Investissement
	M57			Année	Code	Dépenses	Dépenses
Examen médical	011	021	60632			500,00	
	011	021	6068			2 000,00	
	011	411	61558			1 000,00	
	012	021	6475			25 000,00	
	21	411	2188				2 000,00
<b>Total prestation</b>						<b>28 500,00</b>	<b>2 000,00</b>
Vaccinations et petits soins	011	021	60661			8 000,00	
	011	021	60662			3 500,00	
<b>Total prestation</b>						<b>11 500,00</b>	
<b>Service S0065 DGARI - SERVICE MEDECINE PROFESSIONNELLE ET PREVENTIVE</b>						<b>40 000,00</b>	<b>2 000,00</b>

Service S0066 DEJCS - SERVICE EDUCATION

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement
	M57			Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses
Dotation annuelle de fonctionnement aux collèges publics	65	221	655111			8 464 000,00		
Total prestation						8 464 000,00		
Dotation annuelle de fonctionnement collèges privés	65	221	655112			2 867 655,00		
Total prestation						2 867 655,00		
Dotation annuelle équipement des collèges	204	221	20431					302 000,00
Total prestation								302 000,00
Dotation classes SEGPA	204	221	20431					70 000,00
	65	221	6568			64 000,00		
Total prestation						64 000,00		70 000,00
Dotation création classe ULIS	204	221	20431					10 000,00
Total prestation								10 000,00
Dotation pour forfait externat collèges privés	65	221	6568			1 900 000,00		
Total prestation						1 900 000,00		
Dotation pour l'acquisition de véhicules de services	204	221	20431					16 000,00
Total prestation								16 000,00

Service S0066 DEJCS - SERVICE EDUCATION

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement
	M57			Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses
Fonds départemental des Personnels d'Internat	74	221	74758				1 450 000,00	
Total prestation							1 450 000,00	
Loyers des logements de fonction des collègues	75	221	752				50 000,00	
Total prestation							50 000,00	
Mise à disposition de mobilier scolaire	204	221	20431					50 000,00
	21	221	21841					50 000,00
Total prestation								100 000,00
Mise à disposition autres mobiliers et matériel	21	221	2188					12 000,00
Total prestation								12 000,00
Participation au fonctionnement des équipements sportifs communaux mis à disposition des collègues	65	221	6568			260 000,00		
Total prestation						260 000,00		
Participation au fonctionnement des halles de sport	65	221	6568			270 000,00		
	74	221	74748				85 000,00	
Total prestation						270 000,00	85 000,00	

Service S0066 DEJCS - SERVICE EDUCATION

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement
	M57			Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses
Participations obligatoires pour l'accueil de collégiens extérieurs	65	221	6558			282 000,00		
	74	221	7473				245 000,00	
<b>Total prestation</b>						<b>282 000,00</b>	<b>245 000,00</b>	
Plan pluri-annuel de lutte contre la pénibilité	011	221	6228			50 000,00		
	21	221	21578	2 023	PENIBILITE			100 000,00
	21	221	2188	2 023	PENIBILITE			100 000,00
<b>Total prestation</b>						<b>50 000,00</b>		<b>200 000,00</b>
Prise en charge de frais supplémentaires des collèges	65	221	657381			25 000,00		
<b>Total prestation</b>						<b>25 000,00</b>		
Prise en charge de la participation de la MDPH à la majoration des enseignants référents	65	221	6568			25 000,00		
	70	221	70878				25 000,00	
<b>Total prestation</b>						<b>25 000,00</b>	<b>25 000,00</b>	
Prise en charge de matières d'oeuvre et des petits travaux pour les collèges	65	221	6568			150 000,00		
<b>Total prestation</b>						<b>150 000,00</b>		
Prise en charge des transports EPS	65	221	6568			150 000,00		
<b>Total prestation</b>						<b>150 000,00</b>		

**Service S0066 DEJCS - SERVICE EDUCATION**

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement
	M57			Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses
Subventions pour la construction et la rénovation des équipements sportifs utilisés par les collèges	204	282	2041482	2024	EQUIPSPORT			750 000,00
	204	282	2041482	2025	EQUIPSPORT			0,00
	204	282	2324	2025	EQUIPSPORT			200 000,00
Total prestation								950 000,00
Service S0066 DEJCS - SERVICE EDUCATION						14 507 655,00	1 855 000,00	1 660 000,00

Service S0072 DEJCS - SERVICE RESTAURATION

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement
	M57			Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses
Fonctionnement de l'UCL (Unité de conditionnement des légumes)	011	201	60632			9 000,00		
	011	201	6068			5 000,00		
	011	201	61558			22 440,00		
	011	201	6156			12 660,00		
	011	201	6288			6 800,00		
	011	201	6228			9 800,00		
	21	201	21578					21 000,00
Total prestation						65 700,00		21 000,00
Lutte contre le gaspillage alimentaire	011	221	6228			30 000,00		
Total prestation						30 000,00		
Participation des communes aux services de restauration des collègues	74	221	74748				63 000,00	
Total prestation							63 000,00	
Sensibilisation à l'équilibre alimentaire dans la restauration scolaire	011	221	6281			100,00		
	011	281	6184			6 500,00		
Total prestation						6 600,00		
Service S0072 DEJCS - SERVICE RESTAURATION						102 300,00	63 000,00	21 000,00

Service S0076 DIRECTION DEVELOPPEMENT NUMERIQUE DU TERRITOIRE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement	
	M57			Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Contribution au réseau départemental d'infrastructures haut débit et à ses usages	011	501	6281			11 000,00			
	13	501	1311	2016	THD				453 000,00
	13	501	1312	2016	THD				330 000,00
	20	501	2031	2016	THD			120 000,00	
	204	501	20423	2016	THD			150 000,00	
	75	501	75813.	2019	REDTHD		698 000,00		
Total prestation						11 000,00	698 000,00	270 000,00	783 000,00
Contribution aux infrastructures de téléphonie mobile	011	501	611			15 000,00			
	011	501	6132			15 000,00			
	70	501	70388				7 000,00		
Total prestation						30 000,00	7 000,00		
Service S0076 DDNT - DIRECTION DEVELOPPEMENT NUMERIQUE DU TERRITOIRE						41 000,00	705 000,00	270 000,00	783 000,00



Service S0078 MISSION POLITIQUE DE LA VILLE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement
	M57			Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses
Contribution à des actions de prévention spécialisée	65	4213	6568			1 927 905,00		
<b>Total prestation</b>						<b>1 927 905,00</b>		
Subvention fonctionnement des centres sociaux	65	428	657348			215 000,00		
	65	428	657381			67 000,00		
	65	428	65748			533 000,00		
<b>Total prestation</b>						<b>815 000,00</b>		
Subventions pour des actions de développement social dans le cadre du FDS (hors ORU)	011	30	60623			5 000,00		
	21	30	21848					20 000,00
	65	30	65748			1 772 000,00		
<b>Total prestation</b>						<b>1 777 000,00</b>		<b>20 000,00</b>
<b>Service S0078 MPV - SERVICE MISSION POLITIQUE DE LA VILLE</b>						<b>4 519 905,00</b>		<b>20 000,00</b>

Service S0079 DAT - SERVICE DU TOURISME ET DE L'ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement	
	M57			Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Actions de promotion Gard Militant du Goût	011	633	6234			10 000,00			
	011	633	6236			57 000,00			
<b>Total prestation</b>						<b>67 000,00</b>			
Salon de l'agriculture	011	633	6233			185 000,00			
	011	633	6233.			55 000,00			
	65	633	65748			20 000,00			
<b>Total prestation</b>						<b>260 000,00</b>			
Soutin au développement de l'aéroport de Nîmes	65	633	65888			250 000,00			
<b>Total prestation</b>						<b>250 000,00</b>			
Subvention au Comité Départemental du Tourisme (CDT) Gard Tourisme	65	633	65748			1 997 000,00			
<b>Total prestation</b>						<b>1 997 000,00</b>			
Subvention aux Gites de France	65	633	65748			95 000,00			
<b>Total prestation</b>						<b>95 000,00</b>			
Subvention pour la valorisation du patrimoine gastronomique	65	633	657348			10 000,00			
	65	633	657358			4 000,00			
	65	633	657382			80 000,00			
	65	633	65748			161 000,00			
<b>Total prestation</b>						<b>255 000,00</b>			
Subvention pour les manifestations et opérations touristiques	65	633	657358			5 000,00			
	65	633	657382			25 000,00			
	65	633	65748			50 000,00			
<b>Total prestation</b>						<b>80 000,00</b>			

Service S0079 DAT - SERVICE DU TOURISME ET DE L'ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement	
	M57			Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Subvention pour les projets structurants à vocation touristique (PAVT)	13	843	1318						15 000,00
	204	633	2041481	2023	PAVT			11 300,00	
	204	633	2041482	2023	PAVT			20 825,00	
	204	633	20421	2023	PAVT			23 000,00	
	204	633	20422	2023	PAVT			22 000,00	
	204	633	2041581	2023	PAVT			23 000,00	
	204	633	2041582	2023	PAVT			33 000,00	
	21	843	2188					30 000,00	
Total prestation								163 125,00	15 000,00
Subvention pour les projets structurants (modernisation des exploitations agricoles)	204	633	20422	2 019	AGRITOUR				
	204	633	20422	2 021	AGRITOUR			10 500,00	
	204	633	20422	2 023	AGRITOUR			10 000,00	
Total prestation								20 500,00	
Subvention pour le tourisme social et solidaire	65	633	657348			3 000,00			
	65	633	65748			37 000,00			
Total prestation						40 000,00			
Service S0079 DAT - SERVICE DU TOURISME ET DE L'ATTRACTIVITE TERRITOIRE						3 044 000,00		183 625,00	15 000,00

Service S0082 DCOM - SERVICE IMAGES ET NUMERIQUE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement
	M57			Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses
Animation du site internet	011	022	6156			10 000,00		
	011	022	6228			50 000,00		
	20	022	2051					105 000,00
Total prestation						60 000,00		105 000,00
Evènements externes	011	022	6228					
Total prestation								
Petit équipement de communication	21	022	21838					10 000,00
Total prestation								10 000,00
Service S0082 DCO - SERVICE IMAGES ET NUMERIQUE						60 000,00		115 000,00

Service S0083 DCOM - SERVICE RELATIONS EXTERIEURES

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement
	M57			Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses
Campagnes de communication	011	022	6231			1 245 000,00		
Total prestation						1 245 000,00		
Evènements	011	022	6234			2 500,00		
Total prestation						2 500,00		
Journal	011	022	611			20 000,00		
	011	022	6236			135 000,00		
	011	022	6238			20 000,00		
Total prestation						175 000,00		
	011	022	6228,			4 000,00		
	011	022	6238			312 000,00		
	21	022	2188					35 000,00
	65	022	65818			1 500,00		
Total prestation						317 500,00		35 000,00
Service S0083 DCO - SERVICE RELATIONS EXTERIEURES						1 740 000,00		35 000,00

**Service S0084 DAD - DIRECTION ADJOINTE VALORISATION ET PARTENARIATS**

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement
				Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses
Mise en valeur des archives (expositions, publications)	011	315	6188			55 580,00		
	65	315	65818			3 000,00		
	70	315	7088				100,00	
<b>Total prestation</b>						<b>58 580,00</b>	<b>100,00</b>	
Organisation et animation d'ateliers pédagogiques	011	315	6068			5 000,00		
	011	315	611			62 000,00		
	011	315	6188			45 000,00		
<b>Total prestation</b>						<b>112 000,00</b>		
Subvention pour archives communales	204	315	2041481					15 000,00
<b>Total prestation</b>								<b>15 000,00</b>
<b>Service S0084 DAD - DIR ADJOINTE VALORISATION ET PARTENARIATS</b>						<b>170 580,00</b>	<b>100,00</b>	<b>15 000,00</b>

Service S0091 DEVPN - SERVICE EAU ET MILIEUX AQUATIQUES

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement
	M57			Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses
	011	18	6281			7 000,00		
<b>Total prestation</b>						<b>7 000,00</b>		
Actions relatives à l'eau et les milieux aquatiques	011	501	6281			4 500,00		
	011	78	611			108 000,00		
	74	853	74718				125 000,00	
<b>Total prestation</b>						<b>112 500,00</b>	<b>125 000,00</b>	
Assistance technique réglementaire à l'eau	011	731	60632			5 500,00		
	011	731	611			60 000,00		
	011	731	61558			8 000,00		
	21	731	21578					45 000,00
	21	731	21828					15 000,00
	70	731	705				48 000,00	
	74	731	747888				162 000,00	<b>60 000,00</b>
<b>Total prestation</b>						<b>73 500,00</b>	<b>210 000,00</b>	
Etudes d'intérêt départemental sur l'eau	011	501	617	2 022	STREAUCLIM	100 000,00		
	74	501	747888				62 800,00	
<b>Total prestation</b>						<b>100 000,00</b>	<b>62 800,00</b>	
<b>Service S0091 DEVPN - SERVICE EAU ET MILIEUX AQUATIQUES</b>						<b>293 000,00</b>	<b>397 800,00</b>	<b>60 000,00</b>

Service S0092 DEVPN - SERVICE GRANDS OUVRAGES HYDRAULIQUES

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement	
	M57			Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Exploitation des barrages	011	01	637			2 000,00			
	011	853	60632			8 000,00			
	011	853	611			3 000,00			
	011	853	611	2023	BARRAGES	7 500,00			
	011	853	615231			110 000,00			
	011	853	615231	2023	BARRAGES	64 800,00			
	011	853	617			150 000,00			
	011	853	617	2025	EDD	15 000,00			
	011	853	617	2023	BARRAGES	35 200,00			
	011	853	62268			142 229,00			
	011	853	62268	2023	BARRAGES	36 000,00			
	011	853	6231			4 000,00			
	21	853	21578					30 000,00	
	70	853	70323				4 000,00		
Total prestation						577 729,00	4 000,00	30 000,00	
Opérations sur les barrages	13	853	1312						540 000,00
	13	853	1311						1 500 000,00
	20	853	2031					218 000,00	
	20	853	2031	2017	SENDROME			33 837,58	
	20	853	2031	2018	SECURPISE			40 000,00	
	23	853	2312	2017	PROCECILE			143 607,88	
	23	853	2313					372 000,00	
	23	853	2313	2017	SENDROME			269 162,42	
	23	853	238	2017	PROCECILE			8 820 392,12	
	23	853	237	2017	PROCECILE			149 000,00	
	21	853	2118	2017	PROCECILE			360 000,00	
Total prestation								10 406 000,00	2 040 000,00
Service S0092 DEVPN - SERVICE GRANDS OUVRAGES HYDRAULIQUES						577 729,00	4 000,00	10 436 000,00	2 040 000,00

Service S0093 DCDG - DIRECTION COORDINATION DIRECTION GENERALE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
	M57			Année	Code	Dépenses
Actions pour l'égalité femmes hommes et contre les discriminations	011	341	6238,			10 000,00
	011	341	6288			8 000,00
	65	341	65748			3 500,00
Total prestation						21 500,00
Pilotage et management de l'administration départementale	011	028	6228			2 500,00
	011	028	6234			14 000,00
	011	028	6238			80 000,00
	011	028	6288			15 000,00
Total prestation						111 500,00
Prévention et lutte contre les violences faites aux femmes	011	341	6238,			10 000,00
	65	341	657348			11 800,00
	65	341	657381			9 500,00
	65	341	65748			166 700,00
Total prestation						198 000,00
Service S0093 DCDG - DIRECTION COORDINATION DIRECTION GENERALE						331 000,00



**Service S0094 DAT - DA AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET FONDS EUROPEENS - SERVICE  
FONDS EUROPEENS ET TERRITOIRE**

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	
	M57			Année	Code	Dépenses	Recettes
Appui technique pour des projets de coopération territoriale	011	048	6228			5 000,00	
<b>Total prestation</b>						<b>5 000,00</b>	
Cotisation à des réseaux de coopération territoriale	011	048	6281			7 000,00	
<b>Total prestation</b>						<b>7 000,00</b>	
Gestion de la subvention globale du Fonds social européen (FSE et FSE+)	011	428	6228			29 000,00	
	65	041	657358	2022	FSE+	185 000,00	
	65	041	65748	2022	FSE+	3 265 000,00	
	65	041	65736212	2022	FSE+	750 000,00	
	74	041	74771	2022	FSE+		3 000 000,00
<b>Total prestation</b>						<b>4 229 000,00</b>	<b>3 000 000,00</b>
Subvention de fonctionnement à la Maison de l'Europe	65	048	65748			4 500,00	
<b>Total prestation</b>						<b>4 500,00</b>	
Subvention et participation aux structures animatrices des GAL Leader	65	62	657348			33 000,00	
	65	62	65748			22 000,00	
<b>Total prestation</b>						<b>55 000,00</b>	
<b>Service S0094 DAT - SERVICE FONDS EUROPEENS ET TERRITOIRES</b>						<b>4 300 500,00</b>	<b>3 000 000,00</b>

**Service S0116 DAP - SERVICE BUDGET FINANCES ET AFFAIRES JURIDIQUES**

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
	M57			Année	Code	Dépenses
Subvention aux initiatives de promotion et d'animation locale	65	021	65748			104 000,00
<b>Total prestation</b>						<b>104 000,00</b>
Subventions complémentaires de fonctionnement	65	62	65748			176 000,00
<b>Total prestation</b>						<b>176 000,00</b>
<b>Service S0116 DAP - SERVICE BUDGET, FINANCES ET AFFAIRES JURIDIQUES</b>						<b>280 000,00</b>

Service S0118 DAP - SERVICE COORDINATION FINANCIERE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement
	M57			Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses
Achat de matériel pour les consultations pré et post natales	011	411	61558			6 000,00		
	011	420	60632			19 315,00		
	21	411	2188					35 000,00
Total prestation						25 315,00		35 000,00
Achat de matériel roulant pour les sages-femmes et autres personnes de l'action sociale	011	411	60632			13 000,00		
Total prestation						13 000,00		
Achat de produits pharmaceutiques	011	420	60668			650,00		
	011	411	60668			21 000,00		
Total prestation						21 650,00		
Déplacement des mineurs et des adultes désignés par le CG (voyages)	011	420	6245			60 000,00		
Total prestation						60 000,00		
Fonctionnement de la structure	011	420	6282			360 000,00		
	011	420	6227			7 000,00		
	011	420	6228			4 000,00		
	65	428	65818			1 000,00		
Total prestation						372 000,00		
Gestion des conditions d'accueil des usagers	011	420	60623			8 000,00		
Total prestation						8 000,00		
Interprétariat	011	428	6228			10 000,00		
Total prestation						10 000,00		

Service S0118 DAP - SERVICE COORDINATION FINANCIERE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement
	M57			Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses
Participation pour le Conseil départemental d'Accès au Droit du Gard	65	428	6568			60 000,00		
Total prestation						60 000,00		
Prise en charge des frais liés aux actions et informations collectives	011	420	60623			10 200,00		
	011	420	60632			1 000,00		
Total prestation						11 200,00		
Schéma unique des solidarités sociales	011	420	6228	2 023	SCHEMADSD	1 000,00		
	011	428	611	2 023	SCHEMADSD	100 000,00		
	011	428	6228	2 023	SCHEMADSD	10 000,00		
	016	431	6511411	2 023	SCHEMADSD	300 000,00		
	016	431	651142	2 023	SCHEMADSD	50 000,00		
	017	444	74718	2 023	SCHEMADSR		2 943 105,00	
	65	30	65748	2 023	SCHEMADSD	112 310,00		
	65	410	657382	2 023	SCHEMADSD	140 000,00		
	65	411	657348	2 023	SCHEMADSD	110 000,00		
	65	412	65748	2 023	SCHEMADSD	60 000,00		
	65	420	651128	2 023	SCHEMADSD	323 750,00		
	65	4213	65133	2 023	SCHEMADSD	150 000,00		
	65	4213	652412	2 023	SCHEMADSD	700 000,00		
	65	4213	652413	2 023	SCHEMADSD	750 000,00		
	65	4213	652416	2 023	SCHEMADSD	184 000,00		
	65	4213	6568	2 023	SCHEMADSD	111 200,00		
	65	4213	65748	2 023	SCHEMADSD	86 000,00		
	65	4238	65243	2 023	SCHEMADSD	50 000,00		
	65	4238	657381	2 023	SCHEMADSD	60 000,00		
	65	4238	65748	2 023	SCHEMADSD	100 000,00		
	65	425	6511212	2 023	SCHEMADSD	100 000,00		
	65	425	6522	2 023	SCHEMADSD	50 000,00		
	65	425	65242	2 023	SCHEMADSD	100 000,00		
	65	428	657381	2 023	SCHEMADSD	38 000,00		
	65	428	65748	2 023	SCHEMADSD	49 000,00		
	65	555	65181	2 023	SCHEMADSD	14 740,00		
	65	62	65748	2 023	SCHEMADSD	250 000,00		

Service S0118 DAP - SERVICE COORDINATION FINANCIERE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement
	M57			Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses
Total prestation						4 000 000,00	2 943 105,00	
Supervisions pour les équipes du secteur social	011	420	6228			220 000,00		
					Total prestation	220 000,00		
Action en faveur des besoins de santé	65	418	65748	2025	AIDETUDMED	140 000,00		
	204	420	2324	2023	SANTE			300 000,00
Total prestation						140 000,00		300 000,00
Service S0118 DAP - SERVICE COORDINATION FINANCIERE						4 941 165,00	2 943 105,00	335 000,00

## Service S0119 DAJAQ - DA QUESTURE ET ASSEMBLEE - POLE QUESTURE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
	M57			Année	Code	Dépenses
Cotisation à des associations d'Elus	011	028	6281			9 267,35
<b>Total prestation</b>						<b>9 267,35</b>
Enregistrement et transcription des débats	011	031	62268			4 500,00
	011	425	62268			3 000,00
<b>Total prestation</b>						<b>7 500,00</b>
Gestion des frais de déplacement liés à la formation des élus	65	031	65315			2 000,00
<b>Total prestation</b>						<b>2 000,00</b>
Gestion des frais de mission et de déplacement des élus	65	031	65312			60 000,00
	011	021	6251			10 000,00
<b>Total prestation</b>						<b>70 000,00</b>
Indemnités dues aux élus	65	031	65311			1 655 000,00
	65	031	65313			205 000,00
	65	031	65314			527 000,00
<b>Total prestation</b>						<b>2 387 000,00</b>
Organisation et gestion de la formation des élus (frais pédagogiques)	65	031	65315			33 100,00
<b>Total prestation</b>						<b>33 100,00</b>
Répartition des enveloppes cantonales Animations d'intérêt local	65	028	65748			184 000,00
<b>Total prestation</b>						<b>184 000,00</b>
Subvention à des associations d'élus	65	031	65748			37 000,00
	65	031	65748	2 023	ARCGG	300 000,00
<b>Total prestation</b>						<b>337 000,00</b>
<b>Service S0119 DAJCP- SERVICE COMMISSIONS</b>						<b>3 029 867,35</b>

Service S0121 DGARI - SERVICE D'APPUI DGARI

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
	M57			Année	Code	Dépenses
Développement de la conformité en interne	011	028	6281			450,00
Total prestation						<b>450,00</b>
Gestion des commandes de documentation pour les services et les élus	011	028	6182			120 000,00
	011	028	6281			1 000,00
	6586	01	65862			20 000,00
Total prestation						<b>141 000,00</b>
Service S0121 DGARI - SERVICE APPUI						<b>141 450,00</b>

Service S0124 DADST - DA DE L'INSERTION ET DE L'EMPLOI - SERVICE PILOTAGE ALLOCATION INSERTION ET EMPLOI

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement
	M57			Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses
Total prestation								
Financement des emplois du secteur non marchand (CAOM)	017	444	65671			2 692 000,00		
	017	444	6568			12 000,00		
Total prestation						2 704 000,00		
Mise en œuvre d'actions en faveur de l'avenir professionnel	017	444	65748			1 000 000,00		
Total prestation						1 000 000,00		
Participation volontaire départementale aux salaires des CDDI (IAE non marchand)	65	428	65671			93 600,00		
Total prestation						93 600,00		
Plan de contrôle des allocataires RSA avec les organismes payeurs	017	445	6568			27 000,00		
Total prestation						27 000,00		
Revenu de solidarité active	011	428	62878			1 000,00		
	017	447	6188			26 000,00		
	017	447	65171			164 916 000,00		
	017	447	65172			23 000 000,00		
	017	447	6542			5 000,00		
	017	447	75342				1 500 000,00	
	017	447	75343				110 000,00	
	017	447	7584				21 275,00	
	017	448	6577			10 000,00		
	017	448	65888			8 000,00		

Service S0124 DADST - DA DE L'INSERTION ET DE L'EMPLOI - SERVICE PILOTAGE ALLOCATION INSERTION ET EMPLOI

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement
	M57			Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses
	017	448	673			34 000,00		
	731	01	731421				99 644 571,00	
	74	01	74783				8 800 000,00	
<b>Total prestation</b>						<b>188 000 000,00</b>	<b>110 075 846,00</b>	
<b>Subvention d'investissement dans le domaine de l'insertion</b>	204	444	20421	2023 FDDHORSIAE				15 000,00
	204	444	20422	2023 FDDHORSIAE				15 000,00
	204	444	20421	2 023	FDDIAE			85 000,00
	204	444	20422	2 023	FDDIAE			85 000,00
<b>Total prestation</b>								<b>200 000,00</b>
<b>Subvention aux structures IAE du secteur marchand</b>	017	444	65748			138 000,00		
<b>Total prestation</b>						<b>138 000,00</b>		
<b>Subventions pour des actions d'insertion et d'accompagnement (AIA)-Ordinaires</b>	017	444	657381			20 000,00		
	017	444	657382			110 000,00		
	017	444	65748			873 117,00		
<b>Total prestation</b>						<b>1 003 117,00</b>		
<b>Subventions pour des actions favorisant l'insertion par l'activité économique non marchande (ateliers, chantiers d'insertion, ACI)</b>	017	444	657348	2024	IAECHANTIE	5 000,00		
	017	444	657358	2024	IAECHANTIE	16 583,00		
	017	444	657382	2024	IAECHANTIE	54 832,00		
	017	444	65748	2024	IAECHANTIE	673 400,00		
	017	444	65748	2025	IAECHANTIE	1 916 713,00		
	017	444	657358	2025	FDDIAECHAN	250 000,00		
<b>Total prestation</b>						<b>2 916 528,00</b>		
<b>Service S0124 DADST - SERVICE PILOTAGE ALLOCATION INSERTION ET EMPLOI</b>						<b>195 882 245,00</b>	<b>110 075 846,00</b>	<b>200 000,00</b>



Service S0125 DAJAQ- SERVICE JURIDIQUE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
	M57			Année	Code	Dépenses
Protection fonctionnelle des agents	011	028	6227			5 000,00
	011	028	62878			2 000,00
Total prestation						7 000,00
Rédaction d'études juridiques	011	028	62268			35 000,00
Total prestation						35 000,00
Référent alerte éthique	011	028	6228			10 000,00
Total prestation						10 000,00
Représentation des intérêts de la collectivité	011	028	6227			121 000,00
Total prestation						121 000,00
Service S0125 DAJCP- SERVICE JURIDIQUE						173 000,00

Service S0137 DISI - SERVICE EQUIPEMENT

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement
	M57			Année	Code	Dépenses	Recttes	Dépenses
Acquisition de postes de travail numériques	20	028	2051					12 000,00
	21	028	21838					640 000,00
	21	028	21848					164 000,00
	21	028	2185					96 000,00
Total prestation								912 000,00
Acquisition de postes de travail numériques pour les collègues	20	221	2051					110 000,00
	21	221	21533					15 000,00
	21	221	21831					960 000,00
	21	221	2185					15 000,00
	21	221	2188					15 000,00
Total prestation								1 115 000,00
Maintenance des postes de travail numériques	011	028	60632			25 000,00		
	011	028	6156			126 000,00		
	011	028	6228			64 000,00		
Total prestation						215 000,00		
Maintenance des postes de travail numériques pour les collègues	011	221	60632			35 000,00		
	011	221	6156			64 000,00		
	011	221	6188			107 000,00		
	011	221	6228			10 000,00		
Total prestation						216 000,00		
Service S0137 DISI - SERVICE EQUIPEMENT						431 000,00		2 027 000,00

Service S0138 DISI - SERVICE PROJETS

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement
	M57			Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses
Assistance à maîtrise d'oeuvre et à maîtrise d'ouvrage (AMOE/AMOA)	011	028	6228			204 730,00		
<b>Total prestation</b>						<b>204 730,00</b>		
Déploiement d'applications et des matériels associés	20	028	2051					538 650,00
	20	425	2051					49 600,00
	21	028	21838					12 500,00
<b>Total prestation</b>								<b>600 750,00</b>
Maintenance des applications et des matériels associés	011	028	60632			1 000,00		
	011	028	6156			495 100,00		
	011	028	6188			387 820,00		
	011	425	6156			21 500,00		
	65	028	65811			8 000,00		
	65	028	65818			2 150,00		
<b>Total prestation</b>						<b>915 570,00</b>		
<b>Service S0138 DISI - SERVICE PROJETS</b>						<b>1 120 300,00</b>		<b>600 750,00</b>

**Service S0140 DEVPN - SERVICE COORDINATION ET ANIMATION**

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	
				Année	Code	Dépenses	Recettes
Contribution à l'Agence Technique Départementale	65	01	6568			100 000,00	
<b>Total prestation</b>						<b>100 000,00</b>	
Contribution au fonctionnement des syndicats mixtes/ententes DFCI	65	18	6561			36 000,00	
<b>Total prestation</b>						<b>36 000,00</b>	
Contributions au fonctionnement des syndicats mixtes/ ententes patrimoine naturel	65	78	6561			1 459 000,00	
	65	78	6561			2 161 000,00	
	74	78	74748				500 000,00
<b>Total prestation</b>						<b>3 620 000,00</b>	<b>500 000,00</b>
Financement CAUE	014	515	7398			975 000,00	
<b>Total prestation</b>						<b>975 000,00</b>	
Subventions aux syndicats mixtes - eau et milieu aquatique	65	853	657381			715 000,00	
<b>Total prestation</b>						<b>715 000,00</b>	
<b>Service S0140 DEVPN - SERVICE COORDINATION ET ANIMATION</b>						<b>5 446 000,00</b>	<b>500 000,00</b>

**Service S0144 DAUT - ACCUEIL INFORMATION ET AIDE AU TRANSPORT SCOLAIRE**

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	
	M57			Année	Code	Dépenses	Recettes
Allocations aux familles pour le transport des élèves handicapés	65	81	6514			1 500 000,00	
	65	81	65188			500 000,00	
	77	81	773				1 600,00
<b>Total prestation</b>						<b>2 000 000,00</b>	<b>1 600,00</b>
<b>Service S0144 DAUT - SERVICE ACCUEIL INFORMATION AIDE TRANSPORT SCOLAIRE</b>						<b>2 000 000,00</b>	<b>1 600,00</b>

**Service S0145 DAUT - SERVICE GESTION DES ETS SOCIAUX ET MS PA PH**

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Investissement
	M57			Année	Code	Dépenses
Subventions d'investissement pour la construction ou la réhabilitation des établissements PA	204	4238	20415322	2023 - SOLIDARITE		8 000,00
	204	4238	20415331	2021 - SOLIDARITE		125 000,00
	204	4238	20415331	2022 - SOLIDARITE		600 000,00
	204	4238	20415331	2023 - SOLIDARITE		460 580,00
	2024	4238	20415331	2019 - SOLIDARITE		47 938,35
	204	4238	20415332	2019 - SOLIDARITE		52 106,00
	204	4238	20415332	2021 - SOLIDARITE		700 000,00
	204	4238	20415332	2023 - SOLIDARITE		200 000,00
	204	4238	20421	2022 - SOLIDARITE		135 000,00
	204	4238	20422	2024 - REHABESMS		640 000,00
	204	425	20422	2023 - SOLIDARITE		250 000,00
	2024	4238	20415332	2023 - CHUSERRECA		100 000,00
	2024	4238	20415331	2024_EPHADBEAU		100 000,00
	2024	4238	20415332	2024_EPHADVIDOU		100 000,00
Total prestation						3 518 624,35
Service S0145 DAUT - SERVICE GESTION DES ETS SOCIAUX ET MS PA PH						3 518 624,35

Service S0146 DAUT - DIRECTION DE L'AUTONOMIE DES PERSONNES

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement
	M57			Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses
Allocation à la vie partagée	204	420	20415332	2023-	SANTE			100 000,00
	204	4238	2041482	2023 -	AVP			20 676,00
	204	4238	204182	2023 -	AVP			29 700,00
	204	4238	20422	2023 -	AVP			10 000,00
	204	425	2041482	2023 -	HABITINCLU			130 000,00
	204	425	20415322	2023 -	HABITINCLU			96 000,00
	204	425	20422	2023 -	HABITINCLU			20 000,00
	65	4238	65113			500 000,00		
	74	4231	7478141				200 000,00	
	74	4232	7478142				275 000,00	
<b>Total prestation</b>						<b>500 000,00</b>	<b>475 000,00</b>	<b>406 376,00</b>
Compensation du surcout lié à l'application de l'avenant 43 de la branche de l'aide à domicile pour les SAAD non couverts par des CPOM	016	431	6511411			4 800 000,00		
	016	431	747811					
	65	4238	6514			182 902,00		
	65	425	6511211			757 098,00		
	74	4238	747818				2 653 035,00	
<b>Total prestation</b>						<b>5 740 000,00</b>	<b>2 653 035,00</b>	
Financement des actions individuelles et collectives de prévention de la perte d'autonomie	011	4238	6228			1 200,00		
	65	4231	657382			141 301,00		
	65	4231	65748			139 852,00		
	65	4232	6568			37 000,00		
	65	4232	657348			59 372,00		
	65	4232	657358			32 600,00		
	65	4232	657381			47 264,00		
	65	4232	657382			85 028,00		
	65	4232	65748			1 656 383,00		
	74	4231	7478141				2 386 274,00	
<b>Total prestation</b>						<b>2 200 000,00</b>	<b>2 386 274,00</b>	

**Service S0146 DAUT - DIRECTION DE L'AUTONOMIE DES PERSONNES**

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement
	M57			Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses
	65	4238	65748			150 184,00		
	65	425	65748			149 000,00		
<b>Total prestation</b>						<b>299 184,00</b>		
<b>Service S0146 DAUT - DIRECTION DE L'AUTONOMIE ET DES PERSONNES</b>						<b>8 739 184,00</b>	<b>5 514 309,00</b>	<b>406 376,00</b>

**Service S0152 DTER - SERVICE A USAGER ET A L EXPLOITATION DES RESEAUX**

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
Exploitation du réseau routier (SUER)	011	843	60633			6 000,00
	011	843	611			67 600,00
	011	843	6132			100,00
	011	843	6156			27 700,00
	011	843	6188			17 000,00
Total prestation						118 400,00
Service S0152 DTER - SERVICE A USAGER ET A L EXPLOITATION DES RESEAUX						118 400,00

**Service S0154 DTER - SERVICE SOUTIEN OPERATIONNEL**

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
Travaux d'entretien et d'exploitation du réseau routier (SSO)	011	843	60611			1 000,00
	011	843	60633			1 501 000,00
	011	843	611			30 000,00
	011	843	61358			372 500,00
	011	843	615231			2 258 700,00
	011	843	6156			90 000,00
	011	843	617			160 000,00
	65	843	65748			30 000,00
Total prestation						4 443 200,00
Service S0154 DTER- SERVICE SOUTIEN OPERATIONNEL						4 443 200,00

**Service S0155 DMR - DA POLE INGENIERIE - SERVICE LABORATOIRE ROUTIER**

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
Travaux d'entretien et d'exploitation du réseau routier (SLR)	011	843	60628			2 800,00
	011	843	60632			2 000,00
	011	843	61558			20 000,00
	011	843	6182			5 200,00
Total prestation						30 000,00
Service S0155 DMR - SERVICE LABORATOIRE ROUTIER						30 000,00



Service S0162 DLOG - DA POLE OPERATIONNEL - SERVICE GARAGE DEPARTEMENTAL

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement
	M57			Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses
Carburant	011	028	60622			1 790 000,00		
Total prestation						1 790 000,00		
Création des Maisons du Conseil départemental itinérantes	011	028	61358			145 000,00		
Total prestation						145 000,00		
Entretien matériel garage	011	028	615221			7 000,00		
	011	028	61558			8 000,00		
	011	028	6156			2 000,00		
	011	028	6228			15 000,00		
	21	028	21578					73 000,00
	21	028	21838					60 000,00
	23	028	2313					17 000,00
Total prestation						32 000,00		150 000,00
Entretien véhicule	011	028	60631			80 000,00		
	011	028	60632			1 380 000,00		
	011	028	611			125 000,00		
	011	028	61358			27 000,00		
	011	028	61551			623 000,00		
	011	028	6156			8 000,00		
	011	028	6188			3 000,00		
Total prestation						2 246 000,00		
Frais administratif véhicule	011	028	6355			100,00		
	65	028	65888			300,00		
Total prestation						400,00		
Sinistre véhicule	011	028	61551			100,00		
Total prestation						100,00		
Service S0162 DLOG - SERVICE GARAGE DEPARTEMENTAL						4 213 500,00		150 000,00

**Service S0163 DMR - DA POLE INGENIERIE - SERVICE INGENIERIE FONCIERE ET  
PROCEDURE**

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
	M57			Année	Code	Dépenses
Acquisition et cession foncière (routes)	011	501	6132			1 400,00
	011	843	6132			10 000,00
	011	843	6227			4 000,00
	011	843	6228			10 000,00
	011	843	6231			2 000,00
	011	843	6354			1 000,00
	65	843	65888			500,00
	65	847	6568			500,00
Total prestation						29 400,00
Service S0163 DMR - SERVICE INGENIERIE FONCIERE ET PROCEDURE						29 400,00

Service S0169 DEPE - DA DE L'ASE - SERVICE OFFRE D'ACCUEIL

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	
	M57			Année	Code	Dépenses	Recettes
Activités relatives au réseau ados	65	4213	6514			1 440,00	
Total prestation						1 440,00	
Frais d'accueil chez les assistants familiaux	65	4213	65181			640 400,00	
	65	4213	65211			60 000,00	
	65	4213	6522			100 000,00	
Total prestation						800 400,00	
Frais d'hébergement en famille d'accueil	65	4213	6522			837 200,00	
Total prestation						837 200,00	
Prise en charge de l'accueil au Centre départemental d'accueil des familles	65	4213	652411			5 245 000,00	
Total prestation						5 245 000,00	
Prise en charge de l'accueil au Foyer de l'Enfance	65	4213	652411			12 294 060,00	
Total prestation						12 294 060,00	
Prise en charge de l'accueil dans des lieux de vie	65	4213	652413			7 043 000,00	
Total prestation						7 043 000,00	
Prise en charge de l'accueil des jeunes au Foyer des Jeunes Travailleurs et à l'hôtel	65	4213	652414			41 600,00	
	65	4213	652418			166 400,00	
Total prestation						208 000,00	
Prise en charge de l'accueil des mères avec enfants	65	4213	652418			468 000,00	
Total prestation						468 000,00	
Prise en charge de l'accueil en Maisons d'Enfants	65	4213	652412			46 259 847,00	
Total prestation						46 259 847,00	
Prise en charge des frais de la vie quotidienne des enfants accueillis	011	4213	6068			500,00	
	011	4213	6161			500,00	
	011	4213	62878			35 948,00	
	65	4213	6514			1 027 000,80	
	75	4213	7512				5 000,00
	75	4213	7513				400 000,00
	75	4213	7518				18 000,00
Total prestation						1 063 948,80	423 000,00
Service S0169 DEPE - SERVICE OFFRE D'ACCUEIL						74 220 895,80	423 000,00

**Service S0174 DEPE - DA DE L'ASE - SERVICE EQUIPE ADOPTION**

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
	M57			Année	Code	Dépenses
Achat de trousseaux de naissance	65	4213	6514			3 500,00
Total prestation						<b>3 500,00</b>
Service S0174 DEPE - SERVICE EQUIPE ADOPTION						<b>3 500,00</b>

Service S0176 DAT - DA AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET FONDS EUROPEENS - SERVICE AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET COLLECTIVITES

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement	
	M57			Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Cotisation aux agences d'urbanisme	011	515	6281			48 600,00			
Total prestation						48 600,00			
Subvention pour la préservation du potentiel foncier gardois	65	515	65748	2 022	SAFER	15 000,00			
Total prestation						15 000,00			
Subvention pour le soutien aux services de proximité en milieu rural	204	62	2041482	2 022	CREARURALE			10 000,00	
	204	62	2041482	2 023	CREARURALE			20 000,00	
Total prestation								30 000,00	
Subventions dans le cadre des contrats avec les communes et leurs groupements	204	501	2041482	2020	CDE			395 766,00	
	204	501	2041482	2021	CDE			210 359,00	
	204	501	2041482	2022	CDE			1 576 417,00	
	204	501	2041482	2023	CDE			2 132 364,10	
	204	501	2041482	2024	CDE			1 270 000,00	
	204	501	2041482	2025	CDE			100 000,00	
	204	501	2041582	2020	CDE			93 000,00	
	204	501	2041582	2022	CDE			776 561,00	
	204	633	2041582	2022	DID			371 289,78	
	204	501	2041582	2023	CDE			200 884,00	
	204	501	2041582	2024	CDE			490 000,00	
Total prestation								900 000,00	
Total prestation								8 516 640,88	
Subventions pour le développement de l'enseignement supérieur	204	23	20415332	2 022	CPER2127			260 000,00	
Total prestation								260 000,00	
Participation au capital d'une SPL	27	01	2748						200 000,00
	77	01	775				600,00		
Total prestation							600,00		200 000,00
Service S0176 DAT - SERVICE AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET COLLECTIVITES						63 600,00	600,00	8 806 640,88	200 000,00

Service S0180 DEPE - DA PROTECTION MATERNELLE INFANTILE - DIRECTION ADJOINTE PROTECTION MATERNELLE INFANTILE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	
	M57			Année	Code	Dépenses	Recettes
Achat de matériel nécessaire au fonctionnement de la PMI	011	410	6236			40 000,00	
<b>Total prestation</b>						<b>40 000,00</b>	
Achat de produits pharmaceutiques	011	411	60632			1 200,00	
	011	411	60661			46 000,00	
	011	411	60662			41 500,00	
	011	411	60668			2 000,00	
<b>Total prestation</b>						<b>90 700,00</b>	
Contribution à des actions d'accompagnement à la parentalité	65	411	6514			1 200,00	
<b>Total prestation</b>						<b>1 200,00</b>	
Formation des Assistantes Maternelles	011	411	6183			188 000,00	
	012	411	6218			2 000,00	
<b>Total prestation</b>						<b>190 000,00</b>	
Participation à des structures oeuvrant dans le domaine de la parentalité	65	411	65748			30 000,00	
<b>Total prestation</b>						<b>30 000,00</b>	
Participation au CAMSP d'Alès	65	411	6568			215 449,00	
<b>Total prestation</b>						<b>215 449,00</b>	
Participation au CAMSP de Bagnols sur Cèze	65	411	6568			126 140,00	
<b>Total prestation</b>						<b>126 140,00</b>	
Participation au CAMSP de Nîmes	65	411	6568			184 589,00	
<b>Total prestation</b>						<b>184 589,00</b>	
Prise en charge des frais liés à la grossesse	65	411	6514			145 152,00	
	74	411	7476				350 000,00
<b>Total prestation</b>						<b>145 152,00</b>	<b>350 000,00</b>
Subventions à des structures œuvrant dans le domaine de l'accueil de la petite enfance	74	411	747888				300 000,00
<b>Total prestation</b>							<b>300 000,00</b>
Subventions à des structures œuvrant dans le domaine de la santé et de l'accès aux soins	65	412	65748			33 600,00	
<b>Total prestation</b>						<b>33 600,00</b>	
Subventions pour les lieux d'accueil enfants parents (LAEP) et les relais assistants familiaux (RAM)	65	411	657348			165 120,00	
	74	411	747888				15 000,00
<b>Total prestation</b>						<b>165 120,00</b>	<b>15 000,00</b>

**Service S0180 DEPE - DA PROTECTION MATERNELLE INFANTILE - DIRECTION ADJOINTE PROTECTION MATERNELLE INFANTILE**

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	
	M57			Année	Code	Dépenses	Recettes
Service S0180 DEPE - DIRECTION ADJOINTE PROTECTION MATERNELLE INFANTILE						1 221 950,00	665 000,00

**Service S0182 POLE CULTUREL CHATEAU ASSAS**

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
Actions culturelles au Château d'Assas	011	313	6228			15 000,00
<b>Total prestation</b>						<b>15 000,00</b>
<b>Service S0182 POLE CULTUREL CHATEAU ASSAS</b>						<b>15 000,00</b>

**Service S0185 DAJAQ - DA DE L'ACHAT PUBLIC - SERVICE PROGRAMMATION ET PERFORMANCE ACHAT**

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
	M57			Année	Code	Dépenses
Adhésion à l'association des acheteurs publics	011	028	6281			300,00
<b>Total prestation</b>						<b>300,00</b>
Mise en oeuvre du Schéma de promotion des achats publics socialement et écologiquement responsable	011	028	6228			30 000,00
<b>Total prestation</b>						<b>30 000,00</b>
<b>Service S0185 DACP - SERVICE OUTILS ET RESSOURCES</b>						<b>30 300,00</b>



Service S0186 DAUT - COMPENSATION DU HANDICAP

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	
	M57			Année	Code	Dépenses	Recettes
Accords dits LAFORCADE Ségur 2PH	65	425	65242			2 700 000,00	
	74	425	747818				558 696,00
Total prestation						2 700 000,00	558 696,00
Allocations d'aides individuelles à l'hébergement PH et Services	011	420	62878				
	011	425	62878				
	65	425	65242			56 496 732,00	
	75	425	7513				60 000,00
Total prestation						56 496 732,00	60 000,00
PCH Psy	65	425	6511211			1 700 000,00	
Total prestation						1 700 000,00	
Prestation de Compensation du Handicap	65	425	6511211			25 000 000,00	
	65	425	6511212			5 800 000,00	
	74	425	747812				11 000 000,00
	75	425	7535				5 000,00
Total prestation						30 800 000,00	11 005 000,00
Prise en charge des aides ménagères PH	65	425	6514			45 000,00	
Total prestation						45 000,00	
Versement de l'allocation compensatrice	65	425	651122			3 220 000,00	
	75	425	7538				5 000,00
Total prestation						3 220 000,00	5 000,00
Service S0186 DAUT - SERVICE COMPENSATION DU HANDICAP						94 961 732,00	11 628 696,00

**Service S0187 DAUT - SERVICE AIDE SOCIALE**

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	
	M57			Année	Code	Dépenses	Recettes
Allocation d'aides individuelles à l'hébergement PA (HORS APAE)	65	4238	65243			30 500 000,00	
	75	4238	7513				8 000 000,00
<b>Total prestation</b>						<b>30 500 000,00</b>	<b>8 000 000,00</b>
Participation aux associations tutélaires	65	425	6568			17 000,00	
<b>Total prestation</b>						<b>17 000,00</b>	
Prise en charge des aides ménagères PA	65	4238	6514			5 000,00	
<b>Total prestation</b>						<b>5 000,00</b>	
Prise en charge des aides ménagères PA (ARSM2)	65	4238	6514			1 734 143,00	
<b>Total prestation</b>						<b>1 734 143,00</b>	
Récupération des créances d'aide sociale	75	4238	7513				3 000 000,00
<b>Total prestation</b>							<b>3 000 000,00</b>
<b>Service S0187 DAUT - SERVICE AIDE SOCIALE</b>						<b>32 256 143,00</b>	<b>11 000 000,00</b>

Service S0190 DRH - SERVICE PREVENTION ET QUALITE DE VIE AU TRAVAIL

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement
	M57			Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses
Achat de matériel ergonomique pour test	011	020	60632			10 000,00		
Total prestation						10 000,00		
Aides versées dans le cadre du FIPHFP	65	021	65181			6 455,00		
	74	021	747888				80 000,00	
Total prestation						6 455,00	80 000,00	
Aides versées dans le cadre du Fonds national de prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles	74	021	747888				40 000,00	
Total prestation							40 000,00	
Aménagement de postes RQTH	011	020	60632			12 500,00		
	21	020	21838					8 000,00
	21	020	21841					8 000,00
Total prestation						12 500,00		16 000,00
Conseil et appui technique en matière de prévention des risques professionnels	011	020	6228			83 000,00		
Total prestation						83 000,00		
Gestion de la convention avec le CDG30 relative au Comité médical et à la Commission de réforme	011	020	6228			60 000,00		
Total prestation						60 000,00		
Gestion des frais médicaux liés à la carrière	012	021	6475			206 000,00		
Total prestation						206 000,00		
Inspection dans le domaine de l'hygiène et de la sécurité	012	021	6218			12 500,00		
Total prestation						12 500,00		
Matériel SPQVT Achat et Maintenance	011	020	60632			4 000,00		
	21	020	21578					10 000,00
Total prestation						4 000,00		10 000,00
Séminaires relatifs à la qualité de vie au travail	011	020	6228			34 900,00		
Total prestation						34 900,00		
Service S0190 DRH - SERVICE PREVENTION ET QUALITE DE VIE AU TRAVAIL						429 355,00	120 000,00	26 000,00

**Service S0192 DISI - POLE SECURITE**

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement
	M57			Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses
Déploiement de logiciels de sécurisation	011	028	6188			1 297 500,00		
<b>Total prestation</b>						<b>1 297 500,00</b>		
Déploiement de matériels de sécurisation	011	028	60632			1 500,00		
<b>Total prestation</b>						<b>1 500,00</b>		20 000,00
Mise en œuvre d'actions de sécurisation	011	028	6228			88 000,00		<b>20 000,00</b>
<b>Total prestation</b>						<b>88 000,00</b>		
<b>Service S0192 DISI - POLE SECURITE</b>						<b>1 387 000,00</b>		<b>20 000,00</b>

**Service S0193 DISI - SERVICE UTILISATEURS**

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement
	M57			Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses
Accompagner aux usages numériques	011	028	6182			7 500,00		
	011	028	6188			13 500,00		
	011	028	6228			10 000,00		
<b>Total prestation</b>						<b>31 000,00</b>		
Développer et maintenir le Système d'Information Géographique	011	028	6156			2 400,00		
	20	028	2051					23 000,00
<b>Total prestation</b>						<b>2 400,00</b>		<b>23 000,00</b>
<b>Service S0193 DISI - SERVICE UTILISATEURS</b>						<b>33 400,00</b>		<b>23 000,00</b>

Service S0204 DAUT - MISSION SOUTIEN AU GIP ET MODE D'ACCUEILS ALTERNATIFS

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	
	M57			Année	Code	Dépenses	Recettes
Formation des accueillants PA-PH	011	420	6183			55 673,00	
	011	420	62878			5 000,00	
Total prestation						60 673,00	
Hébergement personnes handicapées en familles d'accueil	65	425	6522			380 000,00	
Total prestation						380 000,00	
Participation au GIP	011	420	611			100 000,00	
	65	425	651123			28 500,00	
	65	425	6568			582 000,00	
	70	425	70878				263 000,00
Total prestation						710 500,00	263 000,00
Subvention pour les modes d'accueil alternatif	65	4238	657348			21 000,00	
	65	4238	657358			10 000,00	
	65	4238	65763			26 250,00	
	65	4238	657381			83 750,00	
	65	4238	657382			88 750,00	
	65	4238	65748			14 250,00	
Total prestation						244 000,00	
Suivi médico-social des personnes accueillies en famille d'accueil (PA et PH)	016	433	611			273 000,00	
Total prestation						273 000,00	
Service S0204 DAUT - MISSION SOUTIEN AU GIP ET MODE D'ACCUEILS ALTERNATIFS						1 668 173,00	263 000,00

Service S0213 DLL - SERVICE ACCOMPAGNEMENT DU RESEAU ET DEVELOPPEMENT DES TERRITOIRES

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement	
	M57			Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Mise en réseau informatisé	204	313	2041481					4 000,00	
Total prestation								4 000,00	
Organisation de manifestations culturelles (DLL)	011	313	6228			13 500,00			
	011	313	6288			4 300,00			
	65	313	65818			1 200,00			
Total prestation						19 000,00			
Diffusion par bibliobus	21	313	21828					85 200,00	
	13	313	1311						42 600,00
Total prestation								85 200,00	42 600,00
Subventions pour l'achat de mobilier de bibliothèque en faveur du réseau	204	313	2041481					27 000,00	
Total prestation								27 000,00	
Service S0213 DLL - SERVICE ACCOMPAGNEMENT DU RESEAU DEVELOP TERRITOIRES						19 000,00		116 200,00	42 600,00

**Service S0225 DEPE - CELLULE DE RECUEIL DES INFORMATIONS PREOCCUPANTES**

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
	M57			Année	Code	Dépenses
Coordination départementale dans le traitement des informations préoccupantes	65	4213	6568			50 000,00
<b>Total prestation</b>						<b>50 000,00</b>
<b>Service S0225 DEPE - CELLULE RECUEIL DES INFORMATIONS PREOCCUPANTES</b>						<b>50 000,00</b>

Service S0260 DADST- SERVICE COORDINATION DE L'ACTION SOCIALE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement
	M57			Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses
Fonds d'Aide aux Jeunes	65	4213	65133			150 000,00		
<b>Total prestation</b>						<b>150 000,00</b>		
Mesure d'Accompagnement Social Personnalisé (MASP)	011	428	611			500 000,00		
<b>Total prestation</b>						<b>500 000,00</b>		
Participation à la maison de justice et du droit	65	428	6568			37 200,00		
<b>Total prestation</b>						<b>37 200,00</b>		
Prise en charge des aides financières individuelles extra-légales	65	428	65133			368 000,00		
	77	428	773				500,00	
<b>Total prestation</b>						<b>368 000,00</b>	<b>500,00</b>	
Prise en charge des aides financières individuelles légales	65	4213	65111			700 000,00		
	77	4213	773				2 000,00	
<b>Total prestation</b>						<b>700 000,00</b>	<b>2 000,00</b>	
Subventions à des structures œuvrant dans le domaine de la santé et de l'accès aux soins	65	412	65748			183 600,00		
<b>Total prestation</b>						<b>183 600,00</b>		
Subventions aux actions de soutien à la parentalité (REAAP)	65	4213	65748			49 864,00		
<b>Total prestation</b>						<b>49 864,00</b>		
Subventions de fonctionnement dans le champ de l'action sociale	011	428	6281			60,00		
	65	428	657381			73 000,00		
	65	428	65748			480 000,00		
<b>Total prestation</b>						<b>553 060,00</b>		
Subventions d'investissement et d'équipement dans le champ de l'action sociale	204	428	20422	2 021	INVAS			20 000,00
<b>Total prestation</b>								<b>20 000,00</b>
Conduite de missions de primo accueil et d'accompagnement des Gens du voyage	011	428	6228		GDV	100 000,00		
<b>Total prestation</b>						<b>100 000,00</b>		
<b>Service S0260 DADST - SERVICE COORDINATION DE L'ACTION SOCIALE</b>						<b>2 641 724,00</b>	<b>2 500,00</b>	<b>20 000,00</b>



**Service S0261 DEPE - DA DE L'ASE - DIRECTION ADJOINTE DE L'ASE**

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	
	M57			Année	Code	Dépenses	Recettes
Interventions des aides ménagères et des techniciennes de l'intervention sociale et familiale	65	4213	6514			600 000,00	
<b>Total prestation</b>						<b>600 000,00</b>	
Participation à des structures ou des associations intervenant en prévention	65	4213	6568			34 400,00	
<b>Total prestation</b>						<b>34 400,00</b>	
Prise en charge des interventions des équipes sociales associatives, AEMO et AEMO renforcée	65	4213	652416			7 130 000,00	
<b>Total prestation</b>						<b>7 130 000,00</b>	
Prise en charge des tutelles aux biens et administration ad hoc	011	4213	611			70 000,00	
					<b>Total prestation</b>	<b>70 000,00</b>	
Stratégie nationale de prévention et protection de l'enfance (plan Taquet)	011	4213	6514				1 500 000,00
<b>Total prestation</b>							<b>1 500 000,00</b>
Subventions à des structures œuvrant dans le champ de la prévention	65	4213	65748			299 000,00	
<b>Total prestation</b>						<b>299 000,00</b>	
Suivi financier des dessaisissements	011	4213	62878			400 000,00	
	75	4213	7511				350 000,00
<b>Total prestation</b>						<b>400 000,00</b>	<b>350 000,00</b>
<b>Service S0261 DEPE - DIRECTION ADJOINTE DE L'ASE</b>						<b>8 533 400,00</b>	<b>1 850 000,00</b>

**Service S0268 DEPE - DA DE L'ASE - SERVICE EQUIPE MINEURS NON ACCOMPAGNES**

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	
	M57			Année	Code	Dépenses	Recettes
Prise en charge de l'hébergement et des frais de la vie quotidienne des mineurs non accompagnés	011	4213	62878			60 000,00	
	65	4213	652411			700 000,00	
	65	4213	652412			5 000 000,00	
	65	4213	652414			2 350 000,00	
	65	4213	652418			3 340 000,00	
	74	4213	747888				2 000 000,00
<b>Total prestation</b>						<b>11 450 000,00</b>	<b>2 000 000,00</b>
<b>Service S0268 DEPE - SERVICE EQUIPE MINEURS NON ACCOMPAGNES</b>						<b>11 450 000,00</b>	<b>2 000 000,00</b>

Service S0931 DAP - MISSION ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDARITE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
	M57			Année	Code	Dépenses
Innovation en faveur de l'économie sociale et solidaire	011	62	6281			20 000,00
	65	62	65748			40 000,00
					<b>Total prestation</b>	<b>60 000,00</b>
Promouvoir l'économie sociale et solidaire	65	62	65748	2024	ESSCOMMUNS	250 000,00
	65	62	65748			100 000,00
					<b>Total prestation</b>	<b>350 000,00</b>
<b>Service S0931 DADST - MISSION ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE</b>						<b>410 000,00</b>

## OPERATIONS D'ORDRE ET OPERATIONS PATRIMONIALES

DIRECTION	IMPUTATION					Fonctionnement	
						Dépenses	Recettes
DIRECTION DES FINANCES	042	01	6811	0	S0008	78 725 500,00	
		01	752	0	S0008		470 000,00
		01	77681	0	S0008		18 500 000,00
		01	777	0	S0008		10 712 300,00
Somme :						78 725 500,00	29 682 300,00
DIRECTION DES FINANCES						78 725 500,00	29 682 300,00

DIRECTION	IMPUTATION					Investissement	
						Dépenses	Recettes
DIRECTION DES FINANCES	040	01	13911	0	S0008	950 000,00	
		01	13912	0	S0008	500 000,00	
		01	139148	0	S0008	300 000,00	
		01	139158	0	S0008	3 000,00	
		01	13916	0	S0008	9 300,00	
		01	139172	0	S0008	45 000,00	
		01	139178	0	S0008	5 000,00	
		01	13918	0	S0008	3 500 000,00	
		01	139311	0	S0008	1 300 000,00	
		01	1393121	0	S0008	4 000 000,00	
		01	139313	0	S0008	100 000,00	
		01	16878	0	S0008	470 000,00	
		01	198	0	S0008	18 500 000,00	
		01	28031	0	S0008		300 000,00
		01	2804111	0	S0008		10 000,00
		01	2804112	0	S0008		550 000,00
		01	2804113	0	S0008		225 000,00
		01	2804121	0	S0008		250 000,00
		01	2804122	0	S0008		260 000,00
		01	28041481	0	S0008		1 070 000,00
		01	28041482	0	S0008		25 000 000,00
		01	280415321	0	S0008		40 000,00
		01	280415322	0	S0008		160 000,00
		01	280415331	0	S0008		120 000,00
		01	280415332	0	S0008		8 700 000,00
		01	28041581	0	S0008		35 000,00
		01	28041582	0	S0008		1 325 000,00
		01	2804181	0	S0008		35 000,00
		01	2804182	0	S0008		100 000,00
		01	2804183	0	S0008		1 500 000,00
		01	280421	0	S0008		160 000,00
		01	280422	0	S0008		2 600 000,00
		01	280431	0	S0008		300 000,00
		01	280432	0	S0008		470 000,00
		01	2804411	0	S0008		900 000,00
		01	2804412	0	S0008		6 000 000,00
		01	2805	0	S0008		1 600 000,00
		01	28128	0	S0008		100 000,00
		01	281311	0	S0008		700 000,00
		01	281312	0	S0008		5 500 000,00
		01	281313	0	S0008		1 200 000,00

DIRECTION	IMPUTATION				Investissement		
					Dépenses	Recettes	
	01	281314	0	S0008		700 000,00	
	01	281318	0	S0008		900 000,00	
	01	281321	0	S0008		60 000,00	
	01	281328	0	S0008		30 000,00	
	01	281351	0	S0008		4 800 000,00	
	01	281352	0	S0008		80 000,00	
	01	28148	0	S0008		100 000,00	
	01	281538	0	S0008		520 000,00	
	01	281578	0	S0008		2 100 000,00	
	01	2817312	0	S0008		3 200 000,00	
	01	2817314	0	S0008		25 000,00	
	01	281735	0	S0008		2 500 000,00	
	01	2817538	0	S0008		70 000,00	
	01	2817578	0	S0008		500,00	
	01	281785	0	S0008		10 000,00	
	01	28181	0	S0008		130 000,00	
	01	281828	0	S0008		460 000,00	
	01	281831	0	S0008		1 500 000,00	
	01	281838	0	S0008		1 500 000,00	
	01	281848	0	S0008		280 000,00	
	01	28185	0	S0008		150 000,00	
	01	28188	0	S0008		400 000,00	
Somme :					29 682 300,00	78 725 500,00	
DIRECTION DES FINANCES	041	01	16449	3	S0009	6 590 000,00	6 590 000,00
		01	2031	999	S0008		2 000 000,00
		01	2033	999	S0008		200 000,00
		01	204411	999	S0008	1 100 000,00	
		01	21578	999	S0008		200 000,00
		01	21841	999	S0008		800 000,00
		01	2188	999	S0008		100 000,00
		01	2313	999	S0008	20 000 000,00	
		01	2315	999	S0008	5 500 000,00	
		01	2316	999	S0008	6 140 000,00	
		01	2317	999	S0008	2 460 000,00	
		01	2324.	999	S0008	200 000,00	
		01	237	999	S0008		3 000 000,00
		01	238	999	S0008		29 100 000,00
Somme :					41 990 000,00	41 990 000,00	
DIRECTION DES FINANCES					71 672 300,00	120 715 500,00	

## SYNTHESE PAR COMMISSION

Commission	DGA	DIRECTION	Fonctionnement		Investissement	
			Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
<b>C100 FINANCES ET ADMINISTRATION GENERALE</b>	PRESIDENCE	CABINET DU PRESIDENT - DIRECTION DE LA COMMUNICATION	2 035 080,00		150 000,00	
	DIRECTION GENERALE DES SERVICES	DIRECTION COORDINATION GENERALE DES SERVICES	331 000,00			
	DIRECTION GENERALE ADJOINTE RESSOURCES INTERNES	DIRECTION DE L'INNOVATION ET DES SYSTEMES D'INFORMATION	4 849 810,00		2 223 350,00	
	DIRECTION GENERALE ADJOINTE RESSOURCES INTERNES	DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES DE L'ACHAT ET DE LA QUESTURE	3 829 167,35		75 000,00	
	DIRECTION GENERALE ADJOINTE RESSOURCES INTERNES	DIRECTION DES FINANCES	113 517 001,00	774 327 716,63	60 271 804,00	117 433 174,59
	DIRECTION GENERALE ADJOINTE RESSOURCES INTERNES	DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES	210 697 355,78	2 290 478,00	26 000,00	
	DIRECTION GENERALE ADJOINTE RESSOURCES INTERNES	DIRECTION RESSOURCES INTERNES	181 450,00		2 000,00	
<b>C100 FINANCES ET ADMINISTRATION GENERALE</b>			<b>335 440 864,13</b>	<b>776 618 194,63</b>	<b>62 748 154,00</b>	<b>117 433 174,59</b>
<b>C200 DEVELOPPEMENT DURABLE DES TERRITOIRES</b>	DIRECTION GENERALE ADJOINTE MOBILITES ET LOGISTIQUE	DIRECTION DE LA LOGISTIQUE				30 000,00
	DIRECTION GENERALE ADJOINTE DEVELOPPEMENT ET CADRE DE VIE	DIRECTION DE L'ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE	213 600,00	600,00	11 601 733,93	200 000,00
	DIRECTION GENERALE ADJOINTE DEVELOPPEMENT ET CADRE DE VIE	DIRECTION DE L'EAU ET DE LA VALORISATION DU PATRIMOINE NATUREL	7 591 244,49	4 457 400,00	18 704 016,94	2 040 000,00
<b>C200 DEVELOPPEMENT DURABLE DES TERRITOIRES</b>			<b>7 804 844,49</b>	<b>4 458 000,00</b>	<b>30 305 750,87</b>	<b>2 270 000,00</b>
<b>C300 INFRASTRUCTURES ROUTES ET RESEAUX</b>	DIRECTION GENERALE ADJOINTE MOBILITES ET LOGISTIQUE	DIRECTION DE LA LOGISTIQUE	12 864 850,00	472 000,00	17 464 041,00	952 000,00
	DIRECTION GENERALE ADJOINTE MOBILITES ET LOGISTIQUE	DIRECTION DE LA MOBILITE ET DES ROUTES	4 730 000,00	550 000,00	37 562 516,00	4 215 450,00
	DIRECTION GENERALE ADJOINTE MOBILITES ET LOGISTIQUE	DIRECTION DU DEVELOPPEMENT NUMERIQUE DU TERRITOIRE	41 000,00	705 000,00	270 000,00	783 000,00
<b>C300 INFRASTRUCTURES ROUTES ET RESEAUX</b>			<b>17 635 850,00</b>	<b>1 727 000,00</b>	<b>55 296 557,00</b>	<b>5 950 450,00</b>
<b>C400 SOLIDARITES SOCIALES</b>	DIRECTION GENERALE ADJOINTE DES SOLIDARITES	DIRECTION D'APPUI DGADS	9 886 101,00	3 584 105,00	1 835 000,00	1 500 000,00
	DIRECTION GENERALE ADJOINTE DES SOLIDARITES	DIRECTION DE L'ANIMATION ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL DES TERRITOIRES	198 523 969,00	110 078 346,00	220 000,00	
	DIRECTION GENERALE ADJOINTE DES SOLIDARITES	DIRECTION DE L'AUTONOMIE DES PERSONNES	225 733 932,00	70 602 605,00	3 925 000,35	
	DIRECTION GENERALE ADJOINTE DES SOLIDARITES	DIRECTION DE L'ENFANCE ET DE LA PETITE ENFANCE	95 479 745,80	4 938 000,00		
	DIRECTION GENERALE ADJOINTE DES SOLIDARITES	MISSION POLITIQUE DE LA VILLE	4 519 905,00		20 000,00	
<b>C400 SOLIDARITES SOCIALES</b>			<b>534 143 652,80</b>	<b>189 203 056,00</b>	<b>6 000 000,35</b>	<b>1 500 000,00</b>
<b>C500 EDUCATION, COLLEGES ET CITOYENNETE</b>	DIRECTION GENERALE ADJOINTE RESSOURCES INTERNES	DIRECTION DE L'INNOVATION ET DES SYSTEMES D'INFORMATION	497 000,00		1 115 000,00	
	DIRECTION GENERALE ADJOINTE MOBILITES ET LOGISTIQUE	DIRECTION DE LA LOGISTIQUE	1 364 150,00	10 000,00	20 035 959,00	3 830 215,00
	DIRECTION GENERALE ADJOINTE DEVELOPPEMENT ET CADRE DE VIE	DIRECTION DE L'ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE			260 000,00	
	DIRECTION GENERALE ADJOINTE DEVELOPPEMENT ET CADRE DE VIE	DIRECTION EDUCATION JEUNESSE CULTURE ET SPORTS	15 267 655,00	1 855 000,00	1 660 000,00	
<b>C500 EDUCATION, COLLEGES ET CITOYENNETE</b>			<b>17 128 805,00</b>	<b>1 865 000,00</b>	<b>23 070 959,00</b>	<b>3 830 215,00</b>
<b>C600 ATTRACTIVITE ET QUALITE DE VIE</b>	DIRECTION GENERALE ADJOINTE DEVELOPPEMENT ET CADRE DE VIE	DIRECTION D'APPUI DGADCV	280 000,00			
	DIRECTION GENERALE ADJOINTE DEVELOPPEMENT ET CADRE DE VIE	DIRECTION DE LA CONSERVATION DEPARTEMENTALE	98 200,00	63 500,00	31 000,00	
	DIRECTION GENERALE ADJOINTE DEVELOPPEMENT ET CADRE DE VIE	DIRECTION DE L'ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE	7 847 101,58	3 043 535,37	254 018,37	15 000,00
	DIRECTION GENERALE ADJOINTE DEVELOPPEMENT ET CADRE DE VIE	DIRECTION DES ARCHIVES DEPARTEMENTALES	234 568,00	100,00	372 000,00	
	DIRECTION GENERALE ADJOINTE DEVELOPPEMENT ET CADRE DE VIE	DIRECTION DU LABORATOIRE DEPARTEMENTAL D'ANALYSES	577 000,00	645 000,00	155 000,00	

Commission	DGA	DIRECTION	Fonctionnement		Investissement	
			Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
	DIRECTION GENERALE ADJOINTE DEVELOPPEMENT ET CADRE DE VIE	DIRECTION DU LIVRE ET DE LA LECTURE	143 000,00	3 000,00	160 200,00	42 600,00
	DIRECTION GENERALE ADJOINTE DEVELOPPEMENT ET CADRE DE VIE	DIRECTION EDUCATION JEUNESSE CULTURE ET SPORTS	7 297 300,00	63 000,00	1 691 000,00	
	DIRECTION GENERALE ADJOINTE DEVELOPPEMENT ET CADRE DE VIE	POLE CULTUREL CHATEAU ASSAS	15 000,00			
<b>C600      ATTRACTIVITE ET QUALITE DE VIE</b>			<b>16 492 169,58</b>	<b>3 818 135,37</b>	<b>2 663 218,37</b>	<b>57 600,00</b>
		<b>OPERATIONS REELLES</b>	<b>928 646 186,00</b>	<b>977 689 386,00</b>	<b>180 084 639,59</b>	<b>131 041 439,59</b>
<b>C100 FINANCES ET ADMINISTRATION GENERALE</b>	DIRECTION GENERALE ADJOINTE RESSOURCES INTERNES	DIRECTION DES FINANCES	78 725 500,00	29 682 300,00	71 672 300,00	120 715 500,00
<b>C100      FINANCES ET ADMINISTRATION GENERALE</b>			<b>78 725 500,00</b>	<b>29 682 300,00</b>	<b>71 672 300,00</b>	<b>120 715 500,00</b>
		<b>OPERATIONS D'ORDRE</b>	<b>78 725 500,00</b>	<b>29 682 300,00</b>	<b>71 672 300,00</b>	<b>120 715 500,00</b>
		<b>BP 2025</b>	<b>1 007 371 686,00</b>	<b>1 007 371 686,00</b>	<b>251 756 939,59</b>	<b>251 756 939,59</b>